

UNIVERSITÉ DE DIJON. — FACULTÉ DE DROIT

LA
PÊCHE FLUVIALE
ET
L'ADMINISTRATION DES EAUX ET FORÊTS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le Mardi 30 Juin 1903, à une heure et demie

PAR

FERNAND DEROME

INSPECTEUR-ADJOINT DES EAUX ET FORÊTS

SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. MOULIN, PROFESSEUR

SUFFRAGANTS { M. PAUL GAUDEMET, Professeur.
M. DESLANDRES, Professeur.

DIJON

IMPRIMERIE JACQUOT & FLORET

12, rue Berbisey, 12

—
1903

LA PÊCHE FLUVIALE

ET

L'ADMINISTRATION DES EAUX ET FORÊTS

UNIVERSITÉ DE DIJON. — FACULTÉ DE DROIT

LA
PÊCHE FLUVIALE
ET
L'ADMINISTRATION DES EAUX ET FORÊTS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le Mardi 30 Juin 1903, à une heure et demie

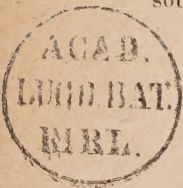
PAR

FERNAND DEROYE

INSPECTEUR-ADJOINT DES EAUX ET FORÊTS

SOUS LA PRÉSIDENCE DE M. MOULIN, PROFESSEUR

SUFFRAGANTS { M. PAUL GAUDEMET, Professeur.
M. DESLANDRES, Professeur.



DIJON

IMPRIMERIE JACQUOT & FLORET

12, rue Berbisey, 12

—
1903

A MONSIEUR

L. DAUBRÉE

CONSEILLER D'ÉTAT

DIRECTEUR GÉNÉRAL DES EAUX ET FORÊTS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

AVANT-PROPOS

Au début de ce travail, il est pour moi un devoir agréable à remplir, celui d'adresser mes remerciements à toutes les personnes qui ont bien voulu me prêter leur appui pour le mener à bonne fin.

Je dois tout d'abord témoigner ma profonde et respectueuse gratitude à M. Daubrée, Conseiller d'État, Directeur Général des Eaux et Forêts, qui, en m'autorisant à puiser dans les archives de l'Administration centrale les renseignements statistiques intéressant la question que j'avais choisie, m'a ainsi fourni la plupart des éléments nécessaires pour la traiter.

Je ne saurais oublier le bienveillant accueil que j'ai toujours trouvé auprès de M. Lafosse, Chef du personnel de l'Administration, ni l'extrême obligeance avec laquelle M. le Conservateur Mersey ainsi que M. l'Inspecteur Maire ont facilité les recherches documentaires que j'avais à effectuer.

Les bons conseils et les encouragements ne m'ont pas non plus fait défaut ; je sais, sous ce rapport, un gré particulier à M. Boppe, Directeur honoraire de l'École nationale des Eaux et Forêts, et à M. Guyot, Directeur actuel de cette École.

La liste serait trop longue des membres de l'Administration forestière, chefs ou camarades, qui, avec l'empressement le plus aimable, m'ont aidé dans la tâche que j'avais entreprise. Si je ne puis les citer tous, qu'ils soient du moins certains que je les unis tous dans le même sentiment de reconnaissance.

Juin 1903.

INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

I. — Auteurs.

- Belloc.** — *L'Aquiculture dans le sud-ouest de la France* (Paris, Imp. Nationale, 1896).
- Bertrand.** — *Lois sur la pêche fluviale à l'usage de la Gendarmerie* (Paris, Lavauzelle, 1899).
- Boppe.** — *Chasse et Pêche en France* (Paris-Nancy, Berger-Levrault, 1900).
- Bouchon-Brandely.** — *Traité de pisciculture pratique* (Paris, Lib. de la Maison rustique, 1878).
- Bouquet de la Grye.** — *Guide du Forestier. Deuxième partie: Surveillance des Forêts* (Paris, Rothschild, 1898).
- Brocchi.** — *La pisciculture dans les eaux douces* (Paris, Quantin, 1896).
- Championnière.** — *De la propriété des eaux courantes* (Paris, 1846).
- Chanoine-Davranches.** — *Histoire de la pêche fluviale* (Rouen, Cagniard, 1894).
- Dalloz.** — *Les Codes annotés. Code forestier* (Paris, 1884).
- Darest de la Chavanne.** — *Histoire de l'administration en France* (Paris, Guillaumin, 1848).
- Daviel.** — *Traité de la législation des cours d'eau* (Paris, Hingray, 1837).
- Delebecque.** — *Les lacs français* (Paris, Chamerot et Renouard, 1898).
- Ducrocq.** — *Cours de droit administratif et de législation française de finances* (Tomes I à IV. Paris, Fontemoing, 1900).
- Dufour.** — *Traité général de droit administratif appliqué* (Paris, 1868).
- Dufrénoy.** — *Histoire du droit de chasse et du droit de pêche dans l'ancien droit français* (Thèse, Paris, 1896).
- Garnier.** — *Régime ou Traité des rivières* (Paris, Beaucé-Rusand, 1825).

- Gervais et Boulart.** — *Les poissons d'eau douce* (Paris, Rothschild, 1897).
- Gobin.** — *La pisciculture en eaux douces* (Paris, Baillière, 1889).
- Guillemand.** — *La pêche à la ligne et au filet* (Paris, Hachette, 1857).
- Guyot.** — *Cours de législation forestière, professé à l'École nationale des Eaux et Forêts (d'après les notes de M. P.-E. Camus.* — Nancy, 1897-1898).
- *L'enseignement forestier en France. L'Ecole de Nancy.* (Nancy, Crépin-Leblond, 1898).
- Guyot et Puton.** — *Contrainte par corps en matière criminelle et forestière* (Paris, Marchal, Billard et C^{ie}, 1880).
- Henry.** — *Cours de zoologie forestière, professé à l'École nationale des Eaux et Forêts (d'après les notes de M. P.-E. Camus.* Nancy, 1897-1898).
- Herbin de Halle.** — *Mémorial statistique et administratif des forêts du royaume* (Paris, David, 1824).
- Imbart-Latour.** — *La pêche en droit romain et en droit international actuel* (Thèse, Paris, 1885).
- Journé.** — *La pêche fluviale* (Thèse, Paris, 1901).
- Martin.** — *Code nouveau de la pêche fluviale* (Paris, Léauley, 1897).
- Mersey.** — *La Culture des eaux fluviales en France* (Paris, 1900).
- Moncoq.** — *Pisciculture. — Rivières et Étangs* (Laval, Goupil, 1902).
- Pardé.** — *Cours de droit enseigné à l'École Forestière secondaire des Barres* (Autog. 1899-1900).
- Paulze d'Ivoy de la Poype.** — *La question de la pêche dans le bassin de la Loire* (Poitiers, Bousrez, 1901).
- *Les lois étrangères sur la pêche* (Tours, Arrault, 1902).
- Pecquet.** — *Lois forestières de France* (Paris, 1753).
- Pizzetta.** — *La pisciculture fluviale et maritime en France* (Paris, Rothschild, 1880).
- Rousset.** — *La législation sur le régime des eaux* (Avignon, Seguin, 1900).
- Saint-Yon.** — *Recueil des Édits et Ordonnances des Eaux et Forêts* (Paris, 1610).
- Salvador.** — *Hydraulique agricole* (Paris, Dunod, 1896).
- Tripier.** — *Étude des eaux et de la pêche dans le département de l'Ain* (Bourg, Allombert, 1902).
- Viollet.** — *Histoire des Institutions politiques et administratives de la France* (Tome I, Paris, 1890).

II. — Dictionnaires, encyclopédies, répertoires.

Baudrillart. — *Traité général des Eaux et Forêts, Chasses et Pêches* (Paris, A. Bertrand, 1821).

Première partie. — Recueil chronologique des règlements forestiers, 2 vol.

Deuxième partie. — Dictionnaire des Eaux et Forêts, 2 vol.

Troisième partie. — Dictionnaire des Chasses.

Quatrième partie. — Dictionnaire des Pêches.

Blanchère (de la). — *La pêche et les poissons. Dictionnaire général des Pêches* (Paris, Delagrave, 1885).

Block. — *Dictionnaire de l'Administration française* (Paris, Berger-Levrault, 1898, mot : *Pêche fluviale*).

Chailland. — *Dictionnaire raisonné des Eaux et Forêts* (Paris, Ganeau, 1769).

Dalloz. — *Répertoire méthodique et alphabétique de Législation*, tome XXV (1849), mot : *Forêts*, tome XXXV (1855), mot : *Pêche fluviale*, supplément, tome XII (1893), mot : *Pêche fluviale*.

Daubrée et de Bouville. — *La Pêche fluviale en France* (Paris, Imp. Nationale, 1900).

Debauve. — *Dictionnaire administratif des Travaux publics* (Paris, Dunod, 1892), mots : *Garde-pêche*, *Pêche fluviale*.

Encyclopédie Larousse. — *La pêche moderne* (Paris, Larousse, 1901).

Fuzier-Herman. — *Répertoire général alphabétique du Droit français*, tome XXX (Sirey, 1902), mot : *Pêche fluviale*.

Grande Encyclopédie (La). — (H. Lamiraut et C^{ie}, éditeurs), tome XIV, mot : *Domaine*; tome XV, mot : *Eaux*.

Labori. — *Répertoire encyclopédique du Droit français*, tome X (Gaz. Pal., 1894), mot : *Pêche fluviale*.

Laferrière. — *Répertoire de Droit administratif*, tome XI (1892), mot : *Domaine*; tome XIV (1897), mot : *Eaux*.

Le Rat de Magnitot. — *Dictionnaire de Droit public et administratif* (Paris, 1836), mots : *Eaux et Forêts*, *Pêche*.

Pandectes françaises. — *Répertoire*, tome XXXIII (1900), mot : *Forêts*.

Rousset et Bouër. — *Dictionnaire général des Forêts. Supplément de 1894 à 1900* (Digne, Chaspoul et Barbaroux, 1900).

Say (Léon). — *Dictionnaire des Finances* (Paris, Berger-Levrault, 1889), mot : *Pêche fluviale*.

Say et Chaillay. — *Dictionnaire d'Économie politique* (Paris, Guillaumin, 1892), mots : *Eaux et Forêts, Pêche.*

III. — Périodiques et divers.

Annuaire des Associations de pêcheurs à la ligne de France pour 1901 (Toulouse, 27, Allée de la Garonne, 1901).

Annuaire des Eaux et Forêts pour 1897 (Paris, Rothschild).

— — — — — *pour 1902* (Paris, Laveur).

Annuaire du Ministère de l'Agriculture pour l'année 1902 (Paris, Imp. Nat.).

Circulaires de l'administration de l'Enregistrement et du Domaine national, du 11 mars 1792 au 15 nivôse an IX (5 janvier 1801).

Circulaires de l'administration des Forêts, du 16 nivôse an IX (6 janvier 1801) au 16 mai 1817.

Circulaires de l'administration de l'Enregistrement et des Domaines, du 17 mai 1817 au 11 octobre 1820.

Circulaires de l'administration des Forêts :

a), ancienne série, du 27 novembre 1820 au 10 juin 1865.

b), nouvelle série (en cours), à partir du 12 septembre 1865.

Revue des Eaux et Forêts :

1^{re} série (1862-1886). Années : 1862, 1864, 1865, 1878, 1881.

2^e série (1887-1896). Années : 1889, 1892, 1896.

3^e série (1897-1902). Années : 1897 à 1902.

4^e série (en cours à partir de 1903). Année 1903 (partie).

Bulletin de la Société centrale d'Aquiculture et de Pêche. Paris, années : 1900, 1901, 1902 et 1903 (partie).

Le Pêcheur, revue illustrée d'ichtyologie, d'aquiculture et de pêche. Tours, années 1902 et 1903 (partie).

INTRODUCTION

Les eaux et forêts, étroitement unies dans les actes du pouvoir par les liens de l'administration et par ceux de la juridiction, ne formaient qu'un seul tout dans l'ancienne législation française.

On se tromperait si on attribuait la cause de ce rapprochement à l'influence que le degré de boisement d'une contrée peut avoir sur le régime des eaux. En se reportant aux circonstances qui ont appelé l'attention sur les forêts après la période gallo-romaine, on reconnaît en effet que le gibier était alors un bien plus grand objet de sollicitude que la forêt. La question des eaux paraissait de même contenue tout entière dans celle de la pêche. Eaux et forêts signifiaient en réalité pêches et chasses.

Ce n'est qu'au ^{xiv}^e siècle que se manifestèrent les premières préoccupations économiques. Elles s'accrochèrent sous François I^{er}, puis sous Henri IV. Colbert enfin, appréciant le rôle essentiel réservé à la production ligneuse, donna à la forêt un rang conforme aux besoins auxquels elle doit satisfaire. Son œuvre eut moins d'ampleur en ce qui concerne les eaux.

C'est le droit moderne qui sépara de la gestion des forêts l'administration des eaux et confia cette dernière aux ingénieurs ; cependant les forestiers n'en restèrent pas moins chargés du service de la pêche dans tous les cours d'eau (sauf les canaux et rivières

canalisées). Ce service fut, il est vrai, confié à l'Administration des Ponts et Chaussées de 1862 à 1896, mais, depuis le 1^{er} janvier 1897, l'Administration forestière l'a de nouveau repris, et un décret du 19 avril 1898 lui a même rendu à juste titre son ancienne dénomination d'Administration « des Eaux et Forêts. »

Il convient toutefois de remarquer qu'aujourd'hui eaux et forêts ne sont plus uniquement synonymes de pêches et chasses. Une plus complète appréciation des choses a fait voir dans le cours du xix^e siècle que les forêts rendent des services de premier ordre en emmagasinant les eaux atmosphériques et en régularisant le débit des sources. L'Administration forestière a, par suite, été appelée à exercer son action sur un certain nombre de questions intéressant le régime des eaux (opposition aux défrichements, reboisement des montagnes, correction des torrents, etc.).

■ Nous nous sommes proposé d'étudier les rapports qui de tout temps ont existé et qui viennent d'être à nouveau resserrés entre la pêche fluviale et l'Administration des Eaux et Forêts en France.

Nous avons pensé étendre cette étude aux colonies françaises, tout au moins à l'Algérie et à celles où sont détachés des agents forestiers. Les renseignements qui nous ont été adressés nous ont montré que la question de l'administration de la pêche fluviale ne se posait que pour la métropole.

En *Algérie*, sauf quelques barbeaux dans les oueds de plaine et quelques rares truites dans les torrents de Kabylie, les rivières ne renferment aucun poisson. Elles sont d'ailleurs à sec une partie de l'année. Personne ne s'y occupe de la pêche : ni les préfets

pour la réglementer, ni aucune administration pour la surveiller.

En *Tunisie*, la situation des cours d'eau est la même qu'en Algérie. La pêche n'y est pas et ne saurait y être réglementée.

Au *Tonkin*, au *Cambodge* et en *Cochinchine*, le service forestier ne s'occupe pas de la pêche. Bien que le poisson constitue un des principaux aliments des indigènes, les nombreuses rivières qui sillonnent le pays sont assez poissonneuses pour qu'on n'ait pas, pour le moment du moins, à en craindre le dépeuplement.

A la *Réunion*, les cours d'eau, à sec à peu près toute l'année, ne coulent réellement que pendant quelques jours après chaque orage. On ne consomme dans cette île que du poisson de mer.

A la *Martinique* et à la *Guadeloupe*, aucun service ne s'occupe de la pêche.

A *Madagascar*, il n'y a aucune réglementation relative à la pêche fluviale. Sur les hauts plateaux, les rivières ne renferment en fait d'espèces comestibles que quelques anguilles ou quelques écrevisses. Dans certains lacs, on pêche des cyprinoïdes qui ont été introduits au siècle dernier et se sont rapidement propagés. Vers la côte orientale, les poissons d'eau douce sont de plus grande taille et de meilleure qualité et la pêche est une occupation importante pour les indigènes. Elle est toutefois dangereuse à cause de l'abondance des crocodiles (1).

(1) Les renseignements relatifs aux colonies nous ont été fournis par MM. Boutilly (*Algérie*), Bastien (*Tunisie*), Roy (*Indo-Chine*), Chavegrin (*Réunion*), Lasaulce (*Martinique et Guadeloupe*), Thiry (*Madagascar*), auxquels nous adressons nos plus sincères remerciements.

Nous limitant donc à la France continentale (Corse comprise), nous examinerons parallèlement dans une PREMIÈRE PARTIE, d'une part l'histoire de la législation et de la réglementation de la pêche fluviale, d'autre part celle de son administration et de son exploitation, depuis la monarchie franque jusqu'au décret du 7 novembre 1896.

Dans une SECONDE PARTIE, nous exposerons l'état actuel des eaux douces de France au point de vue de la pêche fluviale, état de dépeuplement dont nous ferons connaître les causes principales.

Enfin la TROISIÈME PARTIE sera consacrée à l'étude des attributions actuelles de l'Administration des Eaux et Forêts en matière de pêche fluviale, attributions que l'on peut grouper sous les trois rubriques suivantes : Conservation de la pêche. — Police judiciaire de la pêche. — Exploitation et amélioration de la pêche.

PREMIÈRE PARTIE

ÉTUDE HISTORIQUE DE LA PÊCHE FLUVIALE

ET DE

L'ADMINISTRATION DES EAUX ET FORÊTS

CHAPITRE PREMIER

DES ORIGINES AU XIII^e SIÈCLE

I. Les cours d'eau et le droit de pêche sous la monarchie franque. — II. Les concessions royales de pêche. — III. Le droit féodal de pêche. — IV. Les *forestarii*. — V. La situation à la fin du XIII^e siècle.

I. — Les cours d'eau et le droit de pêche sous la monarchie franque.

Dans le cours du V^e siècle, les Francs s'installèrent en Gaule et se partagèrent d'abord tout ce qui, sous le nom de *terres du fisc*, avait appartenu aux empereurs, en comprenant dans chaque lot les rivières qui le traversaient.

Quant au domaine public, les conquérants n'y attribuèrent d'importance que lorsqu'il leur apparut comme une source de produits par les péages et les droits de toute nature que l'usage des fleuves et des routes donnait le moyen de prélever sur le public. Mais l'esprit simpliste des premiers rois francs, incapable de s'assimiler les distinctions subtiles des juriskon-

sultes romains, n'y vit qu'une propriété comme une autre et la traita en conséquence (1).

Les rois de la première race ne tardèrent donc pas à se considérer comme ayant sur les fleuves et rivières navigables, non seulement le droit de garde et de surveillance qu'avaient les empereurs, mais encore comme en étant pleinement propriétaires et, par suite, en consentirent fréquemment des aliénations. Quant au droit de pêche, regardé comme un attribut de la propriété, il appartenait sans conteste à la couronne, si l'on en juge d'après les nombreuses concessions de pêche faites par elle depuis le ^{vi}^e siècle et tenues par tous comme régulières et définitives.

Les cours d'eau non navigables furent dès cette époque susceptibles de propriété privée ainsi que le prouvent divers actes et, notamment au ^{vii}^e siècle, les formules de Marculfe. Ils étaient, le plus souvent, possédés par les seigneurs. Dans le cas contraire, ceux-ci prétendaient au moins y avoir le droit exclusif de pêche.

Les textes des lois franques (loi salique et loi ripuaire) relatifs aux poissons ne paraissent s'appliquer qu'à la soustraction d'animaux déjà capturés ; il

(1) Cette confusion du droit de propriété avec l'autorité publique est toute l'histoire du domaine sous l'ancien régime.

A l'origine, en effet, le domaine royal n'est qu'une propriété privée et le pouvoir du roi celui d'un chef d'armée. Les rois de la troisième race reçoivent leur couronne encore affectée de ce caractère de propriété privée.

Ce n'est que plus tard qu'avec une vague notion de la souveraineté apparaît l'idée d'une fonction dotée d'un patrimoine inaliénable, idée qui ne devait trouver sa formule définitive que dans l'ordonnance de Moulins (fév. 1566).

ne semble pas que, dans les premiers temps de l'invasion franque, on ait considéré un fait de pêche comme pouvant donner lieu à une condamnation. Si la liberté absolue de la pêche, existant à Rome tout au moins dans les rivières navigables (1), vint à disparaître plus tard, ce fut lors des premières concessions royales de pêche qui amenèrent avec elles les premières prescriptions restrictives en la matière.

II. — Les concessions royales de pêche.

Les rois francs, avons-nous dit, ne conservèrent pas longtemps en entier la propriété des cours d'eau navigables, non plus que le droit de pêche sur eux. Dès qu'ils n'eurent plus de butin à distribuer à leurs compagnons, ils leur firent des concessions aux dépens de leur propre patrimoine; de même ils dotèrent des églises et des abbayes pour racheter leurs fautes.

Les droits de pêche, et surtout ceux de péage, donnaient, en effet, un grand prix à la possession des rivières. De plus, la pêche, à l'encontre de la chasse, a toujours été permise aux religieux « comme ayant quelque chose de simplicité », dit Saint-Yon, dans

(1) *Flumina autem et portus publica sunt, hoc est populi romani; quapropter jus piscendi omnibus commune est in fluminibus et portibus.* (Instit. *De rerum divisione*, § 2.)

Il ne faudrait toutefois pas déduire de ce texte que, si le droit de pêche appartient à tous dans les eaux du domaine public, il ne puisse y être soumis à aucune réglementation. La domanialité ne saurait en effet exclure les mesures nécessaires à la conservation et à l'usage des choses auxquelles elle s'applique.

son *Recueil des Édits et Ordonnances des Eaux et Forêts*.

La première concession d'un droit de pêche sur un cours d'eau navigable remonte à Childebert I^{er} (511-558), qui abandonna à l'abbaye de Saint-Vincent (depuis Saint-Germain-des-Prés) le droit exclusif de pêche en Seine dans une partie de la traversée de Paris, en désignant ce droit de pêche par le mot « *forestis* » (1).

Charles le Chauve (840-877) donna à l'abbaye de Saint-Denis une « *foresta* » de pêches dans la Seine et à l'abbaye de Saint-Bénigne de Dijon la « *foresta* » des poissons de la rivière d'Ouche.

Les rois de la troisième race firent de même. Hugues Capet (987-996) abandonna à l'abbaye de Saint-Magloire le droit de pêche en Seine à Paris dans la partie non concédée à l'abbaye de Saint-Vincent. Louis IX, en 1267, concéda à l'évêque de Langres le droit de pêcher dans le Rhin.

Dans toutes ces concessions de pêche sur des rivières navigables, les donations, quelle que soit leur étendue, étaient toujours de véritables aliénations faites : *cum integritate, cum jure proprio, cum jure perpetuo*, etc.

III. — Le droit féodal de pêche.

Au début de la monarchie franque, les concessions de fiefs faites à des seigneurs étaient viagères ; mais,

(1) On disait indifféremment au singulier *foresta*, *forestis* ou *foreste*.

en 877, l'édit de Kiersy-sur-Oise, consacrant l'état de choses qui existait en fait, les rendit définitives et mit ainsi entre les mains de la noblesse un très grand nombre de cours d'eau non navigables avec le droit exclusif de pêche comme attribut.

D'autre part, dans les contrats d'inféodation les seigneurs de fief se réservaient très souvent la pêche tant sur leurs rivières propres que sur les cours d'eau de vassaux dont ceux-ci leur avaient présenté l'aveu.

Enfin, grâce à la faiblesse des successeurs de Charlemagne, les seigneurs hauts-justiciers, se servant de leur droit de ban (1) dans un but d'intérêt privé pour consacrer des usurpations de toutes sortes, en arrivèrent à interdire la pêche aux particuliers sur leurs propres eaux. Le possesseur d'une eau courante ne pouvait y défendre la pêche que du consentement du haut-justicier et de l'assentiment du bas-justicier (*Établissements de Louis IX*, art. 127), et même lorsque les habitants avaient un titre suffisant pour porter atteinte à la banalité, ils n'en devaient pas moins demander au seigneur un règlement de pêche.

Telle fut l'origine des banalités de rivières non navigables, appelées dans la suite deffens ou garennes (comme en matière de chasse) et qui, très répandues, étaient fort impopulaires dès le x^e siècle.

(1) Le droit de ban était le droit de faire des règlements (en général des défenses) applicables à certaines propriétés dites alors banales. La banalité, qui était une violence, finit par être admise comme un des éléments du droit de justice seigneurial.

IV. — Les « forestarii ».

Suivant un mode économique propre aux civilisations peu avancées, la royauté mérovingienne vivait autant que possible des produits de ses domaines, les *villæ regiæ*. Les Carolingiens en perfectionnèrent l'administration et Charlemagne s'occupa particulièrement des *forestæ*, qui comprenaient d'ailleurs non seulement les rivières et les étangs royaux pour le poisson, mais en même temps les bois pour le gibier et les engrais. Les administrateurs du domaine portaient le nom de *judices villarum* ayant sous leurs ordres les : *decani*, *villici*, *forestarii*, etc.

Dans le capitulaire de 813 intitulé : *De justiciis faciendis, ex lege Salica, Romana et Gundobada*, on lit, au paragraphe 18, sous la rubrique *De forestibus dominicis* : « *De forestis, ut forestarii bene illas defendant, simul et custodiant bestias et pisces;..* »

Il s'agit ici de la garde des rivières dans les domaines du roi et Dalloz (*Rép. Pêche fluviale*, 5) ajoute que comme ces domaines comprenaient peut-être le quart de la France, les règles consacrées par les Capitulaires servirent tout au moins d'exemple aux bénéficiaires et aux seigneurs pour régir le reste du territoire. Quoi qu'il en soit, d'après le Capitulaire précité, les *forestarii* sembleraient avoir été les premiers fonctionnaires chargés en France d'un service de pêche.

Il ne faudrait pas en conclure qu'ils constituèrent, dès cette époque, une administration séparée, origine de l'administration forestière.

Aux *judices*, véritables intendants, les Capétiens du XI^e au XIII^e siècle, qui n'avaient encore guère d'autres revenus que ceux de leur domaine, substituèrent les prévôts chargés de percevoir ces revenus, parmi lesquels les droits de pêche, de chasse, d'usage, d'écluse, etc.

Les prévôts furent, en conséquence, investis du droit de faire observer la sauvegarde du roi sur les cours d'eau et de juger les débiteurs récalcitrants. C'est donc le service des prévôts en matière de pêche qui comprend en germe celui qu'auront plus tard, en la même matière, les maîtres des eaux et forêts.

V. — La situation à la fin du XIII^e siècle.

En résumé, à la fin du XIII^e siècle, la plus grande partie des rivières non navigables étaient devenues banales; quant aux rivières navigables, si elles appartenaient en principe au roi, les seigneurs revendiquaient presque toujours sur elles des droits de pêche qu'ils prétendaient régler à leur guise et, en tous cas, exercer sans aucune restriction.

On chercherait vainement à cette époque une législation de la pêche fluviale unique et uniforme dans son application. Les quelques règlements existant dans l'espèce étaient locaux et insuffisants pour assurer la conservation du poisson.

La pêche était pourtant, au moyen-âge, plus qu'un besoin; c'était une nécessité. L'agriculture en enfance ne donnait que de maigres récoltes, le plus souvent ravagées par un gibier surabondant; l'absence de communications rendait d'autre part les disettes

encore plus redoutables. Aussi le poisson était-il indispensable pour l'alimentation générale. Ajoutons que l'observation rigoureuse de nombreux jours d'abstinence (1) due à la foi religieuse de l'époque nécessitait une consommation importante de poisson.

(1) « Plus du tiers de l'an est de jours maigres, qu'on ne mange point de chair », disait encore Guy-Coquille à la fin du xvi^e siècle.

CHAPITRE II

LES PREMIÈRES ORDONNANCES

I. Le relèvement de la royauté. — II. Les premières ordonnances sur la pêche (1292 et 1326). — III. La création de l'administration des Eaux et Forêts.

I. — Le relèvement de la royauté.

Nous arrivons avec Philippe le Bel (1285-1322), à la fin de la monarchie féodale et nous allons dès lors assister aux affirmations successives que la couronne va faire de sa puissance. L'établissement de réglementations générales pour toute la France et la création d'administrations propres à la royauté en seront les premières manifestations.

Le droit de police que les seigneurs exerçaient sur les rivières, en vertu de la banalité de celles-ci, avait pour conséquence la perception par les justices seigneuriales de nombreuses amendes. Or, le roi de France « souverain fiefieux du royaume », avait un droit incontesté de justice sur tous les seigneurs du pays. De plus, comme à cette époque justice et police étaient réunies dans les mêmes mains, celui qui avait le droit de punir avait le droit de prévenir.

Ce sera à l'aide de ces principes que la royauté va

faire les premiers règlements généraux relatifs aux eaux et à la pêche, applicables à tout le territoire. A l'appui des prétentions royales, les légistes de leur côté proclameront « la directe universelle du roi » et invoqueront le « commun profit du royaume » (Beaumanoir).

D'autre part, les représentants de l'autorité centrale, interprétant en sa faveur les ordonnances royales, vont peu à peu reconquérir le droit de pêche dans les rivières navigables et même, confondant à dessein la police et la propriété, revendiquer pour le roi la propriété exclusive de ces cours d'eau.

Enfin, l'envahissement des justices seigneuriales par les fonctionnaires royaux finira par faire appliquer aux rivières seigneuriales (c'est-à-dire à la quasi-totalité des rivières non navigables) les prescriptions royales relatives à la police de la pêche.

II. — Les premières ordonnances sur la pêche (1292 et 1326).

Le défaut de réglementation pouvait avoir au point de vue de l'alimentation publique de trop graves conséquences pour que la royauté ne cherchât pas à remédier à cet état de choses inquiétant. Le but poursuivi est celui auquel tendront tous les législateurs postérieurs : la conservation du petit poisson qui, n'étant pas encore bon pour la consommation actuelle, doit être protégé dans un intérêt de sage prévoyance, autant pour l'alimentation à venir que pour la reproduction.

La première ordonnance royale relative à la règle-

mentation de la pêche remonte à 1280 et émane de Philippe le Hardi. Fontanon, dans son *Recueil des ordonnances* (tome II, page 251), la rapporte à la date de 1292, qui, en réalité, est l'année de sa confirmation par Philippe le Bel. C'est à cette date qu'elle figure également dans la *Collection des Ordonnances du Louvre* (tome I, page 541). En voici le texte :

« Philippe, par la grâce de Dieu roy de France et
« de Navarre aux maîtres des Eaux et Forêts. Sachez
« que par notre grand Conseil et par nos Barons, Nous
« avons fait certaines ordonnances sur les Pescheurs
« et sur la manière de Pêcher en toutes rivières
« grandes et petites en la manière qui s'ensuit.

« Premièrement que l'on ne pesche, ne puisse pes-
« cher d'engin de filé de quoi la maille ne soit de
« moule d'un gros tournois d'argent, fors la rois adible
« et le marchepied (1).

« Et deffendons Bac (2) en toutes rivières et que
« l'on prenne Brochereux, qui ne vallent deux deniers,
« la Vaudoise et le Chenevel, s'ils n'ont cinq pouces
« de long, le Barbel dont les deux ne vallent un
« denier tournois, les Tanches dont les deux ne vallent
« un denier tournois, le Carpel dont les deux ne val-
« lent un denier, les Anguilles dont les quatre ne val-
« lent un denier tournois.

« Nous deffendons la blanche Rosse (3) si elle n'a

(1) Anciens instruments de pêche qui ne sont plus connus (Baudrillart : *Dictionnaire des Pêches*).

(2) Vieux bateaux enfoncés dans l'eau et qui, reposant sur des billots, laissaient entre eux et le fond de la rivière un espace où les poissons se réfugiaient en grand nombre et étaient facilement capturés.

(3) Le gardon.

« cinq pouces de long et qu'on ne la puisse prendre
« avant demy-avril, jusques à demy-may.

« Nous deffendons la Nasse à mener la nef (1) si
« elle n'a la maille dessudite.

« Le marchepied sera mené de jour et non de nuit.

« Nous deffendons qu'on n'ait mare à fossez, qui
« boivent en rivière, ne chantepleure.

« Nous deffendons que Marchands de poissons
« n'achette poissons, qui ne soit de l'ordonnance
« dessudite. Et s'ils étaient repris soustraïans ou ven-
« dans ils payeront autant comme ceux qui l'ont pes-
« ché.

« Nous voulons que les poissons avec deffenses
« soient donnés pour Dieu.

« Nous voulons que les engins qui seront pris non
« suffisans soient ars.

« Nous voulons que si aucuns pescheurs controu-
« vent engins, qui ne soient suffisans, qu'iceux engins
« soient ars selon notre ordonnance et les pescheurs
« justiciez ».

L'ordonnance de 1292, suivie en mars 1302 d'une ordonnance relative à la pêche des étangs, fut complétée et confirmée par « l'Ordonnance portant règlement pour la pêche des poissons de rivières » que Charles IV, dit le Bel, rendit à Chambelly, près Meaux, le 26 juin 1326 (*Ordonnances du Louvre*, tome I, p. 792). C'est cette ordonnance qu'on retrouvera citée dans tous les actes législatifs ultérieurs et que confirmeront tous les rois successeurs de Charles le Bel. Le préambule en est intéressant :

(1) Grande nasse que l'on tendait avec un bateau.

« A nos amez et feaux, les maistres des eaux et
« forests salut et dilection.

« Comme les fleuves, et chacun par soi, et rivières
« grandes et petites de notre royaume, par malices et
« par engins pourpensez des pescheurs, soient
« aujourd'hui sans fruit, et par eulx sont empeschez
« les poissons à croistre en leur droit estat ni ne
« sont de nulle valeur, quand ils sont pris d'eux, et
« ne profitent pas à en user en leurs mains, ainçois
« monstrent qu'ils sont plus chers qu'ils n'ont
« accoustumé. Laquelle chose tourne au grand dom-
« mage tant des riches comme des pauvres gens de
« nostre dit royaume, et de nous, et de nostre droit
« royal à qui appartient curer et penser du bon estat
« et profit commun de nostre dit royaume ».

On remarquera avec quelle habileté le roi enten-
dant régler la police « des fleuves et rivières grandes
et petites de son royaume » évite de parler des sei-
gneurs qui pourraient y prétendre des droits. Ce sont
les pêcheurs qui « par malices et par engins pourpen-
sez » sont cause de la disparition du poisson, d'où la
justification de l'intervention royale.

III. — La création de l'administration des Eaux et Forêts.

Une ordonnance de Philippe le Bel, du mois d'avril
1291, révèle pour la première fois l'existence des
maîtres des eaux et forêts. Il convient donc de faire
remonter au règne de ce prince, sinon l'établissement
des maîtrises, du moins les premiers vestiges de
l'administration qui a régi les eaux et forêts de France
jusqu'en 1789.

C'est en effet au ^{xiii}^e siècle que l'administration des eaux et des forêts a été détachée de celle du domaine proprement dit. La séparation s'explique par les soins particuliers qu'exigeaient la garde et l'aménagement de cette partie des propriétés royales, par le prix que les rois attachaient à la conservation des forêts en vue de la chasse, enfin par l'importance des revenus forestiers et des droits de pêche.

Il est à remarquer que les deux premières ordonnances rendues sur la pêche, en 1292 et en 1326, sont adressées aux maîtres des eaux et forêts chargés d'en assurer l'exécution ; ce fait prouve que la surveillance de la pêche fut chronologiquement une de leurs premières attributions.

Une ordonnance du 23 mars 1302, rendue encore par Philippe le Bel, plaça sous les ordres des maîtres des agents subalternes, les verdiers et les gruyers, et en dessous d'eux les gardes et sergents. Les verdiers, qui avaient juridiction jusqu'à 60 livres et au delà avec appel devant les maîtres particuliers, eurent au début plus spécialement la surveillance des eaux et viviers, car Philippe le Long, dans son ordonnance de 1318, leur laisse « ce gouvernement en la manière qu'ils soulaient faire », se bornant à leur défendre de délivrer à quiconque des poissons des viviers et cours d'eau « jusqu'à ce que ces eaux soient à plein publiez. »

Une ordonnance de Philippe VI de Valois, du 11 juin 1333, rend aux baillis et sénéchaux la surveillance des étangs et rivières, ne laissant que les bois aux maîtres ; mais, le 29 mai 1346, l'ordonnance de 1333 est rapportée et tout remis en état.

Une ordonnance de juillet 1376 de Charles V fixant

le nombre des maîtres, leur juridiction, leurs gages, etc., prouve la volonté de créer une administration régulière. C'est également vers cette époque que les maîtres sont placés sous l'autorité de fonctionnaires auxquels on donna le nom de grands maîtres, et qu'est instituée la célèbre juridiction des tables de marbre en matière d'eaux et forêts.

Les ordonnances de François I^{er} (mars 1515), et d'Henri IV (mai 1597), témoignent qu'il existait enfin au xvi^e siècle une administration s'occupant de la pêche fluviale. Elles indiquent aussi la tendance de plus en plus nette à réglementer d'une manière générale les cours d'eau du royaume, quel qu'en soit le propriétaire.

C'est ainsi que l'administration des eaux et forêts s'est progressivement établie et que les désordres du début ont disparu pour faire place à une organisation définitive qui sera l'œuvre de Louis XIV.

CHAPITRE III

LES ORDONNANCES DU XIV^e AU XVII^e SIÈCLE

I. Les progrès de la royauté. — II. Les ordonnances relatives à la pêche entre 1326 et 1669. — III. La réglementation de la pêche vers 1610. — IV. Les corporations de pêcheurs et l'exploitation de la pêche.

I. — Les progrès de la royauté.

Dès 1346, une ordonnance du 26 avril portait en son art. 33 « nulz baillis et chatelains n'aurent d'ores en
« avant nul usage de pêche. » Ce retrait est le point de départ des tentatives que va faire la royauté pour reprendre ses concessions des siècles précédents. Les maîtres des eaux et forêts s'ingénierent en vertu de cette ordonnance à empiéter sur les juridictions seigneuriales et à se saisir de tous les procès forestiers. Des réclamations se produisirent et il fallut que l'ordonnance du 28 décembre 1355, modérant le zèle des forestiers, leur défendît « de s'immiscer dans la con-
« naissance et la poursuite des délits de pêche com-
« mis dans les eaux des prélats, barons et hauts
« justiciers, se ainsi n'était toutefois que lesdits pré-
« lats, barons et hauts justiciers, soumis et requis
« souffisamment ne fussent remis et négligens. » La réserve finale était habile.

Mais l'idée d'une juridiction royale sur toutes les eaux courantes faisait son chemin et en décembre 1543 les juridictions seigneuriales forestières, de plus en plus restreintes dans leur nombre et dans leurs droits au profit des maîtrises royales, furent soumises par la voie de l'appel au contrôle de celles-ci.

Les ordonnances relatives aux eaux et forêts de février 1554 et de mars 1558 ont, de leur côté, grand soin de ne plus séparer les seigneurs des autres sujets du royaume. S'il est admis que les seigneurs peuvent s'être créé en matière de cours d'eau et de pêche des droits résultant d'une longue possession, Louis XIV ne va pas tarder à les obliger de fournir la justification de leurs titres.

En même temps les agents royaux s'efforcent de réclamer comme faisant partie du domaine de la couronne tout ce qui portait l'empreinte d'une destination publique. Dès 1554, un édit ordonne l'arpentage de toutes les rivières sans distinction, mais ce ne sera qu'en 1669 que le roi se proclamera propriétaire exclusif des cours d'eau navigables de son royaume.

II. — Les ordonnances relatives à la pêche entre 1326 et 1669.

On prêtait alors plus d'attention à la propriété de l'eau qu'à la pêche proprement dite, ce qui a singulièrement facilité la solution du problème de la police générale de la pêche. On savait bien que toute réglementation de la pêche gênerait pour le moins les pêcheurs de profession, mais, comme les seigneurs ne subissaient de ce chef aucun préjudice direct, que

les vilains et les serfs étaient seuls dépouillés et qu'en somme la réglementation tendait à la conservation d'une ressource alimentaire dont tout le monde profitait, chacun se désintéressa peu à peu de la lutte entreprise par la royauté.

Ceci explique pourquoi toutes les ordonnances sur la pêche ne furent dès lors et jusqu'au XVII^e siècle que la confirmation des dispositions réglementaires fondamentales de 1292 et de 1326. Tous les souverains en effet visèrent à tour de rôle dans leurs ordonnances celle de Charles IV à laquelle ils n'apporteront d'ailleurs aucune modification essentielle. Voici les principales de ces ordonnances :

11 juin 1333. — Ordonnance de Philippe de Valois sur les eaux, rivières et étangs.

26 avril 1346. — Ordonnance du même plus spécialement relative aux étangs royaux. Le passage suivant nous montre que les verdiers et gruyers d'alors étaient bien les successeurs en ligne directe des *judices* et des *forestarii* des Capitulaires :

« ... Voulons que les maîtres de nos Eaux et Forêts
« fassent venir les Poissons des étangs des lieux où
« ils seront ordonnés par notre Châtel et les Hôtels
« de notre très chère compagne la Reine et de nos
« Enfants ; et que des Poissons qui seront profitables
« à vendre dont profit ne serait pas de les faire venir
« esdits Hôtels, lesdits maîtres des Eaux et Forêts
« recevront les deniers des Poissons ainsi vendus et
« les convertiront en Poissons de mer qui viendront
« esdits Hôtels. »

11 juillet 1376. — Ordonnance de Charles V portant entre autres choses règlement pour la pêche et la juridiction des maîtres des Eaux et Forêts.

1^{er} mars 1388. — Ordonnance de Charles VI sur les Eaux et Forêts qui, en matière de pêche, rappelle les ordonnances de 1326 et 1376.

20 mars 1515. — Ordonnance de François I^{er} portant règlement général des Chasses et des Forêts, dont les articles 89 à 92 sont consacrés à la pêche.

20 janvier 1563. — Ordonnance de Charles IX sur la police des hôtelleries et tavernes et le taux tant du gibier que des autres vivres.

Mai 1597. — Ordonnance d'Henri IV portant règlement général des Eaux et Forêts dont les articles 38, 39 et 40 traitent de la pêche.

III. — La réglementation de la pêche vers 1610.

L'examen détaillé de tous ces textes nous entraînerait trop loin. Le recueil de Sainet-Yon imprimé en 1610 permet cependant de se faire une idée de ce qu'était la réglementation de la pêche fluviale vers cette époque. Les prescriptions en vigueur sont toutes tirées des ordonnances rendues de 1292 à 1597, que nous avons énumérées plus haut, et d'instructions sans dates insérées à la suite de ces ordonnances. Nous donnons ci-après les plus importantes :

I. — Un certain nombre d'engins nominativement désignés sont interdits. Ils doivent être recherchés de jour et de nuit par les maîtres des Eaux et Forêts pour être brûlés, le plomb et le liège revenant au sergent qui aura fait la prise.

II. — Tout engin de bois, d'osier ou de jonc doit être tel qu'un homme puisse aisément y introduire,

suivant les cas, tous ses doigts jusqu'au gros de la main, ou son petit doigt de plat.

III. — Les filets doivent avoir de Pâques à la Saint-Remy (1^{er} octobre) la maille d'un gros tournois d'argent du temps du roi saint Louis pouvant passer à plat (environ 34 millimètres) et de la Saint-Remy à Pâques celle d'un parisis de la même époque pouvant passer à plat (environ 27 millimètres). En outre, à partir de 1597, il sera défendu de pêcher avec des engins non marqués.

IV. — Durant les deux mois de frai (mi-mars à mi-mai) la pêche de *nuit* est interdite d'une façon générale, mais pendant le jour sont seules interdites les pêches du gardon et de la vaudoise. On ne peut pêcher les dimanches et fêtes de toute l'année. De mi-mai à mi-août, on ne peut tendre de verveux le samedi après dîner.

V. — Il est défendu de battre l'eau aux arches des ponts et aux gords (1) ainsi que dans les herbes. On ne peut placer plus de soixante verveux à la fois.

VI. — Les poissons capturés doivent avoir soit une longueur déterminée (par exemple un doigt d'homme ou une main fermée, le pouce étendu) soit une certaine valeur marchande.

VII. — Les poissons ne remplissant pas ces conditions doivent vivants être rejetés à l'eau, morts être donnés aux pauvres ou distribués en œuvres pies, après toutefois que les sergents en auront pris la quantité nécessaire pour un repas.

VIII. — Les marchands de poissons n'ayant pas

(1) Pêcherie formée de deux ou plusieurs pieux fichés dans une rivière et disposés pour y tendre des filets.

les dimensions ou les valeurs prescrites sont poursuivis comme les pêcheurs. Les procureurs du roi auprès des tables de marbre et leurs substituts doivent se transporter dans les marchés pour veiller à ce que l'on ne vende que des poissons réglementaires.

IV. — Les fabricants d'engins prohibés sont poursuivis comme les pêcheurs.

X. — L'emploi d'engins prohibés entraîne une amende arbitraire et une punition corporelle. Les autres infractions sont passibles d'une amende de 60 sols tournois, dont $\frac{2}{3}$ pour le trésor et $\frac{1}{3}$ pour les sergents qui ont constaté le délit.

Enfin Sainet-Yon ajoute (livre I^{er}, titre XX, page 240) que « nulle personne quelconque soit noble
« d'église, ne autre ne doit user ne pescher en son
« deffai (1) et en quelque part et temps que ce soit
« à engin de non maille et s'ils le font et en sont
« reprins, lesdits nobles feront amendes de leurs
« meubles, pour ce qu'ils sont gardez de justice et
« les autres, soient d'église ou coutumiers, s'ils en
« sont reprins, feront amende arbitraire ».

IV. — Les corporations de pêcheurs et l'exploitation de la pêche.

Dès le XII^e siècle les rois de France cédèrent une partie des droits de pêche conservés par eux dans les rivières navigables à des particuliers qui l'exerçaient comme un commerce et formaient pour chaque cours

(1) Étang ou réservoir communiquant avec un cours d'eau.

d'eau une ou plusieurs communautés de pêcheurs ayant ses statuts.

Ces associations furent de bonne heure reconnues par la royauté qu'elles aidaient dans la police de la pêche et à laquelle elles payaient une redevance annuelle.

C'est ainsi qu'en 1328, Philippe de Valois homologua les statuts de la communauté des pêcheurs de l'Yonne, à Sens. Ces statuts sont une vraie réglementation de la pêche relative aux engins prohibés, au temps de pêche, aux dimensions des poissons, etc...

En 1369, les pêcheurs de la vicomté de Paris s'adressent au roi parce que les maîtres des Eaux et Forêts veulent leur interdire de pêcher de mi-mars à mi-mai et Charles V ordonne qu'ils puissent « user du métier de pescherie » en tout temps de l'année (Isambert, t. V, page 331).

Les pêcheurs à verge (1) de la ville de Paris qui avaient le droit exclusif de vendre leur poisson au Châtelet, pêchaient dans ce qu'on appelait « l'eau du roi » comprise entre la pointe de l'île Notre-Dame, du côté de Charenton, jusqu'à Villeneuve-Saint-Georges. Le cours aval de la Seine dans Paris resta concédé jusqu'au xvii^e siècle à diverses abbayes.

Or, « l'eau du roi » avait été abandonnée par Philippe le Bel à un sieur Guérin du Bois qui en sous-louait la pêche, moyennant une redevance annuelle de cinq sols, à de nombreux concessionnaires dont il fallut déterminer les droits et devoirs réciproques.

(1) Les pêcheurs à verge ne se servaient que de la ligne flottante par opposition aux pêcheurs à engins qui employaient des filets et autres instruments.

Les premiers statuts de ces concessionnaires, analogues à ceux des pêcheurs de Sens, remontent à 1392. Ils furent confirmés par ordonnance de Charles VII du 28 mai 1453 et par une autre de Louis XI en novembre 1476. Enfin, en octobre 1563, un édit du roi reconnaissait à nouveau les privilèges et statuts des maîtres pêcheurs et marchands poissonniers d'eau douce à Paris, à eux octroyés en mai 1453 et novembre 1476.

Les statuts des pêcheurs à engins, plus récents, ne furent homologués qu'en 1548 et confirmés en 1644.

Ce n'est que sous François I^{er} (ord. de juillet 1544, art. 12), qu'il sera question de baux à ferme des eaux et rivières où le roi a droit de pêche et que les grands maîtres des Eaux et Forêts seront chargés de les passer.

En ce qui concerne les rivières non navigables où le droit de pêche appartenait en principe aux seigneurs, ceux-ci pouvaient l'affermir, car c'était un droit mixte, à la fois utile et honorifique.

CHAPITRE IV

L'ORDONNANCE DE 1669

I. Origine et caractère de l'ordonnance de 1669. — II. Division des cours d'eau au xviii^e siècle. — III. Les diverses juridictions d'eaux et forêts. — IV. La surveillance des eaux. — V. La réglementation de la pêche. — VI. L'exploitation de la pêche.

I. — Origine et caractère de l'ordonnance de 1669.

L'ordonnance du 13 août 1669 « sur le fait des eaux et forêts » est l'œuvre de Colbert. Son élaboration par 21 commissaires particulièrement choisis dura huit ans.

C'est une réglementation systématique et détaillée des matières relatives aux forêts du domaine royal, des ecclésiastiques, des communes, des particuliers et aussi de la chasse, des routes, des droits de péage et de la pêche. Cette réunion de plusieurs codes en un seul s'explique par leur communauté d'origine et par l'unité du personnel, chargé sous Louis XIV de la gestion et de la juridiction de ces matières. Plus tard les rapports d'importance entre les forêts, la chasse, la pêche, la voirie se transformeront et de la disjonction des services résultera forcément la dis-

jonction des lois. La séparation se produira avec la Révolution.

En matière de pêche, l'ordonnance de 1669 survivra à l'ancien régime : elle durera 160 ans et ne sera définitivement remplacée que par la loi sur la pêche fluviale du 15 avril 1829, à la confection de laquelle d'ailleurs elle servira encore de base et de guide.

L'ordonnance de 1669 dut être enregistrée au Parlement de Paris, « le roi y tenant son lit de justice » et la Chambre des comptes ne l'enregistra également que « par exprès commandement du roi ». Plusieurs parlements de province y furent aussi hostiles, mais aucune de ces résistances n'était due aux prescriptions qu'elle contenait relativement à la pêche. La lutte sur ce point entre la royauté et la féodalité était terminée et personne ne contestait plus que la police de la pêche fût d'ordre public sur tous les cours d'eau du territoire.

De 1669 à 1789, l'ordonnance de Colbert a été complétée, en matière de pêche, par quelques édits royaux destinés à fixer certains points déterminés, et surtout par d'assez nombreux arrêts du Conseil rendus souvent sur des cas particuliers, mais dont la jurisprudence devait être suivie par toutes les maîtrises.

II. — Division des cours d'eau au XVIII^e siècle.

La division des cours d'eau en navigables et non navigables est consacrée par l'ordonnance de 1669, et il en résulte pour la pêche des conséquences importantes.

A. — RIVIÈRES NAVIGABLES.

« Déclarons la propriété de tous les Fleuves et
« Rivières portant bateaux (1) de leur fonds, sans
« artifices et ouvrages de mains, dans notre Royaume
« et Terres de notre obéissance, faire partie du
« Domaine de notre Couronne, nonobstant tous titres
« et possessions contraires; sauf les droits de Pêche,
« Moulins, Bacs et autres usages que les Particuliers
« peuvent y avoir par titres et possessions valables,
« auxquels ils seront maintenus. » (O. 1669, titre
XXVII, art. 41).

C'est la première disposition claire et précise relative à la domanialité des eaux navigables.

Le principe que l'ordonnance de 1669 entendait ainsi confirmer ne produisit pas d'abord tous ses effets; son application, à l'égard des anciennes concessions royales de pêche et d'autre nature, rencontra d'assez grandes difficultés.

Dès le mois d'avril 1683, un édit, constatant l'inexécution de l'art. 41, reprit cette disposition et maintint non seulement tous les droits de pêche et autres sur les rivières navigables fondés sur des titres antérieurs à 1566 (2), mais encore tous ceux qui se trouvaient établis par une possession sans vice et sans trouble depuis 1566, à charge de payer en redevance un vingtième du revenu. Comme il fut impossible à la plupart des détenteurs de rapporter les titres exigés,

(1) Le fait de porter radeaux était suffisant (arr. du conseil, 9 novembre 1694.)

(2) V. Ordonnance de Moulins du 1^{er} avril 1566 qui proclama l'inaliénabilité des biens du domaine de la Couronne.

un nouvel édit, de décembre 1693, finit par les confirmer purement et simplement dans leur possession à condition de payer deux années de revenu. « Ainsi, « en définitive, l'appropriation prononcée par l'ordonnance de 1669, par suite d'abrogations successives, « se trouvait réduite à la proclamation d'un principe « à l'égard de la propriété, à des jouissances domaniales partout où les possessions privées n'étaient pas établies et à la police des rivières et de la navigation. » (Championnière, *Traité des Eaux courantes*, n° 382.)

Ce ne sera finalement qu'en 1790 que la propriété exclusive par l'État des cours d'eau navigables et leur classement dans son domaine public seront admis sans conteste et qu'en conséquence de ces principes, tout droit de pêche cessera d'y appartenir à des particuliers ou à des communautés.

B. — RIVIÈRES NON NAVIGABLES.

Sous le régime de l'ordonnance de 1669, elles se divisaient en deux catégories :

a) *Rivières banales*. — Les seigneurs hauts justiciers, d'après la coutume, et les seigneurs de fiefs, en vertu d'un titre ou de la possession, y étaient propriétaires de la pêche et pouvaient l'interdire à leurs vassaux. C'étaient les plus nombreuses.

b) *Rivières non banales*. — Dans certaines de ces rivières, dites alors rivières publiques, la pêche pouvait être exercée librement par tout le monde. D'au-

tres appartenaient à des communes; la pêche devait alors en être amodiée et les habitants n'avaient pas même le droit d'y pêcher à la ligne. Les rivières non banales étaient d'ailleurs en petit nombre, car les seigneurs s'efforçaient d'en réclamer la propriété.

III. — Les diverses juridictions d'eaux et forêts.

L'ordonnance de 1669 laissa subsister, à côté des juridictions royales des Eaux et Forêts, les tribunaux particuliers que certains seigneurs avaient établis pour les eaux et les forêts de leur territoire, d'où deux sortes de juridictions.

A. — JURIDICTIONS ROYALES.

Par l'ordonnance de 1669, l'administration des eaux et forêts du royaume fut confiée à des Grands-Maitres (16 en 1689, 18 à partir de 1720) centralisant comme Réformateurs toute l'administration de leur département sous l'autorité du Contrôleur général des Finances et la surveillance du Conseil du roi. Ils pouvaient aussi rendre la justice, sauf appel, pendant le cours de leurs inspections et avaient voix délibérative aux audiences des juges en dernier ressort (1).

(1) L'absence absolue du principe de séparation des autorités administrative et judiciaire, aussi bien dans les institutions que dans les lois, est un des traits caractéristiques de l'organisation intérieure de la France avant 1789 et l'administration des Eaux et Forêts offre un exemple remarquable de cette confusion.

Au-dessous des grands-maîtres étaient placés les maîtres particuliers au nombre de 156, qui, en outre de leurs fonctions d'administrateurs (1), jugeaient en première instance, tant au civil qu'au criminel, tous procès relatifs aux eaux et forêts et particulièrement « toutes causes, instances et procès mus sur le « fait de la pêche... et larcins de poissons sur l'eau ; « même informeront des querelles, excès, assassinats « et meurtres commis à l'occasion de ces choses. » (O. 1669, titre I, art. 7.)

Étaient aussi de leur compétence sur les rivières navigables et flottables :

« Toutes actions concernant des droits de pêche ;
« les constructions ou démolitions de gords et
« pêcheries ; la visitation de poissons tant ès bateaux
« que boutiques et réservoirs et de filets, engins et
« instruments servant à la pêche ;... » (O. 1669, tit. I, art. 3).

Un arrêt du parlement de Bordeaux, du 3 mars 1702, leur attribue la connaissance de tous faits de pêche sur les rivières jusqu'à leur embouchure dans la mer, sans fixer d'ailleurs les limites entre la pêche fluviale et la pêche maritime, limites qui ne furent jamais déterminées d'une manière générale sous l'ancien régime.

Un lieutenant suppléait dans toutes ses fonctions le maître empêché. Un procureur du roi remplissait au siège de la maîtrise les fonctions de ministère public et exerçait une sorte de contrôle sur le ser-

(1) Ils devaient notamment tous les six mois faire une visite des rivières navigables et flottables de leur circonscription (O. 1669, titre IV, art. 6).

vice. Enfin un greffier et deux huissiers étaient attachés à chaque maîtrise.

Au-dessous des maîtres, les gruyers constituaient le premier degré de juridiction. Leur compétence ne pouvait excéder douze livres. Ils devaient visiter de quinzaine en quinzaine les eaux et forêts de leur grurie.

Toutes ces juridictions forestières s'exerçaient contre toute personne, quelle que fût sa qualité ; elles réglaient leur compétence sur le lieu du délit. Aucune évocation n'était admise en la matière. La procédure suivie était réglée par les ordonnances de 1667 et 1670.

La juridiction souveraine des Tables de Marbre avait été conservée par l'ordonnance de 1669 comme tribunal d'appel des maîtrises ; mais, par un édit de février 1704, toutes les tables de marbre furent supprimées et les parlements chargés de juger en dernier ressort les instances relatives aux eaux et forêts. Cet édit ne fut pas exécuté car la Table de Marbre de Paris fut rétablie en mai de la même année. Celle de Bordeaux le fut en 1705 et celles des autres villes continuèrent de fonctionner.

Tel était l'ensemble de l'Administration royale des Eaux et Forêts, puissante organisation qui réunissait dans ses mains les pouvoirs administratifs et judiciaires mais dont le fonctionnement rencontra de nombreuses entraves pendant toute son existence.

Les intendants des provinces, les gouverneurs des places, les fonctionnaires de l'amirauté, les officiers de la connétablie, les parlements, la Chambre des Comptes, les Trésoriers de France, les officiers de police des villes, les maires et échevins empiétaient

constamment sur les fonctions administratives et judiciaires des maîtrises. De nombreux arrêts du Conseil du Roi furent nécessaires pour repousser leurs prétentions.

B. — JURIDICTIONS SEIGNEURIALES.

Un certain nombre de seigneurs avaient, outre leurs juridictions ordinaires de droit commun, des tribunaux spéciaux composés de juges particuliers pour les eaux et forêts de leur domaine. L'ordonnance de 1669 (titre I, art. 12) respecta ces institutions et décida que, lorsqu'il y aurait des juges seigneuriaux particuliers pour les eaux et forêts, les officiers des maîtrises royales ne jouiraient de la prévention que s'ils en étaient requis, mais qu'ils en jouiraient toujours sur les tribunaux ordinaires des seigneurs, même sans réquisition. Elle obligea en outre les seigneurs ayant un droit de pêche sur les cours d'eau navigables à laisser comparaître leurs pêcheurs devant les maîtrises royales à l'exclusion de toute justice seigneuriale (O. 1669, titre XXXI, art. 22).

De nombreuses décisions royales restreignirent encore dans la suite la juridiction des tribunaux seigneuriaux, en créant auprès de chacun d'eux un gruyer et un procureur nommés par le roi (Édit de mars 1707), en leur défendant de connaître de nombreux cas royaux (Déclaration du 8 janvier 1715), etc.

La juridiction forestière est restée ainsi établie jusqu'à l'édit de mai 1788 qui supprima les tribunaux d'exception. Le rôle des maîtrises fut alors réduit à l'administration, l'inspection et la constatation des délits et les attributions contentieuses de ces institu-

tions furent dévolues aux bailliages et aux présidiaux.

En 1788, les tribunaux seigneuriaux furent maintenus, sauf appel aux présidiaux et parlements, mais l'année suivante, ils étaient supprimés avec tous les privilèges nobiliaires.

IV. — La surveillance des eaux.

A côté des gardes et sergents, dont nous avons constaté l'existence dès 1302, avaient été créés des maîtres-gardes, des surgardes, des sergents dange-reux, des sergents chevaucheurs, etc.... Le désordre et les abus étaient tels dans ce personnel que l'ordon-nance de 1669 ne conserva que des gardes généraux à cheval et des sergents à garde ou gardes à pied. Certains de ces derniers étaient désignés sous le nom de gardes-pêche. Ensuite d'un arrêt du Conseil du 16 janvier 1753, un inspecteur de la pêche fut même créé pour la maîtrise de Paris.

Ainsi que les autres gardes, les sergents commis pour la conservation des eaux et pêches devaient avoir 25 ans, être de bonnes vie et mœurs et savoir lire et écrire. Ils devaient « être journellement sur les fleuves et rivières » (O. 1669, titre XXI, art. 23). Leurs procès-verbaux, soumis à l'affirmation, fai-saient foi jusqu'à preuve contraire. Ils avaient le droit de faire des visites domiciliaires pour la recherche des filets prohibés ; ils pouvaient se faire ouvrir les boutiques à poissons et visiter les barques des mari-niers. Ils devaient, en cas de contravention, saisir les engins et les déposer aux greffes des maîtrises.

Les seigneurs hauts justiciers avaient le droit de

nommer eux-mêmes des gardes pour surveiller les cours d'eau leur appartenant et les seigneurs féodaux, qui n'avaient pas qualité pour recevoir un garde devant leur tribunal de moyenne ou basse justice, pouvaient en présenter un devant le tribunal supérieur.

Il ne faut pas oublier que, grâce à une large interprétation de l'art. 49 du titre XXXI, la pêche dans les cours d'eau non navigables étant soumise aux prescriptions de l'ordonnance de 1669, les officiers des maîtrises royales avaient un droit de visite incontestable sur ces cours d'eau (1).

V. — La réglementation de la pêche.

A. — PRESCRIPTIONS RELATIVES A L'EXERCICE DE LA PÊCHE.

a) *Temps de pêche.*

La pêche est interdite du premier février à la mi-mars dans les rivières où la truite abonde et du premier avril au premier juin dans les autres cours d'eau. (O. 1669, titre XXXI, art. 6). Toutefois la pêche du saumon, de l'alose et de la lamproie, poissons migrateurs, reste soumise aux usages locaux. Dans la Meuse et la Semoy, par exemple, on pouvait pêcher ces poissons en tout temps et par tous engins. Une déclaration du roi du 24 août 1773 modifia également,

(1) Un arrêt du Conseil du 27 novembre 1701, rendu à propos du Loiret, le spécifie très nettement.

pour quelques rivières de Normandie, la fixation du temps de frai établie par l'ordonnance.

La pêche de nuit est toujours interdite, sauf aux arches des ponts, aux moulins et aux gords où elle se fait à l'aide de dideaux (1). (Id., art. 5.)

La pêche est encore interdite, pour un motif de religion, du samedi soir au lundi matin et aussi les jours de fête, sauf en temps de carême ou en cas de disette de poisson. Il est enjoint, en conséquence, aux pêcheurs d'apporter leurs engins les soirs des samedis et veilles de fête au logis du maître de la Communauté. (Id., art. 4.)

b) *Engins et modes prohibés*

L'ordonnance de 1669 défend d'abord de se servir d'aucun engin prohibé par les anciennes ordonnances, puis de quelques autres qu'elle énumère et enfin « de tous autres qui pourraient être inventés au dépeuplement des rivières ». (Titre XXXI, art. 10.)

Il ne suffisait pas d'avoir des filets autorisés; il fallait encore qu'ils fussent contrôlés et plombés par les officiers des maîtrises. (Id., art. 13.) Ceux-ci pouvaient, d'autre part, faire rechercher les engins défendus même pendant la nuit chez les pêcheurs ou les ouvriers soupçonnés d'en fabriquer. Les engins de la sorte devaient être brûlés. (Id., art. 23.)

Il était interdit d'aller au barandage (2), de mettre

(1) Grands filets barrant complètement une rivière.

(2) Pêche qui se fait au moyen d'un grand filet barrant toute la rivière.

des bacs en rivière, de battre l'eau, d'aller à la fare (1), etc. (Id., art. 10 et 11.)

La pêche par bris de glace, ainsi que la pêche de nuit aux flambeaux, dans les mares, étangs et fossés, était punie comme vol. (Id., art. 18.)

Le jet, dans les rivières, de chaux, noix vomique, coque du levant, etc., était formellement prohibé. (Id. art. 14.) Enfin, par application de l'article 42 du titre XXVII de l'Ordonnance, il était défendu de faire rouir du chanvre ou du lin dans les rivières.

c) Dimensions des poissons.

L'Ordonnance de 1669 abandonne complètement, pour déterminer les poissons que les pêcheurs devaient rejeter en rivière, tout critérium basé sur la valeur marchande. A une estimation des plus contestables, elle substitue une règle fixe et certaine : six pouces, de l'œil à la queue, pour les truites, carpes, barbeaux, brèmes et meuniers (chevannes), et cinq pouces pour les tanches, perches et gardons. (Id., art. 12.) Pour les autres poissons, on conservait l'ancienne mesure « plain dour entre queue et chef », c'est-à-dire la longueur d'une main fermée, le pouce étendu.

Pour assurer l'exécution de ces prescriptions, les maîtres, lieutenants et procureurs avaient le droit de visiter sur les rivières, les bannetons, boutiques et étuis des pêcheurs. (Id., art. 25.) La surveillance des

(1) Pêche solennelle faite en mai et présidée par les officiers des Eaux et Forêts, mais dépeuplant les rivières par suite du barandage qui s'y pratiquait.

halles et marchés rentrait dans les attributions des officiers de police des villes. (Arrêt du Conseil du 14 juillet 1758.)

B. — PEINES ET CONDAMNATIONS.

A l'encontre de la chasse, il ne fut jamais question, dans aucune ordonnance relative à la pêche, de la peine de mort.

Dans celle de 1669, les punitions corporelles sont encore fréquentes : ce sont le carcan, le fouet et l'emprisonnement (de un à deux mois). Elles sont prononcées contre tous ceux convaincus d'avoir pêché en temps de frai, contre les maîtres-pêcheurs coupables de s'être servis d'engins prohibés (en cas de récidive), contre toute personne convaincue d'empoisonnement de rivière.

Les autres infractions aux prescriptions de l'Ordonnance étaient punies d'amendes variant de 20 livres à 100 livres. L'amende était, en général, doublée en cas de récidive. Elle était versée au trésor toutes les fois que les délits avaient été poursuivis par les officiers royaux. Elle emportait contrainte par corps et elle était recouvrée conformément aux dispositions d'un édit de mai 1716.

L'article 8 du titre XXXII de l'Ordonnance de 1669 décidait que la condamnation aux restitutions et dommages-intérêts prononcée pour tous les délits serait toujours d'une somme au moins égale à l'amende.

Outre ces peines, l'Ordonnance de 1669 prévoyait dans quelques cas : le bannissement du ressort de la maîtrise et, pour les maîtres-pêcheurs seulement,

l'interdiction de la pêche pendant un certain nombre d'années.

VI. — L'exploitation de la pêche.

A. — RIVIÈRES NAVIGABLES.

Nul ne peut pêcher dans les cours d'eau navigables que les maîtres-pêcheurs, reçus au siège des maîtrises et âgés de vingt ans au moins. Une enquête devait établir les bonnes vie et mœurs et la religion du récipiendaire, qui prêtait ensuite serment de ne pas se servir d'engins prohibés. Il fallait enfin, pour pouvoir se livrer à la pêche, qu'il payât une certaine somme chaque année et, dans certains cas, qu'il fournît une redevance en nature (Arrêt du Conseil du 2 décembre 1738, relatif au plat de poisson du Roi).

Lorsque les maîtres-pêcheurs étaient au moins au nombre de huit dans une localité, ils élisaient chaque année, dans des Assises tenues par le maître particulier des Eaux et Forêts, un maître de communauté « qui devait avoir l'œil » sur eux et avertir les officiers royaux des abus commis. S'ils étaient moins nombreux, ils devaient se réunir à ceux des villes ou ports les plus proches. (O. 1669, titre XXXI, art. 3.)

Pour sauvegarder le monopole des maîtres-pêcheurs, il était défendu à tous mariniers et autres compagnons de rivières d'avoir sur leurs bateaux aucun engin à pêcher, permis ou non.

La question de la liberté de la pêche à la ligne dans les rivières navigables ne fut jamais tranchée d'une façon définitive.

Ce régime resta en vigueur jusqu'à la Révolution.

L'édit de février 1776, qui supprima les communautés de pêcheurs, avec toutes les jurandes et maîtrises, rendit bien l'exercice de la pêche complètement libre dans les rivières navigables, à la seule condition de faire une déclaration à la maîtrise des Eaux et Forêts, mais il fut rapporté en août de la même année.

Les ecclésiastiques, seigneurs et communes (1) qui avaient un droit de pêche sur les cours d'eau royaux étaient tenus de faire observer toutes les prescriptions de l'Ordonnance de 1669 par leurs domestiques ou les pêcheurs auxquels ils affermaient leur droit. Ils devaient, en outre, faire connaître à la maîtrise locale les noms de ces pêcheurs, lesquels étaient soumis à toutes les règles d'ordre imposées aux maîtres-pêcheurs des eaux royales. (O. 1669, titre XXXI, art. 19 et 20. — Arrêt du Conseil du 17 septembre 1726.)

B. — RIVIÈRES NON NAVIGABLES.

Les propriétaires des rivières banales (seigneurs ou ecclésiastiques) qui pouvaient empêcher toute personne d'y pêcher, avaient le droit de faire condamner par les maîtrises royales les contrevenants aux mêmes peines que ceux pêchant dans les rivières navigables sans en avoir le droit. (O. 1669, titre XXIV, art. 11. — Titre XXVI, art. 5. — Titre XXXII, art. 28.)

Ils exerçaient eux-mêmes la pêche dans ces cours d'eau ou en tiraient profit en la louant sans pouvoir

(1) La ville de Moulins avait le droit de pêche sur l'Allier dans l'étendue du Bourbonnais, la ville de Metz sur une partie du cours de la Moselle, la ville de Chalon sur une partie de celui de la Saône, etc...

cependant en user à leur volonté. Ils devaient, en effet, ainsi que leurs cessionnaires, se conformer à toutes les prescriptions de l'Ordonnance sur les époques, engins et modes de pêche, les dimensions des poissons, etc.

Lorsque les cours d'eau non navigables appartenaient à des communes, les habitants ne pouvaient y pêcher même à la ligne. La pêche devait être mise en adjudication au profit de la Caisse communale et il ne pouvait y avoir que deux adjudicataires par paroisse. Ces adjudications étaient d'ailleurs très rares.

CHAPITRE V

LA LÉGISLATION ET LA RÉGLEMENTATION DE LA PÊCHE DE 1789 A NOS JOURS

I. Le droit de pêche pendant la Révolution. — II. La réglementation de la pêche de 1798 à 1829. — III. La loi du 15 avril 1829. — IV. Les lois postérieures. — V. Les ordonnances et les décrets depuis la loi du 15 avril 1829.

I. — Le droit de pêche pendant la Révolution.

La loi du 3 novembre 1789, qui consacra la suppression des droits féodaux votée dans la nuit du 4 août précédent, abolit le droit de chasse dans son article 3 sans parler spécialement de celui de pêche. Ce dernier, progressivement réglementé contre les seigneurs mêmes, était en effet moins impopulaire et n'avait donné lieu qu'à quelques plaintes dans les Cahiers des États. Malgré cette omission, il est certain que l'art. 1^{er} de la loi comprenait, dans la généralité de ses termes, l'abolition sans indemnité du droit féodal de pêche ainsi que de toutes taxes perçues à cette occasion, telles que les droits de cénage.

En tous cas, un décret du 25 août 1792 est absolument catégorique à ce sujet et ce sera à lui que, dans ses séances des 6 et 30 juillet 1793, la Convention se

référer pour passer à l'ordre du jour sur la question de savoir si le droit de pêche, dans les cours d'eau non navigables, était ou non compris dans l'abolition générale des droits féodaux.

La loi des 22 novembre - 1^{er} décembre 1790 (1) fit rentrer les cours d'eau navigables dans le domaine public de l'État ou domaine national et le Code rural des 28 septembre - 6 octobre 1791 (titre I, section I, art. 4), défendit à quiconque de se prétendre propriétaire d'un fleuve ou d'une rivière navigable. L'article 538 du Code civil ne fit plus tard que confirmer ces principes. Attribuer à la nation la propriété de ces cours d'eau était à fortiori lui attribuer le droit exclusif de pêche; or, comme le dit M. Chanoine Davranche (*Histoire de la Pêche fluviale*, p. 84) : « On avait à ce moment une idée assez fausse du domaine de l'État. On se figurait volontiers que du moment que ces biens appartenaient à la nation chaque membre de la collectivité avait sur eux des droits individuels de jouissance et, comme on confondait assez volon-

(1) Sous l'ancien régime, les éléments composant aujourd'hui les différentes parties du domaine national étaient réunis et confondus sous le nom de *domaine de la Couronne*. C'était la conséquence du principe monarchique qui absorbait la nation dans la personnalité du souverain.

La Révolution française faisant rentrer la nation en possession d'elle-même lui fit aussi recouvrer ses droits sur son domaine. Le domaine de la Couronne devint alors le *domaine national*. Aux termes de la loi des 22 novembre-1^{er} décembre 1790, combinée avec le C. Civ. et les lois administratives ultérieures, le domaine national se divise en *domaine public national* et *domaine privé de l'État*. L'État est propriétaire du second, tandis qu'il n'est que le conservateur et le gardien du domaine public national.

« tiers la licence avec l'usage, on se croyait tout « permis ».

D'ailleurs, un décret de la Convention du 8 frimaire an II (28 nov. 1793), déclara que la pêche était libre pour tout le monde, même sur les rivières navigables.

Enfin, les juges de district, qu'une loi du 11 septembre 1790 avait investis de la connaissance des règlements concernant la police de la pêche, considéraient le plus souvent les dispositions de l'Ordonnance de 1669 comme abrogées.

Un décret sur la police municipale et correctionnelle du 22 juillet 1791 leur aurait, dans tous les cas, interdit de prononcer en la matière aucune peine afflictive ou infamante.

II. - La réglementation de la pêche de 1798 à 1829.

Pendant près de dix ans aucune réglementation ne tempéra l'exercice immodéré du droit de pêche. L'absence de voies de communications rapides n'entraînait pas une diminution appréciable dans la production du poisson ; pourtant des nombreux abus (surtout près des grandes villes), firent qu'un arrêté du Directoire du 28 messidor an VI (16 juillet 1798) chercha à remédier à cet état de choses. Cet arrêté constituera à lui seul toute la police de la pêche jusqu'à la promulgation de la loi de 1829.

L'arrêté du 28 messidor an VI déclarait que les prescriptions du titre XXXI de l'ordonnance de 1669 relatives au temps d'exercice de la pêche, à l'emploi des filets et engins, aux dimensions des poissons et à

l'empoisonnement des eaux, continueraient d'être exécutées. Le carcan, le fouet et le bannissement étaient formellement supprimés. Il en était de même de l'interdiction de pêcher les dimanches et fêtes, qui ne fut remise en vigueur que sous la Restauration. La jurisprudence admit en outre que les anciens arrêts du Conseil relatifs au rouissage du chanvre et du lin ou portant modifications aux temps de frai fixés par l'ordonnance, devaient encore être observés.

L'arrêté du 28 messidor an VI ne s'occupant que de la police générale de la pêche laissait tous les citoyens pêcher librement dans les cours d'eau navigables, ce qui frustrait le Trésor d'un revenu auquel il avait droit et dépeuplait ces cours d'eau. Aussi, le titre V de la loi du 14 floréal an X (4 mai 1802), relative aux contributions indirectes de l'an XI revint à une meilleure appréciation des choses en rétablissant la ferme de la pêche au profit du Trésor.

Nul ne pourra désormais pêcher, sauf « à la ligne flottante et à la main (1) » (Loi du 14 floréal an X, titre V, art. 14), dans les *fleuves et rivières navigables* s'il n'est muni d'une licence ou s'il n'est adjudicataire de la ferme de la pêche (id., art. 12). Des peines sont édictées (id., art. 14) contre les contrevenants qui seront poursuivis et punis de la même manière que les délinquants forestiers (id., art. 15). La police, la surveillance et la conservation de la pêche sont par cette même loi confiées aux agents et préposés de l'administration forestière.

(1) Par arrêté du gouvernement du 17 nivôse an XII (8 janvier 1804), les termes « à la ligne flottante et à la main » furent interprétés « à la ligne flottante tenue à la main ».

C'est ainsi que fut rétabli le droit exclusif de pêche dans les fleuves et rivières navigables au profit de l'État. Toutefois, lorsque l'administration voulut procéder aux adjudications prévues par la loi du 14 floréal an X, les anciens possesseurs de droits de pêche dans les cours d'eau navigables tentèrent une dernière protestation. Un avis du Conseil d'État du 11 thermidor an XII (30 juil. 1804), rejeta leur requête en se basant sur le décret de la Convention du 30 juillet 1793.

Le Conseil d'État décida également, le 21 février 1822, que l'État avait le droit d'affirmer en vertu de la loi du 14 floréal an X la pêche des rivières flottables sur trains ou radeaux, mais que ce droit ne pouvait, en aucun cas, s'étendre aux rivières qui ne sont flottables qu'à bûches perdues.

Ces différentes décisions reconnaissaient et limitaient d'une façon définitive les droits de l'État en matière de pêche.

C'est vers cette époque que fut aussi tranchée définitivement la question de savoir à qui appartenait la pêche dans les rivières non navigables. Elle avait déjà été soulevée devant l'Assemblée Constituante en 1791, mais sans qu'aucune suite lui ait été donnée. La pêche dans ces cours d'eau était revendiquée par les particuliers et les communes. Le Conseil d'État décida le 30 pluviôse an XIII (19 fév. 1805) que la pêche des rivières non navigables ne peut, dans aucun cas, appartenir aux communes et que les propriétaires riverains doivent en jouir, sans pouvoir cependant exercer ce droit autrement qu'en se conformant aux lois et règlements concernant la pêche.

Telle était, en y ajoutant quelques décrets spéciaux

à la Loire (Décrets de 1808, 1810 et 1812), l'état de la législation sur la pêche à la veille de la loi de 1829.

III. — La loi du 15 avril 1829.

L'arrêté du 28 messidor an VI et la loi du 14 floréal an X étaient loin de contenir un ensemble de règles complètes et satisfaisantes. D'un autre côté, on ne pouvait songer à rétablir purement et simplement les prescriptions de l'ordonnance de 1669. Il fallait rajeunir cette législation en la dépouillant de ce qui appartenait à un ordre de choses disparu et la conformer aux mœurs, aux idées et aux besoins actuels. C'est pour y parvenir qu'a été élaborée la loi sur la pêche fluviale du 15 avril 1829, qui abroge toutes lois, ordonnances, édits et déclarations, arrêts du Conseil, arrêtés et décrets, et tous règlements intervenus, à quelque époque que ce soit, sur les matières qu'elle a pour objet de régler, en tout ce qui concerne la pêche (v. L. 1829, art. 83, § 1).

Le deuxième paragraphe de l'art. 83 portant que « les droits acquis antérieurement à la présente loi » seront jugés, en cas de contestation, d'après les lois « existantes avant sa promulgation » est simplement l'énoncé du principe qui veut qu'aucune loi ne rétroagisse de façon à nuire à des droits acquis sous des lois antérieures.

La loi du 15 avril 1829 qui n'a eu pour but que de régler l'exercice de la pêche fluviale n'a apporté aucun changement à la législation antérieure sur la propriété des cours d'eau. Elle a confirmé les droits de l'État sur la pêche dans les rivières navigables et

flottables et ceux des riverains dans les autres; mais, les cours d'eau étant solidaires, elle a, dans un but d'intérêt public, attribué dans tous à l'État la police et la surveillance de la pêche.

La loi du 15 avril 1829 a, notamment dans son titre IV, fait de nombreux emprunts à l'ordonnance de 1669. Il en résulte que certaines décisions rendues sous l'empire de cette ordonnance ont encore de l'intérêt. Elle a été calquée sur le Code Forestier de 1827 dont elle reproduit un grand nombre de dispositions. Toutefois, à cause des longues discussions auxquelles elle donna lieu devant les Chambres, elle a réglementé la matière avec moins de bonheur que le Code Forestier dans son genre.

La loi de 1829 est un véritable Code de la pêche fluviale qui traite :

- 1° Du droit de pêche ;
- 2° De l'administration et de la régie de la pêche ;
- 3° Des adjudications des cantonnements de pêche ;
- 4° De la conservation et de la police de la pêche ;
- 5° Des poursuites en réparation de délits de pêche ;
- 6° Des peines et condamnations en matière de pêche ;
- 7° De l'exécution des jugements rendus en matière de pêche.

IV. — Les lois postérieures.

Aucune loi n'a encore remplacé celle du 15 avril 1829 sur la pêche fluviale, qui est aujourd'hui la législation fondamentale en la matière. Toutefois, quatre lois sont venues la modifier ou la compléter

sur quelques points de détail; ce sont les lois des : 6 juin 1840, 31 mai 1865, 18 novembre 1898 et 20 janvier 1902.

a) La loi du *6 juin 1840*, touchant seulement le mode d'administration du droit de pêche appartenant à l'État, a modifié d'une manière peu importante quelques articles de la loi de 1829 (les articles 10, 14, 16, 19, 20 et 21). Ces deux lois ont d'ailleurs été fondues en une seule qui a conservé la date du 15 avril 1829.

b) Les plaintes sur le dépeuplement des eaux publiques qui avaient précédé la loi de 1829 ayant continué après sa mise en vigueur, on dut chercher à renforcer les moyens destinés à protéger la reproduction du poisson. C'est dans ce but que le 15 février 1865 le gouvernement envoya au Corps législatif un projet de loi concernant la pêche du saumon et de la truite.

Ce projet fut généralisé et est devenu la loi du *31 mai 1865*, qui a établi une disposition analogue à celle de la loi de 1844 sur la chasse, en interdisant la vente et le colportage du poisson pendant le temps où la pêche en est prohibée. Cette loi autorise en outre l'établissement de réserves de reproduction, où la pêche est interdite d'une manière absolue pendant toute l'année, et la construction dans les barrages hydrauliques de passages appelés échelles destinés à assurer la libre circulation du poisson. Enfin, des dispositions sont prévues pour favoriser la pisciculture qui venait de prendre un nouvel essor.

c) La loi du *18 novembre 1898* a complété les prescriptions de la loi de 1829 relatives à l'empoisonnement des rivières (art. 25) par un paragraphe tendant à réprimer l'emploi de la dynamite ou d'autres pro-

duits de la même nature. Toutefois par une anomalie inexplicable, alors que l'ancien article 23 de la loi de 1829 punissait l'empoisonnement des cours d'eau d'une amende de 30 à 300 francs et d'un emprisonnement d'un mois à trois mois, la loi de 1898 qui, dans l'espèce, avait pour but d'aggraver la pénalité, ne prévoit plus qu'une amende de 30 à 100 francs, l'emprisonnement restant le même.

La loi du 18 novembre 1898 a enfin porté d'un mois (L. 1829, art. 62) à trois mois la prescription des actions en réparation de délit de pêche.

d) Enfin le 20 janvier 1902, une dernière loi, complétant l'art. 10 de la loi de 1829 a dérogé, en faveur des sociétés de pêcheurs à la ligne, au principe de l'adjudication des cantonnements de pêche dans les rivières appartenant à l'État.

V. — Les ordonnances et les décrets depuis la loi du 15 avril 1829.

Toute réglementation sur la pêche pour être efficace doit stipuler, parmi les mesures conservatoires du poisson, l'interdiction de la pêche pendant le temps où il se multiplie et la prohibition des engins et modes de pêche dont l'emploi sacrifie les ressources de l'avenir à un gain momentané.

Les dispositions insérées à cet égard dans le projet qui devait devenir la loi de 1829 (dispositions qui reproduisaient la plupart des prohibitions de l'ordonnance de 1669), donnèrent lieu devant les Chambres à des discussions n'aboutissant à aucun résultat. Il fut alors décidé, par l'article 26, qu'on les placerait

sous le régime des ordonnances. Ensuite, pour arriver à une application plus prompte de la loi, le gouvernement pensa qu'il était préférable de scinder les matières à régler par voie d'ordonnance en prescrivant d'abord quelques dispositions uniformes par une ordonnance générale (celle du 15 novembre 1830, légèrement modifiée par celle du 28 février 1842) et en laissant ensuite aux préfets, sur l'avis des Conseils généraux et après avoir consulté les agents forestiers, la fixation des époques d'interdiction, la détermination des engins et modes de pêche prohibés et la dimension minima des poissons à prendre, le tout sous réserve de l'approbation par l'autorité supérieure.

Mais la latitude laissée aux administrations locales engendra de telles diversités d'un département à l'autre que toute surveillance devenait illusoire et que la fraude ne rencontrait plus aucun obstacle. Il était donc indispensable de substituer à l'ordonnance générale du 15 novembre 1830 et aux arrêtés préfectoraux qui en découlaient un même règlement pour tous les cours d'eau de la France, sauf quelques dispositions spéciales à certaines localités. Tel fut l'objet du décret du 25 janvier 1868, abrogeant les ordonnances de 1830 et de 1842. L'administration n'avait entendu appliquer ce décret qu'à titre d'expérience ; d'ailleurs ses dispositions sévères suscitèrent bientôt de vives critiques.

Le gouvernement provoqua alors de nouvelles études à la suite desquelles il rendit le décret du 10 août 1875 qui abrogeait celui de 1868. Certaines prescriptions du décret du 10 août 1875 relatives aux époques d'interdiction, à la pêche de nuit, aux filets

trainants, etc..., donnèrent encore lieu à des réclamations. Aussi le décret de 1875 fut-il modifié successivement dans ses art. 1, 6, 7, 9, 13 et 20 par les décrets du 18 mai 1878, du 27 décembre 1889 et du 9 avril 1892.

En 1897, on chercha à codifier les dispositions éparses dans les décrets de 1875, 1878, 1889 et 1892. Ce fut l'objet du décret du 5 septembre 1897 qui les abrogea tous et qui introduisit en outre un certain nombre de modifications dont les unes étaient le résultat de l'expérience et les autres la conséquence du nouveau rattachement du service de la pêche à l'Administration des Eaux et Forêts.

Ce dernier décret et les arrêtés préfectoraux spéciaux à chaque département constituent aujourd'hui à eux seuls la réglementation de la pêche fluviale, laissée au pouvoir exécutif par les lois de 1829 et de 1865.

CHAPITRE VI

L'ADMINISTRATION ET L'EXPLOITATION DE LA PÊCHE DE 1789 A NOS JOURS

- I. La période comprise entre 1789 et 1802. — II. La pêche fluviale et l'Administration des Forêts (1802-1862). — III. La pêche fluviale et l'Administration des Ponts et Chaussées (1862-1896). — IV. Le rattachement de la pêche fluviale à l'Administration des Eaux et Forêts en 1896.
-

I. — La période comprise entre 1789 et 1802.

Nous avons vu qu'en 1788 toute juridiction contentieuse en matière de pêche, ainsi d'ailleurs qu'en toute autre matière, avait été retirée aux maîtrises des Eaux et Forêts pour être attribuée d'abord aux bailliages et présidiaux, puis, par la loi du 11 septembre 1790, aux juges de district. Une loi du 25 décembre 1790 prescrivit en conséquence le dépôt aux tribunaux de district des archives des maîtrises relatives à l'exercice de la juridiction, tandis que les papiers relatifs à l'administration étaient conservés jusqu'à nouvel ordre par les maîtrises.

L'année suivante, la loi du 29 septembre 1791 supprimait l'ancienne administration des Eaux et Forêts

et organisait une Administration forestière. C'était une sorte de transaction entre la législation ancienne et l'ordre de choses sorti de la Révolution. La loi de 1791 qui exposait en détail quelles devaient être les fonctions du nouveau personnel ne parlait de la pêche en aucun de ses articles.

Mais la question de l'aliénation des forêts domaniales fit surseoir à l'établissement de la nouvelle organisation et une loi du 11 mars 1792 maintint provisoirement en fonctions les anciens officiers des maîtrises. Ils étaient toutefois qualifiés d'agents nationaux forestiers par les régisseurs de l'enregistrement et du domaine national sous les ordres desquels ils se trouvaient placés.

Ce ne fut que par une loi du 16 nivôse an IX (6 janvier 1801), que l'administration des bois et forêts fut séparée de la régie de l'enregistrement et qu'une Administration forestière fut réellement organisée.

Le premier objet dont cette nouvelle administration s'occupa fut de tracer aux agents forestiers la marche à suivre dans leur service. Ce fut l'objet de l'instruction du 7 prairial an IX (27 mai 1801), dont l'art. 43 ordonne aux Conservateurs « de faire
« veiller sur les rivières navigables à ce que l'exer-
« cice de la pêche n'ait lieu que conformément aux
« lois et, en conséquence, de faire rapporter des pro-
« cès-verbaux contre tout individu qui emploierait,
« pour pêcher, des instruments nuisibles à la con-
« servation de la pêche. »

Peu de temps après, la loi du 14 floréal an X (4 mai 1802), déclarait que dans les fleuves et rivières navigables « la police, la surveillance et la conserva-

« tion de la pêche sont confiées aux agents et préposés de l'Administration forestière qui se conforment aux dispositions prescrites pour constater les délits forestiers. » (Titre V, art. 17.)

La circulaire administrative qui portait cette loi à la connaissance des agents forestiers, ajoutait : « Toute police de la pêche sur les rivières non navigables ayant cessé depuis l'abolition des hautes justices dont elle était un des attributs, il conviendra de la faire revivre le plus possible ; et ce soin a toujours concerné les agents forestiers ».

Ajoutons que l'Administration des Forêts affermail alors la pêche dans tous les canaux navigables à l'exception de ceux de Saint-Quentin, de l'Oureq et d'Orléans.

II. — La pêche fluviale et l'Administration des Forêts (1802-1862).

L'Administration des Forêts, dont le rétablissement définitif coïncidait en quelque sorte avec la loi lui confiant expressément le service de la pêche fluviale, éprouva, peu de temps après, encore un changement dans son organisation. Une ordonnance du 17 mai 1817, fondée sur des motifs d'économie, la réunit pour la seconde fois à celle de l'enregistrement et des domaines. Elle en forma la quatrième division, à laquelle fut également rattachée la pêche fluviale.

Mais, dès le 11 octobre 1820, l'Administration des Forêts était rétablie, puis définitivement organisée par l'ordonnance réglementaire pour l'exécution du Code Forestier du 1^{er} août 1827.

Les attributions confiées à l'Administration des Forêts en matière de pêche par la loi du 14 floréal an X lui avaient été implicitement maintenues par la loi du 15 avril 1829. Elles lui restèrent jusqu'au décret du 29 avril 1862.

Toutefois, malgré l'avis contraire du Conseil d'Etat, un décret du 23 décembre 1810, subordonnant, dans les canaux de navigation, la pêche à l'intérêt de la navigation et à la nécessité de prévenir les dégradations des travaux d'art entrepris par l'Administration des Ponts et Chaussées, ordonna que la mise en ferme de la pêche dans ces canaux serait désormais exercée par cette dernière administration.

Ensuite des mêmes principes, une décision ministérielle du 26 décembre 1831 confia également la location de la pêche sur les rivières canalisées à l'Administration des Ponts et Chaussées.

Les agents et préposés forestiers n'en restèrent pas moins toujours tenus de constater, lors de leurs tournées, les délits commis sur les canaux et rivières canalisées et les procès-verbaux qu'ils en dressaient continuèrent à être déférés aux tribunaux à la requête de l'Administration des Forêts. (Décision ministérielle du 30 septembre 1839.)

Lorsqu'en 1803, l'Administration, conformément aux prescriptions de la loi du 14 floréal an X, voulut diviser les rivières navigables en cantonnements de pêche destinés à être mis en adjudication, elle eut à trancher deux sortes de difficultés : les unes relatives à la classification des rivières ; les autres à des prétentions à la propriété de la pêche. Ces premières adjudications furent faites pour trois ans.

En 1804, on établit des gardes-pêche spéciaux. En

1824, ils étaient au nombre de 106 auxquels il convient d'ajouter 5 gardes généraux et 21 gardes à cheval chargés plus particulièrement de la pêche.

En 1806, on renouvela les baux de pêche pour une durée de six années. Ce fut à cette occasion que, pour éviter les contestations provenant des diverses dénominations de filets prohibés par l'ordonnance de 1669, on rétablit le plombage de ces engins.

En 1812, les baux furent renouvelés pour neuf ans et la chasse des oiseaux aquatiques fut pour la première fois comprise dans les adjudications.

Les amodiations de 1821 furent les premières qui s'étendirent à des cantonnements de pêche dans les rivières flottables; puis, les enquêtes destinées à déterminer (en exécution de l'art. 3 de la loi de 1829), les parties des rivières où la pêche devait être exercée au profit de l'État, n'ayant pas été terminées en temps utile, les baux qui devaient expirer en 1830, furent prorogés d'un an par tacite reconduction.

Les amodiations furent successivement renouvelées en 1840, 1849 et 1858 avec un cahier des charges chaque fois perfectionné.

En 1852, à la suite de plaintes relatives à la dépopulation des cours d'eau, le concours de la gendarmerie fut acquis pour la surveillance de la pêche.

Il n'y avait toutefois aucun reproche à faire à l'activité des agents et préposés des Forêts. En effet, en 1861, le nombre des procès-verbaux de pêche dressés par le personnel forestier atteignait le chiffre de 3.500, dont 516 furent abandonnés ou transigés. Le surplus ayant été mis en poursuite, il intervenait 2.660 condamnations et 80 acquittements.

L'Administration des Forêts ne bornait pas ses

soins à assurer au moyen d'une active surveillance le repeuplement naturel des rivières. Dès 1850, des agents et préposés forestiers se livraient à des travaux de pisciculture et, lors des adjudications de 1858, certaines portions des cours d'eau navigables étaient réservées pour y vulgariser les méthodes propres à repeupler les rivières et à propager les bonnes espèces de poissons. Les agents forestiers créèrent de la sorte de véritables écoles pratiques où les gardes, les fermiers de pêche et les propriétaires riverains puisaient d'utiles renseignements. C'est ainsi que sur la Saône, les fermiers de sept cantonnements constituèrent une société de pisciculture placée sous la surveillance et la direction de l'Administration des Forêts.

Des instructions pratiques sur la pisciculture et le service des gardes-pêche furent distribuées à tous les préposés auxquels des gratifications étaient accordées en cas de zèle et d'intelligence dans les repeuplements.

En 1862, 76 bassins d'éclosion et d'alevinage, répartis dans 35 départements, étaient en pleine activité. Leur établissement n'avait pas coûté 20.000 francs et les frais de leur fonctionnement ne dépassaient pas beaucoup 2.000 francs.

L'Administration forestière organisa également vers cette époque un service spécial pour récolter l'alevin d'anguilles et le répandre dans les cours d'eau dont la gestion lui était confiée.

Enfin c'est encore l'Administration des Forêts qui s'occupa, dès 1860, de la refonte de la loi du 15 avril 1829 et qui prépara le projet qui devait aboutir à la loi du 31 mai 1865.

Tel était, en matière de pêche fluviale, le bilan de l'Administration Forestière, lorsque parut le décret du 29 avril 1862.

III. — La pêche fluviale et l'Administration des Ponts et Chaussées (1862-1896).

Le rapport du ministre d'Etat servant d'exposé de motifs au décret du 29 avril 1862, après avoir déclaré que, si la division entre plusieurs services d'attributions diverses se rattachant au régime des eaux pouvait avoir quelques inconvénients, le zèle de chacun de ces services était de nature à les atténuer, souvent même à les faire disparaître, continue en ces termes : « L'Administration des Forêts en particulier, « chargée de l'exploitation de la pêche dans la « majeure partie des rivières navigables et de la sur- « veillance dans l'immense étendue des cours d'eau « non navigables, a toujours accompli cette tâche « difficile avec un dévouement et un succès auquel « le gouvernement de l'Empereur doit rendre pleine « justice. Aussi, s'il ne se fût agi que de police et de « surveillance de la pêche n'eût-il pas songé sans « doute à modifier les attributions qui étaient si « dignement remplies. Mais Votre Majesté poursuit « un but plus élevé ; ce qu'elle se propose, c'est « d'appliquer sur une vaste échelle les nouveaux « procédés de repeuplement des eaux que la science « moderne a imaginés ou remis en lumière ; c'est de « créer pour les populations de l'empire de nouvelles « ressources alimentaires et de donner au pays un « nouvel élément de prospérité. Pour atteindre ce

« but, la première condition, c'est de créer l'unité
« d'action et de direction. »

La dépossession de l'Administration forestière, sur le désir personnel de l'empereur et contrairement à l'avis d'une commission technique chargée d'examiner la question, semblerait, à première vue, n'avoir eu lieu en 1862 que dans l'intérêt de la pisciculture. Il aurait paru à Napoléon III que le personnel nombreux et savant des Ponts et Chaussées offrait des garanties particulières pour la réussite de cette entreprise. C'est douteux et le véritable but a plus vraisemblablement été de rattacher au ministère des Travaux Publics absolument tout ce qui touchait aux cours d'eau de toutes catégories.

Quoi qu'il en soit, à partir du 1^{er} juillet 1862 la surveillance, la police et l'exploitation de la pêche dans les fleuves, rivières et canaux navigables et flottables, non compris dans les limites de la pêche maritime, ainsi que la surveillance et la police dans les canaux, rivières, ruisseaux et cours d'eau quelconques non navigables ni flottables, furent confiées à l'Administration des Ponts et Chaussées.

L'Administration des Forêts recevait en compensation le service de la fixation, de l'entretien, de la conservation et de l'exploitation des dunes sur le littoral maritime.

Dès le mois d'août 1862, le Conseil général des Vosges protestait en termes énergiques contre la remise du service de la pêche entre les mains des Ponts et Chaussées. L'année suivante, il renouvelait sa protestation et les Conseils généraux du Doubs, de la Moselle, du Haut-Rhin et de la Haute-Saône suivaient son exemple. En 1864, enfin, la question était

portée devant le Corps législatif par M. de Ravinel, qui demanda en vain l'abrogation du décret de 1862.

Les brigadiers et gardes-pêche de l'Administration des Forêts (au nombre d'environ 400) furent transférés à l'Administration des Ponts et Chaussées qui, avec les cantonniers-chefs de ses services de voirie qu'elle commissionna, disposa ainsi d'environ 2.600 préposés pour la surveillance de la pêche. Ce nombre s'accrut dans la suite, lorsque après la loi du 10 août 1871 plusieurs départements (33 en 1896) eurent remis leurs services de voirie départementale et vicinale aux mains des Ponts et Chaussées.

Par contre, quelques années après la guerre de 1870-1871, l'effectif des brigadiers et gardes-pêche spéciaux se trouvait réduit au chiffre de 322.

Les gardes-pêche et les cantonniers-chefs étaient rémunérés de leurs déplacements, mais ces derniers ne devaient entreprendre de tournées de pêche que sur l'ordre des conducteurs. Les cantonniers, dont les fonctions journalières n'ont aucun caractère répressif, ne pouvaient être des surveillants bien convaincus.

Les procès-verbaux dressés par ce personnel étaient transmis par la voie hiérarchique au ministère public qui exerçait les poursuites sans aucune intervention de la part des ingénieurs. Un décret du 7 septembre 1870 conféra à ces derniers le droit de transiger sur les délits de pêche dans les conditions prévues pour les délits forestiers par la loi du 18 juin 1839 ; ils n'usèrent pas de ce droit. Le rôle effacé que les ingénieurs jouaient en matière de surveillance et de police de la pêche devait fatalement les conduire à s'en désintéresser.

A la suite de la loi du 31 mai 1865, l'Administration des Ponts et Chaussées eut à s'occuper de questions intéressantes telles que la création de réserves de pêche et l'établissement d'échelles à poissons. Elle le fit avec un certain succès mais ses efforts se portèrent plus particulièrement du côté de la pisciculture.

Lors du décret du 29 avril 1862, cette Administration ne possédait que l'établissement de pisciculture situé à Huningue (Haut-Rhin). Créé en 1853, au moyen de fonds alloués par le Ministère de l'Intérieur, l'établissement d'Huningue eut des commencements modestes. Ce n'est qu'en 1856 qu'il fut remis aux Ponts et Chaussées et qu'il commença à se développer. Les dépenses de constructions s'élevèrent à plus de 265.000 francs. Dirigé par un ingénieur en chef et un ingénieur ordinaire, l'établissement était arrivé à traiter annuellement près de vingt millions d'œufs, dont six à sept millions de salmonides. Les frais d'exploitation étaient de 55.000 francs en moyenne par an.

En 1871, l'établissement d'Huningue fut cédé à l'Allemagne et remplacé par celui de Bouzey, à 8 kilomètres d'Epinal, qui continua les traditions de l'ancien. Pendant quinze ans, il mit à la disposition des services publics et des particuliers des œufs de salmonides. Les frais annuels d'entretien oscillaient entre 25.000 et 30.000 fr. L'établissement de Bouzey fut détruit par la malheureuse catastrophe de 1895 et ne fut pas rétabli.

L'Administration des Ponts et Chaussées ouvrit encore deux autres laboratoires de pisciculture : l'un à Thonon (Haute-Savoie), l'autre à Gesse-Quillan (Aude) et contribua par ses subventions à la créa-

tion et au développement des laboratoires de Limoges (Haute-Vienne), de l'Ame (Sarthe), de Vitry-le-François (Marne), de Luxeuil (Haute-Saône), de Boën-sur-Lignon (Haute-Loire), de Floudès (Gironde) et de Fécamp (Seine-Inférieure).

Enfin, sur la Dordogne à Bergerac et sur les Gaves à Peyrehorade, les Ponts et Chaussées provoquèrent de la part des fermiers de pêche l'installation de véritables établissements de pisciculture qui fournissent gratuitement des alevins pour la région et doivent faire retour à l'Etat au bout de dix-huit ans en général de concession.

Il convient pour terminer de rappeler qu'à la suite d'un décret du 15 juillet 1879 le Service des Ponts et Chaussées effectua régulièrement chaque année, à l'embouchure de certains cours d'eau, la récolte et la distribution de la montée d'anguilles.

IV. — Le rattachement de la pêche fluviale à l'Administration des Eaux et Forêts en 1896.

Après le transfert de l'Administration des Forêts au Ministère de l'Agriculture (Décret du 15 décembre 1877), on demanda à la Chambre, lors du vote du budget de 1878, l'abrogation du décret du 29 avril 1862. La même proposition, renouvelée à l'occasion du vote du budget de 1879, n'eut aucune suite et il n'en fut plus question pendant plusieurs années.

En 1892, M. Méline faisait adopter par le Conseil général des Vosges un vœu tendant à ce que la surveillance de la pêche des cours d'eau non navigables ni flottables soit remise au Ministère de l'Agriculture,

et, en 1895, à la demande des sociétés d'agriculture, de plusieurs Conseils généraux et de nombreuses sociétés de pêche, la question était portée à nouveau devant les Chambres. Aussi, lorsque le 29 avril 1896 M. Méline reprit le Ministère de l'Agriculture en même temps que la présidence du Conseil, l'abrogation du décret de 1862 ne devait plus tarder.

Le 7 novembre 1896, un décret, contresigné par les Ministres des Travaux Publics et de l'Agriculture, plaçait dans les attributions du Ministère de l'Agriculture et rattachait à l'Administration des Forêts la surveillance, la police et l'exploitation de la pêche dans les cours d'eau navigables et flottables non canalisés, qui ne se trouvent pas dans les limites de la pêche maritime, ainsi que la surveillance et la police de la pêche dans les rivières, ruisseaux et cours d'eau non navigables ni flottables. La pisciculture était également rattachée au Ministère de l'Agriculture.

L'Administration des Forêts ne reprenait pas en matière de pêche toutes les attributions qu'elle exerçait avant 1862. Nous avons vu qu'elle était alors investie de la police et de la surveillance sur tous les cours d'eau, même sur les canaux et les rivières canalisées, où l'Administration des Ponts et Chaussées n'était chargée que de l'exploitation. Le décret de 1896, en conservant à l'Administration des Ponts et Chaussées la police et la surveillance de la pêche sur ces cours d'eau spéciaux où elle dispose d'un personnel assez nombreux pour prévenir ou constater les délits, écartait toute crainte de conflit possible entre les deux services.

Le décret du 7 novembre 1896 ne reçut son exé-

cution qu'à partir du 1^{er} janvier 1897. Il fallut, en effet, donner aux Ingénieurs en chef des Ponts et Chaussées et aux Conservateurs des Forêts le temps nécessaire pour assurer de concert la continuité de la surveillance et pour préparer d'un commun accord la remise du service.

Le personnel des brigadiers et gardes-pêche des Ponts et Chaussées, sur les rivières navigables non canalisées et les cours d'eau non navigables ni flottables passa sous les ordres des agents forestiers. Le matériel du service de la pêche (barques, gabarits, instructions, dossiers, etc....) fut remis à l'Administration des Forêts. Enfin, celle-ci ayant désormais la pisciculture dans ses attributions, l'Administration des Ponts et Chaussées ne conserva que les établissements de pisciculture formant une dépendance directe du service de la pêche dans les cours d'eau qui lui restaient et cessa de s'occuper des établissements départementaux ou municipaux dont la gestion ou la surveillance lui était confiée.

Pour assurer complètement la surveillance des rivières non navigables ni flottables, les Conservateurs des Forêts durent étudier d'urgence un projet de réorganisation du service dans leurs arrondissements, de façon à attribuer à chaque préposé forestier une circonscription territoriale comprenant les cours d'eau et les forêts soumises à sa garde. Les nouvelles organisations étaient approuvées et fonctionnaient toutes dès le mois de juin 1897.

Dix-huit mois après, M. Méline rendait aux agents et préposés forestiers leur dénomination d' « Agents et Préposés des Eaux et Forêts » et, pour établir l'unité d'action et d'attribution, fusionnait le nou-

veau personnel spécial de surveillance de la pêche avec l'ancien personnel forestier. Ce fut l'œuvre du décret du 19 avril 1898.

Les préposés de pêche provenant du Service des Ponts et Chaussées furent alors commissionnés comme préposés des Eaux et Forêts. Ils durent prêter un nouveau serment dont l'Administration prit les frais à sa charge. Ils furent nommés dans le cadre domanial au grade et à la classe correspondant au titre et au traitement qu'ils avaient alors et incorporés dans les unités de chasseurs-forestiers. Tous les avantages accordés aux préposés domaniaux (habillement, chauffage, indemnité de logement, tabac de cantine, admission dans les hôpitaux militaires, etc.....) leur furent octroyés.

De même que trente-quatre ans auparavant, un certain nombre de Conseils généraux protestèrent vainement contre l'innovation et réclamèrent cette fois le maintien du décret du 29 avril 1862. Ce furent ceux de l'Allier, des Ardennes, de la Dordogne, du Loir-et-Cher, du Loiret, de l'Orne et du Pas-de-Calais.

Il ne reste donc plus rien aujourd'hui du décret si général et si absolu du 29 avril 1862. Celui du 7 novembre 1896 soumet encore en matière de pêche les deux sortes de cours d'eau, navigables et non navigables, à la même Administration, mais c'est actuellement à celle des Eaux et Forêts. L'Administration des Ponts et Chaussées ne conserve plus que le service de la pêche dans les canaux et rivières canalisées, qu'elle ne tient pas du décret du 29 avril 1862.

DEUXIÈME PARTIE

ÉTAT ACTUEL DE LA PÊCHE FLUVIALE

CHAPITRE PREMIER

LE DROIT DE PÊCHE

I. La pêche et les poissons au point de vue juridique. — II. Le droit de pêche. — III. La question du permis de pêche.

I. — La pêche et les poissons au point de vue juridique.

La loi ne définit ni ce qu'est l'acte de pêche, ni ce qu'on doit entendre par le mot poisson, et la jurisprudence n'a jamais été fixée sur le sens de ces deux expressions.

On admet, en général, que la pêche est la recherche, dans le but de s'en emparer, des animaux vivant dans l'eau. L'usage d'un engin n'est pas nécessaire pour constituer un acte de pêche; pêcher à la main, par exemple, est incontestablement se livrer à un acte de pêche.

La question de savoir à quelles espèces d'animaux vivant dans l'eau s'appliquent les règlements sur la pêche est plus complexe. Nous allons constater, en donnant comme exemple ce qui s'est passé pour la grenouille, que la solution peut varier suivant l'objet du règlement.

Après avoir décidé longtemps que l'art. 27 de la loi de 1829 punissant la pêche en temps prohibés s'appliquait indifféremment à toutes les espèces vivant dans l'eau et servant à l'alimentation de l'homme, la jurisprudence devrait aujourd'hui en distraire la grenouille. En effet, les termes de l'art. 1 (4^e *in fine*) du décret du 5 septembre 1897 « est interdite la pêche de tous les autres poissons et de l'écrevisse » paraissent bien l'exclure, la grenouille ne pouvant pas être considérée comme un poisson. Or tout ce qui n'est pas défendu est permis ; donc la pêche de la grenouille nous semble licite en tout temps à l'encontre de celle des poissons (1).

Par contre, si on peut, en principe, pêcher la grenouille en tout temps, on ne peut la pêcher à toute heure. En effet l'art. 26 de la loi de 1829 dispose que « des ordonnances royales déterminent : 1^o les temps, « saisons et heures pendant lesquels la pêche sera « interdite. . . . » La loi dit simplement : *la pêche* et non pas : *la pêche des poissons*. D'autre part, le paragraphe 1 de l'art. 6 du décret du 5 septembre 1897, rendu en exécution de l'art. 26 précité, déclare que « *la pêche* n'est permise que depuis le lever jusqu'au coucher du soleil », sauf exception pour cinq espèces déterminées d'animaux vivant dans l'eau : l'anguille, la lamproie, l'écrevisse, le saumon et l'aloise. Le mot *pêche* est, dans le décret comme dans la loi, pris avec son acception générale. Or, la capture de

(1) Toutefois, le décret de 1897 (art. 2) autorisant les préfets à fixer une période d'interdiction pour la pêche de la grenouille, ce ne sera, en réalité, qu'à défaut d'arrêté du préfet à cet égard que la pêche de la grenouille sera libre toute l'année.

la grenouille est incontestablement une véritable pêche. On ne peut donc pêcher ce batracien que du lever au coucher du soleil, comme tous les poissons.

La Cour de Cassation qui vient de se prononcer en ce sens (24 janvier 1903, *Gaz. Pal.* 26 février 1903), a également décidé que la pêche à la main de la grenouille tombait sous le coup de l'art. 15 du décret de 1897.

De même, l'art. 5 de la loi de 1829, qui punit la pêche sans permission, semble s'appliquer à tous les produits vivant dans l'eau et propres à l'alimentation de l'homme, y compris les grenouilles. Il a en effet été jugé qu'il y avait délit de pêche dans le fait de prendre des grenouilles dans un cours d'eau privé parce que la loi sur la pêche fluviale protège dans l'intérêt du propriétaire les divers produits vivants des cours d'eau, grenouilles aussi bien que poissons. (Montpellier, 10 nov. 1862, *D.*, 63, 2, 56.)

II. — Le droit de pêche.

Le Code civil (art. 715) et la loi sur la pêche fluviale de 1829 (titre I) sont d'accord pour considérer la faculté de pêcher comme constituant un droit. Cependant, en 1898, une proposition de loi (Ch., Annexes, Extr. 1898, p. 98) ayant pour objet la liberté de la chasse et de la pêche et par suite la suppression de tous droits de l'espèce, fut déposée à la Chambre. Elle ne vint pas en discussion.

La loi du 15 avril 1829 a attribué le droit de pêche à l'État dans les cours d'eau navigables ou flottables,

et aux riverains dans les autres, sans qu'aucune discussion sur la propriété des rivières non navigables ni flottables ait été soulevée dans les Chambres législatives de cette époque.

La condition juridique de ces dernières rivières fut pendant longtemps discutée; la jurisprudence s'était, en dernier lieu, fixée en ce sens qu'elles étaient *res communes*, que par conséquent elles n'appartenaient aux riverains ni pour le lit, ni pour l'eau courante. Mais la loi du 8 avril 1898 est venue consacrer une solution nouvelle en attribuant le lit en propriété aux riverains. L'eau courante, par contre, est restée *res communis* et son écoulement s'effectue à titre de servitude de passage. Ajoutons que la loi de 1898 ne s'occupe de la pêche en aucun de ses articles.

Or de même que la loi de 1829, en attribuant à l'État le droit de pêche dans les cours d'eau navigables ou flottables, ne s'était pas écartée des principes de notre droit public moderne, de même, en ce qui concerne les autres cours d'eau, elle se trouve aujourd'hui en parfaite harmonie avec la loi du 8 avril 1898.

D'une façon générale, en effet, le droit de pêche dans une rivière quelconque ne peut que dériver du droit de propriété auquel il se rattache; il ne saurait former par lui-même un véritable droit de propriété. La faculté de pêcher dans l'eau courante passant sur le fonds d'une rivière doit donc théoriquement être attribuée au propriétaire de ce fonds, comme le droit de chasse sur un terrain appartient en principe au propriétaire de ce terrain.

Au point de vue de la propriété du lit, il y a en France deux catégories différentes de cours d'eau : les

cours d'eau navigables ou flottables et ceux qui ne le sont pas. La loi de 1829, de son côté, reconnaît deux sortes de personnes pouvant posséder le droit de pêche : l'État et les particuliers.

Les cours d'eau navigables ou flottables et leur lit font partie du domaine public (C. Civ. 538) et sont l'un et l'autre inaliénables et imprescriptibles. Le droit de pêche y est, par suite, inaliénable et imprescriptible et, comme tous les produits naturels du domaine public, doit appartenir à l'État. C'est ce que reconnaît d'ailleurs la loi du 15 avril 1829, dans son article 1^{er} (1).

D'après l'art. 3 de la loi du 8 avril 1898 sur le régime des eaux, le lit des *cours d'eau non navigables ou non flottables* appartient aux propriétaires des deux rives. Il en est de même du droit de pêche, aux termes de l'art. 2 de la loi de 1829. Ce droit se trouve ainsi incorporé à la propriété riveraine sans pouvoir en être détaché. Il n'est pas inaliénable en ce sens qu'il suit le sort du fonds riverain, mais il ne peut être aliéné seul et sans ce fonds auquel il est attaché (Avis Cons. État, 11 oct. 1812). Ce serait en effet constituer une servitude au profit de la personne, ce que la loi interdit. De ce que le droit de pêche est

(1) Ce principe ne souffre que de rares exceptions, telles que le cas d'annexion d'un territoire à la France postérieurement à la loi du 15 avril 1829.

En Savoie, par exemple, le droit de pêche appartient encore à un particulier sur 30 hectares du lac du Bourget.

Le droit de pêche sur les $\frac{2}{5}$ de la surface du lac d'Annecy (Haute-Savoie) appartenait également à un particulier, mais il a fait l'objet d'un jugement d'expropriation en date du 27 février 1886. Le jury fixa ensuite à 13,000 francs l'indemnité à verser par l'État à ce particulier.

inséparable du fonds riverain, il résulte que celui qui, sans avoir de fonds sur l'un ou l'autre bord d'une rivière non navigable, aurait pêché pendant trente ans, n'aurait pas pour cela prescrit le droit de pêche, tandis qu'un riverain pourrait prescrire par une possession de trente ans le droit de pêcher au delà du milieu d'un cours d'eau.

La propriété du droit de pêche dans les cours d'eau navigables ou non navigables est protégée par l'article 5 de la loi de 1829. Cet article condamne en effet à une amende de 20 à 100 francs, indépendamment des dommages-intérêts, tout individu qui se livre à la pêche, dans un cours d'eau quelconque, sans la permission de celui à qui le droit de pêche appartient. La défense de pêcher sans permission préalable s'applique même à la pêche du poisson mort (v. Fuzier-Herman, *Pêche fluviale*, 678 et s.)

Il y a lieu en outre à la restitution du prix du poisson pêché en délit et la confiscation des filets et engins pourra, dit la loi, être prononcée. La loi suppose, évidemment, qu'il s'agit d'engins permis, car la confiscation des engins prohibés est obligatoire pour les tribunaux, dans tous les cas.

III. — La question du permis de pêche.

Dans un cours d'eau quelconque, le possesseur du droit de pêche, qu'il en soit propriétaire ou cessionnaire, peut exercer ce droit, sans être astreint à aucune taxe fiscale et notamment — comme le sont les chasseurs — à l'obtention d'un permis délivré par l'autorité.

D'autre part, une surveillance parfaite des cours d'eau ainsi que leur amélioration et même leur simple entretien au point de vue piscicole nécessiteraient des sommes importantes au paiement d'une partie desquelles il serait assez juste de faire coopérer tous les pêcheurs, professionnels ou amateurs.

A l'étranger, les ressources qui étaient également nécessaires pour cet objet ont été obtenues par deux sortes de mesures différentes, dont le type se trouve dans la loi écossaise et dans la loi belge.

En Écosse, une taxe spéciale est prélevée sur les propriétaires dans une proportion fixée d'après la valeur supposée de leurs pêches. Cette taxe est consacrée à l'entretien et à la surveillance de ces mêmes pêches.

En Belgique, l'obligation préalable de la possession d'un permis est imposée pour l'exercice de toute pêche, tant au filet qu'à la ligne, et les sommes recueillies sont toutes employées exclusivement à l'amélioration des Services de la pêche. Le permis existe encore en Suisse, en Luxembourg, en Autriche et dans une grande partie de l'Allemagne.

L'application du système belge a l'avantage d'être simple et de ne nécessiter aucun remaniement important de nos lois existantes. Aussi, la création d'un permis de pêche est-elle demandée en France par maints publicistes et de nombreuses associations piscicoles. Le journal *Le Pêcheur*, organe des pêcheurs à la ligne et de leurs sociétés, le réclame vivement depuis plusieurs années.

M. Boppe, ancien Directeur de l'Ecole Nationale des Eaux et Forêts, dans son remarquable ouvrage *Chasse*

et Pêche en France, envisageant encore un autre point de vue que la considération fiscale, parle (page 179) de « la délivrance d'un permis qui, servant au porteur de certificat d'identité, faciliterait singulièrement la répression des délits. »

La Société Centrale d'Aquiculture et de Pêche, présidée par M. le Conservateur des Eaux et Forêts Mersey, a, le 19 juin 1902, émis le vœu : « que la faculté de pêcher par quelque moyen ou procédé que ce soit ne puisse être accordée que moyennant la concession d'un permis de pêche, délivré dans des conditions à déterminer, mais dont le prix serait, dans tous les cas, assez peu élevé pour ne pas priver des personnes peu fortunées de ce plaisir essentiellement démocratique ;

« Que le produit de ces permis de pêche soit perçu dans des conditions spéciales qui permettent de l'affecter entièrement et exclusivement à la création et à l'entretien de nouveaux emplois de gardes et à la répression des délits. »

Cependant un assez grand nombre de Sociétés de pêcheurs à la ligne, dans le Sud-Ouest notamment, sont hostiles au permis de pêche, auquel elles reprochent surtout d'être une mesure anti-démocratique. Mais, ce qui est anti-démocratique, n'est-ce pas le régime actuel où quelques centaines de braconniers, sans grand profit pour eux-mêmes, dévastent une part importante de la richesse publique au détriment de l'immense majorité des bons citoyens ? N'est-ce pas encore le privilège que s'arrogent certains usiniers d'empoisonner les rivières sans être rappelés au respect de la loi ? Et ce qui serait vraiment démocratique, ne serait-ce pas plutôt une pêche bien sur-

veillée et sagement administrée pour le plus grand bien de tous, grâce aux ressources fournies par la délivrance de permis de pêche ?

CHAPITRE II

LES COURS D'EAU

I. Limites de la pêche fluviale et de la pêche maritime dans les cours d'eau. — II. Les cours d'eau navigables ou flottables. — III. Les cours d'eau non navigables ni flottables. — IV. Les lacs et étangs. — V. Les eaux frontières.

I. — Limites de la pêche fluviale et de la pêche maritime dans les cours d'eau.

On distingue plus spécialement sous le nom de pêche fluviale celle qui a lieu dans l'eau douce et de pêche maritime celle qui se fait dans la mer ou ses dépendances. La première est la seule dont nous ayons à nous occuper.

Les règlements concernant ces deux pêches étant très différents, il fallait tracer entre elles une ligne de démarcation précise.

A cet effet, l'art. 3 de la loi de 1829 disposait que des ordonnances royales détermineraient les limites entre la pêche fluviale et la pêche maritime dans les fleuves et rivières affluant à la mer et que ces limites seraient les mêmes que celles de l'inscription maritime; mais, ajoutait le même article: « la pêche qui se fera au-dessus du point où les eaux cesseront

d'être salées sera soumise aux règles de police et de conservation établies pour la pêche fluviale ».

En disant que les limites des pêches fluviale et maritime seraient les mêmes que celles de l'inscription maritime (1), la loi de 1829 s'exprimait mal ; elle entendait simplement consacrer les privilèges qu'en matière de pêche les inscrits tenaient de l'ordonnance d'août 1681 sur la marine. En réalité, la distinction entre la pêche fluviale et la pêche maritime doit être basée non sur la qualité des pêcheurs mais sur la salure des eaux, de laquelle dépend en effet la nature des espèces qui vivent dans ces eaux et qui font l'objet de l'une ou l'autre pêche.

Cependant, au point de vue de la pêche, les deux délimitations sont utiles à effectuer à l'embouchure des fleuves ou rivières. Conformément à l'art. 1 du décret-loi du 21 février 1852 (rectifiant l'art. 3 de la loi de 1829), cette double délimitation devait être faite, pour tous les fleuves, rivières et canaux affluant directement ou indirectement à la mer, par des décrets insérés au *Bulletin des Lois* et rendus sur la proposition du Ministre de la Marine. Quatre décrets, en date du 4 juillet 1853, ont été rendus en conséquence pour les arrondissements maritimes de Cherbourg, Brest, Lorient et Rochefort ; un cinquième le fut le 19 novembre 1859 pour l'arrondissement de Toulon.

L'*inscription maritime* s'arrête au point où remonte la marée et pour les cours d'eau où il n'y a pas de

(1) L'Inscription maritime, régie actuellement par la loi du 24 décembre 1896, a pour objet le recrutement de l'armée navale et entre autres privilèges le monopole de l'exploitation de la mer dans les eaux françaises.

marée jusqu'à l'endroit où les bâtiments de mer peuvent remonter. Il en résulte, par exemple, que les limites de l'inscription vont actuellement dans la Loire à 69 kilomètres de son embouchure, dans la Seine à 129 et dans la Dordogne jusqu'à 160 kilomètres de la mer.

La détermination du *point de cessation de salure des eaux* est fixée à marée haute de pleine ou nouvelle lune. Les observations du Ministre des Travaux Publics sont entendues lorsqu'il s'agit d'un canal ou d'une rivière canalisée ; celles du Ministre de l'Agriculture doivent l'être dans les autres cas. Il y a lieu de remarquer que le point où les eaux cessent d'être salées est habituellement plus rapproché de la mer que la limite de l'inscription maritime. Le privilège des inscrits est maintenu dans la zone d'eau douce comprise entre ces deux points, mais les règles de police édictées par la loi de 1829 sur la pêche fluviale y restent quand même applicables.

Les règlements de la pêche fluviale et de la pêche maritime sont différents, avons-nous dit. Or de part et d'autre du point de salure les espèces migratrices exigent les mêmes mesures de protection. Aussi, conformément à l'art. 4 de la loi du 31 mai 1865, la concordance entre les régimes des deux pêches avait-elle été établie pour les salmonides (périodes d'interdiction et dimensions minima) par un décret du 4^{er} février 1890, relatif à la pêche dans les eaux salées. Ce décret, qui était en harmonie avec ceux de 1875 et de 1878 sur la pêche fluviale, n'est plus parfaitement d'accord avec celui de 1897.

La refonte du décret du 4^{er} février 1890 ainsi que l'établissement d'une réglementation commune pour

les autres poissons que les salmonides (qui serait également chose nécessaire) pourraient être préparés par la Commission-spéciale instituée au Ministère de l'Agriculture par arrêté du 9 février 1899, sous le nom de Commission des embouchures fluviales.

Cette commission a, en effet, pour but l'étude de toutes les questions relatives à la surveillance et au repeuplement de la région comprise entre la limite amont de l'inscription maritime et la mer. Elle se compose d'un président et de trois membres représentant les Ministres de la Marine, des Travaux Publics et de l'Agriculture.

Son premier ouvrage a été d'établir un questionnaire qui a été adressé aux divers fonctionnaires compétents, aux laboratoires et stations aquicoles, ainsi qu'aux associations de pêche et aux particuliers paraissant pouvoir être utilement consultés. Les propositions adoptées par la commission sont consignées dans des rapports dont une expédition est transmise à chacun des ministres représentés. Cette commission est d'ailleurs purement consultative et aucun texte ne rend son intervention obligatoire en matière réglementaire.

II. — Les cours d'eau navigables ou flottables.

Le § 1 de l'art. 1 de la loi du 15 avril 1829 déclare que le droit de pêche sera exercé au profit de l'État dans tous les fleuves, rivières, canaux et contrefossés, navigables ou flottables avec bateaux, trains ou radeaux et dont l'entretien est à la charge de l'État ou de ses ayants cause. De l'énumération précédente

il résulte que le droit de pêche ne peut être revendiqué par l'État sur les cours d'eau flottables à bûches perdues (1).

Il reste à se demander ce qu'il faut entendre par rivières navigables ou flottables au point de vue de l'application de la loi de 1829.

L'art. 3 de la même loi permet aux riverains d'appuyer l'exercice de leur droit sur un critérium certain : « Des ordonnances royales, insérées au *Bulletin des Lois*, détermineront, après une enquête de commodo et incommodo, quelles sont les parties des fleuves et rivières et quels sont les canaux... où le droit de pêche est exercé au profit de l'État ».

La question n'est donc plus de savoir si le cours d'eau doit être, à tout autre point de vue, considéré comme navigable ou flottable, mais uniquement s'il a été déclaré tel par acte du pouvoir exécutif.

En conformité des prescriptions de l'art. 3 de la loi de 1829, une ordonnance du 10 juillet 1833 a été rendue, contenant le tableau des cours d'eau sur lesquels la pêche serait exercée au profit de l'État. Ce tableau a été modifié dans la suite par plusieurs ordonnances ou décrets.

Le même article 3 dispose enfin que, dans le cas où des cours d'eau seraient rendus ou déclarés navigables ou flottables, les propriétaires qui seront privés du droit de pêche auront droit à une indemnité préalable qui sera réglée selon les formes prescrites par la loi du 8 mars 1810 (aujourd'hui, ce serait par celle du 3 mai 1841, relative à l'expropriation pour cause

(1) L'art. 30 de la loi du 8 avril 1898 sur le régime des eaux les assimile aux cours d'eau non navigables ni flottables.

d'utilité publique), compensation faite des avantages qu'ils pourraient retirer de la disposition prescrite par le gouvernement.

La pêche est en outre exercée au profit de l'État dans les bras, noues, boires et fossés, qui tirent leurs eaux des fleuves et rivières navigables ou flottables, dans lesquels on peut en tout temps passer ou pénétrer librement en bateau de pêcheur et dont l'entretien est également à la charge de l'État (v. L. 15 avril 1829, art. 1, § 2) (1).

Notons que l'art. 1 de la loi de 1829 contient dans son troisième et dernier paragraphe une restriction importante relativement aux canaux creusés de main d'homme qui, tirant leurs eaux d'une rivière navigable ou flottable, sont creusés sur une propriété particulière et entretenus aux frais des propriétaires. La pêche y appartient aux propriétaires.

La longueur des cours d'eau navigables ou flottables varie presque d'une année à l'autre. En 1829, elle est évaluée à 11.300 kilomètres. En 1847, la direction de la navigation au Ministère des Travaux Publics la porte à 16.937 kilomètres, ce qui semble excessif, car en 1859 l'Administration des Forêts régit 4.975 kilomètres et l'Administration des Ponts et Chaussées

(1) Il peut arriver que par suite de colmatage les bras, noues, boires, etc., ne soient plus en tout temps accessibles aux bateaux de pêcheur et que cependant ils continuent à être en communication avec le cours d'eau coulant à pleins bords avant tout débordement (v. L. 8 avr. 1898, art. 36). L'État, tout en conservant la propriété de ces bras, noues, boires, etc., y perd alors le droit de pêche. Le cas s'est présenté en 1900 pour la rivière d'Ain (v. Tripier : *Étude des Eaux et de la Pêche dans le département de l'Ain*, p. 32, note).

6.800 kilomètres, soit au total : 11.775 kilomètres de rivières navigables ou flottables.

La *Statistique de la navigation intérieure* publiée en 1898 par le Ministère des Travaux Publics donne les chiffres suivants :

	FLOTTABLES	NAVIGABLES	TOTAL
Fleuves, rivières, lacs et étangs..	2.925	8.832	11.757
Canaux	»	4.930	4.930
	2.925	13.762	16.687

Mais la même statistique a soin de faire remarquer que sur les 16.687 kilomètres de cours d'eau de toutes natures déclarés navigables, il y en a 4.418 se composant : 1^o de rivières et canaux qui ont un trafic exclusivement maritime ; 2^o de rivières ou parties de rivières où la navigation est purement nominale. La pêche n'en appartient d'ailleurs pas moins à l'État.

Le droit de pêche ne peut, en principe, être exercé dans les cours d'eau dépendant du domaine public que par ceux auxquels il a été amodié conformément à l'art. 10 de la loi de 1829, c'est-à-dire par les adjudicataires et les porteurs de licences.

Deux dérogations sont admises à ce principe : en faveur des pêcheurs à la ligne flottante (*a*) et en faveur des inscrits maritimes (*b*).

a) « Il est permis à tout individu de pêcher à la
« ligne flottante, tenue à la main, dans les fleuves,
« rivières et canaux désignés dans les deux premiers
« paragraphes de l'article 1^{er} de la présente loi, le
« temps du frai excepté ». (L. 1829, art. 5, *in fine*).

Pendant longtemps, la jurisprudence a interprété les mots « ligne flottante, tenue à la main » de la façon la plus étroite. Pour couper court à toutes les difficultés M. Morlot avait même déposé devant la Chambre des Députés, le 1^{er} juin 1899, une proposition de loi ayant pour objet d'ajouter à l'art. 5 de la loi de 1829 (Ch., Annexes, 1899, p. 2323) les mots « ou placée à portée de la main ». Cette proposition n'a pas eu de suite, une jurisprudence plus libérale partie du tribunal correctionnel de Château-Thierry (v. *La Loi*, 2 et 3 sept. 1896) tendant de plus en plus à remplacer l'ancienne.

b) La pêche est réservée aux inscrits maritimes et, par suite, n'est plus exploitée par l'État dans les parties des mêmes fleuves, rivières et canaux qui se trouvent comprises dans les limites de l'inscription maritime.

La longueur de ces parties est d'environ 1.300 kilomètres. Toutefois, la faculté d'y pêcher à la ligne flottante est tolérée pour tout le monde, mais depuis les berges seulement.

Quant aux concessions qui pourraient être faites dans cette zone à des individus non inscrits pour se livrer à la pêche à pied ou à l'aquiculture, elles sont soumises à une redevance au profit de la Caisse des Invalides de la Marine.

III. — Les cours d'eau non navigables ni flottables.

La longueur totale des cours d'eau non navigables ni flottables de France a donné lieu à des évaluations variant de 500.000 lieues (Pizzetta, *La pisciculture en*

France, p. 230) à 140.851 kilomètres (Gobin, *La pisciculture en eaux douces*, p. 1). Le chiffre de 400.000 kilomètres semble avoir été le plus souvent adopté par les législateurs et les publicistes.

Le Service des Ponts et Chaussées a établi de 1861 à 1863 une première statistique de ces cours d'eau, qui, reconnue incomplète, a été révisée conformément aux instructions du Ministre des Travaux Publics du 4 août 1878. La revision, commencée vers 1879, n'a été achevée qu'assez récemment. Les résultats en sont donnés par M. Lévy-Salvador dans son *Traité d'hydraulique agricole* (tome I, p. 6). La longueur totale du réseau des cours d'eau non navigables ni flottables de la France continentale serait, d'après cet auteur, de 258.574 kilomètres.

Ces cours d'eau (dont 5.600 seulement seraient d'une certaine importance) sont tous ceux qui étaient compris par l'Administration des Ponts et Chaussées dans son service hydraulique dépendant du Ministère de l'Agriculture.

Nous verrons dans la troisième partie de ce travail comment nous avons été amené à réduire à 108.500 kilomètres la longueur totale des cours d'eau non navigables ni flottables où le droit de pêche peut réellement être exercé par ceux auxquels il appartient.

Aux termes de l'art. 2 de la loi de 1829, dans toutes les rivières et canaux autres que ceux qui sont désignés à l'art. 1 de cette loi, les propriétaires riverains ont, chacun de leur côté, le droit de pêche jusqu'au milieu du cours d'eau.

Le milieu du cours d'eau qui sert de limite au droit de pêche des intéressés ne doit pas s'entendre du milieu du lit de la rivière; il suit le déplacement de

l'eau, soit qu'elle se retire, soit qu'elle avance de l'un ou l'autre côté des propriétés riveraines.

Le droit de pêche reconnu aux riverains d'un cours d'eau non navigable est absolu ; le public n'a pas le droit d'y pêcher à la ligne.

La pêche de ces cours d'eau est, en général, laissée à l'abandon, les riverains, quels qu'ils soient, ne faisant aucun cas ni aucun usage de leur droit.

Toutefois, sur quelques rivières ayant une certaine importance, on rencontre des propriétaires qui défendent leur droit de pêche soit pour l'exercer par eux-mêmes, soit, ce qui est plus rare, pour le donner à bail.

Dans l'Aisne, les Ardennes, la Marne, les Vosges, quelques communes ont obtenu des riverains la renonciation à leur profit (1) du droit de pêche et mettent ce droit en location. Plus nombreuses en France sont les communes qui amodient le droit de pêche le long des terrains qui leur appartiennent.

En présence de ce désintéressement et de ses conséquences funestes, on a proposé de modifier les dispositions relatives au droit des riverains sur les cours d'eau non navigables ni flottables. Le droit de pêche, par exemple, ne pourrait, au moins en ce qui concerne les petites propriétés, s'exercer que collectivement, c'est-à-dire sous forme d'association obligatoire des riverains, soit pour l'exploitation directe, soit pour la mise en adjudication.

Une autre mesure, s'inspirant de la loi prussienne du 30 mai 1874, consisterait à transférer le droit de

(1) Cette renonciation, qui ne peut être que temporaire, affecte parfois la forme d'une emphytéose.

pêche aux communes, lesquelles le donneraient alors à bail et toucheraient le prix de location.

La formation entre les propriétaires riverains d'associations ayant pour objet la mise en valeur et l'exploitation normale des cours d'eau non navigables serait, à notre avis, la solution la plus pratique.

Aujourd'hui, ces associations ne sont possibles qu'avec l'assentiment unanime des propriétaires riverains et, avec le morcellement de la propriété, cette condition est presque toujours irréalisable.

Lors de la discussion de la loi du 22 décembre 1888, modifiant la loi de 1865 sur les associations syndicales, le Sénat avait pris en considération un amendement qui proposait d'étendre le bénéfice de cette loi aux associations pour l'exploitation de la pêche dans les cours d'eau non navigables. En 1890, M. le Sénateur George déposa une proposition sur les associations pour l'exploitation de la pêche dans ces cours d'eau. Elle n'eut pas de suite. Enfin, en 1896, une proposition à peu près identique, reprise par M. Gadaud, fut renvoyée à la Commission d'initiative parlementaire. Elle semble malheureusement avoir été abandonnée.

IV. — Les lacs et étangs.

La statistique des lacs et étangs a donné lieu, comme celle des cours d'eau non navigables, à des appréciations très diverses.

M. Brocchi (*La Pisciculture dans les eaux douces*, p. 88) dit : « On a l'habitude d'estimer à 208.000 hectares la superficie de nos étangs, mais je ne saurais « garantir ce chiffre qui ne me semble basé sur

« aucune donnée sérieuse ». M. Gobin (*La Pisciculture en eaux douces*, p. 11) donne aux lacs et étangs de France une superficie totale de 130.000 hectares. Le chiffre de 200.000 hectares est le plus souvent adopté; c'est celui auquel se rallie M. de Cardailiac de Saint-Paul dans une très intéressante étude de statistique sur la pêche fluviale (*Bull. Soc. Cent. Aq. et Pêche*, nov. 1902 à janv. 1903). En tous cas, le nombre des lacs et étangs diminue sans cesse chaque année. Huit lacs ou étangs sont considérés comme navigables et figurent à ce titre pour une certaine longueur kilométrique au *Guide officiel de la navigation intérieure*. Ce sont les suivants :

DÉPARTEMENTS	NOMS DES LACS OU ÉTANGS	CONTENANCES	LONGUEUR NAVIGABLE	OBSERVATIONS
		Hect.	Kil.	
AIN	Silans	53	2	} Sans navigation effective.
BOUCHES-DU-RHÔNE.	Berre	15.530	30	
DOUBS	Saint-Point .	360	6	} Sans navigation effective.
HÉRAULT.....	Thau	5.441	18	
LOIRE-INFÉRIEURE.	Grand-Lieu .	3.700	13	} Développement des rives françaises.
SAVOIE	Bourget	4.211	22	
SAVOIE (HAUTE-) ...	Annecy	2.704	18	
Id.	Léman (Eaux françaises)	23.294	54	
	Totaux ...	55.293	163	

La pêche des lacs ou étangs navigables, comme celle des cours d'eau de l'espèce, appartient à l'État qui l'exploite à son profit. Toutefois, trois d'entre eux, le lac de Grand-Lieu et les étangs saumâtres de Berre et de Thau, sont abandonnés à l'Inscription Maritime.

Les autres lacs ou étangs de France sont des propriétés privées où le droit de pêche appartient, sans conteste, aux propriétaires : État, communes, particuliers. On peut les diviser en deux catégories.

Tout d'abord, ceux dont les eaux ne communiquent avec aucune rivière et où la pêche n'est réglementée par aucune disposition de la loi de 1829. Ce sont les *étangs proprement dits*. Le propriétaire peut y pêcher en tout temps et par tous moyens. Les droits de ce propriétaire sur son poisson n'ont alors d'autre protection que l'art. 388 du Code Pénal, applicable seulement lorsque les faits de pêche sont commis avec intention frauduleuse. Il n'est pas nécessaire que le défaut de communication du lac ou de l'étang avec un cours d'eau empêche le mélange des eaux ; il suffit qu'il empêche le passage du poisson et par suite un grillage peut, à de certaines conditions, être suffisant.

Les étangs de la Dombes, alimentés par les eaux pluviales, constituent le type des eaux closes non soumises aux lois sur la pêche. Les autres étangs du territoire français (en Sologne, en Vendée, dans la Double, etc...), sont en général plus ou moins parfaitement séparés des cours d'eau : en tous cas, on les assimile aux précédents. Il y aurait même lieu de faire rentrer dans cette catégorie, bien que cela soit discutable, les étangs de la haute Somme, d'une superficie de plus de 1.600 hectares, qui se confondent avec le lit de cette rivière sur une longueur d'environ 40 kilomètres.

Nous n'avons pas à nous occuper ici de ces eaux non soumises à la réglementation de la pêche fluviale.

Une seconde catégorie d'eaux dormantes sont celles qui communiquent avec des cours d'eau de sorte que le poisson peut librement y entrer ou en sortir. Si le droit de pêche continue à exister en faveur du propriétaire, la liberté de la pêche doit y être restreinte dans les limites fixées par la loi de 1829.

La majeure partie des *lacs* français — en réservant ce nom aux masses dormantes d'eau douce d'origine naturelle (1) — rentre dans cette catégorie. Et pourtant, par une tolérance excessive, les règlements sur la pêche ne sont appliqués qu'à un très petit nombre d'entre eux, alors que ne devraient être hors la loi que ceux qui n'ont pas d'écoulement ou qui en ont un souterrain, ou qui, en raison de leur altitude, ne renferment pas de poissons.

Les massifs des Alpes et des Pyrénées renferment chacun plusieurs centaines de lacs, le Jura en possède près de 80, le plateau Central près de 40 et les Vosges une dizaine. Les autres régions du territoire français n'en présentent pas plus de 20 : « la plupart des « autres nappes d'eau, qui figurent sur les cartes, « étant artificielles » (Delebecque, *Les lacs français*, p. 11).

Alpes. — En Savoie, les lacs appartiennent à des particuliers ou à des communes. Les plus importants (Aiguebelette, Sainte-Hélène, La Girotte, etc.), sont soumis à la législation de la pêche fluviale.

En Dauphiné, les lacs de Laffrey et celui de Paladru, bien que communiquant avec des cours d'eau,

(1) Les *lacs* sont considérés comme un épanouissement des rives du cours d'eau qui les alimente et ils suivent leur sort. (Boppe : *Chasse et Pêche en France*, p. 177, note).

sont considérés comme des propriétés particulières non soumises aux règlements sur la pêche fluviale.

Pyrénées. — Les lacs sont le plus souvent situés dans des terrains communaux et ont été considérés, de tout temps et sans contestation, comme la propriété privée des communes ou des syndicats de communes. On les regarde en général comme non soumis à la loi de 1829.

Jura. — Une partie des lacs du Jura n'est que le prolongement ou l'élargissement des ruisseaux qui en sortent ou qui les traversent et les règlements sur la pêche s'y exercent normalement : tels sont les lacs de l'Abbaye, des Rousses, de Chalain, de Clairvaux, de Bonlieu (domaine privé de l'État). Les autres sont de vraies cuvettes sans communication avec les rivières et, par suite, ne sont pas soumis à la législation de la pêche fluviale.

Plateau Central. — Les lacs d'Auvergne appartiennent en général à des particuliers et, même traversés par des cours d'eau, sont tous hors la loi de 1829.

Vosges. — Le lac de Gerardmer, qui appartient à la ville de ce nom, est soumis à la loi du 15 avril 1829, mais celui de Longemer, traversé cependant par la Vologne, est propriété particulière non soumise aux règlements sur la pêche. Les lacs de Retournemer et des Corbeaux sont également en dehors des prescriptions relatives à la pêche fluviale.

Il faut ajouter à ces lacs les nappes d'eau du littoral landais, improprement désignés comme étangs sur les cartes et d'une contenance totale d'environ 18.000 hectares. Ces étangs sont, en fait, navigables et flottables, mais n'ont pas été déclarés tels jusqu'alors et leur propriété est revendiquée par les

communes riveraines. Comme ils sont en communication avec des cours d'eau qui se rendent à la mer, aucun doute ne peut s'élever sur la juste application des lois sur la pêche en ce qui les concerne ; mais les habitudes des pêcheurs, en complète contradiction avec ces règlements, ont jusqu'ici été tolérées en raison de leur ancienneté.

Les étangs du littoral méditerranéen (au nombre d'environ 40, couvrant près de 60.000 hectares), et ceux des côtes de Corse (au nombre de 10, d'une contenance de 4.000 hectares), sont en communication directe avec la mer. Leurs eaux saumâtres ne sont pas soumises au régime de la pêche fluviale mais à celui de la pêche maritime.

V. — Les eaux frontières.

Aux termes de l'article 22 du décret du 5 septembre 1897, les dispositions que contient ce décret ne sont pas applicables au lac Léman et à la Bidassoa. L'art. 22 aurait pu ajouter : aux parties du Doubs, du Rhône et de la Seille formant frontière.

La France en effet est, en plusieurs points, séparée des États limitrophes par des cours d'eau où la pêche a une certaine importance. La nécessité d'une entente internationale — tant au point de vue de la réglementation qu'à celui de la répression des contraventions — a donné naissance à des conventions passées par le Gouvernement français avec l'Allemagne, l'Espagne et la Suisse.

A. — ALLEMAGNE.

La Seille, affluent non navigable ni flottable de la Moselle, forme frontière entre la France et l'Allemagne, sur une longueur d'environ 30 kilomètres, au nord du département de Meurthe-et-Moselle. Or, les règlements sur la pêche en Alsace-Lorraine (une loi du 2 juin 1891 et une ordonnance réglementaire du 28 avril 1892) ne concordent pas avec la réglementation française. Aussi, les riverains français, auxquels on interdisait la pêche alors que sur l'autre rive elle restait permise, ne cessaient-ils de réclamer.

Des négociations engagées entre le préfet de Meurthe-et-Moselle et le kreisdirector de Metz aboutirent à l'adoption de mesures analogues en France et en Allemagne.

Une ordonnance allemande, du 3 septembre 1899, modifia en conséquence la réglementation du 28 avril 1892 et fixa du 15 avril au 15 juin la durée générale d'interdiction de printemps pour la Seille. Ce délai est établi d'une manière permanente et ne peut être modifié d'une année à l'autre.

De son côté, le préfet de Meurthe-et-Moselle, dans son arrêté annuel, adopte une réglementation analogue pour la rivière en question.

B. — ESPAGNE.

Au point de vue de la pêche, le cours de la Bidassoa, qui constitue la frontière franco-espagnole sur une longueur de 14 kilomètres, est considéré comme la propriété commune des deux nations. La Bidassoa est navigable, mais le droit de pêche y appartient

indistinctement et exclusivement en France aux habitants de trois communes et en Espagne à ceux de deux. Sa réglementation a son origine dans de très anciennes coutumes : c'est ainsi que le droit de pêcher le saumon appartient, successivement, pendant vingt-quatre heures, de midi à midi, heure de l'horloge de l'église d'Irun, à la France et à l'Espagne ; qu'on tire au sort chaque année la nation à laquelle appartiendra le premier tour ; etc...

L'exercice du droit de pêche dans la Bidassoa est actuellement réglé par la convention conclue entre la France et l'Espagne le 18 février 1886, modifiée par deux protocoles, ratifiés par décrets du 1^{er} octobre 1888 et du 25 décembre 1898.

C. — SUISSE.

La convention actuellement en vigueur entre la France et la Suisse est celle du 28 décembre 1880, modifiée et complétée par : 1^o la déclaration signée à Berne le 14 avril 1888 ; 2^o la déclaration signée à Berne le 12 mars 1891 ; 3^o la convention additionnelle signée à Berne le 30 juillet 1891.

La convention de 1880, bien que laborieusement préparée puisque, mise à l'étude dès 1868, elle ne fut arrêtée que douze ans après, a en effet dû être remaniée à plusieurs reprises. Cependant les dernières modifications étaient à peine sanctionnées que se produisaient de nouvelles réclamations, notamment de la part des pêcheurs français du lac Léman.

En vue de leur donner satisfaction, une revision partielle était décidée en 1892 ; cette revision aboutit en 1899 à une refonte complète de la convention du

28 décembre 1880 et des arrangements additionnels.

Une convention diplomatique a, par suite, été signée à Paris, le 27 décembre 1899, par le Ministre Plénipotentiaire de la Confédération Suisse et le Ministre des Affaires Étrangères de la République Française, en vue de réglementer l'exercice de la pêche dans toutes les eaux frontières des deux pays.

Un projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Président de la République à ratifier cette convention a été adopté en 1901 par la Chambre des Députés. Il est actuellement soumis aux délibérations du Sénat (v. *J. Off.*, 26 octobre 1902. Sénat, Annexe, n° 274).

La future convention s'appliquera au lac Léman, au Rhône, à l'Arve et ses affluents, ainsi qu'aux autres cours d'eau empruntant le territoire des deux États et, notamment, à la partie du cours du Doubs formant frontière.

a) Lac Léman. — Dans le lac Léman, les eaux françaises représentent les deux cinquièmes de la surface totale (58.236 hectares), soit une superficie de 23.294 hectares rattachée au département de la Haute-Savoie. Nul ne peut y pêcher qu'à la ligne flottante tenue à la main s'il n'est porteur d'un permis de pêche délivré par l'autorité compétente de son pays. La nouvelle convention ne modifiera que quelques points de détail de la réglementation actuelle (dimensions de quelques poissons, emploi de certains filets, interdiction de la pêche de la fera, etc...).

b) Doubs. — Cette rivière, non navigable ni flottable, forme frontière sur une longueur de 40 kilomètres. Nul ne peut y pêcher s'il n'y est autorisé :

en France, par les propriétaires riverains ; en Suisse, par l'autorité cantonale. Comme pour le Léman, la convention de 1899 apportera très peu de changements à celle de 1880.

c) Rhône. — La partie du cours du Rhône qui sert de limite entre la France et la Suisse, n'avait été dans la convention de 1880, non plus que dans les actes additionnels, l'objet d'aucune stipulation, en raison sans doute de son peu d'importance (7 kilomètres). Les périodes d'interdiction y seront désormais les mêmes en France et en Suisse.

Le titre II de la convention de 1880, reproduit dans celle de 1899, vise les affluents du lac Léman, le Rhône (de sa source en Valais à la frontière française), l'Arve et ses affluents, ainsi que tous les autres cours d'eau empruntant les territoires des deux États. Il offre un intérêt particulier.

La France et la Suisse s'engagent, d'après ce titre, à prévenir la destruction du poisson et notamment à prendre les mesures prévues par leurs législations respectives pour empêcher la souillure des eaux et assurer la libre circulation des espèces migratrices.

Cette disposition s'appliquant à des cours d'eau traversant (et non plus bordant) deux États différents, est essentiellement équitable. Il n'en existe d'analogue qu'une seule, à notre connaissance : la convention conclue à Berlin, le 30 juin 1885, entre l'Allemagne, la Suisse et les Pays-Bas, pour la pêche du saumon, dans le Rhin.

CHAPITRE III

L'ÉTAT DE DÉPEUPLEMENT DES COURS D'EAU

I. Importance du poisson dans l'alimentation. — II. La production en poissons des eaux douces de France. — III. Les importations et les exportations. — IV. Le dépeuplement des cours d'eau. — V. Les diverses causes du dépeuplement des cours d'eau.

I. — Importance du poisson dans l'alimentation.

Au point de vue de l'alimentation, le poisson offre un intérêt supérieur, sa valeur nutritive étant à peu près égale à celle de la viande. Les poissons d'eau douce renferment, en effet, en moyenne 16 0/0 de matières azotées protéiques et 18 0/0 de matières grasses combustibles, alors que la viande de bœuf contient 18 0/0 des premières et 11 0/0 des secondes.

La consommation des Français en poissons d'eau douce est assez difficile à évaluer. M. George, dans son résumé de l'enquête parlementaire, faite en 1881, sur l'état des eaux au point de vue de la pêche et les meilleurs procédés de repeuplement, prenant pour base les chiffres d'entrée des octrois d'un certain nombre de villes, trouve (v. quatrième question de l'enquête) que cette consommation ne dépasserait

jamais 3 à 4 kilogrammes par habitant, qu'elle serait même, généralement, fort au-dessous de ce chiffre et que, sur bien des points, elle n'est même pas d'un kilogramme par tête.

M. Gobin (*La Pisciculture en eaux douces*, pages 218 et s.), se basant sur le rapport qui existe entre la consommation des viandes de toute nature, trouve que la consommation en poissons d'eau douce, est annuellement par habitant : à Paris, de 2 kil. 005 et, dans le reste de la France, de 0 kil. 407. D'après lui, ces chiffres seraient en progression continue depuis le commencement du siècle.

M. de Cardaillac de Saint-Paul, dans l'étude dont nous avons déjà parlé (2^e partie, chap. III), détermine par de minutieux calculs quel est le produit en nature de la pêche fluviale en France, puis, admettant que les importations et les exportations se compensent, fixe la consommation individuelle entre 1 kil. 718 et 1 kil. 796 par an.

En faisant la moyenne de ces diverses évaluations, on arrive à environ 1 kilogramme par tête et par an pour la France entière.

On peut contester ce résultat qui ne repose que sur des données très imparfaites, mais ce que l'on ne peut nier, c'est que le poisson d'eau douce n'entre que pour une part extrêmement faible dans l'alimentation publique, même chez les populations riveraines des cours d'eau. Le prix élevé auquel il se vend en est la preuve.

Il serait pourtant très désirable que cet aliment, des plus sains et des plus nourrissants, soit, selon une expression allemande très suggestive, « le trésor de l'eau pour la table du pauvre. »

II. — La production en poissons des eaux douces de France.

La production des eaux douces en poissons est aussi difficile à évaluer que la consommation par tête d'habitant ; le plus souvent, d'ailleurs, les statistiques déduisent l'une de l'autre.

M. Gobin (*La Pisciculture en eaux douces*, pages 305 et s.) partant des chiffres suivants comme production par kilomètre ou par hectare :

Rivières navigables.....	36	kilogr. par kilom.
Rivières flottables.....	64	—
Canaux de navigation	107	—
Cours d'eau non navig. ni flot...	52	—
Ruisseaux	9	—
Lacs.....	43	—
Étangs.....	37	—

arrive à un produit annuel total pour toutes les eaux douces de France, de 10.633.356 kilogr. de poisson, dont :

3.489.756 pour les cours d'eau ;

7.143.600 pour les lacs et étangs.

M. Henry, professeur à l'École nationale des Eaux et Forêts (*Cours de Zoologie forestière*, 1897-98), estime (d'après M. Millet) que la pêche de toutes les eaux douces de France ne produirait pas plus de 22 millions de kilogr. de poisson par an, dont les trois quarts, soit 16.500 000, seraient attribuables aux étangs.

M. de Cardaillac de Saint-Paul (*op. cit.*), tenant compte de tous les éléments possibles, aboutit aux chiffres suivants :

Cours d'eau navigables et flottables.....	33.300.000 kil.
Cours d'eau non navigables ni flottables	11.900.000
Lacs et étangs.....	21.750.000
	66.950.000 kil.

M. Boppe (*Chasse et Pêche*, p. 208) évalue le produit annuel dans les cours d'eau seuls (à l'exception des étangs) à 10 millions de kilogrammes.

La moyenne des chiffres proposés par ces divers auteurs serait : pour la production annuelle des cours d'eau de toutes catégories d'environ 16 millions de kilogrammes, et pour celle des étangs d'environ 15 millions, soit au total 31 millions de kilogrammes.

III. — Les importations et les exportations.

En évaluant à un kilogramme par habitant la consommation annuelle du poisson d'eau douce en France, une production d'environ 39 millions de kilogr. serait nécessaire. Nous venons de conclure d'autre part à un rendement total d'environ 31 millions de kilogr. Il faut donc recourir aux importations pour combler le déficit et c'est ce qui a effectivement lieu, au moins pour partie.

Une quantité notable de l'approvisionnement des marchés de Paris et des villes du Nord et du Nord-Est vient de la Hollande, de l'Allemagne et de l'Angleterre. Dans les départements du Sud-Est et de l'Est, la Suisse et même l'Italie envoient du poisson jusque sur le marché de Dijon. Les saumons nous

arrivent en bonne partie de l'Angleterre et de la Hollande et presque toutes les écrevisses de belle taille qui se consomment en France sont importées d'Allemagne.

Les Tableaux Généraux du Commerce et de la Navigation, publiés chaque année par la Direction Générale des Douanes, font connaître que nous avons importé de 1895 à 1901, défalcation faite de nos exportations (car il y a de ces dernières en petite quantité) :

En 1895	1364709 kil. de Salmonides	2549477 kil. d'autres poissons d'eau douce.
1896	1598722 —	2309410 —
1897	1476998 —	2313420 —
1898	1420170 —	2103916 —
1899	1292321 —	2056383 —
1900	1341164 —	1630373 —
1901	1129582 —	1612614 —

De ces chiffres il résulte que les importations étrangères paraissent, depuis ces dernières années, entrer en décroissance : on consomme moins de poisson en France ou on en produit un peu plus qu'auparavant.

Pour donner un aperçu des origines des importations et les destinations des exportations, nous extrayons les chiffres ci-dessous du Tableau Général du Commerce et de la Navigation pour l'année 1901 (1) :

(1) Les chiffres que nous donnons sont ceux du *commerce spécial*, c'est-à-dire ceux se rapportant pour les exportations aux marchandises qui ont été produites à l'intérieur et pour les importations aux marchandises qui sont destinées à la consommation intérieure, à l'exclusion des marchandises en transit et des admissions temporaires.

Importations des poissons frais d'eau douce en 1901.

PAYS DE PROVENANCE	SALMONIDES (poids nets)	AUTRES ESPÈCES (poids nets)	OBSERVATIONS
	kilogr.	kilogr.	
ANGLETERRE ..	308.182		
ALLEMAGNE ...	213.433	521.082	
PAYS-BAS	257.909	689.296	
BELGIQUE	227.527	404.129	
SUISSE	84.829	38.374	
ITALIE		209.970	
AUTRES PAYS ..	39.920	20.303	} Italie comprise pour les salmonides; Angleterre comprise pour les autres espèces. Pays de Gex et zone franche de Haute-Savoie.
ZONE FRANCHE ..	13.215	23.848	
TOTAUX	1.145.015	1.907.002	

Total général des importations : 3.052.017 kilogrammes.

NOTA. — Le taux moyen d'évaluation des importations a été en 1901 de 3 fr. 30 pour le kilogr. de salmonides et de 0 fr. 80 pour le kilogr. d'autres espèces.

Exportations des poissons frais d'eau douce en 1901.

PAYS DE DESTINATION	SALMONIDES (poids nets)	AUTRES ESPÈCES (poids nets)	OBSERVATIONS
	kilogr.	kilogr.	
ALLEMAGNE....		133.271	
ESPAGNE	13.266	126.301	
BELGIQUE		2.695	
SUISSE	637	4.879	
ITALIE		26.512	
Autres pays étrangers.	1.530	730	} Y compris l'Allemagne, la Belgique et l'Italie pour les salmonides.
TOTAUX	15.433	294.388	

Total général des exportations : 309.821 kilogrammes.

NOTA. — Le taux moyen d'évaluation des exportations a été en 1901 de 3 fr. 30 pour le kilogr. de salmonides et de 1 fr. pour le kilogr. d'autres espèces.

La balance entre les importations et les exportations de 1901 donne une différence de 2.742.196 kilogrammes en faveur des premières.

En résumé, les statistiques douanières indiquent que l'importation annuelle de poissons frais d'eau douce en France varie de 3 à 4 millions de kilogrammes, avec une tendance décroissante.

On peut remarquer que nous ne retrouvons ici que la moitié à peine de l'écart existant entre les chiffres que nous avons adoptés pour la consommation générale et la production nationale ; mais, en présence de l'incertitude des données sur lesquelles sont basés l'un et l'autre de ces chiffres, il nous semble impossible de déterminer actuellement quelles modifications il conviendrait de leur faire subir.

La conclusion probable est que la consommation par tête serait inférieure à un kilogramme et la production totale supérieure à 31 millions de kilogrammes.

IV. — Le dépeuplement des cours d'eau.

Tout le monde, cette fois, est d'accord pour soutenir que l'étendue des eaux douces et les espèces indigènes seraient suffisantes non seulement pour que la France puisse faire une large consommation de poissons mais même pour qu'elle en exporte à son tour de grandes quantités.

C'est ainsi que M. Gobin (*op. cit.*, p. 317) estime que la production totale annuelle des eaux douces pourrait facilement être doublée.

En ce qui concerne le bassin de la Loire, M. Paulze

d'Ivoy déclare, dans son très intéressant ouvrage : *La Question de la Pêche dans le bassin de la Loire* (p. 139), qu'étant donné la merveilleuse fécondité de nos espèces indigènes, là où nous prenons actuellement un kilogramme de poisson, nous en prendrions très vite dix.

M. l'Inspecteur-adjoint des Eaux et Forêts Violette (*Bull. Soc. Cent. Aq. et Pêche*, août 1902), traitant de la production du saumon en Bretagne, estime que dans la région où l'on pêche 4 à 5.000 kilogrammes de ce poisson, on pourrait facilement, avant dix ans, arriver à en pêcher 75.000.

Le dépeuplement de nos cours d'eau est donc incontesté et incontestable.

L'enquête parlementaire de 1881, dont nous avons déjà parlé, fait les constatations suivantes :

1° Les cours d'eau non navigables ni flottables peuvent être à peu près partout considérés comme presque complètement ruinés ;

2° Les cours d'eau navigables et flottables sont généralement moins dépeuplés que les précédents. Quelques parties de rivières des deux catégories où les eaux sont profondes, les rives abruptes, rocheuses ou au contraire garnies d'herbes aquatiques sont restées seules poissonneuses, bien qu'un peu moins qu'autrefois ;

3° Les lacs naturels qui existent dans les régions montagneuses ne sont pas, en général, aussi poissonneux qu'autrefois.

A côté de la diminution de la population générale des cours d'eau, on constate aussi que de nombreuses espèces ayant existé autrefois en ont disparu ou y sont devenues très rares.

Le saumon a complètement abandonné un grand nombre de rivières secondaires des bassins de la Loire, de la Seine et du Rhin. Dans les fleuves et les rivières profondes où il n'est pas arrêté par les barrages, le nombre des sujets que l'on pêche a considérablement diminué. D'après M. Violette (*op. cit.*), une partie de la région bas-bretonne qui, vers 1800, fournissait environ 500.000 kilogr. de saumons, n'en donnait plus que 120.000 vers 1850 et 4 à 5.000 vers 1900.

Il en est de même pour l'aloise et la lamproie et, à l'exception de l'anguille, pour toutes les espèces migratrices, dont quelques-unes, comme l'esturgeon, par exemple, ont complètement disparu.

Parmi les espèces sédentaires, aucune n'a disparu totalement, mais beaucoup sont devenues plus rares. La diminution porte surtout sur les plus précieuses : la truite et l'ombre. Par contre, sur plusieurs points, on constate une augmentation du nombre des brochets et souvent aussi des perches, — augmentation qui coïncide sur tous les points où elle est signalée avec une diminution des autres espèces.

Ce qui était vrai en 1881 l'est malheureusement encore et peut-être davantage en 1903.

V. — Les diverses causes du dépeuplement des cours d'eau.

Les causes signalées lors de l'enquête de 1881 comme contribuant au dépeuplement des cours d'eau sont multiples et variées. Le plus grand nombre pro-

vient du fait de l'homme, qui pourrait en général les faire disparaître ou tout au moins les atténuer.

On peut diviser ces causes en deux catégories : les causes directes et les causes indirectes.

Les causes directes sont celles qui, s'attaquant directement aux poissons existants, ont uniquement pour objet leur destruction. Il y en a deux : la pêche délictueuse et la pêche abusive.

Les causes indirectes sont en général des actes ou des mesures qui n'ont pas du tout pour but la destruction du poisson, mais dont l'exécution l'entraîne fatalement. Les unes sont la conséquence de l'utilisation des cours d'eau pour l'industrie, la navigation ou la culture. D'autres résultent de l'insuffisance ou des erreurs des mesures législatives ou réglementaires.

Il est un certain nombre d'autres causes de dépeuplement des cours d'eau qui ne peuvent plus être attribuées au fait de l'homme. Ce sont des causes naturelles, en général accidentelles et difficiles à combattre.

Parmi elles, il en est cependant une que l'homme peut atténuer : la multiplication des espèces animales destructives de poissons, telles que, parmi les poissons, le brochet et la perche, parmi les autres animaux la loutre, le blaireau, le martin pêcheur, le héron, etc... Il ne faut pas oublier en outre que les oies, canards et cygnes sont très friands d'œufs et d'alevins. Nous étudierons dans notre troisième partie les moyens que l'Administration des Eaux et Forêts peut employer pour protéger les poissons contre leurs nombreux ennemis.

Mais à côté de cette cause naturelle de dépeuple-

ment que l'homme peut combattre, il en existe nombre d'autres, bien plus graves, contre lesquelles il est le plus souvent impuissant. Telles sont les épizooties, comme celle qui, vers 1879, a atteint les écrevisses dans tout le Nord-Est de la France ou comme celle qui, en 1902, a réapparu sur le barbeau dans les régions de l'Est. Les séries d'étés chauds sont aussi une cause de destruction des poissons. Il en est de même des hivers extrêmement rigoureux, où le poisson meurt asphyxié sous la glace. Enfin, les crues et les débordements entraînent ou envasent les œufs.

Nous laisserons de côté l'étude de toutes ces causes de dépeuplement qui sont du domaine des sciences naturelles, pour procéder dans les deux chapitres suivants à l'examen de celles qui ne doivent être attribuées qu'à l'homme, savoir : les causes directes dans le chapitre IV, et les causes indirectes dans le chapitre V.

CHAPITRE IV

LES CAUSES DIRECTES DU DÉPEUPLEMENT DES COURS D'EAU

I. La pêche délictueuse. — II. Mesures dont l'inobservation constitue les délits de pêche. — III. Circonstances atténuantes et circonstances aggravantes. — IV. Personnes punissables et personnes responsables. — V. Statistique relative aux délits de pêche en 1900. — VI. La pêche abusive.

I. — La pêche délictueuse.

Tous les auteurs s'accordent à indiquer la pêche délictueuse comme première et principale cause du dépeuplement des rivières. Ce fut la conclusion de l'enquête parlementaire de 1881; ce fut aussi celle de la Commission des améliorations agricoles (sous-commission de la pêche et de la pisciculture) constituée au Ministère de l'Agriculture le 30 novembre 1896.

La pêche délictueuse la plus destructive est sans contredit celle qui emploie les explosifs et les drogues ou produits chimiques tels que : la dynamite qui tue et engourdit tous les poissons, jusqu'aux alevins, dans son rayon d'action; — la chaux qui surchauffe l'eau

à l'endroit où on la jette et produit plus loin un lait de chaux mortel pour le poisson; — la coque du levant et la noix vomique qui excitent la gourmandise du poisson et l'enivrent au point qu'il vient nager à la surface de l'eau; — etc .. Ces procédés barbares ne sont heureusement pas en usage partout. Leur emploi, assez rare dans le Nord de la France, semble plus fréquent au Sud de la Loire.

Les autres procédés de braconnage varient suivant le volume et la profondeur des cours d'eau. Le détournement des eaux et l'épuisement des trous où l'eau séjourne sont pratiqués dans les petits cours d'eau. Si la chose n'est pas possible, on a recours à des barrages dont l'issue est fermée par une nasse, un filet à poche, etc... Dans la haute Loire par exemple, les barrages de l'espèce sont assez importants pour que leurs démolitions, par les soins de l'Administration, constituent de véritables travaux.

L'emploi de filets trainants ou de filets à trop petites mailles est général. La pêche à la main et la pêche au trident, pratiquées partout, sont d'autant plus destructives qu'elles s'exercent le plus souvent sur des frayères. La mise à sec intentionnelle des biefs d'usines, l'installation par les usiniers eux-mêmes de véritables pêcheries fixes illicites, le barrage complet des rivières par les pêcheries fixes régulièrement autorisées sur une partie seulement du lit sont autant de procédés coupables employés par les délinquants.

N'oublions pas enfin que le braconnage de nuit, le plus dangereux, est aussi le plus fréquent. La Loire et le Rhône, entre autres rivières, sont braconnées par de vraies bandes opérant la nuit avec l'aide de guetteurs

suivant les rives et signalant aux bateaux en fraude les gardes ou les gendarmes.

Pour faire connaître tous les engins ou modes de pêche en usage, nous ne pouvons mieux faire que de renvoyer au superbe ouvrage *La Pêche fluviale en France*, publié en 1900 sous la direction de M. L. Daurée, Directeur Général des Eaux et Forêts, par M. le Garde Général de Drouin de Bouville.

Aux embouchures des fleuves, les causes les plus sérieuses de dépeuplement sont les abus de toutes sortes pratiqués par les inscrits maritimes qui se considèrent en général comme hors la loi. MM Paulze d'Ivoy et de Cardaillac de Saint-Paul n'hésitent pas à déclarer qu'on pêche le saumon dans la basse Loire tout aussi activement en temps prohibé que lorsque la pêche est ouverte, et que ce qui se passe dans la Loire arrive également dans la basse Seine, la Gironde et tous les petits fleuves côtiers. Sur l'Adour, les inscrits enlèvent ou déplacent les bouées destinées à limiter les emplacements réservés; ils pêchent de jour et de nuit partout où il leur plaît et au moyen de filets traînants assez longs pour barrer toute la rivière.

Le braconnage a toujours existé, mais, jusqu'à l'apparition des chemins de fer, il fit peu de ravages en raison de l'impossibilité d'écouler ses produits; dès que les voies ferrées se furent développées, de modéré qu'il était il devint intensif.

Il faut encore ajouter que la fréquence des faits de pêche délictueuse résulte : de ce que l'élevation croissante du prix du poisson rend le braconnage plus lucratif; — de ce que le colportage n'est pas assez sévèrement surveillé; — de ce que les braconniers

trouvent de trop nombreux complices dans les restaurateurs ou les particuliers qui achètent leurs produits; — de ce que la surveillance des petits cours d'eau a été quasi abandonnée pendant le dernier tiers du siècle dernier; — de ce que les infractions en matière de pêche ne laissant en général aucune trace ne peuvent le plus souvent être constatées, hors le cas de flagrant délit; — enfin de ce que l'extrême indulgence de certains tribunaux équivaut à l'impunité et décourage les agents de surveillance.

Nous verrons dans la troisième partie de ce travail comment l'Administration des Eaux et Forêts arrive par de sages mesures administratives, une surveillance étroite et une répression énergique à faire disparaître de jour en jour cette cause primordiale de dépeuplement des eaux dans le domaine fluvial qui lui est confié.

II. — Mesures dont l'inobservation constitue les délits de pêche.

Les dispositions légales et réglementaires relatives à la conservation du poisson sont de deux sortes : celles qui ont pour objet d'empêcher le dépeuplement et celles qui tendent à protéger la reproduction.

Les secondes (réserves de pêche, échelles à poissons, etc.), font partie du domaine de la pisciculture naturelle. Peuvent également se rattacher à ce domaine certaines dispositions de la première catégorie, qui, plutôt prophylactiques que répressives, tendent à empêcher les empoisonnements industriels, à détruire les animaux nuisibles, etc.

Sous cette dernière réserve, la plus grande partie des mesures conservatoires ayant pour objet de réprimer le dépeuplement sont celles dont l'inobservation donnera naissance aux infractions pouvant être le mieux qualifiées : délits de pêche.

De ces mesures, les unes sont générales et uniformes, en ce sens qu'elles s'appliquent à la France entière et qu'elles se trouvent contenues dans les lois et décrets, tandis que les autres sont particulières et locales, comme émanant des autorités départementales en vertu des pouvoirs délégués par les lois et décrets.

On peut les grouper sous trois rubriques : les mesures relatives à la capture du poisson ; les mesures relatives au colportage ; les mesures préventives.

Nous allons en rappeler les principales.

A. — MESURES RELATIVES A LA CAPTURE DU POISSON.

a) Temps prohibés. — Le décret portant réglementation générale de la pêche fluviale en date du 5 septembre 1897 fixe, en conformité du premier alinéa de l'art. 26 de la loi du 15 avril 1829, diverses époques de l'année pendant lesquelles la pêche de telle espèce ou même de toutes les espèces est interdite. Les préfets peuvent augmenter pour leurs départements les périodes prévues.

La pêche n'est permise en principe que depuis le lever jusqu'au coucher du soleil (heures astronomiques), toutefois des exceptions locales peuvent être apportées au principe par arrêté préfectoral.

b) *Modes de pêche prohibés.* — Il est interdit de placer dans les rivières des barrages, appareils ou établissemens quelconques de pêcherie ayant pour objet d'empêcher entièrement le passage du poisson. (L. de 1829, art. 24.)

On ne doit jeter dans l'eau ni drogue ni appât de nature à enivrer le poisson ou à le détruire (id., art. 25).

Les pêcheurs ne doivent employer que des engins d'une maille ou d'un espacement de verges déterminés et ne peuvent utiliser les engins permis qu'en observant un certain nombre de prescriptions (id., art. 26-3° et 4°).

Un certain nombre de procédés de pêche de nature à nuire au repeuplement des eaux sont prohibés (id., art. 26-2°).

L'usage d'amorces vives est également réglementé (id., art. 26-6°).

Sur tous ces points, il conviendra de consulter le décret du 5 septembre 1897.

c) *Dimensions des poissons.* — Les dimensions au-dessous desquelles les divers poissons ne peuvent être pêchés et doivent être rejetés à l'eau sont déterminées par décret. (L. de 1829, art. 26-5°, — v. Décr. 5 sept. 1897.)

B. — MESURES RELATIVES AU COLPORTAGE.

Il est d'abord défendu de colporter ou débiter des poissons qui n'auront point les dimensions déterminées. (L. de 1829, art. 30.)

Il est en outre interdit, dans chaque département,

de mettre en vente, de vendre, d'acheter, de transporter, de colporter, d'exporter et d'importer les diverses espèces de poissons, pendant le temps où la pêche en est interdite. (L. de 1865, art. 5.)

Cette disposition n'est pas applicable aux poissons provenant des étangs et accompagnés d'un certificat d'origine, non plus qu'aux poissons destinés à la reproduction.

C. — MESURES PRÉVENTIVES.

Ceux qui seront trouvés porteurs hors de leur domicile d'engins de pêche prohibés seront punis, à moins que ces engins ne soient destinés à la pêche dans des étangs. (v. L. de 1829, art. 29). La fabrication et la vente de tels engins ne constituent toutefois pas des délits.

Il est également défendu aux bateliers des rivières navigables d'avoir sur leur bateau aucun engin de pêche, même non prohibé (v. L. de 1829, art. 33).

III. — Circonstances atténuantes et circonstances aggravantes.

A. — CIRCONSTANCES ATTÉNUANTES.

En matière de pêche, le fait matériel suffit pour qu'il y ait infraction, sans qu'on puisse invoquer l'erreur ou la bonne foi (1). Mais ce principe rigou-

(1) Les termes de l'art. 29, § 2, de la loi de 1829 « pourront être condamnés » ont cependant fait tenir compte de la bonne foi par certains tribunaux (Lyon, 11 novembre 1874. *Répertoire de légis-*

reux est largement tempéré par l'admission des circonstances atténuantes.

Dans tous les cas prévus par la loi de 1829, si le préjudice causé n'excède pas 25 francs et si les circonstances paraissent atténuantes, les tribunaux sont en effet autorisés à réduire l'emprisonnement jusqu'à un jour et l'amende jusqu'à un franc (v. L. de 1829, art. 72). Les mêmes dispositions sont applicables aux infractions prévues par la loi de 1865 (v. L. de 1865, art. 11).

B. — CIRCONSTANCES AGGRAVANTES.

a) Récidive. — Dans le cas de récidive, la peine sera toujours doublée. Il y a récidive lorsque dans les douze mois précédents il a été rendu contre le délinquant un premier jugement pour délit en matière de pêche. (L. de 1829, art. 69.)

Les juges ont la faculté de prendre telle base qu'ils jugeront convenable entre le minimum et le maximum pour le doublement de la peine.

b) Nuit. — Les peines seront également doublées, lorsque les délits auront été commis la nuit (v. L. de 1829, art. 70), la nuit étant l'espace compris entre le coucher et le lever astronomiques du soleil.

Il est essentiel de ne pas confondre les dispositions

lation et de jurisprudence forestières, tome VII, n° 13). Avec cette jurisprudence, les qualifications de délits contraventionnels ou de contraventions délictuelles données aux infractions relatives à la pêche, en raison de ce qu'elles existent abstraction faite de l'élément intentionnel, ne sauraient leur être conservées.

de l'art. 70 de la loi de 1829 avec celles de l'art. 27 qui défend de pêcher à des heures interdites, lesquelles sont en général des heures de nuit. Ce dernier article n'est, en effet, applicable que dans le cas où aucun autre délit prévu par la loi ne vient se joindre au fait d'avoir pêché aux heures défendues.

La loi n'indique pas quelle doit être la peine lorsqu'à la circonstance aggravante de la récidive vient s'ajouter celle de la nuit. La question est controversée. La jurisprudence actuelle semble admettre qu'il n'y a lieu en ce cas de prononcer contre le prévenu que le double du maximum des peines du délit simple. (Nancy, 5 janvier 1899, S. 1902, 2, 25).

IV. -- **Personnes punissables et personnes responsables.**

A. — PERSONNES PUNISSABLES.

Les excuses basées sur la démence ou sur la contrainte ainsi que celles fondées sur l'âge (C. P. 66 à 69) sont applicables en matière de pêche. Il ne faut pas oublier que si le mineur peut être dispensé de la peine, il ne l'est pas des dommages-intérêts et des restitutions.

Les co-auteurs et complices d'un même délit de pêche sont punis suivant les règles du droit commun et condamnés solidairement aux amendes, dommages-intérêts et frais.

B. — PERSONNES RESPONSABLES.

La responsabilité pénale en matière de pêche a été appliquée par les tribunaux au seul cas du chef d'usine dont les ouvriers opèrent un déversement délictueux dans une rivière (v. L. de 1829, art. 25), bien qu'il ne participe pas personnellement à l'infraction. (D. 59, 1, 425). Mais la responsabilité pénale n'ayant lieu qu'en vertu d'une disposition formelle de la loi, cette jurisprudence est assez difficilement soutenable avec les textes actuellement en vigueur.

Les maris, pères, mères, tuteurs, fermiers et porteurs de licences, ainsi que tous propriétaires, maîtres et commettants sont civilement responsables des délits en matière de pêche commis par leurs femmes, enfants mineurs, pupilles, bateliers, compagnons et tous autres subordonnés, sauf tout recours de droit. Cette responsabilité est réglée conformément à l'article 1384 du Code civil. (v. L. de 1829, art. 74.)

La responsabilité des maris à l'égard des femmes est une addition aux dispositions de l'art. 1384; d'un autre côté, l'art. 74 de la loi de 1829 ne mentionne pas la responsabilité des instituteurs et artisans quant aux délits de pêche commis par leurs élèves ou apprentis.

V. — **Statistique relative aux délits de pêche
en 1900.**

Les chiffres suivants sont extraits du compte général de l'Administration de la Justice criminelle pendant l'année 1900 (publié en 1902).

Nombres moyens annuels par périodes quinquennales de 1881 à 1900 des affaires et des prévenus jugés pour délits de pêche.

PÉRIODES QUINQUENNALES	AFFAIRES	PRÉVENUS
1881 à 1885	6.391	8.158
1886 à 1890	6.576	8.776
1891 à 1895	13.246	18.373
1896 à 1900	8.166	11.393

A. — NOMBRE D’AFFAIRES ET DE PRÉVENUS EN 1900.

Il y a eu, en 1900, 6.092 affaires de pêche pour-suivies ainsi qu’il suit :

A la requête de la partie civile	61
— de l’Administration	3.642
— du ministère public ...	sur citation directe 2.355 après instruction 34 préalable

Les prévenus ont été au nombre de 8.597, dont :

Hommes	{	âgés de moins de 16 ans	202
	{	— de 16 à 21 ans	1.490
	{	— de plus de 21 ans.....	6.666
Femmes	{	âgées de moins de 16 ans	7
	{	— de 16 à 21 ans.....	21
	{	— de plus de 21 ans.....	211

B. — POURSUITES EN 1900.

Les résultats des poursuites devant les tribunaux correctionnels ont été les suivants :

Acquittements	272
Remise aux parents de mineurs au-des- sous de 16 ans	44
Condamnations à l'emprisonnement	820
— à l'amende seulement ...	7.461

3.631 condamnés ont bénéficié des circonstances atténuantes.

328 condamnés ont bénéficié de la loi de sursis du 26 mars 1891.

Enfin 1.116 affaires de pêche ont été laissées sans poursuites par le ministère public pour les causes suivantes :

1° Faits ne constituant aucun délit	347
2° Auteurs restés inconnus	350
3° Faits sans gravité et n'intéressant pas essentiellement l'ordre public	116
4° Preuve de l'infraction impossible ou toute autre cause	303

C. — APPELS EN 1900.

159 affaires de pêche ont été l'objet d'appel. Elles comprenaient 213 prévenus, se divisant en :

Prévenus appelants	183
— intimés	11
— appelants et intimés tous deux à la fois	19

Des 159 jugements dont il était appelé, 139 ont été confirmés et 20 ont été infirmés en tout ou en partie.

VI. — La pêche abusive.

Il ne faut pas confondre la pêche délictueuse avec la pêche abusive. Cette dernière est celle qui s'exerce en conformité absolue des lois et règlements mais qui, ne tenant aucun compte du réempoissonnement des eaux, conduit à leur dépeuplement.

Tout d'abord l'accroissement de la population amène nécessairement une augmentation correspondante dans la consommation des denrées alimentaires et par conséquent du poisson. Si, en France, l'effet de cette cause ne se fait que faiblement sentir, il ne faut pas oublier, comme le dit M. l'Inspecteur des Eaux et Forêts Lanoir (*Revue des Eaux et Forêts*, 1897, p. 140), que « à l'époque où les populations étaient « plus disséminées, il pouvait arriver qu'elles dévas-
« tassent, en cas de sécheresse ou de baisse des eaux,
« un point, une section déterminée d'un cours d'eau,
« mais si elles y faisaient le vide, les poissons du
« voisinage avaient vite fait de s'y extravaser et de le
« combler. Aujourd'hui les riverains forment aux
« cours d'eau comme une bordure ininterrompue. Il
« n'est pas de coin, de rocher, de berge creuse qui
« ne soit fouillé et refouillé ».

M. Lanoir indique ensuite une catégorie de destructeurs légaux qui s'est multipliée à l'excès : celle des pêcheurs à la ligne. La pêche à la ligne, autrefois délaissée, est devenue un art et elle a ses fanatiques dont le nombre va sans cesse grandissant. D'autre part, des spécialistes perfectionnent chaque jour leurs engins « c'est à qui fabriquera l'hameçon le plus

« perfide, la mouche artificielle la mieux imitée, « l'appât le plus appétissant » (*eod. loc.*, p. 141).

Cependant les pêcheurs à la ligne ont leurs défenseurs qui considèrent cette pêche, lorsque l'engin est tenu à la main, comme inoffensive, sinon même comme utile. Tout d'abord elle ne détruit pas les alevins et ne déplace pas le frai. La pêche à l'amorce vive, ajoute-t-on, détruit les espèces voraces et par conséquent favorise la multiplication des autres. La pêche à la ligne est d'ailleurs considérée en général comme si peu dangereuse qu'un projet de loi tendant à l'autoriser les dimanches et jours de fête légale pendant les périodes d'interdiction est actuellement soumis au parlement.

Enfin, il est incontestable qu'en général les pêcheurs de profession, — particulièrement les inscrits maritimes — au lieu de récolter des produits normaux, se livrent, selon l'énergique expression de M. Boppe, à une *exploitation vampire* qui est fatalement suivie de la ruine. Ils y sont d'ailleurs engagés par la multiplication des chemins de fer qui facilitent l'expédition du poisson au loin.

Comme pêche abusive on peut signaler encore l'utilisation par l'agriculture de jeunes poissons capturés en masse et destinés à servir d'engrais, ainsi que cela se pratique dans la Loire-Inférieure pour la montée d'anguilles.

Avant de rechercher si les causes de la pêche abusive comportent quelques remèdes, reconnaissons que, pour un grand nombre de personnes compétentes, la pêche exercée dans les limites de la loi et avec les engins permis, n'est pas considérée comme sérieusement destructive. C'est du moins ce

qu'a reconnu la commission chargée de l'enquête de 1881.

Quoi qu'il en soit, les causes d'ordre général qui ont augmenté le nombre des pêcheurs ou les ont incités à une pêche abusive, telles que l'accroissement de la population et le développement des voies ferrées, ne comportent aucun remède.

Nous avons vu d'autre part que les pêcheurs à la ligne, déjà si raillés, semblent avoir été en outre calomniés.

Reste donc l'*exploitation vampire*, à laquelle seul le développement de l'instruction générale pourra apporter un frein. Lorsque les pêcheurs comprendront tous qu'il est de leur propre intérêt de ménager le présent pour sauvegarder l'avenir, le pillage des eaux aura disparu comme tous les autres maux qu'entraîne l'ignorance.

CHAPITRE V

LES CAUSES INDIRECTES DU DÉPEUPLEMENT DES COURS D'EAU

I. L'intoxication des eaux. — II. Les modifications à l'habitat. —
III. Les obstacles à la reproduction naturelle. — IV. L'insuffi-
sance ou les erreurs de la réglementation.

I. — L'intoxication des eaux.

A. — DÉVERSEMENTS INDUSTRIELS

Dans toutes les régions industrielles, on constate la disparition du poisson en aval de la plupart des usines qui se servent de l'eau autrement que comme force motrice. Les matières déversées par ces usines détruisent le poisson de deux façons : les unes parce que les eaux acides ou corrompues l'empoisonnent ; — les autres parce que, chargées de résidus et de matières en suspension (comme la sciure de bois), elles obstruent les branchies des poissons et les étouffent.

Le degré de nocuité des déversements industriels est très variable. Ce ne sont pas les produits qui troublent et salissent le plus l'eau, tels que ceux des teintureries ou des peausseries, qui sont le plus à craindre ; les plus toxiques sont les chlorures et les sels ammoniacaux. Il faut reconnaître toutefois qu'à

moins d'être répandus en quantité considérable ils se diluent bientôt assez pour n'être plus nuisibles. Les féculeries et les sucreries exercent une action très funeste qui se traduit par la mort du poisson, non par empoisonnement mais par asphyxie venant de ce que la quantité d'oxygène dissous dans l'eau et nécessaire aux poissons devient insuffisante par suite de la présence de matières fermentescibles.

Dans les départements du Nord et de l'Aisne, le mal était arrivé vers 1880 à un tel degré que les Ingénieurs des Ponts et Chaussées avaient renoncé à toute tentative de repeuplement dans les cours d'eau de ces départements. La situation ne s'est pas beaucoup modifiée depuis cette époque.

B. — ROUISSAGE ET AUTRES INTOXICATIONS

En un assez grand nombre de départements, notamment dans la Charente, la Sarthe, la Saône-et-Loire, la Côte-d'Or et dans toute la région de l'Ouest, on considère le rouissage du chanvre dans les cours d'eau, surtout dans les basses eaux d'été, comme un véritable empoisonnement. Dans les eaux à cours rapide, toutefois, il paraît être peu nuisible.

A ces deux causes principales de pollution des eaux, il y aurait encore à ajouter d'autres causes locales, telles que : l'usage des engrais chimiques par l'agriculture, surtout dans les contrées accidentées où ces matières sont facilement entraînées par les eaux pluviales, — l'emploi de la chaux dans les travaux hydrauliques, — le lavage des moutons qui produit les mêmes effets que le rouissage, — les lavoirs publics si nombreux, — etc.

Le déversement des égouts des villes n'est pas toujours une cause de destruction. Si la quantité de déjections n'est pas trop considérable, les poissons se chargent de nettoyer la rivière à leur profit. Dans l'hypothèse contraire les eaux deviennent dangereuses pour toutes les espèces. C'est le cas de la Seine qui est souillée jusqu'à 40 kilomètres en aval de Paris.

II. — Les modifications à l'habitat.

Les causes indirectes de dépeuplement des cours d'eau que nous classons sous la rubrique « modifications à l'habitat », s'attaquent, comme l'intoxication des eaux, aux poissons existants. Elles sont de deux sortes : les modifications à l'habitat ayant pour résultat la mort immédiate des poissons dans la région atteinte, — les modifications ne détruisant ces derniers que progressivement, en leur enlevant tout ce qui constitue leur nourriture.

A. — MODIFICATIONS CAUSANT LA DESTRUCTION IMMÉDIATE.

La seule cause au fond est la mise à sec des cours d'eau par suite d'utilisations agricoles ou industrielles, mais elle se présente sous divers aspects (1).

(1) On pourrait encore citer comme cause de dépeuplement provenant de l'utilisation industrielle des eaux la destruction des poissons par les turbines. Dans une ville de l'Est, cette destruction était jadis assez importante pour donner lieu à une location régulière du droit de recueillir dans le canal de fuite les poissons mutilés.

a) *Irrigations*. — On irrigue souvent jusqu'à mettre les cours d'eau à peu près à sec.

En tous cas, l'eau qui reste dans les parties profondes sert aux poissons de refuge où ils sont la proie facile de tous leurs ennemis, l'homme compris. D'autre part, un grand nombre de poissons, les petits principalement, pénètrent dans les canaux et rigoles d'irrigation où ils ne tardent pas à trouver la mort. C'est, d'après le dire des pêcheurs, une des causes les plus actives du dépeuplement de la Moselle.

b) *Détournement des eaux*. — Les industriels ne prennent le plus souvent aucune précaution lorsqu'ils sont obligés, pendant les temps de sécheresse, de retenir dans leurs écluses la totalité du cours d'eau qui alimente leur établissement. Dans ce but, certains ruisseaux des Vosges sont même entièrement détournés au moyen de siphons.

La rivière se trouve par suite complètement à sec à l'amont de l'usine, alors que l'écoulement d'une très faible quantité d'eau assurerait la conservation du poisson sans porter grand préjudice à l'industrie.

c) *Mise à sec des canaux*. — Partout où il existe des canaux pouvant être complètement mis à sec par de simples manœuvres de vannes, il y a soit de la part des usiniers, soit de la part de leurs ouvriers, des faits de pêche illicites. On met à sec intentionnellement, ou on profite des mises à sec nécessitées par les réparations, chômages, etc..., pour prendre tout le poisson engagé dans ces canaux.

Dans les canaux de navigation, les mises à sec complètes, comme elles se pratiquent notamment

dans le canal de Bourgogne, détruisent naturellement tout le poisson, petit ou gros, qui s'y trouve.

B. — MODIFICATIONS AMENANT LA DESTRUCTION
PROGRESSIVE.

Jadis, les racines des arbres croissant sur les rives des cours d'eau offraient un abri sûr au poisson et les herbes aquatiques se rencontraient partout à foison. Lorsque ces herbes ne servaient pas à l'alimentation directe des poissons, leur présence entraînait celle des mollusques, des insectes et des vers qui entrent dans leur nourriture. Enfin, les plantes, outre qu'elles absorbent l'acide carbonique que certaines eaux renferment, dégagent de l'oxygène indispensable pour la respiration des êtres vivants.

Il n'en est plus ainsi aujourd'hui et de graves modifications ont été apportées en cette matière à l'habitat des poissons, tant pour les cours d'eau navigables que pour ceux qui ne le sont pas.

a) Cours d'eau navigables. — Il est évident qu'un chemin où on circule doit être débarrassé de tout obstacle. Aussi, comme le dit M. Jousset de Bellesme, dans la *Pêche moderne* (p. 39) : « la première chose « que les ingénieurs chargés de ces travaux (*de navigabilité*) ont faite a été de nettoyer comme il faut « tous les cours d'eau en question, de couper les « herbes, de bien racler les fonds, en un mot d'appliquer à nos rivières le même traitement qu'aux « chemins vicinaux et départementaux ».

La conséquence de la navigabilité a été que les poissons herbivores n'ont plus trouvé assez de nourri-

ture pour se développer, et que les poissons carnassiers, n'ayant plus d'herbivores à dévorer, sont partis ou ont été réduits à se manger entre eux. Enfin, les jeunes poissons, qui s'abritent en général dans les herbes, sont devenus de plus en plus la proie de leurs ennemis.

b) Cours d'eau non navigables. — C'est le chapitre III du titre II de la loi du 8 avril 1898 sur le régime des eaux qui réglemente aujourd'hui les « curages, élargissements et redressements » des cours d'eau non navigables et non flottables.

D'après cette loi, le *curage* comprend tous les travaux nécessaires pour rétablir un cours d'eau dans sa largeur et sa profondeur naturelles. Il ne s'agit pas de replacer le cours d'eau dans son ancien lit et c'est pourquoi on a renoncé à la formule « curer à vieux fond et à vieux bord » ; il ne s'agit pas non plus de lui donner la largeur et la profondeur normales pour son volume d'eau, ce qui serait le canaliser : il s'agit simplement de ramener le lit actuel à son état naturel, c'est-à-dire d'enlever les boues et les alluvions qui ne sont pas encore arrivées à maturité (*recreusement ou repurgement*), d'enlever les herbes (*faucardage*) et de couper les branches et les racines des arbres (*élagage ou recépage*).

Les travaux d'élargissement, de régularisation et de redressement des cours d'eau, qui sont nécessaires pour compléter les travaux de curage, leur sont assimilés par la loi de 1898.

Il est évident que le curage et tous les travaux similaires ont, au point de vue de la destruction des poissons par modification d'habitat, les mêmes fâcheux

effets que ceux que nous avons reconnus aux travaux de navigabilité.

III. — Les obstacles à la reproduction naturelle.

Les résidus industriels ne sont évidemment pas moins dangereux pour les frayères que pour les poissons existants ; nous n'y reviendrons pas.

Les deux catégories de causes qui rendent les eaux inhabitables — aussi bien celles qui détruisent immédiatement les poissons existants que celles qui n'arrivent à ce résultat que progressivement — sont également funestes pour la reproduction naturelle des poissons. Il est incontestable d'abord que la mise à sec des cours d'eau pour une raison quelconque est incompatible avec la production de tout alevin. Examinons plus spécialement l'effet que produisent sur la reproduction naturelle les modifications à l'habitat que nous avons vues amener lentement la destruction des poissons existants.

La mise en état de navigabilité d'une rivière, en supprimant les rapides où frayent certaines espèces (notamment la truite et l'ombre), fait disparaître ces espèces ; c'est ce qui est arrivé dans le Doubs canalisé. Sur quelques rivières endiguées, comme la Saône, on attribue un effet nuisible aux digues empêchant les eaux de se répandre librement dans les prairies, à certains moments de l'année. Les variations de niveau produites en certains points par les écluses empêchent les éclosions ou détruisent les frayères. Enfin le remous occasionné par le passage des bateaux, surtout de ceux à vapeur, a pour effet

de rejeter hors de l'eau et de faire périr les œufs des espèces qui pondent près des bords. L'alevin lui-même, violemment projeté contre les rives, est détruit.

Dans les cours d'eau non navigables, le curage amène la destruction certaine des frayères, lorsque, s'appliquant spécialement aux herbes aquatiques, il consiste en faucardage. Il ne faut pas oublier en effet que ces herbes sont nécessaires à la reproduction d'un grand nombre d'espèces. La perche y suspend ses chapelets d'œufs et maints cyprinides n'ont pas d'autre endroit pour déposer leur frai. Si le faucardage est pratiqué avant la ponte, la reproduction est rendue impossible; s'il est effectué au moment où elle a lieu, on enlève avec les herbes les œufs de tous ces poissons; si on l'exécute trop peu de temps après, on détruit fatalement tous les alevins qui ne trouvent plus à leur portée le plankton (1) nécessaire à leur développement.

Il nous reste à parler d'un obstacle spécial à la reproduction de certaines espèces, mais d'une importance exceptionnelle pour celles-ci : *le barrage*.

Les poissons les plus estimés de nos eaux douces sont des poissons migrateurs, dont la plupart remontent les cours d'eau pour y déposer leurs œufs. Tels sont le saumon, la truite, l'alose, la lamproie. Le saumon, par exemple, né en rivière, descend vers l'Océan au bout de deux ou trois ans sous le nom de tacon. Après un séjour plus ou moins long en mer, il remonte en eau douce, à l'état de madelineau, pour

(1) Le plankton est l'ensemble des petits crustacés et des larves de diverses espèces qui constituent la nourriture des alevins.

frayér. Ce n'est qu'à son deuxième retour qu'il est saumon parfait.

Si on vient à barrer une rivière par une digue étanche et suffisamment élevée, les saumons, après de vains efforts pour franchir l'obstacle, laissent échapper leurs œufs qui sont perdus. Ils cessent alors peu à peu de venir dans cette rivière. C'est ce qui explique la disparition de ce poisson, qui a été constatée notamment dans la Meuse, la Seine, l'Yonne, la Loire, l'Allier, la Vienne, la Dordogne et le Lot (1). On en trouve une preuve indéniable dans ce fait que pendant l'hiver 1870-71, les nécessités de la guerre ayant obligé d'abattre tous les barrages de la Seine et de l'Yonne, les saumons ont reparu immédiatement dans ces deux cours d'eau.

Le mal est d'autant plus grand qu'un relevé officiel, effectué ensuite d'une circulaire du 10 décembre 1837 du Ministre de l'Intérieur, a constaté l'existence à cette époque de 54.444 usines hydrauliques (pour 75 départements seulement) et que depuis lors la construction de nouveaux barrages et la surélévation des anciens ont augmenté considérablement le dommage.

IV. — L'insuffisance ou les erreurs de la réglementation.

D'après certaines personnes, plusieurs causes importantes du dépeuplement des cours d'eau résulte-

(1) Il n'y a pas de saumon dans le bassin du Rhône non plus que dans les autres cours d'eau qui se jettent dans la Méditerranée et jusqu'à présent les tentatives faites pour l'y acclimater n'ont pas réussi.

raient de l'insuffisance ou des erreurs des mesures réglementaires : lois, décrets ou arrêtés préfectoraux.

En ce qui concerne la loi de 1829, les dispositions des articles 29 et 40, qui n'autorisent la saisie des engins prohibés que hors le domicile et défendent aux gardes-pêche de pénétrer dans les maisons et enclos pour les rechercher, sont considérées comme insuffisantes et de nature à favoriser le braconnage.

L'art. 30, qui excepte de la prohibition relative au colportage les poissons n'ayant point les dimensions réglementaires, mais provenant d'étangs ou réservoirs, offre un moyen trop facile d'éluder la loi. Il faudrait préciser nettement les conditions dans lesquelles doivent être délivrés les certificats d'origine qui ne sont prévus qu'implicitement par le décret du 5 septembre 1897. Les braconniers se font en effet délivrer par les maires des certificats pour de grosses quantités de poissons, alors qu'ils n'ont que d'infimes réservoirs.

« Il serait facile, dit M. Cunisset-Carnot dans la « *Pêche moderne*, p. 483, d'ajouter comme garantie à « la signature du maire sur le certificat d'origine « celle d'un agent des Eaux et Forêts ou celle d'un « agent des Ponts et Chaussées. »

L'article 36 ne fait que donner aux gardes-pêche le droit de constater le délit consistant à pêcher sans autorisation du propriétaire ; il conviendrait d'y remplacer le mot « pourront » par le mot « devront », c'est-à-dire de transformer le droit en un devoir.

L'observation relevée contre l'art. 30 de la loi de 1829 s'applique également à l'art. 5 de la loi du 31 mai 1865 pour la tolérance accordée aux poissons

provenant d'étangs ou réservoirs et colportés en temps de frai.

On peut enfin constater une anomalie entre l'art. 7 de la loi de 1865, qui punit de dix jours à un mois de prison l'enivrement ou l'empoisonnement de poissons dans une réserve, et l'art. 25 de la loi de 1829 (modifié par la loi du 18 novembre 1898), qui punit dans tout cours d'eau ce délit d'un emprisonnement d'un mois à trois mois.

Mais la disposition législative la plus critiquée est celle relative à l'admission des circonstances atténuantes en matière de pêche. Dans tous les cas prévus par la loi de 1829, si le préjudice causé n'excède pas 25 francs et si les circonstances paraissent atténuantes, les tribunaux sont en effet autorisés à réduire l'emprisonnement jusqu'à un jour et l'amende jusqu'à un franc (v. L. de 1829, art. 72). Les mêmes dispositions sont applicables aux infractions prévues par la loi de 1865 (v. L. de 1865, art. 11).

Un décret du 20 mars 1897 étant venu donner à l'Administration des Eaux et Forêts le droit de transaction en matière de pêche, on a soutenu qu'en présence de l'article 72 de la loi de 1829 l'exercice de ce droit devenait illusoire.

La transaction n'a de raison d'être — a-t-on dit — que comme palliatif d'une loi inflexible. De plus l'Administration, obligée de réserver la gratification due à l'agent verbalisateur, ne peut accorder transactionnellement qu'un minimum beaucoup trop élevé, auquel le délinquant préférera souvent la chance d'une condamnation atténuée.

L'article 72 de la loi de 1829 entraverait également l'Administration dans l'exercice de son droit de pour-

suite, car, lorsqu'elle refuse de transiger, c'est qu'elle considère comme nécessaire une application de la peine sans circonstances atténuantes. De très bons esprits considèrent donc l'abrogation de cet article comme une mesure aussi opportune que nécessaire et devant s'imposer tôt ou tard.

Nous ne partageons pas leur opinion. Le mouvement qui entraîne le législateur dans la voie d'un adoucissement graduel de notre système répressif — et qui vient, dernièrement, de rendre l'article 463 du Code pénal applicable aux infractions réprimées par les codes de justice militaire des armées de terre et de mer (v. L. du 19 juillet 1901), ainsi qu'aux délits et contraventions en matière de pêches maritimes et de navigation (v. L. du 31 juillet 1901) — le conduira difficilement à la suppression des circonstances atténuantes en matière de pêche fluviale.

Le décret du 5 septembre 1897 est critiqué dans ses articles réglant les époques d'interdiction, les dimensions des poissons, celles des mailles des filets. On lui reproche aussi de faire de trop grandes concessions à l'initiative des Conseils généraux. Il est en effet à craindre que les modifications apportées par des coutumes ou des convenances locales à une loi d'intérêt général (toutes justifiées d'ailleurs que soient ces modifications pour la capture des poissons migrateurs ou la destruction d'espèces voraces) n'entraînent de nombreux abus.

L'exposé de toutes ces critiques et des modifications qu'il y aurait à apporter à la réglementation de la pêche fluviale pour la rendre irréprochable ne rentre pas dans le cadre de notre étude. Nous estimons, d'ailleurs, qu'il ne sert à rien de vouloir

perfectionner les lois, si l'on ne commence par assurer leur exécution telles qu'elles existent.

Nous ne retiendrons donc des causes contribuant indirectement au dépeuplement des rivières, que celles attribuées soit à l'intoxication des eaux, soit aux modifications à l'habitat, soit enfin aux obstacles à la reproduction naturelle. Dans notre troisième partie, nous examinerons quelles mesures ont été proposées pour y remédier et quel est le rôle de l'Administration des Eaux et Forêts dans l'étude et l'application de ces mesures.

CHAPITRE VI

LE ROLE DE L'ADMINISTRATION DES EAUX ET FORÊTS

I. Les attributions de l'Administration des Eaux et Forêts en matière de pêche fluviale. — II. Les cours d'eau rattachés à l'Administration des Eaux et Forêts. — III. Plan de la troisième partie.

I. — Les attributions de l'Administration des Eaux et Forêts en matière de pêche fluviale.

Le décret du 7 novembre 1896, qui est en quelque sorte la charte fondamentale de l'Administration des Eaux et Forêts en matière de pêche fluviale, porte, dans son article premier, que :

« La surveillance, la police et l'exploitation de la
« pêche dans les cours d'eau navigables et flottables
« non canalisés, qui ne se trouvent pas dans les
« limites de la pêche maritime, ainsi que la sur-
« veillance et la police de la pêche dans les rivières,
« ruisseaux et cours d'eau non navigables ni flot-
« tables, sont placées dans les attributions du Ministre
« de l'Agriculture et rattachées à l'Administration des
« Forêts.

« La pisciculture est également rattachée au Ministère de l'Agriculture. » (Décr. 7 nov. 1896, art. 1.)

Des termes du premier paragraphe de cet article il ressort tout d'abord, que l'Administration des Eaux et Forêts n'a à s'occuper que d'une partie des cours d'eau navigables et flottables : de ceux qui ne sont pas canalisés. La pêche dans les canaux et rivières canalisées est restée à l'Administration des Ponts et Chaussées (1). Nous verrons dans ce chapitre quels sont les cours d'eau du domaine public fluvial qui, ensuite de cette distinction, se trouvent confiés à l'Administration forestière.

Du même texte il appert également que, si dans les cours d'eau navigables ou flottables non canalisés l'Administration des Eaux et Forêts est chargée de la surveillance, de la police et de l'exploitation de la pêche, elle n'en a que la surveillance et la police dans les rivières non navigables ni flottables. Il ne pouvait d'ailleurs en être autrement : l'exploitation de la pêche, dans ces derniers cours d'eau, appartenant aux propriétaires riverains.

Que veut dire le décret de 1896 en spécifiant que, dans les cours d'eau des deux catégories qui lui sont confiés, l'Administration des Eaux et Forêts est chargée « de la surveillance et de la police de la pêche ? »

(1) Les rivières canalisées présentent des écluses, barrages, endiguements de rives qui leur valent le même régime que les canaux proprement dits.

Dans les cours d'eau navigables non canalisés il existe tout au plus un simple chenal balisé et plus ou moins fréquemment entretenu par des dragages. Il n'est fait le plus souvent aucun travail d'appropriation du lit naturel dans les rivières simplement flottables.

Les anciens entendaient par *police* l'ensemble des institutions qui régissaient le gouvernement d'un peuple ou l'administration d'une cité ; mais, cette définition, que nous retrouvons encore chez nos auteurs du xvii^e siècle, n'est plus exacte aujourd'hui, et, depuis la fin du siècle dernier, le domaine de la police est limité aux mesures prises par les dépositaires de l'autorité pour garantir l'ordre public. Ces mesures sont, les unes préventives, les autres répressives, de là, deux grandes branches de la police : la police administrative et la police judiciaire.

La police administrative, qui maintient l'ordre public dans chaque partie de l'administration (eaux, voirie, mines, hygiène, etc...), est exercée de diverses façons par l'autorité publique. Tantôt cette autorité manifeste son pouvoir de police par des injonctions ou des prohibitions, dont l'exécution est garantie par la sanction d'une peine : c'est l'exercice du pouvoir réglementaire. Tantôt, en dehors du concours de la justice, elle use d'un pouvoir propre pour prévenir les infractions aux règlements : c'est la surveillance proprement dite. Tantôt enfin, l'autorité est appelée à parer, même en l'absence de tout règlement, aux accidents, aux désordres, aux calamités de toutes sortes : c'est l'emploi des mesures administratives.

La police judiciaire constate les infractions aux lois et règlements et en livre les auteurs aux tribunaux compétents. Elle ne s'exerce qu'une fois les faits délictueux commis et son rôle se résume à une enquête préparatoire. Elle est, en un mot, l'auxiliaire des tribunaux.

Lorsque le décret du 7 novembre 1896 — imitant d'ailleurs en cela les textes qui l'avaient précédé sur

le même objet — confie à l'Administration des Eaux et Forêts « la surveillance et la police » de la pêche fluviale, il renferme d'abord un pléonasme, puisque la surveillance rentre, comme nous l'avons vu, dans la police. Il n'est ensuite pas suffisamment explicite en employant, sans qualificatif, le terme de « police ». La généralité de ce mot pourrait, en effet, laisser croire que l'Administration forestière est chargée à la fois de toute la police administrative et de toute la police judiciaire de la pêche.

Or, en ce qui concerne la première, si l'Administration des Eaux et Forêts s'occupe de la surveillance et prend certaines mesures administratives, elle n'exerce jamais le pouvoir réglementaire. Elle n'est à ce point de vue que l'auxiliaire technique des autorités qui le détiennent. Aussi eût-il été, à notre avis, préférable de grouper sous la rubrique « Conservation de la Pêche » les attributions rentrant dans le domaine de la police administrative, c'est-à-dire : la collaboration au pouvoir réglementaire, la surveillance et l'emploi des mesures administratives.

Quant à la police judiciaire de la pêche, si l'Administration forestière en est incontestablement chargée, il ne faut pas oublier qu'un grand nombre d'autres fonctionnaires que les siens peuvent constater les délits de pêche et que les agents forestiers ne font que partager avec les membres des parquets le droit de poursuivre ces délits.

L'Administration des Eaux et Forêts a encore d'autres attributions que celles de police.

Nous avons déjà vu plus haut que l'exploitation de la pêche dans les cours d'eau du domaine public non canalisés lui est entièrement confiée.

La pisciculture, rattachée au Ministère de l'Agriculture par le décret du 7 novembre 1896 (art. 1^{er}; § 2) est, en fait, presque entièrement de son domaine.

Enfin, le rôle de l'Administration forestière en matière d'enseignement et de recherches scientifiques d'une part, et les rapports de cette Administration avec les sociétés de pêche d'autre part, constituent deux attributions accessoires se rattachant à la pêche fluviale sans rentrer dans aucune de celles que nous venons d'exposer.

En résumé, les attributions de l'Administration des Eaux et Forêts en matière de pêche fluviale, dans tous les cours d'eau à l'exception des canaux et rivières canalisées, sont les suivantes :

- 1^o Conservation de la pêche;
- 2^o Police judiciaire de la pêche;
- 3^o Exploitation de la pêche (limitée aux cours d'eau du domaine public non canalisés);
- 4^o Pisciculture;
- 5^o Attributions accessoires relatives aux questions scientifiques et aux sociétés de pêche.

II. — Les cours d'eau rattachés à l'Administration des Eaux et Forêts.

Une statistique des cours d'eau d'après le classement du décret du 7 novembre 1896 fut établie en janvier 1899 par les soins de l'Administration des Eaux et Forêts.

Elle comprend, pour chaque département, l'énumération et le développement en kilomètres des cours d'eau navigables et flottables non canalisés, qui ne se

trouvent pas dans les limites de la pêche maritime et la longueur totale de l'ensemble des rivières, ruisseaux et cours d'eau non navigables ni flottables.

Pour répartir le service de la pêche sur les *cours d'eau navigables et flottables* entre les deux Administrations des Eaux et Forêts et des Ponts et Chaussées, on s'est reporté à une décision du Ministre des Finances, en date du 13 septembre 1832, rendue lors de l'attribution à l'Administration des Ponts et Chaussées du droit de mise en ferme de la pêche dans les rivières canalisées. « Lorsqu'une rivière aura été rendue navigable par suite d'ouvrages d'art, la location de la « pêche doit être confiée à l'Administration des Ponts « et Chaussées, non seulement pour les lieux mêmes « où existent ces travaux, mais encore pour tout le « cours intermédiaire qui n'est navigable qu'à raison de ces mêmes ouvrages; en d'autres termes, « pour toute la partie de rivière comprise entre les « points extrêmes où sont établis les ouvrages d'art « les plus éloignés, l'Administration des Forêts devant « continuer à affermer la pêche pour les parties des « rivières situées en dehors de ces limites. » (Circ. A. 460, 22 oct. 1838, de l'Administration des Forêts.) Ce sont les résultats de cette répartition qui ont été donnés dans la statistique de 1899.

La longueur totale par département des *cours d'eau non navigables ni flottables* a été établie dans la même statistique, soit au moyen de relevés existants, soit au moyen de déterminations approximatives; mais, dans l'un et l'autre cas, on n'a compté que les cours d'eau où la conservation de la pêche pouvait présenter quelque intérêt, c'est-à-dire ceux où le poisson pouvait vivre et se multiplier. Les chiffres adoptés sont,

en effet, ceux qui figurent sur les états d'organisation de la surveillance établis en 1897. Or ces états ne comprennent pas les cours d'eau qui sont sans importance pour la pêche non seulement parce que leur inscription serait sans intérêt, mais aussi parce qu'elle serait de nature à fausser l'appréciation de l'importance relative des garderies dont elle augmenterait le coefficient kilométrique sans qu'il en résulte un surcroît de travail sérieux pour le garde.

En résumé, la statistique des cours d'eau non navigables ni flottables renferme :

1° Ceux roulant en tout temps un volume d'eau assez considérable pour présenter une réelle importance au point de vue de la pêche ;

2° Ceux qui, pendant l'été, peuvent avoir des parties à sec mais conservent des eaux profondes sur d'assez grandes étendues pour que le poisson ne péricule pas.

Par contre, n'ont pas été comptés :

1° Les cours d'eau à sec, naturellement ou par suite de prises d'eau artificielles, pendant l'été, sur la plus grande partie de leur parcours et qui, en conséquence, ne renferment pas de poissons. Tels sont de nombreux cours d'eau du Gard, de la Meuse, des Deux-Sèvres, de Vaucluse, de la Vendée, de l'Yonne ; tels sont encore dans les pays de montagne les torrents intermittents qui naissent sous l'influence des orages ou de la fonte des neiges ;

2° Les ruisseaux ou parties de ruisseaux sans aucune importance pour la pêche : soit parce qu'ils n'ont qu'une profondeur ou qu'une largeur infimes (comme de nombreux cours d'eau à leur origine), — soit parce que leur longueur est très faible, — soit

parce qu'ils se trouvent à des altitudes très élevées. Le plus souvent d'ailleurs ces ruisseaux n'ont aucune dénomination et ne figurent sur aucune des cartes de France ;

3° Certains cours d'eau à destination tout à fait spéciale, tels que : les watergangs destinés au dessèchement dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais ; — les hortillonnages servant à la culture maraîchère de la vallée de la Somme ; — les rivières du département de la Seine comme la Bièvre et le Crœul qui, couvertes sur presque tout leur parcours, rentrent en quelque sorte dans le réseau d'égouts de la ville de Paris.

**Statistique des cours d'eau rattachés à l'Administration
des Eaux et Forêts (1)**

NUMÉROS des Conservations	DÉPARTEMENTS	COURS D'EAU NAVIGABLES OU FLOTTABLES			COURS D'EAU NON NAVIGABLES NI FLOTTABLES Longueur totale Longueur totale par département
		NOMS	Longueurs partielles	Longueur totale par département	
17	AIN	Rhône	187	294	1.651
		Ain	76		
		Seran	15		
		Furans	11		
		Reyssouze	3		
7	AISNE	»	»	»	1.536
21	ALLIER	Allier	100	132	1.251
		Cher	32		
26	ALPES (BASSES-)	Durance	128	128	1.182
		Durance	80	165	1.253
40	ALPES (HAUTES-)	Grand Buëch	60		
		Petit Buëch	25		
23	ALPES-MARITIMES	Var	21	21	1.000
41	ARDÈCHE	Rhône	39	73	1.279
		Ardèche	34		
		Chiers	37	74	1.670
6	ARDENNES	Semois	23		
		Aisne	14		
18	ARIÈGE	Salat	15	15	1.148
		Seine	13	94	1.184
8	AUBE	Aube	81		
25	AUDE	Aude	153	153	1.166
28	AVEYRON	Lot	47	47	1.609
26	BOUCHES-DU-RHÔNE ..	Durance	88	88	819
		Touques	40	341	692
		Dives	40		
		Orne	81		
2	CALVADOS	Seulles	35		
		Aure	75		
		Vire	50	»	2.000
28	CANTAL	»	»		
24	CHARENTE	»	»		
24	CHARENTE-INFERIEURE	»	»	»	1.484
20	CHER	Cher	115	138	1.012
		Allier	23		
28	CORRÈZE	Dordogne	116	116	1.957
30	CORSE	»	»	»	1.497
3	CÔTE-D'OR	»	»	»	1.606
15	CÔTES-DU-NORD	»	»	»	1.783
21	CREUSE	»	»	»	936
29	DORDOGNE	Dordogne	65	111	1.049
		Vézère	46		
12	DOUBS	»	»	»	940
		Rhône	98	232	728
		Isère	40		
		Bourne	12		
41	DRÔME	Lyonne	6		
		Drôme	68		
		Bez	8	2.222	34.214
		A reporter...	2.222		

(1) Nous devons à la bienveillance de M. L. Daubrée, Directeur Général des Eaux et Forêts, la communication des documents qui nous ont permis de dresser ce tableau ainsi que tous ceux qui figurent dans la troisième partie de notre travail. Nous lui en exprimons ici notre très respectueuse et très sincère reconnaissance.

NUMÉROS des Conservations	DÉPARTEMENTS	COURS D'EAU NAVIGABLES OU FLOTTABLES			COURS D'EAU NON NAVIGABLES NI FLOTTABLES Longueur totale par département
		NOMS	Longueurs partielles	Longueur totale par département	
		<i>Report...</i>	2 222	2 222	34 214
2	EURE.....	Andelle.....	2	2	458
2	EURE-ET-LOIR.....	».....	»	»	1 009
15	FINISTÈRE.....	Laita.....	40	40	2 817
27	GARD.....	Rhône.....	78	210	514
		Cèze.....	132		
		Garonne.....	198		
18	GARONNE (HAUTE-)...	Ariège.....	38	253	1 878
		Salat.....	17		
22	GERS.....	».....	»	»	1 330
		Garonne.....	9		
29	GIRONDE.....	Moron.....	3	71	1 128
		Leyre.....	32		
		Ciron.....	27		
27	HÉRAULT.....	Orb.....	5	73	877
		Hérault.....	68		
15	ILLE-ET-VILAINE.....	Chère.....	3	11	901
		Men.....	3		
		Oust.....	5		
20	INDRE.....	Creuse.....	54	54	1 057
		Loire.....	88		
49	INDRE-ET-LOIRE.....	Vienne.....	56	200	1 825
		Creuse.....	56		
		Rhône.....	56		
14	ISÈRE.....	Isère.....	112	184	2 132
		Drac.....	40		
		Bourne.....	6		
13	JURA.....	Ain.....	78	144	1 494
		Bienne.....	28		
		Loeue.....	38		
		Adour.....	152		
		Midouze.....	47		
		Luy.....	24		
29	LANDES.....	Douze.....	32	356	1 499
		Canal de Vieux Boucau.....	6		
		Les deux Leyres.....	63		
		Gave de Pau.....	14		
		Gave d'Oloron.....	9		
		Gaves réunis.....	9		
49	LOIR-ET-CHER.....	Cher.....	50	106	1 578
14	LOIRE.....	Loire.....	36	128	1 303
28	LOIRE (HAUTE-).....	Loire.....	128	114	2 161
		Allier.....	57		
49	LOIRE-INFÉRIEURE.....	Loire.....	86	86	738
19	LOIRET.....	Loire.....	129	133	1 092
		Loiret.....	4		
28	LOT.....	Dordogne.....	60	60	1 300
20	LOT-ET-GARONNE.....	Garonne.....	109	111	994
		Gers.....	2		
27	LOZÈRE.....	».....	»	»	1 425
		Loire.....	115		
49	MAINE-ET-LOIRE.....	Authion.....	50	494	1 438
		Layon.....	6		
		Thouet.....	23		
2	MANCHE.....	».....	»	»	1 010
		Seine.....	8		
6	MARNE.....	Aube.....	17	67	1 621
		Marne.....	42		
		<i>A reporter...</i>	4 789	4 789	67 793

NUMÉROS des observations	DÉPARTEMENTS	COURS D'EAU NAVIGABLES OU FLOTTABLES			COURS D'EAU NON NAVIGABLES NI FLOTTABLES Longueur totale par département
		NOMS	Longueurs partielles	Longueur totale par département	
		<i>Report</i>	4.789	4.789	67.793
31	MARNE (HAUTE-).....	Marne.....	13	13	1.485
15	MAYENNE.....	Mayenne.....	87	87	784
		Meurthe.....	177		
4	MEURTHE ET-MOSELLE	Moselle.....	26		
		Vezouze.....	67	223	1.216
		Plaine.....	11		
		Val.....	12		
16	MEUSE.....	".....	"	0	2.100
13	MORBIHAN.....	Oust.....	12	20	2.127
		Aff.....	8		
20	NIEVRE.....	Loire.....	143	143	1.370
7	NORD.....	".....	"	"	1.888
4	OISE.....	".....	"	"	1.314
15	ORNE.....	".....	"	"	1.189
7	PAS-DE-CALAIS.....	".....	"	0	1.386
21	PUY-DE-DÔME.....	Allier.....	102		
		Dore.....	35	137	1.658
		Adour.....	11		
		Nive.....	13		
		Ardannay.....	5		
		Araa.....	11		
22	PYRÉNÉES (BASSES-)..	Bidouze.....	18	253	1.661
		Gave de Pau.....	96		
		Lihoury.....	2		
		Gave d'Oloron.....	63		
		Gave de Maulcon.....	4		
22	PYRÉNÉES (HAUTES-)..	Neste.....	46	46	1.514
25	PYRÉNÉES-ORIENTALES	".....	"	"	1.103
14	RHÔNE.....	Rhône.....	24	24	636
		Saône.....	12		
32	SAÔNE (HAUTE-).....	Coney.....	22	46	2.200
		Lanterne.....	12		
17	SAÔNE-ET-LOIRE.....	Loire.....	98	117	1.503
		Arroux.....	19		
15	SARTHE.....	Sarthe.....	87	170	1.044
		Loir.....	83		
		Arc.....	37		
		Arly.....	11		
5	SAVOIE.....	Isère.....	34	152	1.143
		Rhône.....	46		
		Canal de Savières.....	4		
		Fier.....	3		
5	SAVOIE (HAUTE-).....	Arve.....	60	98	1.003
		Rhône.....	35		
1	SEINE.....	".....	"	"	"
2	SEINE-INFÉRIEURE.....	".....	"	"	394
1	SEINE-ET-MARNE.....	".....	"	"	786
1	SEINE-ET-OISE.....	".....	"	"	447
24	SÈVRES (DEUX-).....	".....	"	"	497
7	SOMME.....	Avre.....	21	22	533
		Ancre.....	1		
25	TARN.....	".....	"	"	1.023
18	TARN-ET-GARONNE.....	Garonne.....	72	72	917
23	VAR.....	".....	"	"	728
11	VAUCLUSE.....	Durance.....	96	96	370
24	VENDÉE.....	Lay.....	11	11	506
24	VIENNE.....	Vienne.....	31	34	2.308
21	VIENNE (HAUTE-).....	".....	"	"	1.327
		<i>A reporter</i> ...	6.553	6.553	106.153

NUMÉROS des Concessions	DÉPARTEMENTS	COURS D'EAU NAVIGABLES OU FLOTTABLES			COURS D'EAU NON NAVIGABLES NI FLOTTABLES
		NOMS	Longueurs partielles	Longueur totale par département	Longueur totale par département
		<i>Report.....</i>	6.533	6.533	106.153
9	VOSGES.....	Meurthe.....	24	147	1.440
		Plaine.....	34		
		Goutte de la Maix...	3		
		Rabodeau.....	19		
		Ravine.....	7		
		Fave.....	18		
		Taintroué.....	6		
8	YONNE.....	Moselle.....	36		
12	FERRIT ^{re} DE BELFORT.	»	»	»	710
		»	»	»	197
		TOTAUX.....	6.700	6.700	108.500

Les cours d'eau du domaine public dont la conservation, la police judiciaire et l'exploitation de la pêche sont confiées à l'Administration des Eaux et Forêts, avaient ainsi, en 1899, une longueur totale de 6.700 kilomètres. Une statistique publiée à l'occasion de l'exposition au *Journal officiel* du 20 août 1900 (page 5.573), donne le chiffre de 8.388 kilomètres pour longueur totale des rivières navigables et flottables de leur propre fonds (1), c'est-à-dire où la pêche devrait être confiée à l'Administration forestière.

La différence entre ces deux chiffres (soit 1.688 kilomètres) provient tout d'abord de ce que dans plusieurs départements les parties de fleuves et rivières du domaine public non canalisés situées en amont de la salure des eaux mais comprises dans la zone de l'inscription maritime, n'ont pas été portées au compte de l'Administration des Eaux et Forêts. Dans

(1) La longueur des canaux et rivières canalisées serait alors de 8.299 kilomètres (v. 2^e partie, ch. II).

la situation administrative actuelle, a-t-on dit, aucun texte n'attribue spécialement à un service public déterminé (Eaux et Forêts, Ponts et Chaussées ou Marine) le service de la pêche dans la zone en question ; aussi a-t-il été demandé que les Ministères de la Marine, des Travaux Publics et de l'Agriculture étudient ensemble l'organisation d'un service unique de surveillance et de repeuplement des cours d'eau débouchant à la mer. Les termes mêmes du décret du 7 novembre 1896, rattachant à l'Administration forestière la pêche dans les cours d'eau « qui ne se trouvent pas dans les limites de la pêche maritime », nous semblent cependant trancher nettement la question. A notre avis, la pêche fluviale, même exercée par des inscrits maritimes, ne peut que ressortir, suivant les cours d'eau, soit à l'Administration des Eaux et Forêts, soit à celle des Ponts et Chaussées.

La différence constatée plus haut vient également de ce qu'un assez grand nombre de cours d'eau, bien que non canalisés, ont, pour divers motifs, été conservés par les Ponts et Chaussées ; par exemple : l'Aisne qui, dans la majeure partie de son cours, a été considérée comme annexe du canal qui la longe — l'Aron, rattaché sur 20 kilomètres au canal du Nivernais — la Gironde, dont le service est, ensuite d'une convention spéciale, assuré par l'Administration des Ponts et Chaussées — le Loing et le Lunain qui ont été regardés comme des dépendances du canal du Loing et qui en outre servent à l'alimentation de Paris, etc...

Ajoutons enfin que les longueurs des lacs et étangs navigables ne figurent pas dans les 6.700 kilomètres attribués à l'Administration des Eaux et Forêts, alors

qu'ils sont compris dans les 8.388 kilomètres de la statistique de 1900.

Quant à la longueur totale des cours d'eau non navigables ni flottables, où la conservation et la police judiciaire de la pêche sont confiées à l'Administration forestière, le chiffre de 108.500 kilomètres nous semble reposer sur des données assez sérieuses pour devoir être préféré, au point de vue de la pêche, à tous ceux qui ont été proposés jusqu'ici.

En outre des cours d'eau, l'Administration des Eaux et Forêts s'occupe de la pêche dans un certain nombre de lacs ou étangs :

1° Dans les cinq lacs suivants du domaine public : Annecy, Bourget, Léman (eaux françaises), Silans, Saint-Point (v. 2° partie, ch. II). Quant aux étangs de Berre et de Thau, et au lac de Grand-Lieu, ils sont restés entièrement sous la dépendance du service des Ponts et Chaussées.

2° Dans les lacs ou étangs faisant partie du domaine privé de l'État, tels que (en outre de ceux compris dans les forêts domaniales) : le lac de Bonlieu (20 hect.) dans le Jura — l'étang de Cazaux (2.227 hect.) dans la Gironde ;

3° Dans tous les lacs ou étangs, quels qu'en soient les propriétaires, en communication avec des cours d'eau et dont les plus importants sont les étangs des Landes (Biscarosse et Parentis (3.700 hect.) — Aureilhac — Léon — etc...). Citons encore : dans l'Ain, le lac de Nantua (144 hect.) — en Savoie, le lac d'Aiguebelette (300 hect.) — dans les Vosges, celui de Gerardmer (120 hect.), etc...

III. — Plan de la troisième partie.

Nous grouperons les diverses attributions de l'Administration des Eaux et Forêts, en matière de pêche fluviale, en *trois sections* qui comprendront chacune plusieurs chapitres.

La 1^{re} section — *Conservation de la pêche* — constituera quatre chapitres correspondant aux diverses attributions du domaine de la police administrative. Tout d'abord la *Collaboration au pouvoir réglementaire* fera l'objet du ch. I, et la *Surveillance* celui du ch. II. Le surplus de la conservation de la pêche, c'est-à-dire l'emploi de mesures administratives, formera deux chapitres. L'un, le ch. III, sera l'étude des mesures relatives à la *Protection des poissons existants* ; l'autre, le ch. IV, l'étude de celles relatives à la *Protection de la reproduction naturelle*.

La 2^e section — *Police judiciaire de la pêche* — ne renfermera que deux chapitres correspondant aux deux éléments de cette police : le ch. V qui traitera de la *Constatation des délits*, et le ch. VI qui traitera de la *Poursuite des délits*.

La 3^e section, enfin, réunira sous la rubrique — *Exploitation et amélioration de la pêche* — toutes les autres attributions qui, à l'un ou à l'autre de ces deux points de vue, se rattachent à la pêche fluviale, savoir :

L'exploitation de la pêche (ch. VII). — *La pisciculture* (ch. VIII). — *L'enseignement et les recherches scientifiques* (ch. IX). — *Les sociétés de pêche* (ch. X).

TROISIÈME PARTIE

ATTRIBUTIONS ACTUELLES

DE

L'ADMINISTRATION DES EAUX ET FORÊTS

PREMIÈRE SECTION

CONSERVATION DE LA PÊCHE

CHAPITRE PREMIER

LA COLLABORATION AU POUVOIR RÉGLEMENTAIRE

I. Autorités possédant le pouvoir réglementaire. — II. La Commission de la Pêche fluviale. — III. Rôle des agents forestiers en matière de réglementation.

I. — **Autorités possédant le pouvoir réglementaire.**

C'est au pouvoir exécutif que le législateur a confié le soin de fixer la plus grande partie des règles relatives à l'exercice de la pêche.

L'art. 26 de la loi du 15 avril 1829 abandonne, en effet, à la réglementation du chef de l'État : les temps, saisons et heures d'interdiction — les procédés et modes de pêche à prohiber — les filets, engins et instruments à interdire et les dimensions de ceux à permettre — les dimensions au-dessous desquelles

les poissons ne pourront être pêchés — les espèces avec lesquelles il sera défendu d'appâter.

L'art. 4^{er} de la loi du 31 mai 1863 a également délégué au Gouvernement le soin de déterminer par des décrets les parties des cours d'eau réservées pour la reproduction et où la pêche est absolument interdite.

Ce sont encore des décrets qui doivent : assurer une réglementation uniforme pour la pêche fluviale et pour la pêche maritime dans les rivières affluant à la mer (v. L. de 1863, art. 4), — déterminer le mode de vérification des mailles des filets (id., art. 9).

Le plus important de tous ces décrets est celui du 5 septembre 1897 portant réglementation de la pêche fluviale. C'est un règlement d'administration publique, rendu, le Conseil d'État entendu, sur le rapport des Ministres de l'Agriculture et de celui des Travaux Publics.

Un second degré de délégation se rencontre dans les pouvoirs confiés aux préfets. Ces derniers peuvent en effet, par voie d'arrêté, conformément aux dispositions du décret du 5 septembre 1897 : augmenter les périodes d'interdiction, — autoriser la pêche de nuit, — réduire les dimensions des mailles des filets, — autoriser certains filets traînants et interdire certains engins déterminés.

Tous les arrêtés préfectoraux relatifs à la réglementation de la pêche doivent être rendus après avoir pris l'avis des Conseils généraux (1) et ne sont exé-

(1) Nous ne pouvons ici passer sous silence la *Commission Interdépartementale de Pêche des Conseils généraux du Bassin de la Loire* (la C. I. P. B. L.), instituée sur l'initiative du département de la Vienne en avril 1900.

Actuellement 23 départements (sur 25 compris dans le bassin

cutoires qu'après approbation donnée par les Ministres de l'Agriculture et des Travaux Publics, chacun en ce qui le concerne, la Commission de la pêche fluviale entendue. De plus, ceux de ces arrêtés qui fixent les dates du commencement et de la fin des périodes d'interdiction doivent être publiés dans les communes dix jours au moins avant le début de chaque période, sinon ils ne sauraient être considérés comme obligatoires.

Les arrêtés préfectoraux ayant pour objet de réglementer l'exercice de la pêche ne sont valables que pour une année, mais peuvent être renouvelés. Ils ont pour sanctions les peines édictées par la loi de 1829.

Quant aux maires, ils n'ont aucun droit de réglementation en matière de pêche ; il y aurait donc abus de pouvoir dans un arrêté municipal qui réglementerait la pêche des cours d'eau traversant une commune.

de la Loire) y sont représentés par 60 délégués. Depuis sa fondation, la C. I. P. B. L. a déjà tenu six séances, tant à Poitiers qu'à Tours.

Son programme comporte, entre autres questions, l'extension de la Loire fluviale, la suppression de certains privilèges de l'inscription maritime, l'examen des diverses manières d'assurer une plus sérieuse dotation à la surveillance et à l'entretien de la pêche.

A la suite d'un remarquable rapport du délégué général, M. Paulze d'Ivoy, auquel est due l'heureuse idée de la C. I. P. B. L., 46 vœux ont été émis ou renouvelés par cette commission dans sa séance du 22 février 1902. Ces vœux ont été ensuite soumis à la ratification des Conseils généraux intéressés.

II. — La Commission de la Pêche fluviale.

A côté des autorités qui prennent des décisions en matière réglementaire, existe un Conseil permanent dont l'intervention est en général obligatoire : c'est la Commission de la Pêche fluviale.

Aux termes de l'art. 20 du décret du 5 septembre 1897, cette Commission, qui siège au Ministère de l'Agriculture, renferme neuf membres et est composée, sous la présidence d'un Conseiller d'État, d'un nombre égal (déduction faite du président) de représentants de chacun des Ministères intéressés : quatre ingénieurs des Ponts et Chaussées pour le Ministère des Travaux Publics, quatre agents forestiers pour celui de l'Agriculture. Le président, en cas de partage, a voix prépondérante; en son absence, la Commission est présidée alternativement par l'un des représentants de chacun des deux Ministères. Les membres de la Commission sont nommés par décret pour une période de trois années.

Aucun décret réglementaire n'étant encore venu modifier celui de 1897, la Commission de la Pêche fluviale n'a jusqu'ici été consultée par le Gouvernement, en matière de réglementation, que pour l'homologation des arrêtés préfectoraux pris en vertu des art. 2, 6, 10, 13 et 16 du décret du 5 septembre 1897. L'examen de ces documents par la Commission est d'autant plus indispensable que le décret du 7 novembre 1896 a, comme nous l'avons vu, divisé les cours d'eau — au point de vue de la pêche — en deux catégories confiées à deux administrations différentes.

La Commission de la Pêche fluviale a pour rôle, dans l'espèce : de rectifier les erreurs [(telles par exemple que la confusion entre l'omble chevalier (*salvelinus umbla*) et l'ombre commune (*thymallus vexillifer*)] ; d'éviter la sanction d'illégalités (telles que les prescriptions relatives aux boutiques à poissons en dehors des cours d'eau du domaine public) ; de supprimer les inutilités (telles que les répétitions littérales d'articles de loi ou de décrets).

C'est la Commission de la Pêche fluviale qui, dès 1898, a généralisé pour toute la France l'adoption du 1^{er} janvier comme date initiale des arrêtés préfectoraux annuels. Auparavant, la diversité qui régnait sur ce point présentait de nombreux inconvénients, notamment pour les départements qui, se trouvant traversés ou bordés par un même cours d'eau, avaient, au point de vue de la pêche, des intérêts communs.

Ce serait incontestablement à la Commission de la Pêche fluviale qu'on pourrait demander, comme le propose M. Guyot, Directeur de l'Ecole nationale des Eaux et Forêts (v. *Revue des Eaux et Forêts*, 1901, p. 17), d'élaborer pour chaque rivière ou pour chaque bassin fluvial un régime stable qui serait appliqué sans s'arrêter aux limites des départements et qui, sanctionné par des arrêtés ministériels, ne laisserait plus ensuite aux Préfets que le soin de quelques mesures d'urgence ou temporaires.

En dehors de cette attribution fondamentale qui fait de la Commission administrative de la Pêche fluviale la collaboratrice du pouvoir réglementaire, cette Commission est encore, obligatoirement ou non, consultée par les ministres intéressés sur toutes les

autres questions du domaine de la pêche fluviale (déversements industriels — rouissages — réserves — échelles à poissons — cahier des charges des amodiations de pêche, etc....).

Il convient de rappeler ici, pour mémoire, que la Commission de la Pêche fluviale a été en quelque sorte précédée par la Commission des améliorations agricoles (sous-commission de la Pêche et de la Pisciculture). Constituée le 30 novembre 1896, la sous-commission a tenu douze séances de 1896 à 1899. C'est à ses travaux qu'on doit, entre autres choses, l'art. 84 de la loi de finances de 1898 relatif aux gratifications des agents verbalisateurs en matière de pêche. Elle ne fonctionne plus.

III. — Rôle des agents forestiers en matière de réglementation.

Les agents forestiers qui n'ont aucun pouvoir réglementaire en matière de pêche prêtent cependant aux autorités qui l'exercent un concours des plus directs et des plus actifs.

Nous avons exposé plus haut le rôle considérable de la Commission de la Pêche fluviale en matière réglementaire. Il nous suffira de rappeler que cette commission est composée, pour moitié, de hauts fonctionnaires de l'Administration des Eaux et Forêts pour montrer la participation de cette Administration à la préparation des décrets et à l'homologation des arrêtés préfectoraux.

Dans les départements, la coopération au pouvoir réglementaire n'est pas moins effective. Jadis l'ins-

truction locale servant de base aux arrêtés préfectoraux annuels sur la pêche fluviale était faite par les ingénieurs des Ponts et Chaussées. Mais depuis le décret du 7 novembre 1896, si pour les canaux et rivières canalisées les agents d'instruction sont encore les ingénieurs, pour tous les autres cours d'eau ce sont les agents des eaux et forêts.

Il était, d'autre part, désirable que la réglementation adoptée fût autant que possible uniforme pour les divers cours d'eau d'un même département, afin de faciliter la surveillance et d'empêcher le braconnage et la fraude.

Dans ce but, l'instruction locale ayant été faite pour chaque catégorie de cours d'eau par les fonctionnaires qu'elle concerne, l'Ingénieur en chef des Ponts et Chaussées et le Conservateur des Eaux et Forêts entrent en conférence en vue d'arrêter le projet de règlement à soumettre à l'autorité préfectorale. Le procès-verbal des mesures proposées, dressé en double minute, est ensuite transmis séparément par chacun de ces chefs de service au Préfet qui le communique au Conseil général.

Dans les départements qui ne renferment ni canaux ni rivières canalisées, le Conservateur des Eaux et Forêts fait seul des propositions au Préfet.

CHAPITRE II

LA SURVEILLANCE

I. Objet de la surveillance. — II. Le personnel de l'Administration des Eaux et Forêts. — III. Les autres fonctionnaires chargés de la surveillance de la pêche.

I. — Objet de la surveillance.

La surveillance proprement dite, qui rentre dans la police administrative, a pour objet de prévenir les infractions aux règlements. Elle cesse lorsque le fonctionnaire qui en est chargé se trouve en présence d'un délit : la constatation de ce délit rentre dans le domaine de la police judiciaire.

Surveiller étant prévenir les infractions et non les constater, on comprendra facilement pourquoi l'Administration invite son personnel de surveillance à renseigner les pêcheurs ignorants et de bonne foi sur les poursuites auxquelles ils s'exposent avant de verbaliser contre eux.

Les fonctionnaires chargés de la surveillance de la pêche ont pour mission générale de prévenir surtout les délits qui pourraient amener le dépeuplement de nos cours d'eau plutôt que les infractions sans gravité commises le plus souvent sans aucune idée mal-

veillante. Ils doivent redoubler d'activité pendant les périodes d'interdiction.

Comme missions spéciales, ils ont à vérifier les mailles des filets (1) et les dimensions des poissons exposés en vente.

Ils doivent également examiner si les certificats d'origine, accompagnant le poisson colporté, ne sont pas entachés de fraude et demander aux personnes qui pêchent autrement qu'à la ligne flottante dans les eaux du domaine public si elles sont munies de la permission exigée.

Il est évident que les surveillants de la pêche tirent de leur mission même un droit de passage sur toutes les propriétés qui bordent les cours d'eau. Ils doivent, en effet, conformément à l'art. 36 de la loi de 1829, constater les délits de pêche *en quelques lieux qu'ils soient commis*, ce qui implique nécessairement le droit d'accéder aux cours d'eau sur tous les points de leur parcours, sous réserve du droit des tiers en cas de dommage.

Ils peuvent donc s'introduire en cas de besoin sans l'assistance des fonctionnaires prévus à l'art. 16, § 3, du C. I. Cr. (2) dans des propriétés qui seraient closes jusqu'au cours d'eau lui-même si ces propriétés ne sont pas attenantes à la maison d'habitation et ne font pas partie intégrante du domicile. Dans le cas contraire, les surveillants de la pêche devront requérir la présence d'un des fonctionnaires précités.

(1) La vérification des filets se fait conformément aux prescriptions du décret du 26 août 1863.

(2) Juge de paix ou son suppléant, — commissaire de police, — maire du lieu ou son adjoint.

Un garde-pêche peut être actionné en réparation de dommages provenant du fait de sa circulation sur les rives d'un cours d'eau.

Quand un propriétaire prétend avoir éprouvé un dommage par le passage d'autrui sur son terrain, il peut, en effet, en vertu de l'art. 145 C. I. Cr., citer celui dont il se plaint devant le tribunal de simple police en invoquant l'art. 471, paragraphe 13, C. Pén. qui punit d'une amende de 1 à 5 fr. « ceux
« qui n'étant ni propriétaires, ni usufruitiers, ni loca-
« taires, ni fermiers, ni jouissant d'un terrain ou d'un
« *droit de passage*, ou qui n'étant agents, ni préposés
« d'aucune de ces personnes seront entrés ou auront
« passé sur ce terrain ou sur partie de ce terrain, s'il
« est préparé ou ensemencé ». Le garde ne pourra récuser la compétence du juge de paix puisque le privilège de juridiction (483 C. I. Cr.) n'est applicable qu'aux délits correctionnels et non aux contraventions, mais il devra se prévaloir de l'exception prévue dans cet art. 471 C. Pén. en faveur des personnes qui ont un *droit de passage*, puisqu'il tire ce droit de la loi elle-même.

Le propriétaire qui se prétend lésé peut aussi, dans tous les cas, même quand le terrain n'est pas ensemencé ou s'il existe un droit de passage exercé suivant lui abusivement, introduire une demande en dommages-intérêts devant le juge de paix qui, aux termes de l'art. 5 de la loi du 25 mai 1838, connaît de toutes les actions « pour dommages faits aux champs, « fruits et récoltes ». Dans ce cas, l'acte de négligence reproché au garde se rattachant à l'exercice de ses fonctions d'officier de police judiciaire, ce garde ne peut être attaqué que par la voie de la prise à

partie. (V. 505 et s. C. Pr. Civ. et Cass. 4 mai 1880, aff. *Chichiliane*. Circulaire de l'Administration des Forêts du 16 juillet 1880, n° 269.) Il devra, en conséquence, récuser la compétence du juge de paix.

L'Administration des Eaux et Forêts, en raison de la gravité de cette question de circulation sur les rives des cours d'eau, donnait d'ailleurs, dès 1897, des instructions très précises sur ce sujet à ses préposés. Elle leur recommandait en outre d'éviter autant que possible de causer inutilement des dommages et de s'attacher toujours à concilier l'intérêt public avec le respect de la propriété privée.

Il convient enfin de rappeler que les agents et préposés chargés de surveiller le colportage, ne peuvent le faire utilement qu'en pénétrant dans l'enceinte des chemins de fer. Dans ce cas, ils ne sont plus « des personnes étrangères au service du chemin de fer », et l'art. 57 du décret du 1^{er} mars 1901, défendant « à toute personne étrangère au service » de s'introduire dans l'enceinte du chemin de fer, d'y circuler ou stationner ne leur est pas applicable.

II. — Le personnel de l'Administration des Eaux et Forêts.

Un décret du 30 décembre 1897 a créé au Ministère de l'Agriculture un service des améliorations pastorales, de la pêche et de la pisciculture. Ce service est dirigé, sous l'autorité immédiate du Directeur Général des Eaux et Forêts, par un Conservateur des Eaux et Forêts assisté de deux agents forestiers. Il a, entre autres attributions, à s'occuper de la surveillance de

la pêche pour les cours d'eau ressortissant à l'Administration forestière, de la suite des affaires de pêche devant les tribunaux, des questions concernant la pisciculture, des subventions accordées aux Sociétés de pêche, etc...

Dans les départements, la pêche et la pisciculture ne constituent nulle part un service spécial, mais font partie des attributions générales des agents forestiers dans leurs circonscriptions respectives.

Le Service des Eaux et Forêts en France est réparti entre 32 *conservations* (1), divisées en *inspections ou chefferies*, à la tête desquelles sont des inspecteurs ou, parfois des inspecteurs-adjoints chefs de service. Les inspecteurs ont sous leurs ordres des chefs de *cantonement* du grade d'inspecteur-adjoint ou de garde général. Enfin les préposés (brigadiers et gardes), groupés en général par *brigades*, exercent leurs fonctions dans des *triages* déterminés.

Le titre d'*agents des eaux et forêts* est exclusivement réservé aux conservateurs, inspecteurs, inspecteurs-adjoints, gardes généraux et gardes généraux stagiaires. Il y a (Budget de 1902) 32 conservateurs, 200 inspecteurs, 215 inspecteurs-adjoints et 230 gardes généraux ou gardes généraux stagiaires (soit en tout 677 agents).

(1) La statistique des cours d'eau rattachés à l'Administration des Eaux et Forêts (2^e partie, ch. VI), donne pour chaque département, le numéro de la conservation correspondante — les relevés des procès-verbaux de pêche (3^e partie, ch. V et VI) indiquent le numéro et le siège de chaque conservation — l'état des produits de l'amodiation du droit de pêche (3^e partie, ch. VII) fait connaître enfin les départements composant chaque conservation.

La dénomination de *préposés des eaux et forêts* s'applique à tous les gardes et à tous les brigadiers du Service des Eaux et Forêts. Ils se divisent en préposés domaniaux et préposés communaux dont le nombre, en 1902, était pour les premiers de 3.600 et pour les seconds de 3.520, soit en totalité 7.120.

Bien que sur quelques cours d'eau du domaine public ou dans les régions peu forestières un certain nombre de préposés domaniaux n'aient d'autre service que la surveillance de la pêche, il n'y a pas, dans l'Administration des Eaux et Forêts, de gardes-pêche proprement dits. Les préposés qui se trouvent dans ce cas sont dénommés « préposés des Eaux et Forêts » comme les autres, avec lesquels ils constituent un cadre unique et auxquels ils sont complètement assimilés.

Les brigadiers et gardes forestiers ne peuvent, sous aucun prétexte, se livrer eux-mêmes à l'exercice de la pêche.

Les tournées les plus utiles sont celles de nuit qui devraient toujours être faites à deux préposés au moins. Il appartient aux chefs de cantonnement de les régler et d'en contrôler l'exécution.

En vue de renforcer la surveillance, une proposition de loi ayant pour but la création de deux brigades volantes de gardes-pêche, l'une au Ministère de l'Agriculture, l'autre à celui des Travaux Publics, a été faite en 1901. (Doc. Parl. Ch., sess. ext. 1901, Annexe n° 2795, p. 180.) Elle n'a pas eu de suite jusqu'à présent.

Un crédit est mis à la disposition de chaque Conservateur pour allouer en fin d'année : des indemnités aux préposés qui auront effectué des tournées de

pêche ne rentrant pas dans les déplacements de leur service journalier et des gratifications à ceux qui se seront signalés par une surveillance bien entendue de la pêche.

Quelques Conseils généraux (notamment ceux de l'Aveyron, du Doubs, du Jura, de la Marne, de la Seine-Inférieure) votent chaque année un crédit destiné à accorder des gratifications aux préposés les plus zélés en matière de pêche.

Le matériel de surveillance comprend les objets qui ont été délivrés aux préposés, ainsi que des embarcations.

Tous les préposés forestiers ont : un gabarit pour la mesure des mailles des filets, un Code de la Pêche fluviale, un fragment de la carte de France au 100.000, dite du Service vicinal, comprenant les rivières qu'ils ont à surveiller. La délivrance de bicyclettes ou tout au moins d'indemnités aux préposés qui en possèdent serait fort utile.

L'Administration des Eaux et Forêts possède un certain nombre d'embarcations utilisées pour découvrir les engins placés dans le lit des rivières, pour traverser les cours d'eau en l'absence de ponts, etc. Dans les limites de l'inscription maritime, ces bateaux payent le permis de circulation mais sont dispensés de l'obligation du rôle d'équipage.

Les rivières pourvues de barques sont : l'Allier, le Cher, le Clain, la Laïta, la Loire, le Rhône, la Sorgue, la Vienne. Il y en a également sur les lacs ou étangs d'Annecy, de Biscarosse, du Bourget, de Cazaux, de Parentis, de Saint-Point, de Sanguinet et sur le Léman. Sur ce dernier lac se trouve une embarcation « Sylvia » pourvue d'un moteur à benzine de 4 chevaux

qui, montée par quatre hommes, est particulièrement utilisée pour les tournées internationales de surveillance pendant la période d'interdiction de la pêche de la fera. Les frais de ces tournées sont partagés par la France et la Suisse.

Dans certaines régions, l'Administration loue des embarcations montées par des mariniers (Ain, Garonne, basse Loire). Enfin, sur le Rhône, un abonnement a été passé avec la compagnie de navigation « Havre-Paris-Lyon-Marseille » pour le remorquage à la remonte des bateaux de surveillance et le transport gratuit des agents et préposés chargés d'un service de pêche.

III. — Les autres fonctionnaires chargés de la surveillance de la pêche.

A. — AUXILIAIRES COMMISSIONNÉS EN QUALITÉ DE GARDES FORESTIERS.

Une première catégorie de fonctionnaires, étrangers à l'Administration des Eaux et Forêts et chargés de la surveillance de la pêche, comprend les auxiliaires directs que le Ministre de l'Agriculture commissionne en qualité de « gardes forestiers spécialement chargés du Service de la Pêche », et pour lesquels l'Administration prend à sa charge les frais de prestation de serment. Ils doivent être âgés de vingt-cinq ans accomplis (L. de 1829, art. 6).

C'est en vue de renforcer l'action de son personnel que l'Administration des Eaux et Forêts s'adjoint ces auxiliaires recrutés en dehors de ses cadres et n'ayant en principe droit à aucune rémunération de

la part de l'État ; mais en agissant ainsi elle n'a en vue que la protection d'intérêts collectifs et ne saurait commissionner, par exemple, les gardes-pêche des particuliers.

Elle a fait d'abord appel à la collaboration du Service vicinal dans les régions où les cantonniers de ce Service sont en situation de prêter utilement leur assistance (Côtes-du-Nord, Mayenne, Morbihan et Sarthe). Sur la demande des Sociétés de pêche et sur la proposition des Préfets, l'administration a également commissionné un grand nombre de gardes de ces Sociétés. Enfin, certains agents chargés de la surveillance des cours d'eau non navigables ni flottables et de la distribution des eaux aux propriétaires riverains (gardes-rivières dans l'Eure, l'Eure-et-Loir, la Seine-Inférieure, le Vaucluse — gardes de syndicats de curage dans le Loiret et l'Oise — gardes de syndicats de dessèchement dans la Loire-Inférieure — gardes-digues dans l'Isère — gardes-vanniers dans les Pyrénées-Orientales) ont aussi reçu une commission du Ministre de l'Agriculture.

Le nombre total de tous les auxiliaires commissionnés était de 330 au 1^{er} janvier 1903.

B. — AUXILIAIRES NON COMMISSIONNÉS EN QUALITÉ DE GARDES FORESTIERS.

Une seconde catégorie de fonctionnaires étrangers à l'Administration des Eaux et Forêts et chargés de la surveillance de la pêche comprend tous ceux auxquels cette mission est confiée en vertu de textes spéciaux. Comme nous le verrons plus loin, la

majeure partie de leurs procès-verbaux sont poursuivis par les soins des agents forestiers.

a) La loi de 1829 (art. 36) charge les *gardes champêtres* et autres officiers de police judiciaire (c'est-à-dire : les *gardes forestiers* — les *commissaires de police* — les *maires et adjoints* et les *officiers de gendarmerie* C. I. Cr. 9) d'exercer la surveillance de la pêche.

Des circulaires du Ministre de l'Intérieur ont rappelé aux maires et aux gardes champêtres à plusieurs reprises (28 août 1885 et 14 oct. 1897) leurs obligations en la matière.

Le compte général de l'Administration de la Justice criminelle en 1900 (publié par le Garde des Sceaux en 1902) indique : 32.348 gardes champêtres communaux — 1.127 commissaires de police — 15.855 agents de police — 36.205 maires et 43.893 gardes particuliers assermentés en exercice.

Les *gendarmes* ne figurent pas dans l'énumération de l'art. 9 C. I. Cr. On peut se demander par suite si leurs procès-verbaux ne seraient que de simples renseignements, insuffisants pour interrompre la prescription, mais on ne saurait leur refuser la surveillance de la pêche. Les termes du décret du 1^{er} mars 1854 sur le service de la Gendarmerie sont formels (v. art. 314 et 330).

La Gendarmerie comprend dans les départements (Budget de 1902) 660 officiers et 20.317 gendarmes. Malheureusement, en raison de leurs nombreuses occupations, le service de pêche effectué par les gendarmes est limité aux points qui se trouvent à proximité des résidences des brigades ou sur le trajet de leurs tournées ordinaires.

b) L'art. 10 de la loi du 31 mai 1865 désigne pour

concourir à la surveillance de la pêche : les *agents des douanes*, les *employés des contributions indirectes et ceux des octrois* — mais seulement au point de vue de la vente, de l'achat, du transport, du colportage, de l'exportation et de l'importation du poisson.

Une circulaire du Directeur Général des Contributions indirectes du 3 septembre 1895 a rappelé cet article aux Directeurs départementaux et les a priés de se concerter avec les maires pour que les préposés d'octroi participent plus efficacement à la surveillance du colportage.

Le Service général des Contributions indirectes comprend 7.945 agents de tous grades et le Service des sucreries et distilleries 2.601, soit en tout 10.546 fonctionnaires (Budget de 1902).

Quant au personnel actif des douanes, il se compose de 579 officiers et 19.585 préposés (Budget de 1902.)

c) Un décret du 27 novembre 1859 attribue aux *syndics des gens de mer* (au nombre de 233, en 1902), aux *gardes maritimes* (au nombre de 306) et à la *gendarmerie maritime* (15 officiers et 493 gendarmes) la surveillance de la pêche fluviale dans la partie des fleuves et rivières comprise entre les limites de l'inscription maritime et le point où cesse la salure des eaux (concurrentement d'ailleurs avec les officiers de police judiciaire et autres agents institués à cet effet.)

d) Peu après le rattachement du service de la pêche à l'Administration des Eaux et Forêts en 1896, on reconnut, dans le Sud-Ouest de la France notamment, qu'il n'y aurait que des avantages à ce que certains agents inférieurs de la navigation continuassent à exercer la surveillance de la pêche sur les rivières navigables et flottables non canalisées.

Aussi une circulaire du Ministre des Travaux Publics, en date du 2 juin 1897, arrêta les dispositions suivantes : « Les *éclusiers* (1), investis par « l'article 36 de la loi du 15 avril 1829 du droit de « verbaliser dans certains cas, continueront, comme « par le passé, à assurer la surveillance de la pêche « dans la limite des pouvoirs que la loi leur confère. « Quant aux *gardes de navigation*, déjà munis de « commissions régulières, ils resteront chargés, dans « les mêmes conditions qu'autrefois, de relever les « délits de pêche dans l'étendue de leur cantonne- « ment. Il en sera de même des *cantonniers chefs et « cantonniers des services de navigation*. »

L'effectif *total* des agents des Ponts et Chaussées chargés d'une surveillance de pêche était de 4.056 pour toute la France en 1900.

e) Il existe, sur les rivières dont la pêche est louée, quelques *gardes spéciaux de pêche* commissionnés par les adjudicataires. (V. Ch. VII.)

Quant aux *gardes de propriétés particulières*, ils ne s'occupent guère, à peu d'exceptions près, de la surveillance de la pêche. D'ailleurs, l'article 65 de la loi de 1829 qui assimile ces deux sortes de gardes aux gardes-bois des particuliers ne leur donne aucune compétence en dehors des cours d'eau où le droit de pêche appartient à ceux qui les payent.

(1) Certains cours d'eau navigables ou flottables non canalisés ont parfois des écluses à l'origine et à l'extrémité d'une dérivation, par exemple le Rhône entre Lyon et Bellegarde.

CHAPITRE III

LA PROTECTION DES POISSONS EXISTANTS

- I. La destruction des ennemis naturels des poissons. — II. Les mesures administratives prises contre l'intoxication des eaux. — III. Les mesures administratives prises contre les modifications à l'habitat.
-

I. — La destruction des ennemis naturels des poissons.

Il y a lieu de protéger les poissons existants contre trois grandes causes de destruction : leurs ennemis naturels — l'intoxication des eaux — les modifications apportées à leur habitat (v. 2^e partie, ch. III et V). Nous allons étudier successivement les mesures prises par l'Administration pour remédier à ces causes de dépeuplement des cours d'eau.

Les ennemis naturels des poissons, qu'on a cherchés à détruire, sont la loutre et les poissons carnassiers.

Jusqu'à cette année, le Pas-de-Calais était le seul département où une prime était accordée pour la capture des loutres. Cette prime, dont le montant est de 10 francs et qui est payée par le département, est allouée sur la production d'une demande sur timbre

formulée par l'intéressé et accompagnée d'un certificat délivré par le maire de la commune donnant la date de la capture et constatant que l'animal lui a été présenté mort (v. Arr. préf. Pas-de-Calais, 15 déc. 1899). Le préfet du département de la Seine-Inférieure aurait, paraît-il, pris un arrêté analogue pour 1903 (v. journal *le Pêcheur*, 28 février 1903).

D'autre part, plusieurs Sociétés de pêche (en Haute-Savoie par exemple), accordent pour la destruction des loutres des primes variant de 5 à 10 francs.

L'Administration des Eaux et Forêts, qui n'a pas à intervenir dans la question des primes, a, de son côté, fait l'acquisition de pièges à loutre qu'elle utilise notamment dans les réserves de la Loire.

La seule mesure prise contre l'excessive multiplication des espèces voraces est l'autorisation, par les Préfets, sur la demande des adjudicataires de la pêche des cours d'eau navigables et flottables et sur la demande des propriétaires de la pêche dans les autres cours d'eau de *manœuvres d'eau* et de *pêches extraordinaires* pour détruire certaines espèces, dans le but d'en propager d'autres plus précieuses. Ces manœuvres ou ces pêches doivent avoir lieu dans des emplacements déterminés et à des époques qui ne coïncident pas avec les périodes d'interdiction (v. Décr. 5 sept. 1897, art. 18).

Dans le lac du Bourget, un arrêté préfectoral autorise chaque année les fermiers de la pêche à se servir de sennes à maille de 6 millimètres pendant environ quatre semaines au printemps et autant à l'automne, en vue de prendre les perches et les perchettes. Dans d'autres régions, c'est pour détruire les brochets, les anguilles, les hottus ou chondros-

tômes nases (1) (dans l'Ain et la Nièvre par exemple) et même les feras (dans l'Arroux) que des pêches extraordinaires ont été autorisées.

Il y a lieu de remarquer que seul un décret pourrait autoriser ces pêches si elles devaient avoir lieu pendant la période d'interdiction.

Ce sont les agents forestiers qui instruisent les demandes de pêches extraordinaires et qui sont chargés ensuite d'en surveiller l'exécution. De leur côté, les Préfets doivent, à la fin de chaque année, adresser au Ministre de l'Agriculture un relevé des autorisations qu'ils ont accordées en ce qui concerne les cours d'eau rattachés à l'Administration des Eaux et Forêts.

II. — Les mesures administratives prises contre l'intoxication des eaux.

A. — DÉVERSEMENTS INDUSTRIELS.

Il est aujourd'hui de jurisprudence constante que l'art. 25 de la loi de 1829, punissant quiconque aura jeté dans les cours d'eau des drogues de nature à détruire le poisson, s'applique aux industriels et usiniers comme à tous les autres. Les industriels ne peuvent prétendre qu'en déversant ainsi leurs résidus ils ne font que se conformer aux arrêtés d'autorisation de leur usine, les autorisations n'étant accor-

(1) Il n'est pas absolument prouvé que le hottu dévore le frai des espèces précieuses et il y aurait lieu de procéder à une enquête sérieuse avant de le proscrire, comme le demandent les populations riveraines de l'Ain et du Rhône.

dées, en pareil cas, qu'aux risques et périls de ceux qui les obtiennent. Toutefois, l'empoisonnement des rivières par les eaux résiduaires est d'une constatation difficile à raison des preuves de nocuité et des analyses chimiques qu'exigent les tribunaux pour appliquer l'art. 25 de la loi de 1829. On ne peut méconnaître d'ailleurs qu'une répression trop sévère à cet égard pourrait causer un grave préjudice à l'industrie.

L'art. 19, § 2, du décret du 5 septembre 1897 donne aux Préfets le pouvoir de déterminer, par arrêtés annuels mais renouvelables, rendus sur les avis des Conseils de salubrité et des ingénieurs ou des fonctionnaires de l'Administration forestière, « les mesures à observer pour l'évacuation dans les cours d'eau des « matières susceptibles de nuire au poisson et provenant des fabriques et autres établissements « industriels quelconques ». Ces arrêtés ne sont exécutoires qu'après approbation donnée par les Ministres de l'Agriculture et des Travaux Publics, chacun en ce qui le concerne, la Commission de la Pêche fluviale entendue.

La Commission des améliorations agricoles, en 1898, avait émis les deux vœux suivants :

1° Qu'il ne soit accordé, par le Ministre compétent, d'autorisation en matière d'établissement d'usines, qu'à la condition que les eaux industrielles ne seront en aucun cas déversées dans les rivières, à moins que ces eaux n'aient été rendues inoffensives ou propres à la vie animale ;

2° Que dans les usines, où ils sont en permanence, les agents des contributions indirectes soient chargés de constater les délits provenant du fait de déversement des eaux résiduaires.

Il ne semble pas que jusqu'ici aucune suite ait été donnée à ces vœux. Aussi, pour remédier à la situation, on a eu recours à divers moyens. C'est ainsi qu'un syndicat de défense contre l'empoisonnement des eaux de la Bonde, la Lévrière et l'Epte par la sucrerie d'Etrépagny vient de se constituer dans l'Eure (déclaration du 19 janv. 1903, *J. Off.* 28 janv. 1903), mais son fonctionnement n'est pas du ressort de l'Administration des Eaux et Forêts.

Cette dernière, toutefois, est loin de se désintéresser de la question. M. le Ministre de l'Agriculture Mougeot, vivement ému par le préjudice que le déversement des matières résiduelles cause à la pêche fluviale, a adressé à tous les Préfets, le 22 décembre 1902, une circulaire leur demandant des renseignements très circonstanciés sur la matière et tous les textes et documents de nature à l'éclairer complètement sur la situation actuelle. Les Préfets ont immédiatement fait appel à l'Administration des Eaux et Forêts pour établir leur réponse au questionnaire ministériel. Nul doute qu'ensuite de cette enquête, provoquée par les vœux de nombreux Conseils généraux (notamment ceux de l'Ain, de la Mayenne, de Vaucluse), une réglementation plus sévère et plus efficace ne soit adoptée.

Quoi qu'il en soit, en dehors de l'application de l'art. 25 de la loi de 1829 par les tribunaux (question dont nous n'avons pas à nous occuper dans ce chapitre), la réglementation des déversements par arrêtés préfectoraux est aujourd'hui la seule mesure que l'Administration puisse prendre pour remédier au mal.

Tout d'abord, les arrêtés préfectoraux annuels de

réglementation de la pêche fluviale d'un certain nombre de départements renferment un article libellé, en général, ainsi qu'il suit : « Il est interdit d'évacuer
« dans les cours d'eau, sans une autorisation préa-
« lable de l'Administration, des matières ou résidus
« provenant de fabriques ou d'établissements indus-
« triels quelconques et susceptibles de nuire au
« poisson ».

En 1900, un article de ce genre figurait dans les arrêtés des 21 départements suivants : Ain, Allier, Ardèche, Bouches-du-Rhône, Cher, Corse, Drôme, Eure, Eure-et-Loir, Gard, Isère, Haute-Loire, Oise, Puy-de-Dôme, Rhône, Savoie, Haute-Savoie, Deux-Sèvres, Vaucluse, Vendée, Vienne.

Dans l'arrêté de la Mayenne, un article relatif aux déversements, dont la rédaction était beaucoup plus explicite, se terminait par la mention suivante : « Toutes dispositions contraires, *même insérées dans les arrêtés d'autorisation*, sont et demeurent abrogées ». Enfin, dans la Seine-Inférieure, il était dit (Arrêté pour 1900, art. 11) que « Des arrêtés spéciaux, pris sur
« l'avis des ingénieurs, des agents des Eaux et Forêts
« et des Conseils de salubrité statueront sur les con-
« ditions particulières à imposer, s'il y a lieu, aux
« établissements projetés *ou déjà existants* qui se
« trouvent compris dans la nomenclature des indus-
« tries incommodes, insalubres ou dangereuses ».

La mention dans l'arrêté annuel général de la pêche fluviale n'a pas été jugée suffisante dans d'autres départements où, en conformité des art. 19 et 21 du décret du 5 septembre 1897, sont pris chaque année des arrêtés spéciaux pour l'évacuation dans les cours d'eau de matières susceptibles de nuire au poisson.

Les usines visées, en général, par ces arrêtés spéciaux, sont : les sucreries, distilleries, brasseries, malteries, huileries, filatures, tissages, blanchisseries, teintureries, papeteries, tanneries, laiteries et fabriques d'engrais chimiques. Les scieries et les abattoirs sont aussi très souvent mentionnés.

Il existait, en 1902, des arrêtés de l'espèce dans 13 départements : Aisne, Ain, Ardennes, Doubs, Jura, Loir-et-Cher, Loiret, Marne, Meurthe-et-Moselle, Nord, Pas-de-Calais, Somme et Vosges.

L'Administration des Eaux et Forêts intervient, dans la matière, d'abord comme auxiliaire technique des Préfets pour la rédaction de leurs arrêtés généraux ou spéciaux. La consultation des agents forestiers est même formellement prescrite pour la préparation des arrêtés spéciaux (Décr. 5 sept. 1897, art. 19), qui doivent, en outre, être soumis à la Commission de la Pêche fluviale.

Est-ce ensuite à l'Administration forestière qu'il appartient d'assurer l'exécution des arrêtés préfectoraux ? Le contraire a été soutenu.

L'infraction aux arrêtés préfectoraux sur la matière, a-t-on dit, tombe seulement sous l'application de l'art. 471, § 15, C. Pén. et constitue une simple contravention punissable d'une amende de 1 à 5 francs. En conséquence de cette théorie, l'Administration n'aurait nullement à s'occuper de la surveillance des mesures prescrites par les Préfets et, comme elle serait dépourvue du droit de poursuite, ne pourrait qu'adresser aux parquets les procès-verbaux rédigés par ses préposés. Ceux-ci n'auraient d'ailleurs le droit de verbaliser qu'en cas de destruction de poissons dûment constatée.

Nous ne saurions admettre cette opinion. Nous croyons en effet que, les Préfets puisant leur droit de réglementation dans le décret du 5 septembre 1897, le fait de contrevenir à leurs arrêtés sur ce point constitue bien un délit de pêche et doit être puni des peines portées par la loi de 1829. La plupart des arrêtés visent d'ailleurs, dans leur préambule, l'art. 25 de cette loi et chargent, dans leur dernier article, entre autres fonctionnaires, les Conservateurs des Eaux et Forêts d'assurer l'exécution des mesures prescrites. Il serait maintenant à désirer que les préposés eussent le droit de pénétrer sans formalités dans les usines indiquées par les arrêtés préfectoraux.

B. — ROUISSAGE.

Lors de la discussion de la loi de 1829, la prohibition du rouissage du chanvre et du lin dans les eaux courantes, proposée par le Gouvernement, fut l'objet d'attaques très vives et l'article disparut du projet. Il suit de là que l'autorité administrative ne saurait redonner la vie aux anciens règlements sur la matière, abrogés par l'art. 83 de la loi de 1829. Mais si le rouissage du chanvre et du lin est permis en principe, le jet, dans les cours d'eau, des sucres infects de ces produits textiles est puni par l'art. 25 de la loi de 1829.

Laissant de côté la réglementation que peut prendre l'Administration en matière de rouissage à titre de mesures intéressant la salubrité publique, nous trouvons dans le décret du 5 septembre 1897 (art. 19, § 1) les dispositions suivantes : « Des arrêtés préfectoraux rendus sur avis des Conseils de salubrité et des « ingénieurs ou des fonctionnaires de l'Administra-

« tion des Forêts déterminent la durée du rouissage
 « du lin et du chanvre dans les cours d'eau et les
 « emplacements où cette opération peut être pratiquée
 « avec le moins d'inconvénient pour le poisson ». Comme pour les déversements industriels, ces arrêtés doivent être soumis à l'approbation ministérielle, la Commission de la Pêche fluviale entendue, et ne sont valables que pour une année. Ils peuvent être renouvelés.

Quatre départements seulement, en 1902, possédaient un arrêté spécial pour le rouissage du chanvre et du lin : Indre-et-Loire, Loire-Inférieure, Maine-et-Loire et Morbihan. Il convient d'ajouter que la majeure partie des arrêtés spéciaux, dont nous avons parlé à propos de l'évacuation des déversements industriels, renferment un article relatif au rouissage.

Mais, le plus souvent, c'est dans l'arrêté préfectoral annuel sur la pêche fluviale que sont prévus la durée du rouissage et les emplacements où il pourra être pratiqué.

En 1900, dans la Charente, la Charente-Inférieure, la Corse, la Manche, les Deux-Sèvres, la Vendée et la Vienne, les arrêtés préfectoraux se contentaient de rappeler que le rouissage ne pouvait avoir lieu sans autorisation spéciale fixant les conditions à observer.

Dans la Haute-Loire et le Puy-de-Dôme, le rouissage était autorisé d'une façon générale du 1^{er} septembre au 1^{er} novembre.

Enfin, dans l'Eure, l'Eure-et-Loir, l'Oise, la Seine-et-Oise et la Seine-Inférieure, tout rouissage était complètement interdit dans les cours d'eau.

Le rôle et les attributions de l'Administration des Eaux et Forêts en matière de rouissage sont absolu-

ment les mêmes qu'en matière de déversements industriels : nous ne nous répéterons pas. Nous ajouterons seulement qu'il est regrettable que l'art. 18 du décret de 1897 ne permette pas aux Préfets d'autoriser, avant la période de contamination des eaux par le rouissage, les pêches exceptionnelles prévues en cas de vidange de biefs dont nous allons parler à l'article suivant.

III. — Les mesures administratives prises contre les modifications à l'habitat.

Nous avons, dans la deuxième partie (chap. V), divisé les modifications à l'habitat en deux groupes : 1° celles causant la destruction immédiate des poissons et se résumant dans la mise à sec des cours d'eau résultant d'utilisations agricoles ou industrielles ; 2° celles amenant la destruction progressive des poissons et comprenant, pour les grandes rivières, la mise en état de navigabilité et, pour les petites, le curage et les travaux similaires.

La mise en état de navigabilité est une mesure de grande utilité publique devant laquelle l'intérêt inférieur de la pêche doit s'effacer, d'autant plus que, dans l'espèce, le mal est limité à une très faible partie de nos cours d'eau. Une chose toutefois qu'on pourrait demander serait l'interdiction du flottage à bûches perdues pendant les périodes de reproduction.

En résumé, l'Administration n'a à remédier qu'aux conséquences fâcheuses de la *mise à sec des cours d'eau* et de leur *curage*.

A. — MISE A SEC DES COURS D'EAU.

Dans l'état actuel de notre législation, aucun texte n'oblige les industriels à aviser l'Administration des manœuvres d'eau qu'ils ont l'intention de faire, et qui auront comme conséquence la mise à sec des cours d'eau. Il en est de même pour les prises d'eau faites en vue d'irrigation.

Toutefois, l'art. 17 du décret de 1897 interdit « de
« pêcher dans les parties de rivières, canaux ou
« cours d'eau dont le niveau serait accidentellement
« abaissé, soit pour y opérer des curages ou travaux
« quelconques, soit par suite du chômage des usines
« ou de la navigation. » De son côté, l'art. 18 du même décret ajoute que « Ils (*les Préfets*) peuvent
« également, en cas de vidange de biefs, sur la proposition faite, suivant les cas, par les ingénieurs ou
« par les fonctionnaires de l'Administration des Forêts, autoriser les fermiers ou les propriétaires du
« droit de pêche à se servir exceptionnellement d'engins n'ayant pas les dimensions réglementaires
« pour s'emparer du poisson menacé de périr. » A la fin de l'année, les Préfets doivent adresser au Ministre compétent un relevé des autorisations qu'ils ont accordées (Même décret, art. 21).

Quant aux arrêtés préfectoraux annuels de réglementation de la pêche, nous n'en connaissons qu'un — celui du Finistère — s'occupant de la question. Il mérite d'être cité :

« Il est interdit de pêcher avec tout engin :

« 1° Lorsque les eaux seront détournées de leur cours naturel pour alimenter une usine sur dériva-

« tion entre le barrage situé à l'origine du bief et le
« point où les eaux sont rendues par l'usine à leur
« cours naturel, quand il n'y a pas de déversement
« d'eau par dessus la crête du déversoir;

« 2° Lorsque, dans les biefs d'usine ou d'irrigation,
« le niveau des eaux est abaissé au-dessous de la
« retenue légale, ou, à défaut, du point le plus bas
« du déversoir ou vannage.

« Toute manœuvre de vannes ayant pour objet de
« faciliter la pêche est également interdite. » (Arr.
préf. Finistère, 15 décembre 1899, art. 8.)

Le rôle de l'Administration des Eaux et Forêts, en dehors de la constatation des infractions à l'art. 17 du décret de 1897, se borne donc à instruire les demandes de pêches exceptionnelles prévues par l'article 18 et à en surveiller l'exécution. Les arrêtés d'autorisation prescrivent en effet, généralement, que ces pêches n'aient lieu que sous le contrôle du Service forestier dûment prévenu à l'avance par le permissionnaire. Ils ajoutent aussi le plus souvent que les poissons de dimensions réglementaires seront attribués aux propriétaires du droit de pêche, et que ceux de dimensions inférieures seront remis aux agents et préposés de l'Administration pour être rejetés en eaux vives.

Ces mesures, malheureusement, ne servent qu'à atténuer les conséquences du mal; elles ne l'attaquent pas dans sa cause première. Aussi, tout le monde est d'accord pour demander qu'aucun règlement d'eau ne soit établi sans l'avis du Service forestier qui proposera, s'il y a lieu, les conditions nécessaires pour la conservation du poisson (l'établissement de grillages fixes au canal d'amenée et à celui de

décharge, par exemple). Il en est d'ailleurs déjà ainsi dans plusieurs départements, notamment la Côte-d'Or.

On a proposé encore d'autres mesures, dont les principales sont : l'obligation d'avertir l'Administration avant toute manœuvre de nature à abaisser le plan d'eau au-dessous d'un point déterminé, — l'aménagement des vannes, tel que leur fermeture ne puisse être étanche et qu'on évite ainsi les mises à sec absolues, — l'interdiction de toute manœuvre de vannes autrement que lentement et par gradation, de façon à permettre au poisson de s'échapper, — l'obligation pour quiconque dépeuple un cours d'eau par suite d'utilisations agricoles ou industrielles de payer, comme en cas de dégradations extraordinaires de chemins vicinaux, des indemnités dont le montant serait affecté au repeuplement de ce cours d'eau.

B. — CURAGE (1).

La situation est encore pire qu'en matière d'utilisation des eaux. Le rapporteur de la loi du 31 mai 1865, constatant l'absence de dispositions à cet égard, disait que, les décrets de décentralisation ayant remis aux Préfets le soin d'assurer l'écoulement des eaux en aménageant la coupe des herbes aquatiques, il aurait fallu revenir sur ces décrets pour introduire dans la loi des dispositions relatives à la protection

(1) Au curage sont assimilables les travaux ayant pour objet de rétablir le cours d'eau dans sa largeur et sa profondeur naturelles [(faucardages, recreusements ou repurgements, élagages ou recepages, etc. (v. 2^e partie, ch. V)].

du poisson et il espérait que l'Administration remédierait aux inconvénients que l'imprévoyance pourrait produire.

Or jusqu'ici nous ne pouvons citer que les arrêtés préfectoraux annuels de réglementation de la pêche fluviale dans les départements de la Dordogne, du Gers, de la Gironde, des Landes et du Lot-et-Garonne qui, tous cinq, renfermaient, en 1900, un article identique défendant, pendant la période d'interdiction de printemps, « d'enlever les joncs et herbes « aquatiques où le poisson vient déposer ses œufs. » Cette mesure a même plutôt trait à la protection de la reproduction naturelle qu'à celle des poissons existants.

Dans un seul département — le Cher — l'arrêté envisage le curage au point de vue de la pêche, non toutefois pour le réglementer, mais simplement pour interdire « de pêcher pendant le curage et le faucardement des cours d'eau. » (Arr. préf. Cher, 15 novembre 1899, art. 2.) La question reste donc presque entière aussi bien dans ce département que dans les autres.

En présence de cette situation, on ne peut que souhaiter l'adoption des mesures suivantes :

1° Obligation pour les Préfets de consulter l'Administration forestière avant de prendre tout arrêté de curage ;

2° Etablissement pour chaque cours d'eau d'une rotation telle que, chaque année, le curage ne soit entrepris que sur une certaine partie de sa longueur ou sur une seule de ses rives ;

3° Spécialement en vue de protéger la reproduction naturelle, interdiction de tout curage pendant

les périodes de frai ou tout au moins pendant celle de printemps.

Il est inutile, croyons-nous, d'insister sur le rôle d'instruction et de surveillance qui, dans l'espèce, incomberait à l'Administration des Eaux et Forêts.

CHAPITRE IV

LA PROTECTION DE LA REPRODUCTION NATURELLE

I. Les frayères naturelles. — II. Les réserves. — III. Les échelles.

I. — Les frayères naturelles.

Nous avons vu dans la deuxième partie (Ch. V), que l'intoxication des eaux et les modifications à l'habitat avaient, pour la reproduction naturelle, des conséquences non moins désastreuses que pour les poissons existants. D'autre part, presque toutes les mesures prises pour remédier à ces deux grandes causes du dépeuplement des cours d'eau tendent à protéger à la fois et l'existence des poissons et leur reproduction. Nous ne reprendrons donc pas dans ce chapitre l'exposé des mesures que nous avons étudiées dans le chapitre précédent, mais nous examinerons les dispositions qui s'appliquent exclusivement à la reproduction, savoir : la protection des frayères naturelles — la création de réserves — l'établissement d'échelles.

A l'exception des cours d'eau à régime torrentiel et de ceux dont le fond sableux est en perpétuel mou-

vement (comme une partie du cours de la Loire), des frayères naturelles existent partout. Ce sont des endroits plus favorablement disposés par la nature et où les femelles viennent déposer leurs œufs.

Or, en dehors des réserves que nous étudierons dans l'article suivant, la protection des frayères ne fait l'objet d'aucune disposition réglementaire générale.

Il n'y a que dans les cinq départements où un article de l'arrêté préfectoral annuel sur la pêche fluviale interdit l'enlèvement des herbes, durant la période de frai du printemps (v. chapitre précédent), qu'il est également défendu de laisser, pendant la même période, divaguer les canards et les oies sur les cours d'eau. Le Conseil général de l'Aube est entré dans la même voie à sa session d'août 1902. Il appartient incontestablement au Service forestier d'assurer l'exécution de ces sages prescriptions.

L'Administration des Eaux et Forêts a, de son côté, pris un certain nombre de mesures administratives pour protéger les frayères.

Les préposés ont été munis d'instructions pour les reconnaître. Il leur est prescrit de les surveiller tout particulièrement pendant les périodes d'interdiction. Dans certaines Conservations, ils doivent indiquer sur leur livret celles qu'ils découvrent et les soins qu'ils leur donnent.

Dans les endroits où la surveillance ne saurait s'exercer efficacement, les frayères peuvent être garanties avec quelques grosses pierres autour desquelles on aura enroulé de la ronce artificielle et qu'on aura jetées au fond de l'eau. On peut aussi enfoncer dans la rivière des pieux garnis de clous ou

de ronde artificielle. Aucun filet ne résiste à l'emploi de ces deux moyens.

Des travaux de ce genre ont été exécutés par le Service forestier dans plusieurs cours d'eau, notamment dans la Meurthe, dans la Moselle et dans la Sorgué. Il est évident qu'ils ne sauraient être entrepris qu'avec l'assentiment des adjudicataires ou des propriétaires du droit de pêche.

Aucun moyen ne doit être négligé pour la protection des frayères, mais les plus efficaces paraissent être sans contredit : l'interdiction générale de la divagation des palmipèdes pendant les périodes de frai et la prohibition de l'emploi de toute espèce de filets, dans la partie supérieure du cours des rivières. L'introduction de ces dispositions dans notre législation produirait les meilleurs résultats.

II. — Les réserves.

On désigne sous le nom de *réserves* les parties d'un cours d'eau où la pêche demeure interdite pendant un certain temps, en vue de protéger la reproduction naturelle.

Dans les rivières navigables ou flottables, il y a lieu de les établir soit dans les bras non utilisés pour la navigation, — soit aux abords des barrages (en amont l'eau est plus profonde, en aval elle est plus oxygénée) — soit aux confluent des cours d'eau. Quant aux petites rivières qui conviennent par excellence à la reproduction des salmonides, elles pourraient, en général, être mises en réserve sur tous les points de leur parcours. Dans tous les cas, on ne

doit créer de réserves que dans des conditions favorables de surveillance et de régularité de régime, ainsi que de pureté et de température des eaux.

On ne saurait considérer la prohibition de pêcher autrement qu'à la ligne flottante, dans les ouvrages d'art et à 30 mètres en amont et en aval de ces ouvrages, édictée par l'art. 15-2° du décret du 5 septembre 1897, comme ayant pour objet l'établissement de réserves en vue de la protection du réempoissonnement naturel, ce texte semblant avoir principalement pour but d'empêcher les dégradations des travaux d'art. C'est dans la loi du 31 mai 1865 que se trouve le principe de l'établissement de réserves, sans autre distinction entre les rivières navigables et flottables et celles qui ne le sont pas que les indemnités qui peuvent être dues pour les secondes.

« Des décrets rendus en Conseil d'État, après avis
« des Conseils généraux de département, déterminent : 1° les parties des fleuves, rivières, canaux
« et cours d'eau réservées pour la reproduction et
« dans lesquelles la pêche des diverses espèces de
« poissons sera absolument interdite, pendant l'année
« entière ; 2°.... » (L. du 31 mai 1865, art. 1^{er}.)

L'interdiction s'applique même à la pêche à la ligne flottante tenue à la main. (Cass. 5 mars 1870, *Dame*. — S., 70, 1, 276.)

« L'interdiction de la pêche pendant l'année entière
« ne pourra être prononcée pour une période de plus
« de cinq ans. Cette interdiction pourra être renouvelée ». (L. du 31 mai 1865, art. 2.)

En pratique, tous les cinq ans, un décret général arrête la liste des parties de cours d'eau qui doivent être mises en réserve.

- « Les indemnités auxquelles auront droit les propriétaires riverains qui seraient privés du droit de pêche, par application de l'article précédent, seront réglées par le Conseil de préfecture, après expertise, conformément à la loi du 16 septembre 1807 ». (L. du 31 mai 1865, art. 3, § 1.)

La loi de 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, ne pouvait être appliquée puisqu'il ne s'agit ici que d'une privation temporaire du droit de pêche.

Pendant longtemps, le principe des réserves ne reçut d'application que sur les cours d'eau du domaine public. Le décret actuellement en vigueur est le premier qui ait compris des rivières non navigables ni flottables. Ce décret, spécial aux cours d'eau non canalisés, est du 22 décembre 1899 (*J. Off.* 31 déc. 1899). Applicable pour une période de cinq années commençant le 1^{er} janvier 1900, il a été, comme tous les décrets similaires, inséré au *Bulletin des lois*.

Le décret du 22 décembre 1899 renferme d'abord un certain nombre de dispositions, qui sont en quelque sorte de style en la matière et qui sont les suivantes :

I. — En ce qui concerne les cours d'eau du domaine public, l'interdiction n'est appliquée qu'au fur et à mesure de l'expiration des baux d'affermage en cours, à moins que lesdits baux n'obligent les adjudicataires à s'y soumettre immédiatement ou qu'une entente ne soit établie entre eux et l'Administration.

II. — Chaque année, au mois de janvier, des publications doivent être faites dans les communes, en vue de rappeler les emplacements réservés pour la reproduction du poisson.

III. — Pendant les périodes d'interdiction de la

pêche fixées en exécution des lois de 1829 (art. 26) et de 1865 (art. 4), il est interdit de laisser vaguer, dans les réserves, les oies, canards, cygnes et autres animaux aquatiques susceptibles de détruire le frai.

IV. — Des pêches extraordinaires peuvent, en cas de besoin, être autorisées dans les réserves à l'effet de détruire les espèces de poissons qui seraient reconnues nuisibles.

Un tableau, annexé au décret du 22 décembre 1899, indique ensuite, par département, les noms des cours d'eau du domaine public non canalisés et de ceux non navigables ni flottables où sont établies des réserves ainsi que les limites et les longueurs de ces réserves.

a) *Cours d'eau du domaine public non canalisés.* — Les réserves sont comprises dans 44 départements; elles sont au nombre de 248, auxquelles il y a lieu d'ajouter trois réserves spéciales dans l'étang de Cazaux (Gironde) (1).

La longueur totale de ces réserves est de 327 kilomètres, ce qui représente environ le vingtième de la longueur des cours d'eau qui nous intéressent. Les plus petites ont 100 mètres (sur la Douze et sur le Coney); la plus grande a 6.300 mètres (sur la Garonne). La longueur moyenne serait d'environ 1.316 mètres.

Il y a lieu de remarquer que des réserves sont établies sur trois cours d'eau qui, portés au décret de

(1) Le décret du 22 décembre 1899 indique à tort l'étang de Cazaux comme faisant partie du domaine public. Il appartient au domaine privé de l'État.

1899 comme faisant partie du domaine public et comme non canalisés, ne figurent pas sur notre état des cours d'eau rattachés à l'Administration des Eaux et Forêts. Ce sont :

Dans le département de l'Ain, la Chalaronne :
réserve de 500 mètres ;

Dans le département de la Manche, la Douves :
réserve de 260 mètres ;

Dans le département des Hautes-Pyrénées,
l'Echez : réserve de 5.000 mètres.

Deux décrets sont venus, dans la suite, modifier le tableau arrêté le 22 décembre 1899. Ce sont :

1° Un décret du 9 janvier 1902, changeant l'emplacement d'une réserve établie sur le Rhône (*J. Off.* 12 fév. 1902) ;

2° Un décret du 6 novembre 1902 (*J. Off.* 22 nov. 1902) créant, pour deux ans, à dater du 1^{er} janvier 1903, dans le département d'Indre-et-Loire, sur la Creuse et sur la Vienne 15 réserves d'une longueur totale de 5.850 mètres.

b) Cours d'eau non navigables ni flottables. — Les réserves prévues sur ces cours d'eau par le décret du 22 décembre 1899 étaient comprises dans cinq départements (Corrèze, Eure-et-Loir, Haute-Loire, Loiret et Tarn). Celles établies dans l'Eure-et-Loir, sur l'Huisne, dans la traversée de Nogent-le-Rotrou, ont été supprimées par décret du 14 février 1902 (*J. Off.* 6 mars 1902) ; par contre, il y a lieu d'ajouter l'établissement d'une réserve de 3.000 mètres sur la Sorgue, dans le département de Vaucluse, par décret du 27 juin 1902 (*J. Off.* 29 juin 1902.)

Actuellement les réserves existant sur les cours

d'eau non navigables ni flottables sont au nombre de 36, d'une longueur totale de 89 kilomètres. La plus grande a 7 kilomètres sur l'Ance (Haute-Loire); la plus petite a 100 mètres, sur la Bionne (Loiret). Il convient de remarquer que dans le département du Tarn, les interdictions ne sont prononcées que pour trois ans à partir du 1^{er} janvier 1900.

Les indemnités prévues par l'art. 3 de la loi de 1865 n'ont pas été demandées à l'État. Dans certains départements c'est le Conseil général qui les a prises à sa charge; ailleurs ce sont les municipalités, les sociétés de pêche ou de pisciculture qui les ont payées; souvent enfin les propriétaires riverains ont renoncé par écrit à en réclamer une.

La question des réserves intéresse à un haut degré l'Administration des Eaux et Forêts. D'abord c'est le plus souvent sur les propositions du Service forestier que telles ou telles parties de cours d'eau sont mises en réserve pour la reproduction; puis, après que le Conseil général a donné son avis, la Commission de la Pêche fluviale est toujours consultée. Ensuite, la réserve une fois instituée, c'est encore à l'Administration des Eaux et Forêts qu'il appartient de faire respecter les interdictions relatives à la pêche et à la divagation des palmipèdes. C'est encore le Service forestier qui doit assurer l'exécution des dispositions concernant les adjudications et les adjudicataires. C'est enfin à lui d'effectuer et en tous cas de surveiller les pêches extraordinaires qui auront pu être autorisées sur ses propositions ou d'après son avis.

L'institution des réserves fonctionne bien et donne d'excellents résultats; il n'y a qu'à en souhaiter le

développement, notamment sur les cours d'eau particuliers situés en pays de montagne. La création de syndicats de riverains, conformément aux lois du 21 juin 1865 et du 22 décembre 1888, pourrait être ici d'un utile secours. On a, d'autre part, proposé que l'État donnât l'exemple en mettant en réserve tout ou partie des eaux de son domaine privé.

III. — Les échelles.

Nous avons indiqué dans la deuxième partie (Ch. V) les obstacles souvent insurmontables que les barrages des cours d'eau apportent à la remonte et par suite à la reproduction naturelle des poissons migrateurs. Déjà en 1815, le Ministre des Finances prescrivait (Décision du 5 janv. 1815) la suppression des barrages établis sans titre sur la Loire et s'opposant à la remonte du saumon. Il fallait donc chercher un remède conciliant et le maintien des barrages et le passage des poissons.

On le trouva dans l'établissement d'*échelles à poissons*. Ces appareils se composent essentiellement d'un plan incliné formant rigole joignant la crête du barrage au thalweg de la partie aval de la rivière et sur lequel la vitesse du courant est ralentie au moyen de cloisons transversales. La première échelle à poissons fut établie en Ecosse en 1834 mais cette invention ne se développa en France que fort lentement.

L'art. 24 de la loi de 1829, qui interdit le barrage des cours d'eau, ne régit pas les barrages élevés dans un but industriel, alors même qu'ils arrêtent com-

plètement la circulation du poisson. Ce n'est que dans la loi du 31 mai 1865 que se trouvent les premières et seules prescriptions relatives à ces derniers.

« Des décrets, rendus en Conseil d'État, après avis
« des Conseils généraux de département, détermine-
« ront : 2^o) les parties des fleuves, rivières,
« canaux et cours d'eau dans les barrages desquelles
« il pourra être établi, après enquête, un passage
« appelé *échelle*, destiné à assurer la libre circulation
« du poisson ». (L. du 31 mai 1865, art. 1^{er}.)

L'enquête doit être faite dans la forme prévue par l'ordonnance du 18 février 1834. La consultation des Conseils généraux et la formalité d'enquête doivent d'ailleurs s'étendre à tous les départements sur le territoire desquels la migration des poissons pouvait avoir lieu quand il n'existait aucun barrage.

La loi de 1865 porte en outre dans son article 3 que les indemnités auxquelles pourra donner lieu l'établissement d'échelles dans les barrages existants seront réglées par le Conseil de Préfecture, après expertise, conformément à la loi du 16 sept. 1807, de la même façon que pour la constitution de réserves.

Sur les cours d'eau non navigables ni flottables, l'établissement d'une échelle incombe directement à l'Administration et ne peut pas être imposé à un usinier dans un règlement d'eau lorsque l'usine est fondée en titre et que le barrage ne pouvait pas être franchi auparavant par les poissons migrateurs. Cet établissement ouvre alors un droit à indemnité. Mais dans tous les autres cas, c'est-à-dire quand l'usine est nouvelle, ou qu'elle n'est pas fondée en titre, ou

encore quand les changements projetés par l'usinier doivent rendre impraticable aux poissons migrateurs le barrage d'une usine fondée en titre qui pouvait être franchi antérieurement par ces poissons, le règlement d'eau peut valablement obliger l'usinier à installer une échelle à ses frais et sans indemnité.

Sur les cours d'eau navigables et flottables, les mêmes règles semblent devoir être adoptées. Il conviendra toutefois de n'entreprendre aucun travail de l'espèce qu'après insertion dans les cahiers des charges des baux de pêche d'une clause destinée à prémunir l'État contre les réclamations des fermiers.

Enfin le décret du 5 septembre 1897 (art. 15) interdit d'accoler aux échelles des nasses, paniers et filets à demeure et de pêcher, autrement qu'à la ligne flottante tenue à la main, à 30 mètres en amont et en aval de ces ouvrages.

Malgré les dispositions de la loi de 1865, il n'existait pour toute la France, en 1881, que 54 échelles à poissons ; 10 autres étaient alors en construction.

Une commission instituée en 1888 au Ministère des Travaux Publics pour la revision de la réglementation de la pêche du saumon émit le vœu que l'Administration poursuive rapidement et avec méthode l'accomplissement des formalités prévues par la loi de 1865 relativement à la création et à la manipulation des échelles à poissons.

Une autre commission, constituée en 1894 spécialement en vue d'étudier la question des échelles, constatait qu'à la fin de l'année 1895 il existait pour les cours d'eau de toutes catégories 157 échelles à poissons, savoir :

16 ayant un fonctionnement bon pour les espèces migratrices et indigènes.

43 ayant un fonctionnement bon pour les espèces indigènes seules.

96 ayant un fonctionnement mauvais.

2 ayant un fonctionnement inconnu.

137

La dépense moyenne de construction de ces échelles avait été d'environ 2.600 francs, mais les prix variaient dans des proportions considérables. Sur l'Odet, à Quimper, une échelle avait coûté 487 fr. alors que, sur la Creuse, celle de la Guêrche (Indre-et-Loire) avait occasionné une dépense de 22.000 fr.

En 1897, la Commission des améliorations agricoles (sous-commission de la Pêche fluviale) s'étant occupée des échelles plus particulièrement au point de vue technique, émit le vœu qu'il soit procédé à une enquête générale sur la question par les Ministres de l'Agriculture et des Travaux Publics.

De toutes ces commissions, celle de 1888 seule semble s'être rendu compte de l'importance qu'il y avait d'accomplir préalablement les formalités prescrites par la loi de 1865. Jusqu'à l'heure actuelle, en effet, aucune échelle n'a été établie à la suite d'un décret qui, classant le cours d'eau parmi ceux visés par l'article 1^{er} de la loi de 1865, en aurait légalisé l'existence et en aurait rendu le maintien obligatoire. De plus, lorsque l'Administration est conduite à imposer des installations de cette nature dans les actes portant réglementation des barrages ou revision des règlements anciens, la difficulté principale qui surgit dans la pratique provient des résistances opposées par les propriétaires d'usines.

En présence de cette situation, le Gouvernement, après avoir consulté la Commission de la Pêche fluviale, demanda, en mars 1902, aux Administrations des Eaux et Forêts et des Ponts et Chaussées des propositions motivées avec cartes à l'appui pour la détermination des cours d'eau qui paraîtraient devoir être classés dans la catégorie définie à l'article 1^{er}, § 2, de la loi de 1865.

Les propositions des chefs de service des deux Administrations furent soumises à la Commission de la Pêche fluviale et, conformément à l'avis de cette dernière, les opérations de classement ont été limitées aux deux bassins de la Seine et de la Loire qui offrent deux types différents et bien caractérisés au point de vue des cours d'eau (en général non canalisés et ressortissant aux Eaux et Forêts pour le bassin de la Loire — canalisés et du ressort des Ponts et Chaussées dans celui de la Seine). La liste des cours d'eau sur lesquels devait porter l'enquête prévue par la loi de 1865 fut également arrêtée définitivement.

Cette enquête a eu lieu dans la forme indiquée par l'ordonnance du 18 février 1834 avec la simplification autorisée par l'ordonnance du 15 février 1835, c'est-à-dire que le dossier d'enquête a été déposé seulement au chef-lieu du département. Elle se termine au moment où nous écrivons ces lignes.

Les délibérations et avis des commissions d'enquête seront transmis à l'Administration supérieure qui les communiquera ensuite aux Conseils généraux. Ce ne sera qu'après la consultation de ces derniers qu'un décret de classement interviendra pour certains cours d'eau nominativement désignés.

Mais, même pour les cours d'eau qui seront clas-

sés, il ne saurait être question de prescrire d'une manière générale l'établissement d'échelles dans tous les barrages.

D'abord, les barrages ayant moins de 1 m. 50 peuvent aisément être franchis par le saumon ; il est donc inutile de les pourvoir d'échelles.

En second lieu, une échelle ne fonctionne bien que quand le volume d'eau qui y coule est d'environ 500 litres par seconde. Il est donc encore inutile de munir d'échelle tout cours d'eau n'ayant pas à l'étiage un débit de beaucoup supérieur.

Il faut de plus considérer les intérêts industriels ou agricoles mis en jeu. Un débit de 500 litres par seconde représente, pour l'agriculture, 500 hectares susceptibles d'être convenablement arrosés ; pour l'industrie, si la chute est seulement de 2 mètres, c'est une puissance utilisable de plus de 10 chevaux-vapeur. Il convient toutefois de remarquer que le fonctionnement des échelles n'a de raison d'être absolue qu'au moment de la remonte, c'est-à-dire au printemps, moment où les eaux sont en général abondantes.

Il faut enfin faire entrer en ligne de compte les dépenses de construction, qu'on peut d'ailleurs réduire en construisant des échelles temporaires et mobiles.

C'est en pesant toutes ces conditions qu'on peut décider de l'utilité d'une échelle.

Certaines mesures peuvent d'ailleurs suppléer, en partie tout au moins, à l'absence d'échelles. On pourrait, par exemple, prescrire dans les règlements d'eau que les vannes d'évacuation des ouvrages ayant plus de 1 m. 50 de hauteur devront être ouvertes

pendant 36 heures par semaine, consécutives ou non. C'est dans cet esprit qu'a été édicté l'article 12 du décret du 5 septembre 1897 prescrivant le relèvement des filets ~~fixes~~ du samedi à 6 heures du soir au lundi à 6 heures ~~du~~ matin.

Dans certains cours d'eau ~~de~~ la région du Jura, des industriels ont été dispensés, depuis plusieurs années, de la construction d'échelles au moyen du paiement d'une somme destinée, à titre de fonds de concours, au déversement d'alevins en amont de leurs barrages.

Quoi qu'il en soit, lorsque le classement actuellement à l'étude sera effectué, il appartiendra incontestablement à l'Administration des Eaux et Forêts de participer à l'instruction de toutes les demandes en règlement d'eau sur les rivières classées. Elle saura faire imposer les mesures nécessaires et en assurer l'exécution.

DEUXIÈME SECTION

POLICE JUDICIAIRE DE LA PÊCHE

CHAPITRE V

LA CONSTATATION DES DÉLITS

- I. — Les procès-verbaux. — II. Les moyens de constatation. —
III. Les gratifications.
-

I. — Les procès-verbaux.

Tous les fonctionnaires et tous les auxiliaires chargés de la surveillance de la pêche sont en principe compétents pour constater les infractions dont ils sont témoins ou dont ils ont connaissance. Nous renvoyons pour leur énumération au chapitre relatif à la surveillance (3^e partie, ch. II).

La compétence *ratione loci* des gardes-pêche proprement dits (1) est réglée comme en matière fores-

(1) La dénomination de « gardes-pêche », au sens de la loi de 1829, s'applique aux fonctionnaires spécialement assermentés en vue de la surveillance de la pêche, tels que les préposés des Eaux et Forêts, les auxiliaires commissionnés par le Ministre de l'Agriculture. Nous les distinguerons des autres en les désignant sous le nom de « gardes-pêche proprement dits ».

tière (v. L. de 1829, art. 7). Quant aux autres agents ou préposés, chargés accessoirement de surveiller la pêche, leur compétence s'étend à tout le territoire dans l'étendue duquel ils exercent leurs fonctions ordinaires. C'est ainsi que les gendarmes peuvent verbaliser dans toute la République.

La compétence *ratione materiæ* des gardes-pêche proprement dits est déterminée par l'art. 36 de la loi de 1829 : ils sont tenus de constater les délits qui sont spécifiés au titre IV de cette loi ; ils peuvent constater également le délit spécifié en l'art. 5. Les gardes-pêche proprement dits peuvent donc remplir les fonctions de gardes particuliers de la pêche sans qu'une commission spéciale leur soit nécessaire.

En ce qui concerne les fonctionnaires investis accessoirement du droit de verbaliser en matière de pêche, quelques-uns ont une égale compétence, tels sont les gendarmes, les gardes champêtres, les officiers de police judiciaire ; d'autres ont des pouvoirs beaucoup plus limités : les douaniers, les employés des contributions directes et des octrois, par exemple, ne sont appelés à constater que certains délits prévus par la loi du 31 mai 1865.

Les gardes-pêche proprement dits peuvent être déclarés responsables de leur négligence à verbaliser en cas d'infractions. L'art. 8 de la loi de 1829 qui le décide ainsi est emprunté au Code Forestier, avec cette différence toutefois qu'en raison de l'absence de traces une excuse existe souvent en leur faveur. En outre, leur responsabilité s'applique seulement aux délits dont la poursuite est prescrite dans un intérêt public et non à ceux qui ne portent atteinte qu'aux droits des particuliers.

Les délits de pêche sont prouvés, ainsi que les délits forestiers, soit par procès-verbaux, soit par témoins, et la preuve testimoniale est faite comme en matière forestière (conf. art. 52 et 53 L. de 1829, art. 175 et 178 C. For.).

La foi due aux procès-verbaux des gardes-pêche proprement dits est la même que celle due aux procès-verbaux des préposés forestiers en matière forestière, sauf cette différence que les procès-verbaux réguliers, dressés et signés par un seul garde-pêche, ne font preuve suffisante jusqu'à inscription de faux, que si le délit n'entraîne pas une condamnation de plus de 50 francs, tant pour amende que pour dommages-intérêts. Pour évaluer les condamnations, on prend, pour l'amende, le maximum, et pour les dommages-intérêts, une somme égale à l'amende simple. Il n'y aurait ainsi que pour le délit prévu par le § 2 de l'art. 29 de la loi de 1829, que les procès-verbaux dressés par un seul garde-pêche feraient foi jusqu'à inscription de faux.

La procédure d'inscription de faux est la même qu'en matière forestière.

Les procès-verbaux dressés par les gendarmes ne font foi que jusqu'à preuve contraire. Cette force probante résulte des termes formels de l'article 498 du décret du 1^{er} mars 1854, sur l'organisation de la gendarmerie. Il en est de même des procès-verbaux des officiers de police judiciaire et des gardes particuliers.

Les procès-verbaux de pêche sont soumis exactement aux mêmes formalités et sous les mêmes conséquences en cas d'omission que les procès-verbaux de délits forestiers. Les articles 165, 166 et 170

du Code For. sont, en effet, reproduits identiquement par les articles : 44 (écriture, signature, affirmation), 45 (dispense d'affirmation), 47 (enregistrement) de la loi de 1829.

Les gendarmes n'étant pas tenus de faire enregistrer leurs procès-verbaux quand il n'y a pas de receveur d'enregistrement à la résidence de la brigade, c'est aux parquets qu'il appartient de faire remplir d'urgence cette formalité lorsqu'il y a lieu.

Les procès-verbaux constatant un délit de pêche doivent mentionner toutes les circonstances propres à le caractériser, telles que :

1° Le filet, l'instrument ou le moyen quelconque dont se servait le délinquant (indiquer notamment si la maille du filet a la largeur réglementaire) ;

2° Le mode de barrage de la rivière, tel que : gords ou piquets, palissades, bâtardeaux, treillages, grillages ou filets tendus transversalement ;

3° Les substances nuisibles employées : chaux, noix vomique, coque du Levant, noix de cyprès, musc, sciure de bois, dynamite ou autres produits analogues, etc... ;

4° L'espèce, les dimensions et la quantité (nombre et poids) du poisson pris ;

5° Dans tous les cas, la circonstance que le délit a été commis de jour ou de nuit.

En matière de colportage de poissons en temps prohibé ou n'ayant pas les dimensions réglementaires, le procès-verbal doit indiquer : que les poissons n'étaient pas accompagnés d'un certificat d'origine — ou que le certificat d'origine produit par le détenteur paraissait entaché de fraude — ou encore qu'il résultait manifestement de l'espèce que les poissons pré-

sentés à l'agent verbalisateur n'étaient pas ceux mentionnés dans le certificat.

Les procès-verbaux dressés par les préposés des Eaux et Forêts et par les auxiliaires commissionnés par le Ministre de l'Agriculture doivent être transmis par la voie hiérarchique à l'agent forestier, chef de service, qui adresse, de suite, au Ministère Public ceux de ces procès-verbaux constatant des infractions à l'art. 5 de la loi de 1829 dans les cours d'eau dont la pêche n'appartient pas à l'État.

Les procès-verbaux (à l'exception de ces derniers) qui auraient été dressés par les autres fonctionnaires et envoyés aux procureurs de la République sont transmis par ces magistrats à l'Administration des Eaux et Forêts pour statuer sur la suite à leur donner. La communication des procès-verbaux à l'Administration forestière doit également être étendue, sans aucune distinction, aux procès-verbaux constatant des infractions commises hors des cours d'eau, mais qui sont de nature à mettre obstacle à leur repeuplement, tels que les délits prévus par les articles 29 et 30 de la loi de 1829, et par l'article 5 de la loi de 1865 (transport d'engins de pêche prohibés, — colportage ou mise en vente de poissons en temps prohibé ou n'ayant pas les dimensions réglementaires).

Afin de montrer le rôle important du personnel des Eaux et Forêts en matière de constatation de délits de pêche, dès la seconde année qui a suivi le décret de rattachement du 7 novembre 1896, nous indiquons, dans le tableau suivant, pour chaque conservation.:

1^o Le nombre des procès-verbaux de pêche qui ont

été rapportés par les préposés des Eaux et Forêts en 1898;

2° Le nombre de ceux qui ont été rapportés par d'autres agents dans la même année.

(Les documents nécessaires à l'établissement de ce tableau n'ont plus été fournis par les Conservateurs après l'année 1898).

Relevé des procès-verbaux rapportés en 1898, suivant la qualité des rapporteurs.

NUMÉROS des CONSERVATIONS	SIÈGES des CONSERVATIONS	NOMBRE DE PROCÈS-VERBAUX DE PÊCHE RAPPORTÉS		
		par les Préposés des Eaux et Forêts	par d'autres agents	TOTAL
1	Paris.....	4	27	31
2	Rouen.....	71	404	475
3	Dijon.....	56	74	130
4	Nancy.....	194	39	233
5	Chambéry.....	139	55	194
6	Charleville.....	62	32	94
7	Amiens.....	101	139	240
8	Troyes.....	66	58	124
9	Epinal.....	463	191	654
10	Gap.....	11	25	36
11	Valence.....	98	268	366
12	Besançon.....	167	79	246
13	Lons-le-Saulnier ..	120	102	222
14	Grenoble.....	253	234	487
15	Alençon.....	136	330	466
16	Bar-le-Duc.....	102	70	172
17	Mâcon.....	116	172	288
18	Toulouse.....	232	193	425
19	Tours.....	237	252	489
20	Bourges.....	73	243	316
21	Moulins.....	284	419	703
22	Pau.....	173	234	407
23	Nice.....	6	63	69
24	Niort.....	56	374	430
25	Carcassonne.....	129	384	513
26	Aix.....	9	23	32
27	Nîmes.....	85	434	519
28	Aurillac.....	338	632	970
29	Bordeaux.....	189	190	379
30	Ajaccio.....	50	24	74
31	Chaumont.....	72	15	87
32	Vesoul.....	255	53	308
	TOTAUX.....	4.347	5.832	10.179

II. — Les moyens de constatation.

A. — SAISIE.

Les fonctionnaires ou auxiliaires chargés de la constatation des délits de pêche sont, dans certains cas, autorisés à saisir les filets et autres instruments de pêche ainsi que les poissons pêchés en délits. Ils doivent toujours s'abstenir lorsque la saisie leur paraîtra devoir provoquer des actes de rébellion et des rixes.

Toute saisie doit donner lieu à un procès-verbal spécial dont les formalités sont les mêmes qu'en matière forestière.

a) Saisie des engins. — Il n'y a que les filets et engins prohibés qui puissent être saisis. Par engins prohibés, il faut entendre ceux qui le sont d'une façon absolue et non, par exemple, ceux qui, permis pour la pêche des petites espèces, auraient été employés à la pêche des grandes.

En cas de refus de remettre immédiatement l'engin déclaré prohibé après la sommation du garde-pêche, les délinquants doivent être condamnés à une amende de 50 francs (v. L. de 1829, art. 41).

Les engins saisis ne peuvent, dans aucun cas, être remis sous caution; ils doivent être déposés au greffe du Tribunal civil et y demeurer jusqu'après le jugement. Les frais de transport sont payés aux ayants droit par les receveurs d'enregistrement sur simple taxe ou mandat mis au bas du mémoire du porteur

ou du voiturier par le juge de paix, le maire de la localité ou tout autre officier de police judiciaire.

Quant aux engins non prohibés, leur saisie réelle au moment de la constatation du délit est toujours interdite; toutefois, il est important que le garde décrive avec soin les instruments de l'espèce restés entre les mains du délinquant, car la confiscation pourra, dans certains cas, en être ordonnée par le tribunal.

b) Saisie des poissons. — Le poisson est saisissable toutes les fois qu'il a été pêché en délit ou colporté en période d'interdiction. S'il n'a pu être saisi réellement, le garde en évaluera la quantité et la valeur.

Le poisson saisi est vendu sans délai dans la commune la plus voisine du lieu de la saisie aux enchères publiques, en vertu d'une ordonnance du juge de paix ou d'après l'autorisation du maire de la commune (v. L. de 1829, art. 42).

La vente a lieu en présence du receveur de l'enregistrement ou, à défaut, du maire, de l'adjoint ou du commissaire de police. Dans le cas où elle ne pourrait être pratiquée, il est d'usage, en conformité de ce qui se passe pour la chasse (v. L. du 3 mai 1844, art. 4), de livrer le poisson à l'établissement de bienfaisance le plus voisin.

Le poisson vendu aux enchères ne peut être de nouveau exposé en vente pendant les époques d'interdiction de la pêche ou lorsqu'il n'a pas les dimensions exigées.

Enfin, le produit de la vente est remboursé au prévenu, sous déduction de 5 0/0 pour frais de régie, s'il y a acquittement. Dans le cas contraire, le prix du

poisson peut être remis soit au fermier de la pêche, soit au riverain.

Si le poisson a été saisi vivant, il est plus conforme à l'esprit de la loi de le rejeter à l'eau.

B. — VISITES DOMICILIAIRES.

« Les gardes-pêche ne pourront, sous aucun prétexte, s'introduire dans les maisons et enclos y attenants pour la recherche des filets prohibés ». (L. du 15 avril 1829, art. 40).

Cette interdiction absolue repose sur ce motif que la simple possession de filets prohibés n'est pas un délit; l'infraction existe seulement quand on les transporte hors du domicile et qu'ils ne sont pas destinés à la pêche dans des étangs ou des réservoirs.

Il faut observer que la défense de s'introduire dans les maisons et enclos y attenants n'est édictée qu'en vue de la recherche des filets prohibés; elle n'est plus applicable s'il s'agit d'autres infractions aux lois et règlements sur la pêche (établissement de barrages prohibés, empoisonnement des eaux). Mais alors, les gardes-pêche doivent suivre les formes prescrites par la loi, c'est-à-dire être assistés du juge de paix ou bien du maire, etc... (v. C. I. Cr., art. 16).

Cependant, la loi prévoit trois cas où les agents et préposés chargés de la constatation des délits de pêche ont qualité pour procéder seuls et sans aucune formalité à des recherches ayant, jusqu'à un certain point, le caractère de visites domiciliaires.

1° Les mariniers sur les rivières navigables ou flottables, qui ne peuvent avoir dans leurs bateaux aucun engin de pêche, même non prohibé, sont tenus

de souffrir, aux lieux où ils abordent, la visite des fonctionnaires chargés de la surveillance de la pêche;

2° Dans les cours d'eau où le droit de pêche appartient à l'État, tous les pêcheurs sont tenus d'ouvrir leurs loges, hangars, etc..., ainsi que leurs boutiques à poissons, sur simple réquisition des gardes-pêche;

3° La recherche du poisson peut être faite en temps prohibé, à domicile, chez les aubergistes, chez les marchands de denrées comestibles et dans les lieux ouverts au public (v. L. du 31 mai 1865, art. 7).

C. — RÉQUISITION A LA FORCE PUBLIQUE.

Les gardes-pêche peuvent requérir la force publique pour faire cesser un délit, procéder à une saisie, effectuer une visite domiciliaire, etc... Les formalités sont les mêmes qu'en matière forestière.

D. — ARRESTATION.

Les lois sur la pêche ne contenant aucune disposition spéciale à cet égard, l'arrestation ne peut avoir lieu que conformément au droit commun (v. par analogie, 16, C. I. Cr.).

III. — Les gratifications.

Toute constatation par procès-verbal d'un délit de pêche, dont la poursuite a donné lieu à une condamnation ayant la force de chose jugée, ou suivie d'une transaction avant jugement acquittée, donne droit,

au profit de l'agent verbalisateur, aux gratifications suivantes :

- 2 fr. pour un délit de pêche ordinaire ;
- 5 fr. pour un délit de pêche en temps de frai ;
- 20 fr. pour un délit de pêche la nuit ;
- 25 fr. pour un délit de pêche la nuit, en temps de frai, pour empoisonnement de rivière, pêche à la dynamite ou autres matières explosibles (v. L. de finances du 13 avril 1898, art. 84).

L'expression « temps de frai » employée par la loi de 1898 et qu'on retrouve dans les art. 5 et 28 de la loi de 1829, est synonyme de l'expression « temps prohibé » employée par l'art. 27 de la même loi.

La gratification de 20 fr. n'est due que lorsque la nuit devient une circonstance aggravante d'un autre délit (emploi d'engin prohibé — pêche en temps de frai.....). Le simple fait de pêcher la nuit est un délit ordinaire, visé par l'art. 27 de la loi de 1829, qui ne donne droit qu'à une gratification de 2 fr.

En principe, tout préposé investi du droit de verbaliser en matière de pêche a droit à la gratification. L'art. 10 de la loi du 31 mai 1865 est très explicite à cet égard pour le colportage. Les gardes particuliers ont également droit aux gratifications. Par contre, les officiers de gendarmerie n'y peuvent prétendre ; il semble en être de même pour les commissaires de police.

Il ne peut être alloué qu'une seule gratification, alors même que plusieurs agents ou préposés auraient concouru à la rédaction du procès-verbal. De même, dans le cas d'un délit unique pouvant comporter plusieurs peines, il n'est dû qu'une seule gratification.

Tout jugement devenu définitif, prononçant une condamnation distincte contre chacun des prévenus compris dans une même poursuite (quand bien même les délinquants seraient condamnés solidairement aux frais), donne droit à autant de gratifications qu'il y a de condamnations prononcées. Le juge doit d'ailleurs, conformément aux règles de droit commun, prononcer en principe une amende individuelle contre chaque co-auteur ou complice d'un même délit de pêche.

Il y a lieu de suivre les mêmes règles en cas de transaction avant jugement.

Le montant des gratifications est prélevé sur les ressources du fonds commun des amendes de répression (v. Lois de finances du 26 décembre 1890 et du 13 avril 1898). Il est mandaté par les Préfets, sur la demande des parties intéressées ou de l'Administration à laquelle elles appartiennent.

Conformément au droit commun, les gratifications sont prescrites par le délai de cinq ans.

CHAPITRE VI

LA POURSUITE DES DÉLITS

I. Le droit de poursuite. — II. Le droit de transaction. — III. Les pénalités. — IV. Application des pénalités. — V. La procédure. — VI. Les délits commis dans les eaux frontières.

I. — Le droit de poursuite.

Les agents de l'Administration des Eaux et Forêts exercent, conjointement avec le Ministère Public, les actions et poursuites en réparation de délits de pêche commis dans tous les cours d'eau (sauf les canaux et rivières canalisées) jusqu'au point où commence la salure des eaux.

Le droit de poursuite des agents forestiers s'applique, en principe, à toutes les infractions aux lois et règlements sur la pêche fluviale et quels que soient les rédacteurs des procès-verbaux. Il s'étend également aux infractions commises hors des cours d'eau, qui sont de nature à mettre obstacle à leur repeuplement, telles que transport d'engins prohibés, colportage de poissons en temps prohibé ou n'ayant pas les dimensions réglementaires.

En ce qui concerne le simple délit de pêche sans autorisation sur autrui, une distinction doit être

faite : s'il s'agit d'un cours d'eau sur lequel l'Administration des Eaux et Forêts amodie le droit de pêche, elle a le droit de poursuivre directement sans l'intervention de l'adjudicataire ; si, au contraire, le délit intéresse seulement un propriétaire qu'aucun contrat ne lie à l'Administration, celle-ci n'a pas à intervenir. C'est aux Parquets d'apprécier s'il convient ou non de laisser l'initiative des poursuites à la partie lésée.

L'Administration forestière enfin ne poursuit pas les infractions constatées par procès-verbaux de gardes particuliers.

Toutes les poursuites en matière de pêche doivent être portées devant les tribunaux correctionnels. Or, sur les 359 tribunaux de l'espèce existant en France, il n'y en a que 195 auprès desquels résident des agents forestiers. Bien que beaucoup de ces derniers se transportent devant les tribunaux les plus proches de leur résidence pour assister eux-mêmes aux audiences, dans certains cas, en raison de la distance à parcourir ou du peu d'importance des affaires, les poursuites sont intentées par le Ministère Public.

Les procès-verbaux sont alors adressés au Parquet par l'Administration forestière et le Procureur de la République agit au nom de cette dernière. Toutefois, le rôle du Procureur se borne le plus souvent à présenter et à défendre les conclusions préparées par le chef de service des Eaux et Forêts, auquel il retourne ensuite la feuille d'audience annotée des décisions du tribunal.

Lorsque certaines poursuites nécessitent des enquêtes ou des recherches particulières, les chefs des Parquets doivent, sur la demande qui leur en aura

été faite, seconder l'Administration par tous les moyens en leur pouvoir.

Si le chef de service des Eaux et Forêts ne croit pas devoir donner suite aux procès-verbaux de pêche dressés par le personnel sous ses ordres, il en propose l'abandon comme en matière forestière. La considération de la perte de la gratification ne doit pas mettre obstacle à l'abandon des poursuites, car des indemnités équivalentes peuvent, s'il y a lieu, être attribuées aux préposés rédacteurs des procès-verbaux abandonnés.

Dans le cas où il s'agirait de procès-verbaux transmis par le Parquet, l'agent forestier chef de service les retourne à ce dernier avec une mention écrite indiquant le motif de sa décision d'abandon. Le Procureur de la République apprécie alors si le procès-verbal comporte de sa part une poursuite d'office; mais il lui est recommandé de n'user qu'à titre exceptionnel du droit qu'il tient de la loi de 1829 de poursuivre contrairement à l'avis de l'Administration chargée de la police judiciaire de la pêche.

L'action civile, née du délit, s'exerce en matière de pêche comme en matière forestière.

L'action publique s'éteint par les mêmes causes qu'en cas de délits forestiers : mort du délinquant, chose jugée, amnistie, prescription, transaction.

Toutefois, lorsqu'il s'agit de pêche fluviale, le délai de prescription de l'action est toujours de trois mois, à compter du jour où les délits ont été constatés, que les prévenus soient ou non désignés dans les procès-verbaux. Si la prescription a été interrompue, le nouveau délai est alors de trois ans. Enfin les délais de prescription à l'égard des agents ou préposés

forestiers, pour délits ou malversations commis dans l'exercice de leurs fonctions de gardes-pêche, sont déterminés conformément au droit commun par le Code d'Instruction criminelle.

Le tableau suivant fait connaître, pour chaque Conservation, le nombre des procès-verbaux de pêche poursuivis, transigés ou abandonnés par l'Administration des Eaux et Forêts en 1898. C'est le complément de celui des procès-verbaux rapportés pendant la même année, qui figure au chapitre précédent.

Suite donnée par l'Administration des Eaux et Forêts aux procès-verbaux qui lui ont été rapportés en 1898.

NUMÉROS des CONSERVATIONS	SIÈGES des CONSERVATIONS	NOMBRE DE PROCÈS-VERBAUX DE PÊCHE			
		Poursuivis	Transigés	Abandonnés	TOTAL
1	Paris.....	9	19	3	31
2	Rouen.....	233	167	75	475
3	Dijon.....	53	63	14	130
4	Nancy.....	97	124	12	233
5	Chambéry.....	93	80	21	194
6	Charleville.....	18	71	5	94
7	Amiens.....	73	138	29	240
8	Troyes.....	63	59	2	124
9	Epinal.....	369	249	36	654
10	Gap.....	10	21	5	36
11	Valence.....	133	219	14	366
12	Besançon.....	73	165	8	246
13	Lons-le-Saulnier..	120	96	6	222
14	Grenoble.....	258	215	14	487
15	Alençon.....	309	130	27	466
16	Bar-le-Duc.....	63	103	6	172
17	Mâcon.....	85	188	15	288
18	Toulouse.....	305	102	18	425
19	Tours.....	193	267	29	489
20	Bourges.....	98	195	23	316
21	Moulins.....	273	382	48	703
22	Pau.....	165	189	53	407
23	Nice.....	21	36	12	69
24	Niort.....	91	309	30	430
25	Carcassonne.....	210	259	44	513
26	Aix.....	7	23	2	32
27	Nîmes.....	175	289	55	519
28	Aurillac.....	547	358	65	970
29	Bordeaux.....	268	94	17	379
30	Ajaccio.....	56	5	13	74
31	Chaumont.....	12	67	8	87
32	Vesoul.....	180	114	14	308
TOTAUX.....		4.660	4.796	723	10.179

II. — Le droit de transaction.

Le Gouvernement de la défense nationale avait, par décret du 7 septembre 1870, conféré à l'Administration des Ponts et Chaussées le droit de transiger sur la poursuite des délits relatifs à la pêche fluviale. En fait, les ingénieurs n'usèrent jamais de leur droit.

Lorsque le décret du 7 novembre 1896 eut placé dans les attributions de l'Administration des Eaux et Forêts la police judiciaire de la pêche dans les cours d'eau autres que les canaux et rivières canalisées, il parut utile de confirmer à cette Administration un droit de transaction avant et après jugement qui ne pouvait cependant guère lui être contesté. Ce fut l'objet du décret du 20 mars 1897 dont l'art. 1^{er} est ainsi conçu :

« Les transactions sur la poursuite des délits et
« contraventions en matière de pêche, commis sur
« les cours d'eau dont la police et la surveillance
« sont confiées à l'Administration des Forêts, deviennent définitives, comme pour les délits forestiers :

« 1^o Par l'approbation du Conservateur des Forêts,
« lorsque les condamnations encourues ou prononcées, y compris les réparations civiles, ne s'élèvent pas au-dessus de 1.000 francs ;

« 2^o Par l'approbation du Directeur des Forêts
« quand les condamnations sont supérieures à 1.000 francs sans dépasser 2.000 francs ;

« 3^o Par l'approbation du Ministre de l'Agriculture
« quand les condamnations s'élèvent à une somme supérieure à 2.000 francs ».

Comme en matière de chasse, la transaction ne peut porter que sur l'amende et sur les réparations pécuniaires qui concernent l'Administration forestière. Lorsqu'il y a lieu à dommages-intérêts au profit d'un particulier (fermier de pêche, propriétaire riverain), les agents doivent, avant de proposer ou d'accorder une transaction, s'assurer que celui-ci a été désintéressé ou renonce à se porter partie civile devant le tribunal.

Dans toute transaction en matière de pêche, l'amende ne peut être réduite à un chiffre moindre que la gratification due aux préposés verbalisateurs et payée par le fonds commun. Mais, aux termes de la loi de finances du 26 décembre 1890 (art. 11), l'État prélève le cinquième du principal des amendes revenant au fonds commun. Si donc la transaction était limitée en principal au montant de la gratification, le prélèvement du cinquième, opéré au profit du Trésor, ne laisserait au fonds commun qu'une somme insuffisante pour payer la gratification. En conséquence, dans le cas où l'Administration forestière jugera à propos de réduire l'amende au minimum, elle devra majorer le chiffre de la gratification de 25 pour cent.

La conversion en prestations en nature (1) des peines et réparations pécuniaires encourues ou prononcées est applicable aux délits de pêche comme aux délits forestiers. Il résulte, en effet, de la loi du 18 juin 1859, du décret du 21 décembre suivant et du

(1) Ces prestations en nature consistent en travaux d'entretien ou d'amélioration sur les chemins vicinaux de la commune où a été commis le délit.

décret du 7 septembre 1870, que les condamnations pécuniaires pour délits de pêche sont transformables en journées de travail. Les condamnés reconnus insolubles peuvent donc être autorisés à acquitter, au moyen de prestations, *l'intégralité* des sommes dont ils sont redevables envers *le Trésor*.

Les transactions consenties ensuite d'un procès-verbal ou d'une condamnation pour intoxication des eaux par déversement industriel peuvent utilement comporter la fourniture d'un certain nombre d'alevins à répandre, sous le contrôle du Service forestier, dans la rivière qui a été empoisonnée.

La marche suivie pour l'exercice du droit de transaction est la même qu'en matière forestière. Toutefois, lorsqu'il y a eu saisie d'engins prohibés et que l'action judiciaire est éteinte par une transaction, le Service forestier doit avoir soin d'en informer le parquet pour lui permettre d'aviser à la destruction desdits engins.

En présence de la faculté donnée aux tribunaux par l'art. 72 de la loi de 1829 (circonstances atténuantes), les transactions après jugement pourraient, si elles étaient légèrement consenties, prendre, dans une certaine mesure, le caractère d'une revision arbitraire des décisions judiciaires. On ne saurait cependant méconnaître que, dans certains cas (condamnation par défaut, renseignements nouveaux), l'exercice du droit de transaction présente une réelle opportunité. Mais, quand la modération de la peine attestera la bienveillance du tribunal, les agents forestiers ne devront user de ce droit qu'avec circonspection.

III. — Les pénalités.

A. — EMPRISONNEMENT.

En matière de pêche, l'emprisonnement peut s'élever jusqu'à un an.

Il est obligatoire en cas de jet dans l'eau de drogues ou appâts de nature à enivrer le poisson ou le détruire, ainsi qu'en cas d'usage de dynamite ou d'autres produits de même espèce.

Il est facultatif pour le délit de pêche dans des réserves, ainsi que pour celui de colportage pendant la période d'interdiction : 1° en cas de nuit ou de récidive; — 2° lorsque le poisson aura été enivré ou empoisonné; — 3° lorsque le transport a lieu par bateaux, voitures ou bêtes de somme.

Dans tous les cas, la détention employée comme moyen de contrainte est indépendante de la peine d'emprisonnement qui aura pu être prononcée.

B. — AMENDE.

L'amende indiquée par la loi est tantôt fixe, tantôt un minimum et un maximum. Le maximum est de 500 francs (pêche à la dynamite) et en cas de circonstances aggravantes de 1.000 francs. Elle appartient toujours à l'État.

C. — CONFISCATION.

La confiscation peut être prononcée pour les engins et pour les poissons. Elle revient toujours à l'État.

Tous les engins prohibés qui auront pu être saisis

(la saisie, comme nous l'avons vu, étant toujours facultative) doivent être déposés au greffe pour être détruits après le jugement. Les filets sont brûlés, mais les plombs et les lièges sont mis en vente. Le tribunal doit donc toujours prononcer leur confiscation.

Les engins non prohibés peuvent être confisqués et vendus au profit du Trésor, en cas de pêche sur autrui sans autorisation ; ils doivent, obligatoirement, l'être en cas d'infraction à l'art. 33 de la loi de 1829 qui vise leur détention par les mariniers des rivières navigables.

La loi du 15 avril 1829 n'ordonne la confiscation des poissons qu'en cas de pêche ou colportage de poissons n'ayant point les dimensions déterminées. En réalité, il s'agit plutôt ici de la saisie, dont il est parlé à l'art. 42, que de confiscation, car le poisson ne saurait jamais être conservé jusqu'au jugement qui seul peut en prononcer la confiscation.

D. — RESTITUTION.

Le poisson étant *res nullius*, il ne devrait pas y avoir de restitution en matière de pêche ; aussi, n'est-elle ordonnée que dans les cas nettement prévus par la loi. C'est ainsi que l'art. 5 de la loi de 1829 prescrit, en cas de pêche sans la permission de celui à qui le droit de pêche appartient, la restitution au profit de ce dernier du prix du poisson qui aura été pris.

E. — DOMMAGES-INTÉRÊTS.

Dans tous les cas où il y aura lieu à adjuger des dommages-intérêts, ils ne pourront être inférieurs à

l'amende simple prononcée par le jugement. Il convient de tenir pour simples les amendes forcées par les circonstances spéciales de nuit et de récidive.

Les dommages-intérêts appartiennent aux fermiers, aux porteurs de licences et aux propriétaires riverains, si le délit est commis à leur préjudice ; mais lorsque le délit a été commis par eux-mêmes au détriment de l'intérêt général, ils appartiennent à l'État.

L'allocation de réparations civiles n'est pas, en principe, obligatoire pour les tribunaux. Il y a cependant certains délits pour lesquels ils doivent, en tout état de cause, prononcer des dommages-intérêts : pêche sans l'autorisation de celui à qui le droit appartient et établissement de barrage ayant pour objet d'empêcher entièrement le passage du poisson.

Dans les autres cas, il faudra que le demandeur prouve l'existence du dommage causé pour en obtenir réparation, quelle que soit d'ailleurs la nature des délits et qu'il y ait eu ou non intention de nuire (v. sur ce point Ch. Guyot : *Des dommages-intérêts en matière de délits de pêche* ; — *Bull. Soc. Centr. Aquic. et Pêche*, février 1902).

F. — INCAPACITÉS ÉLECTORALES.

La condamnation, même à l'emprisonnement, pour délit de pêche n'entraîne aucune incapacité électorale (Cass. 26 mars 1877, D., 77, 1, 204).

IV. — Application des pénalités.

A. — EXTINCTION DES PEINES.

Les peines prononcées en matière de pêche s'éteignent, selon les règles du droit commun, par l'exécution, le décès du condamné, la prescription (qui comme pour tous délits ordinaires est de 5 ans), l'amnistie et la grâce.

A ces modes d'extinction il y a lieu d'ajouter la transaction après jugement (v. Décret du 20 mars 1897) qui, comme nous l'avons vu, ne peut porter que sur les peines et réparations pécuniaires concernant l'Administration forestière.

L'emprisonnement prononcé par jugement définitif ne peut être l'objet que d'un recours en grâce.

B. — CUMUL DES PEINES.

La loi sur la pêche ne permet pas de trancher la question de savoir si le principe général de non-cumul contenu dans l'article 365 du Code d'Instruction Criminelle est applicable aux peines qu'elle prononce.

En ce qui concerne les amendes, la jurisprudence avait jusqu'alors adopté le plus souvent l'affirmative, en se basant sur ce que cet article 365 est applicable à toutes les peines ayant un caractère répressif lorsque le législateur n'en a pas disposé autrement.

Mais la Cour de Cassation vient récemment de se prononcer en faveur du cumul, l'amende ayant,

d'après elle, un caractère mixte et tenant de la nature des réparations civiles (Cass. 2 déc. 1900. — Fuzier-Herman, mot : *Pêche Fluviale*, 941). La solution du cumul des peines paraît désormais destinée à prévaloir.

C. — SURSIS A L'EXÉCUTION DES PEINES.

La loi du 26 mars 1891 autorise les juges qui prononcent l'emprisonnement et l'amende à dispenser de l'exécution ceux qui, ayant de bons antécédents, demeurent pendant cinq ans sans encourir de nouvelle condamnation. Est-elle applicable en matière de pêche fluviale ?

Trois arrêts de la Cour de Cassation du 30 août 1900 (D., 1901, 1. 142) ont décidé que la loi du 26 mars 1891 n'était pas applicable aux amendes en matière de pêche. Ces arrêts se basent d'une part sur ce qu'aux termes de l'article 2 de cette loi le sursis ne peut être ordonné ni pour les frais, ni pour les dommages-intérêts et d'autre part sur ce que l'amende prononcée par la loi de 1829 a un caractère mixte car elle tient de la nature des réparations civiles.

D'après la Cour de Cassation, le caractère de réparations civiles attribué par elle aux amendes de pêche (caractère qui sert à résoudre la question du sursis comme il a déjà servi à résoudre celle du cumul) aurait un double fondement. Il serait basé sur ce que le taux de l'amende sert de base à la fixation des dommages-intérêts quand il en est accordé et sur ce que l'Administration peut transiger sur cette amende, même après jugement définitif.

M. Ch. Guyot (*Revue des Eaux et Forêts*, 15 mars

1903, p. 175) n'admet pas la doctrine adoptée par la Cour suprême et, pour lui, la loi du 26 mars 1891 est inapplicable en matière de pêche, parce que, ne concernant que les délits de droit commun, elle ne saurait être étendue à des délits régis par une législation spéciale, avec laquelle son texte ne peut se concilier. Nous nous rallions entièrement à l'avis de M. Ch. Guyot et, comme lui, nous trouvons inutile et même dangereuse cette dénaturation du caractère de l'amende. La loi de 1891 ne saurait s'étendre à la pêche fluviale que si le législateur avait expressément prévu cette extension. Nous ajouterons encore qu'en donnant aux amendes le caractère de réparations civiles on explique difficilement qu'elles soient attribuées à l'État (L. de 1829, art. 73).

V. — La procédure.

Les citations sont faites soit par les huissiers, soit par les préposés des Eaux et Forêts. Ces derniers doivent alors, comme en matière forestière, observer les prescriptions relatives au secret des actes signifiés (v. L. du 15 février 1899 modifiant l'art. 68 C. Pr. Civ.). Ils reçoivent de même une rétribution de trente centimes pour chaque acte remis aux parties.

En ce qui concerne les huissiers, les actes à signifier leur sont transmis par l'intermédiaire des Juges de Paix, avec lesquels les agents forestiers ont la franchise postale, et ils sont rémunérés suivant le tarif du décret du 18 juin 1811.

Les formalités de la citation sont les mêmes que pour les délits forestiers. En particulier, l'acte de cita-

tion doit, à peine de nullité, contenir la copie du procès-verbal et de l'acte d'affirmation. Et cette nullité ne serait pas couverte par la comparution volontaire du prévenu à l'audience (Lyon, 26 nov. 1901;— *Revue des Eaux et Forêts*, 1902, p. 182).

L'instruction orale en matière de pêche a lieu absolument comme en matière forestière. Les agents de l'Administration des Eaux et Forêts ont le droit d'exposer l'affaire devant le tribunal et sont entendus à l'appui de leurs conclusions (v. L. de 1829, art. 51).

Les mêmes incidents, les mêmes exceptions peuvent se présenter et sont traités de la même façon, notamment l'inscription de faux et l'exception préjudicielle. Pour cette dernière, on a relevé une différence entre l'article 59 de la loi de 1829 et l'article 182 du Code Forestier. En matière de pêche, la loi ne demande pas comme en matière forestière que les faits de possession sur lesquels est fondée l'exception soient *personnels au prévenu*; mais la jurisprudence a toujours exigé cette personnalité.

En matière de pêche, comme en matière forestière, le Ministère Public fait exécuter les peines corporelles et les percepteurs des Contributions directes assurent le recouvrement des condamnations pécuniaires : amendes, restitutions, dommages-intérêts et frais (v. L. de 1829, art. 76 modifié par l'art. 25 de la loi du 29 décembre 1873).

Les agents forestiers n'ont pas en principe à s'occuper de l'exécution des jugements en matière de pêche. Toutefois c'est à eux qu'il appartient de faire signifier les jugements par défaut. Cette signification est effectuée dans les mêmes conditions qu'une citation soit par un huissier, soit par un préposé forestier.

Les jugements portant des condamnations pécuniaires sont exécutoires par la voie de la contrainte par corps comme en droit forestier. En matière de pêche fluviale, la durée de la contrainte est fixée par le jugement dans les limites de huit jours à six mois. (L. du 22 juillet 1867, art. 18.) Lorsque le débiteur justifie de son insolvabilité, la durée de la contrainte est de droit réduite de moitié, sans pouvoir en aucun cas excéder deux mois. (L. du 22 juillet 1867, art. 10, et L. du 15 avril 1829, art. 79.) Dans le cas où l'insolvable se trouverait en état de récidive, la durée de la contrainte doit être portée au double de ce qu'elle aurait été sans cette circonstance.

L'initiative de la contrainte à l'égard des condamnés solvables appartient aux comptables du Trésor. Quant aux insolvable, les mesures préliminaires à leur incarcération sont prises par les agents des Eaux et Forêts. Lorsque cette incarcération est décidée, les préposés des Eaux et Forêts peuvent être chargés de procéder à l'arrestation des condamnés.

Les frais et dépens se règlent conformément au droit commun. Lorsque les poursuites sont dirigées par l'Administration des Eaux et Forêts elle-même ou par le Ministère Public saisi par elle et agissant en son nom, les frais sont dans ces deux cas à la charge de l'Administration. La liquidation en est faite par le Conservateur. Toutefois, les frais de capture des condamnés appréhendés en vue de l'exécution de peines d'emprisonnement sont par exception à la charge du Ministère de la Justice. (Instr. Garde des Sceaux, 22 avril 1869.)

En dehors des frais de justice proprement dits, l'Administration des Eaux et Forêts peut avoir à

payer, en matière de délits de pêche, d'autres frais spéciaux, tels par exemple que l'analyse d'eaux contaminées par des déversements industriels.

Les frais de toute nature sont à la charge du Ministère de la Justice dans le cas où le Parquet aurait poursuivi d'office la répression d'un délit sans consulter le Service forestier ou contrairement à l'avis de ce dernier.

Ensuite de la loi du 5 août 1899, toutes les condamnations pour délits de pêche donnent lieu à l'établissement de Bulletins n° 1 du casier judiciaire qui sont payés sur les fonds de la justice criminelle. L'Administration des Eaux et Forêts peut obtenir, par l'intermédiaire des Parquets et moyennant paiement, les Bulletins n° 2 qui lui sont nécessaires pour les poursuites correctionnelles.

Les voies de réformation des jugements sont les mêmes que lorsqu'il s'agit de délits forestiers. En ce qui concerne l'appel et le pourvoi en cassation, les art. 60 et 61 de la loi de 1829, notamment, reproduisent les art. 183 et 184 du Code Forestier.

Enfin, l'instruction des recours en grâce est faite par l'Administration des Eaux et Forêts pour les délits de pêche dont la poursuite lui appartient. Cette instruction n'a lieu d'ailleurs que si le pétitionnaire a été condamné à l'emprisonnement; autrement, l'affaire serait traitée comme demande de transaction après jugement.

VI. — Les délits commis dans les eaux frontières.

Le Français qui a commis un délit de pêche sur le territoire d'un État limitrophe peut être poursuivi en

France d'après la loi française, si cet État autorise la poursuite de ses regnicoles pour les mêmes faits commis en France (v. L. du 27 juin 1866, art. 2).

A. — BELGIQUE.

Une convention de cette nature a été conclue entre la France et la Belgique : « Tout Français qui se sera
« rendu coupable, en Belgique, de délits et de con-
« traventions en matière forestière, rurale et de *pêche*
« pourra, à son retour en France, y être poursuivi
« et y sera jugé d'après la loi française, s'il y a plainte
« de la partie lésée ou avis officiel donné aux autorités
« françaises par les autorités belges ». (Décr. du
2 novembre 1877, art. 1^{er}). La réciprocité a été accor-
dée par la Belgique pour les délits et contraventions
de pêche commis par les Belges en territoire français.

B. — SUISSE.

La convention signée à Paris le 27 décembre 1899 entre la France et la Suisse, et qui sera prochainement rendue exécutoire, règle la question des poursuites comme le fait la convention du 28 décembre 1880 actuellement en vigueur.

Les deux États s'engagent respectivement à poursuivre ceux de leurs ressortissants qui auraient commis sur le territoire de l'autre État l'une des infractions visées dans la convention, comme si l'infraction avait été commise sur leur propre territoire et en appliquant les peines prévues par la législation du pays du délinquant pour la répression desdites infractions.

a) *Lac Léman et Rhône.* — Les deux Gouvernements se font connaître réciproquement les noms de leurs gardes-pêche et les procès-verbaux dressés par les gardes-pêche d'un pays font foi jusqu'à preuve contraire devant les tribunaux de l'autre.

Les gardes-pêche de chaque pays peuvent suivre les délinquants et saisir les engins et poissons prohibés dans un rayon de cinq kilomètres au-delà de la frontière de leurs États respectifs. Ils ne peuvent toutefois s'introduire dans les maisons et enclos qu'assistés d'un fonctionnaire de la police locale ayant lui-même ce pouvoir. Les engins ou poissons saisis restent dans le pays de l'agent verbalisateur.

La transmission des procès-verbaux se fait par l'intermédiaire des Commissaires désignés par les deux Gouvernements (pour la France, c'est le Conservateur des Eaux et Forêts à Chambéry). Ces Commissaires saisissent, chacun dans leur pays, les autorités compétentes et font connaître à leur collègue le résultat des poursuites.

L'État où la poursuite sera exercée perçoit seul l'amende et les frais, sauf à remettre à l'agent verbalisateur la gratification à laquelle il a droit.

b) *Doubs.* — Le Commissaire français est le Conservateur des Eaux et Forêts à Besançon. En outre quatre gardes-pêche, dont deux nommés par la France, un par le canton de Neuchâtel et un par celui de Berne, sont chargés d'assurer la surveillance.

Les contraventions aux dispositions de la convention sont poursuivies et réprimées par les autorités compétentes, conformément à la législation de l'État dans lequel elles ont été commises.

Si pour la même contravention deux ou trois territoires ont été empruntés ou s'il y a doute, la contravention est réprimée par l'autorité compétente de l'État auquel elle aura été dénoncée.

TROISIÈME SECTION

EXPLOITATION ET AMÉLIORATION DE LA PÊCHE

CHAPITRE VII

L'EXPLOITATION DE LA PÊCHE

I. Les amodiations dans les rivières navigables ou flottables non canalisées. — II. Obligations et droits des amodiataires. — III. Produit en argent des amodiations dans les rivières navigables ou flottables non canalisées. — IV. L'exploitation des lacs du domaine public. — V. L'exploitation des eaux dépendant du domaine privé de l'État. — VI. Attributions se rattachant à l'exploitation de la pêche.

I. — Les amodiations dans les rivières navigables ou flottables non canalisées.

L'Administration des Eaux et Forêts est chargée de l'exploitation, au profit de l'État, de la pêche dans les rivières navigables et flottables non canalisées, ainsi que dans la majeure partie des lacs ou étangs faisant partie du domaine public. Rappelons que l'État laisse

tout le monde pêcher à la ligne gratuitement dans ces cours d'eau et qu'à partir de la limite de l'inscription maritime la pêche y est abandonnée aux inscrits.

La pêche au profit de l'État est exploitée soit par voie d'adjudication publique, soit par concession de licences à prix d'argent (v. L. de 1829, art. 10). L'art. 20 de la loi de 1829 (modifiée par celle du 6 juin 1840), renvoyait à des ordonnances royales le soin de déterminer les divers modes d'amodiation, en ajoutant que les adjudications auraient toujours lieu avec publicité et concurrence. Aussi, le 28 octobre 1840 est intervenue une ordonnance prescrivant l'emploi soit des adjudications au rabais, soit des adjudications aux enchères et à l'extinction des feux.

C'est seulement lorsque l'adjudication aura été tentée sans succès que l'exercice du droit de pêche pourra être concédé par licences à prix d'argent, sur l'autorisation du Directeur Général des Eaux et Forêts. En conséquence, toutes les fois que l'adjudication n'aura pu avoir lieu il devra être fait mention, dans le procès-verbal de la séance, des mesures qui auront été prises pour donner toute la publicité possible et des circonstances qui se seront opposées à la location (v. L. du 15 avril 1829, art. 10).

Le principe de l'adjudication ainsi formellement posé a été modifié par la loi du 20 janvier 1902, aux termes de laquelle il peut être dérogé, en faveur des Sociétés de pêcheurs à la ligne, aux prescriptions de la loi de 1829. Nous exposerons dans le chapitre consacré aux Sociétés de pêche (3^e partie, ch. X) les formalités relatives aux baux amiables consentis à ces Sociétés.

Les prescriptions relatives à l'obligation de l'affichage et des adjudications publiques sont empruntées presque textuellement au Code Forestier, ainsi que les conséquences pénales de l'inobservation de ces prescriptions. Toutefois la loi de 1829, à la différence de la loi forestière, annule l'adjudication faite à une autre *heure* que celle indiquée par les affiches (1). En outre, elle base le montant des amendes, auxquelles sont exposés les agents forestiers responsables de la nullité, sur le fermage annuel du cantonnement de pêche.

L'art. 15 de la loi de 1829, semblable à l'art. 21 du Code Forestier, énumère les personnes qui ne peuvent à aucun titre prendre part aux adjudications et cite, en première ligne, les agents et préposés des Eaux et Forêts dans toute l'étendue du territoire français.

Enfin, la loi sur la pêche fluviale est la reproduction textuelle du Code Forestier pour tout ce qui concerne : le règlement des contestations pendant les adjudications ; — la répression des coalitions entre pêcheurs ; — l'admission des déclarations de command ; — la suppression des surenchères ; — l'obligation par l'adjudicataire de fournir caution et d'élire

(1) Malgré les termes formels de l'art. 13 de la loi du 15 avril 1829, Dalloz (*Code Forestier*, 3^e appendice, *Pêche fluviale*, p. 687) ne semble pas admettre la nullité de l'adjudication faite à une autre heure que celle indiquée par les affiches. A son avis, les dispositions de la loi de 1829 impliqueraient simplement que dans les affiches rédigées pour la location des cantonnements de pêche l'indication de l'heure doit être relatée à peine de nullité.

Dans tous les cas il convient de rappeler que les formalités de publicité sont prescrites en faveur de l'État et que la négligence de l'Administration dans leur observation ne saurait être invoquée par les adjudicataires.

domicile; — la force exécutoire du procès-verbal d'adjudication.

L'adjudication est faite aux clauses et conditions d'un cahier des charges général (1) et, en outre, conformément aux indications de l'affiche et à celles des clauses spéciales.

Elle comprend, outre la pêche mobile, la pêche aux moyens de pêcheries fixes (2), lorsque ce dernier mode aura été autorisé par les clauses spéciales ou par des décisions ministérielles prises pendant la durée des baux.

A l'encontre de ce qui a lieu pour les canaux et rivières canalisées, le procès-verbal d'adjudication n'est pas soumis à l'homologation préfectorale.

L'adjudication se fait par lots ou cantonnements de longueurs variables (en général de plusieurs kilomètres). Les lots d'une même rivière sont numérotés d'amont en aval.

La durée des baux est fixée aux clauses spéciales. Elle est habituellement de neuf ans; mais, quelle qu'en soit la durée, le bail doit prendre toujours fin le 31 décembre.

Lorsque le lot est restreint et le bail trop court, le concessionnaire n'a aucun intérêt à protéger le poisson, surtout si les fermiers voisins n'observent pas scrupuleusement les règlements de pêche. Avec un bail de longue durée portant sur une grande étendue

(1) Le cahier actuellement en vigueur a été approuvé le 16 décembre 1898 par le Ministre de l'Agriculture.

(2) La désignation de *pêcheries fixes* ne s'applique qu'à des installations où les engins sont fixés au fond de la rivière ou à ses bords par des pieux, charpentes, etc., établis à demeure.

de rivière, le concessionnaire au contraire fera tous ses efforts pour maintenir son cantonnement en bon état d'exploitation et de repeuplement. Ces principes ont été mis en pratique par l'Administration. Depuis le 1^{er} janvier 1894, les neuf cantonnements de pêche existant jusqu'à cette époque sur les Gaves de Pau et d'Oloron, dans le département des Basses-Pyrénées, sont réunis en un seul. Ce lot unique, dont la longueur atteint 73 kilomètres, a été affermé pour une durée totale de 18 ans. C'est la première fois en France qu'un lot de pêche aussi important ait été amodié par un seul fermier. Le résultat final démontrera la valeur de cette grande expérience.

Le droit de chasse étant, comme le droit de pêche, la conséquence de la propriété domaniale, le Gouvernement comprend, avec raison, dans les baux du droit de pêche ou dans les licences qu'il délivre, la faculté de chasser. L'exercice du droit de chasse demeure, bien entendu, subordonné aux conditions imposées par la loi du 3 mai 1844, modifiée par celle du 22 janvier 1874.

En principe, l'adjudicataire n'a le droit de chasser que le gibier d'eau dans l'étendue des parties louées. Ce droit peut cependant, lorsqu'il n'en résultera aucun préjudice pour les intérêts de la navigation, être étendu à toute espèce de gibier sur les parties terrestres de la section d'eau affermée, telles que les îles ou îlots, atterrissements, etc.

La question doit alors être réglée, préalablement à l'adjudication, par le Conservateur des Eaux et Forêts et l'Ingénieur en chef de la voie navigable. Ces deux hauts fonctionnaires déterminent d'un commun accord les îles et autres parties de rivières qu'il

y aurait lieu de comprendre dans le bail, soit qu'elles fassent partie du domaine public comme étant au-dessous du *plenissimum flumen*, soit qu'elles dépendent, dans le cas contraire, du domaine privé de l'État.

Dans le cas de non-adjudication d'un cantonnement, l'Administration des Eaux et Forêts peut concéder, à prix d'argent, des licences de chasse indépendantes de celles de pêche.

Enfin, cette Administration est encore chargée d'amodier le droit de chasse sur les réserves instituées pour la reproduction du poisson et où la pêche est formellement interdite.

II. — Obligations et droits des amodiataires (1).

A. — OBLIGATIONS DES AMODIATAIRES.

Les amodiataires doivent tout d'abord payer le prix du bail qui est soldé par trimestre et d'avance. En vertu de l'art. 4 de la loi du 26 décembre 1901, l'Administration des Domaines a été substituée à celle des Contributions indirectes en ce qui concerne le recouvrement des produits du domaine public fluvial. Les instances relatives à la consistance et au recouvrement de ces produits sont également suivies par l'Administration des Domaines.

(1) Les obligations et les droits des amodiataires résultent pour la plupart des dispositions du cahier des charges pour l'adjudication du droit de pêche et de chasse dans les rivières navigables et flottables non canalisées, approuvé par le Ministre de l'Agriculture le 16 décembre 1898.

Les adjudicataires doivent ensuite poser à leurs frais des poteaux indiquant : les limites des cantonnements, celles des réserves qui pourraient y être comprises, les distances de 30 mètres en amont et en aval des ouvrages d'art.

En vue d'assurer le repeuplement des rivières, ils ne peuvent vendre l'alevin provenant de leur lot ni le porter ailleurs sans l'autorisation du Conservateur des Eaux et Forêts. Ils doivent également veiller à l'exécution des règlements relatifs aux manœuvres des vannes dans l'intérêt de la pêche et aux échelles et avertir les agents forestiers des infractions. Ils doivent, enfin, chercher à propager dans leurs cantonnements respectifs les poissons les plus utiles et en rapport avec la nature des eaux.

Dans le même ordre d'idées, l'adjudicataire est obligé de souffrir de la part de l'Administration des Eaux et Forêts, si elle le juge convenable : l'établissement ou la modification d'échelles à poissons, la manœuvre de vannes pour faciliter le passage du poisson, la pose d'engins en amont des barrages pour s'assurer du fonctionnement des échelles, la pêche des poissons nécessaires pour des essais de pisciculture ou des études.

Une autre obligation (commune d'ailleurs à tous les pêcheurs dans les cours d'eau du domaine public) consiste pour les adjudicataires à laisser visiter leurs bateaux, loges, hangars, réservoirs et boutiques à poissons par les agents et préposés des Eaux et Forêts, sous peine d'une amende de 50 francs (v. L. de 1829, art. 34). En temps d'interdiction de la pêche, les adjudicataires ne doivent du reste conserver aucun poisson dans leurs boutiques. Le plus souvent les

clauses spéciales prévoient, en cas d'inobservation de cette prescription, le versement au Trésor d'une certaine somme à titre de clause pénale civile.

En cas de pêcheries fixes existantes, l'adjudicataire entrant doit en payer l'estimation à l'adjudicataire sortant. L'établissement de nouvelles pêcheries fixes nécessite un permis de l'Inspecteur des Eaux et Forêts, sur le vu duquel l'Ingénieur de la navigation indique l'emplacement de la partie du chenal qui devra rester libre. Dans tous les cas, les pêcheries fixes doivent être conformes aux dispositions du décret du 5 septembre 1897.

En principe, les contraventions commises par un fermier de la pêche aux obligations du cahier des charges ne sont passibles d'aucune peine, car on ne saurait assimiler ce cahier à un règlement légalement fait par l'autorité administrative et dont la violation serait réprimée par l'art. 471, § 15, Code Pén. Toutefois les obligations des amodiataires ont le plus souvent, au moyen de dommages-intérêts, une sanction civile dans le texte même qui les édicte ou trouvent indirectement une sanction pénale dans les lois et règlements sur la pêche fluviale.

B. — DROITS DES AMODIATAIRES.

L'État garantit à l'amodiataire la jouissance libre et complète du droit de pêche dans le cantonnement affermé. Cependant l'amodiataire doit subir, sans indemnité, tous les inconvénients ou dommages qui proviendront pour lui soit de cas de force majeure, soit du service de la navigation, soit des travaux effectués sur la voie navigable. Ce ne serait que si les

travaux troublaient la jouissance d'une manière considérable que l'adjudicataire, sans être admis à réclamer ni indemnité ni réduction, pourrait demander la résiliation de son bail. Il n'aurait de même qu'un droit semblable si d'anciennes pêcheries fixes étaient supprimées pendant la durée de son bail en vertu d'une décision ministérielle.

Les adjudicataires de plusieurs lots contigus ont la faculté, sous réserve de l'approbation ministérielle, de réunir ces lots en une seule exploitation de pêche. Ils peuvent également former des associations syndicales pour concourir, à frais communs, soit à la construction d'échelles, soit à une surveillance plus efficace. L'association syndicale devient obligatoire au cas où l'adjudicataire d'un lot intermédiaire refuse, alors que les autres, au nombre de quatre au moins, sont consentants.

Outre les co-fermiers que l'adjudicataire peut s'adjoindre en nombre fixé par les clauses spéciales (en général un pour deux ou trois kilomètres de cantonnement), il a la faculté d'accorder, avec l'agrément de l'agent forestier chef de service, des permissions annuelles de :

1° Grande pêche (avec tous les engins permis à l'exclusion des filets fixes) ;

2° Petite pêche (avec les engins manœuvrés à la main par un seul homme) ;

3° Pêche aux lignes (autres que la ligne flottante tenue à la main) ;

4° Chasse.

Les permissions de pêche sont en général données à raison d'une ou deux par kilomètre. Le nombre des

permissionnaires de chasse se rapproche le plus souvent de celui des co-fermiers.

Les adjudicataires ne peuvent user sur les cours d'eau navigables que du chemin de halage, sur les cours d'eau flottables que du marchepied. S'il n'y a ni chemin de halage, ni marchepied, les adjudicataires doivent traiter de gré à gré avec les propriétaires riverains pour l'usage des terrains dont ils ont besoin pour retirer leurs filets (v. L. de 1829, art. 35).

Dans l'un et l'autre cas, lorsque le passage est abusivement exercé par les adjudicataires, ceux-ci s'exposent à une demande en dommages-intérêts et en outre à une poursuite en simple police si le terrain est préparé et ensemencé (v. art 471, § 13, C. Pén.). Il n'y a pas d'ailleurs d'autre sanction à l'art. 35 de la loi de 1829, son inobservation ne constituant pas un délit de pêche.

Les adjudicataires peuvent pratiquer des pêches extraordinaires dans deux cas :

1° En cas de vidange ou d'abaissement artificiel des eaux et avec l'autorisation du Conservateur des Eaux et Forêts ;

2° Pour détruire certaines espèces dans le but d'en propager d'autres plus précieuses, conformément à l'art. 18 du décret du 5 septembre 1897 et en présence d'un agent forestier.

Les adjudicataires ont le droit : de se faire aider par des *compagnons* agréés par le chef de service des Eaux et Forêts, d'employer des bateaux sous certaines conditions et de commettre des gardes particuliers dont les procès-verbaux sont transmis à l'agent forestier chef de service.

Les contestations entre l'Administration forestière

et les adjudicataires relatives à l'exécution et à l'interprétation des conditions des adjudications sont portées devant les tribunaux ordinaires (v. L. de 1829, art. 4).

Les contraventions de grande voirie (telles que : dégradations aux terrassements et ouvrages d'art ; — obstruction du chenal en cas de pêcherie fixe, etc...), commises par les adjudicataires, peuvent être constatées par les préposés des Eaux et Forêts et sont déférées aux Conseils de préfecture.

III. — **Produit en argent des amodiations dans les rivières navigables ou flottables non canalisées.**

Les sommes recouvrées par les receveurs des Domaines pour le compte de l'Administration des Eaux et Forêts, et représentant le produit en argent de la pêche fluviale sur les cours d'eau navigables et flottables non canalisés, proviennent des :

- 1° Amodiations par voie d'adjudication publique ;
- 2° Baux amiables consentis aux Sociétés de pêcheurs à la ligne ;
- 3° Concessions de licences de pêche ;
- 4° Concessions de licences de chasse ;
- 5° Amodiations du droit de chasse sur les réserves.

Les amodiations de chasse dans les réserves sont rares ; il en existe cependant sur la Loire. Quant aux baux amiables pour les Sociétés de pêche, il n'avait pu en être consenti aucun avant le décret du 17 février 1903 relatif à l'application de la loi du 20 janvier 1902 (v. 3^e partie, ch. X).

Nous donnons, dans le tableau suivant, pour cha-

cun des départements, groupés par Conservation forestière, la longueur totale des cours d'eau du domaine public ressortissant à l'Administration des Eaux et Forêts qui faisait l'objet d'amodiations de pêche et de chasse par voie d'adjudication publique, avec le montant de ces amodiations, en 1902. Un certain nombre de ces adjudications, expirant le 31 décembre 1902, ont été renouvelées en 1903.

État des amodiations dans les rivières navigables ou flottables non canalisées en 1902.

NUMÉROS des Conservations	SIÈGES des CONSERVATIONS	DÉPARTEMENTS	LONGUEUR des COURS D'EAU amodiés	MONTANT des AMODIATIONS
			kilom.	fr.
1	PARIS	Oise	»	»
		Seine	»	»
		Seine-et-Marne	»	»
		Seine-et-Oise	»	»
		Calvados	»	»
2	ROUEN	Eure	2	75
		Eure-et-Loir	»	»
		Manche	»	»
3	DIJON	Seine-Inférieure	»	»
4	NANCY	Côte-d'Or	»	»
5	CHAMBÉRY	Meurthe-et-Moselle	196	21.735
		Savoie	106	247
6	CHARLEVILLE	Haute-Savoie	48	390
		Ardenne	74	5.255
		Marne	67	5.849
7	AMIENS	Aisne	»	»
		Nord	»	»
		Pas-de-Calais	»	»
		Somme	22	602
8	TROYES	Aube	94	4.917
9	EPINAL	Yonne	»	»
10	GAP	Vosges	83	3.592
		Hautes-Alpes	161	334
A reporter ...			853	42.996

NUMÉROS des Conservations	SIÈGES des CONSERVATIONS	DÉPARTEMENTS	LONGUEUR des COURS D'EAU amodiés	MONTANT des AMODIATIONS
			kilom.	fr.
		<i>Reports</i>	853	42.996
11	VALENCE	Ardèche	165 (4)	8.155
		Drôme	131 (2)	917
		Vaucluse	41 (3)	1.740
12	BESANÇON	Doubs	»	»
13	LONS-LE-SAUNIER	Territoire de Belfort	»	»
14	GRENOBLE	Jura	127	4.325
		Isère	175	9.734
		Loire	128	11.845
15	ALENÇON	Rhône	15	3.300
		Côtes-du-Nord	»	»
		Finistère	»	»
		Ille-et-Vilaine	»	»
		Mayenne	»	»
		Morbihan	20	645
		Orne	»	»
16	BAR-LE-DUC	Sarthe	»	»
17	MACON	Meuse	»	»
		Ain	248	14.466
18	TOULOUSE	Saône-et-Loire	108	7.045
		Ariège	9	290
		Haute-Garonne	237	13.477
19	TOURS	Tarn-et-Garonne	66	6.915
		Indre-et-Loire	189	28.210
		Loir-et-Cher	101	6.055
		Loire-Inférieure	44	20.200
		Loiret	131	14.875
20	BOURGES	Maine-et-Loire	194	18.018
		Cher	124	5.564
		Indre	48	3.157
		Nièvre	143	14.195
21	MOULINS	Allier	128	10.260
		Creuse	»	»
		Haute-Vienne	»	»
22	PAU	Puy-de-Dôme	128	8.072
		Gers	»	»
		Basses-Pyrénées	159	2.874
		Hautes-Pyrénées	30	80
		<i>A reporter</i> ...	3.742	257.410

(1) Dont 132 kilomètres du Rhône.

(2) Aucune amodiation du Rhône.

(3) Dont 41 kilomètres du Rhône.

NUMÉROS des Conservations	SIÈGES des CONSERVATIONS	DÉPARTEMENTS	LONGUEUR des COURS D'EAU amodiés	MONTANT des AMODIATIONS
			kilom.	fr.
		<i>Reports</i>	3.742	237.410
23	NICE	Alpes-Maritimes ...	»	»
		Var	»	»
		Charente	»	»
24	NIORT	Charente - Inférieure	»	»
		Deux-Sèvres	»	»
		Vendée	11	1.012
25	CARCASSONNE....	Vienne	34	8.170
		Aude	34	303
		Pyrénées-Orientales.	»	»
26	AIX	Tarn	»	»
		Basses-Alpes.....	59	76
		Bouches-du-Rhône.	»	»
27	NIMES	Gard	44 (1)	2.340
		Hérault	»	»
		Lozère	»	»
28	AURILLAC	Aveyron	41	363
		Cantal	»	»
		Corrèze	111	1.493
29	BORDEAUX.....	Haute-Loire.....	109	2.881
		Lot	57	3.995
		Dordogne	108	6.550
30	AJACCIO.....	Gironde	71	1.956
		Landes	282	18.023
		Lot-et-Garonne ...	108	10.823
31	CHAUMONT	Corse	»	»
32	VESOUL	Haute-Marne.....	13	700
		Haute-Saône	30	1.440
		TOTAUX.....	4.854	317.537

(1) Dont 33 kilomètres du Rhône.

L'examen du tableau ci-dessus montre que la longueur totale des rivières navigables ou flottables non canalisées n'est pas amodiée par voie d'adjudication publique (1).

Cela vient tout d'abord de ce qu'une certaine partie de leur cours ne peut être comprise dans les cantonnements de pêche. Ce sont :

1° Les sections se trouvant dans la zone de l'inscription maritime et représentant une longueur d'environ 750 kilomètres;

2° Les sections mises en réserve pour la reproduction, d'une longueur totale d'environ 330 kilomètres;

3° Les cours d'eau et parties de cours d'eau où, pour des raisons particulières, la pêche n'appartient pas à l'État : telles sont par exemple les deux Leyres (Landes), déclarées flottables par décrets des 19 juin 1867 et 6 août 1874, où la pêche est encore exercée par les riverains non indemnisés conformément à la loi de 1829 (art. 3, § 3). La longueur des cours d'eau navigables ou flottables non canalisés où la pêche n'appartient pas à l'État est d'environ 100 kilomètres.

D'autre part, il y a un certain nombre de cantonnements qui n'ont pas trouvé preneurs par voie d'adjudication publique et où la pêche et la chasse sont exploitées par concessions de licences à prix d'argent. Les cours d'eau ou parties de cours d'eau dans ce cas ont une longueur d'environ 700 kilomètres.

(1) Il s'agit de la longueur totale des rivières navigables ou flottables non canalisées rattachées à l'Administration des Eaux et Forêts, que nous avons vu être de 6.700 kilomètres (v. deuxième partie, ch. VI).

Le tableau précédent nécessite encore une autre remarque. La longueur totale des amodiations, en 1902, pour chacun des départements de l'Ardèche et de la Drôme, du Gard et de Vaucluse, ne concorde pas avec la longueur totale des cours d'eau navigables ou flottables non canalisés, attribuée à chacun de ces départements dans le tableau du ch. VI de la deuxième partie. Ces différences proviennent de ce que, dans les parties de son cours où le Rhône sépare deux de ces départements, les cantonnements de pêche (établis avant 1897 par le Service des Ponts et Chaussées) ne se trouvent pas toujours avoir été affectés au département au compte duquel a été portée la section limitrophe correspondante du fleuve dans la statistique dressée par le Service des Eaux et Forêts en 1899. Néanmoins, la longueur totale des parties amodiées du Rhône correspond bien (en y ajoutant les réserves) à la longueur totale du fleuve rattachée à l'Administration forestière.

Le prix moyen d'amodiation d'un kilomètre de cours d'eau navigable ou flottable non canalisé est de 65 fr. 41; mais le rendement kilométrique des divers cours d'eau est très inégal. Il n'est que de 0 fr. 60 environ dans l'Arc (Savoie) et atteint près de 500 francs dans la Loire (Loire-Inférieure).

IV. — L'exploitation des lacs du domaine public.

Les lacs ou étangs qui font partie du domaine public et où la pêche fluviale est confiée à l'Administration des Eaux et Forêts étaient amodiés, en 1902, conformément aux indications du tableau suivant. Le

lac Léman, soumis à un mode d'exploitation spécial, ne figure pas dans ce tableau.

État des amodiations dans les lacs ou étangs du domaine public en 1902.

DÉPARTEMENTS	NOMS des LACS OU ÉTANGS	CONTENANCES AMODIÉES	MONTANT des amodiations	PRIX de l'amodiation à l'hectare
		hectares	fr.	fr. c.
AIN.....	Silans (1)	53	181	3 40
DOUBS.....	Saint-Point...	360	785	2 18
SAVOIE.....	Bourget (2) ...	4.181	5.015	1 20
SAVOIE (HAUTE-).	Annecy (1)....	2.704	480	» 18
	TOTAUX...	7.298	6.461	

(1) Dans les lacs de Silans et d'Annecy il existe des cantonnements de pêche déterminés par une certaine longueur des rives.
(2) La différence entre la contenance totale du lac du Bourget (4.211 h.,— v. deuxième partie, ch. II) et la contenance amodiée (4.181 h.) vient de ce que sur une surface de 30 hectares la pêche appartient dans ce lac à un particulier.

Le prix moyen d'amodiation de la pêche pour un hectare de lac du domaine public est de 0 fr. 88.

Lac Léman. — Les eaux françaises du lac Léman ne sont pas exploitées par voie d'amodiation.

En vertu de la convention actuellement en vigueur, nul ne peut pêcher autrement qu'à la ligne tombante ou flottante, tenue à la main, s'il n'est porteur d'un permis de pêche délivré par l'autorité compétente. Ces dispositions se retrouvent dans la convention signée le 27 décembre 1899 et non encore en vigueur.

En France, les permis sont délivrés par le Préfet de la Haute-Savoie, sur la proposition de l'Adminis-

iration des Eaux et Forêts. La redevance due à l'État est fixée à 6 francs.

Le nombre et le montant des permis ont été de :

En 1899, 435 permis dont le montant s'élevait à 2.610 fr.				
1900, 483	—	—	—	2.898
1901, 524	—	—	—	3.144

Un décret du 2 août 1902 a créé des permissions spéciales de pêche dans les eaux françaises, avec emploi de la ligne de fond, pour les touristes et les habitants. Ces permissions, valables pour une journée seulement, sont soumises à une redevance d'un franc.

V. — L'exploitation des eaux dépendant du domaine privé de l'État.

L'Administration des Eaux et Forêts n'a jamais cessé d'être chargée de l'exploitation de la pêche dans les étangs et cours d'eau non navigables dépendant du domaine privé de l'État et situés dans les forêts domaniales. Les produits de ces amodiations ont également toujours été encaissés par les receveurs des Domaines, au compte des forêts domaniales.

Depuis le décret du 7 novembre 1896, il y a lieu de leur ajouter les produits de la pêche dans les lacs ou étangs faisant partie du domaine privé de l'État et situés en dehors de toute forêt domaniale (lac de Bonlieu, — étang de Cazaux).

Le tableau suivant indique quels étaient, en 1899, l'emplacement, l'étendue et le montant de ces amodiations.

*État des amodiations dans les eaux du domaine privé de l'État
en 1899.*

DÉPARTEMENTS	FORÊTS DOMANIALES	COURS D'EAU ou ÉTANGS	ÉTENDUES AMODIÉES		MONTANT des amodiations
			kil.	hectares	
				h. a.	fr.
AISNE	Saint-Michel ..	Divers ruisseaux ..	30	"	75
AUBE	Rumilly	Etang de Rumilly ..	"	5 59	130
GIRONDE		Etang de Cazaux ..	"	2 227 "	2 230
ISÈRE	Grande-Chartreuse ..	Guiers Mort	8	"	440
JURA		Lac de Bonlieu	"	20 "	80
LANDES	Moliets	Courant d'Huchet ..	3	"	130
MEURTHE-&MOSELLE	Moyeuivre	Orne	1	"	30
NORD	Evêque	Divers étangs	"	2 50	10
	Mormal	Divers ruisseaux ..	3	"	10
OISE	Compiègne	Etangs de Sainte-Périne, d'Etou, Saint-Pierre et la Rouillie (2)	"	22 69	490
		Etang du Vivier du Grès	"	3 65	
		Etang de la Cour ..	"	7 19	102
		Etang d'Hermouset	"	1 08	30
PYRÉNÉES (HAUTES) ..	Treserouts	Génie (3)	7	"	60
SEINE	Verrières (1) ..	Fosses de la Bour-silère, Mare de Saint-Leu (2) ..	"	"	140
		Diverses mares (2) ..	"	"	30
SEINE-ET-MARNE	Champagne (1). Fontainebleau (1) ..	Diverses mares (2) ..	"	"	50
SEINE-ET-OISE	Meudon	Etangs d'Ursine et des Ecrevisses (2) ..	"	1 30	335
TARN	Cayroulet	Trois étangs	"	0 35	80
VOSGES	Forêts diverses	Divers cours d'eau	34	"	233
			86	2 291 55	4 735

(1) Les fossés et mares des forêts de Verrières, Champagne et Fontainebleau n'ont que quelques ares de superficie.
(2) Dans les mares des forêts de Verrières, Champagne et Fontainebleau ainsi que dans les étangs des forêts de Compiègne et de Meudon l'exploitation de la pêche consiste en délivrance de permissions de pêche à la ligne.
Toutefois les étangs de la forêt de Compiègne sont mis à sec tous les quatre ans et la vente par unités de produits des poissons qu'ils renferment est faite par l'Administration des Eaux et Forêts.
(3) Le montant de l'amodiation est de 150 fr. dont 4/10 à l'État et 6/10 à la commune de Saint-Pé.

VI. — **Attributions se rattachant à l'exploitation
de la pêche.**

L'Administration des Eaux et Forêts a encore, dans les cours d'eau du domaine public qui lui sont confiés, à s'occuper de la pêche à la ligne flottante que tout le monde peut y exercer gratuitement et de la pêche pratiquée, également sans aucune redevance, par les inscrits maritimes dans les sections qui leur sont réservées.

La pêche à la ligne flottante n'exige de la part de l'Administration qu'une surveillance n'offrant rien de particulier.

La pêche exercée par les inscrits peut nécessiter une intervention plus directe du Service forestier. C'est ainsi que dans certains cours d'eau (l'Adour par exemple) la partie du lit sur laquelle les inscrits sont autorisés à se servir de filets traînants (soit les deux tiers de la largeur) est limitée par un alignement de bouées dont il appartient à l'Administration des Eaux et Forêts d'assurer la pose et l'entretien.

Enfin l'exécution des arrêtés préfectoraux autorisant l'emploi de filets traînants dans les lacs et cours d'eau navigables, conformément à l'article 13 du décret du 5 septembre 1897, est confiée à l'Administration forestière.

Dans le département de la Corrèze, par exemple, les pêches au filet traînant ne peuvent avoir lieu en certaines parties de la rivière de Dordogne que deux fois par an et en présence de l'agent forestier local.

En Savoie, toutes les sennes (filets traînants)

employées dans le lac du Bourget doivent être plombées par les agents des Eaux et Forêts. Pendant la période d'interdiction elles doivent être mises sous scellés également par leurs soins.

CHAPITRE VIII

LA PISCICULTURE

I. Origine et développement de la pisciculture. — II. Les principes de la pisciculture. — III. Les établissements de pisciculture. — IV. Travaux accessoires et mesures réglementaires concernant la pisciculture. — V. La pisciculture en dehors de l'Administration des Eaux et Forêts. — VI. Le repeuplement des cours d'eau.

I. — Origine et développement de la pisciculture.

La pisciculture est l'ensemble des moyens destinés à favoriser la multiplication et le développement des poissons. Cette industrie peut être divisée en deux branches : 1^o *la pisciculture naturelle*, c'est-à-dire les procédés favorisant les conditions naturelles de la vie des poissons, mais sans intervenir directement dans certains de leurs actes physiologiques ; 2^o *la pisciculture artificielle* qui, au contraire, intervient dans ces actes et notamment dans ceux se rattachant à la reproduction.

Nous avons exposé plus haut (3^e partie, ch. IV) les principales mesures rentrant dans le domaine de la pisciculture naturelle et le rôle de l'Administration des Eaux et Forêts dans l'emploi de ces mesures. Il

ne nous reste donc à étudier, sous la rubrique « pisciculture », que la pisciculture artificielle.

La raison d'être de cette dernière réside dans les nombreuses causes de destruction auxquelles sont exposés les œufs dans les conditions naturelles (1). Mais, les méthodes artificielles ne sont que des procédés auxiliaires qui ne peuvent qu'être inférieurs dans leurs résultats à ceux que la nature favorise avec une inépuisable libéralité.

La fécondation artificielle fut découverte, à ce qu'il semble, en France au xv^e siècle par dom Pinchon, moine de l'abbaye de Rhéôme (aujourd'hui Moutier-Saint-Jean, dans la Côte-d'Or). Elle fut réinventée vers 1757 par l'allemand Jacobi et pratiquée alors avec succès en Hanovre. En 1772, Adanson et Duhamel firent connaître en France les travaux de Jacobi. De 1815 à 1830, des agents forestiers allemands poursuivirent, sur une assez grande échelle, des expériences de reproduction, en même temps que quelques essais avaient lieu en Angleterre et en Écosse.

Toutes ces expériences n'avaient pas eu de résultats pratiques d'une grande importance, quand, vers 1842, un simple paysan de La Bresse (Vosges), Remy, parvint, par ses seules observations personnelles, à réaliser pratiquement la reproduction artificielle de la truite dans les ruisseaux de la région. La question fut alors reprise par M. Coste, inspecteur général des

(1) Alors que le nombre d'œufs varie, suivant les espèces, de 4.000 (truite des ruisseaux) à 146.000 (tanche commune) par kilogramme d'animal prêt à frayer, il est admis, en général, que mille œufs ne donnent guère plus de cinq poissons adultes.

Ponts et Chaussées et professeur au Collège de France, qui fut le promoteur de la création de l'établissement d'Huningue (1852). On conçut alors des espérances exagérées qui durent bientôt être abandonnées et la pisciculture retomba, en France, dans une période d'oubli.

Ce ne fut qu'après la guerre de 1870-1871 que les efforts de la Société d'Acclimatation, la création de Sociétés piscicoles, les encouragements du Ministère de l'Agriculture et les travaux de l'Administration des Ponts et Chaussées finirent par réveiller le goût de la pisciculture dans notre pays. Nous renvoyons ici au ch. VI de la 1^{re} partie où se trouve exposée l'œuvre de l'Administration des Ponts et Chaussées de 1862 à 1896.

Aujourd'hui, c'est incontestablement l'Administration des Eaux et Forêts qui, par suite du décret du 7 novembre 1896 (v. art. 1^{er} *in fine*), a, au point de vue administratif, le rôle le plus important en matière de pisciculture.

Cependant, d'autres services publics s'en occupent également : la direction de l'Agriculture dans plusieurs écoles d'agriculture — le ministère de l'Instruction Publique dans certaines universités — enfin l'Administration des Ponts et Chaussées dans les établissements de pisciculture formant une dépendance directe du service de la pêche pour les cours d'eau restés dans ses attributions. A cette liste, il y a encore lieu d'ajouter plusieurs villes, de nombreux départements et quantité de sociétés, soit de pêche, soit de pisciculture proprement dite.

Nous verrons qu'à l'exception des travaux effectués par le Service des Ponts et Chaussées, l'Administra-

tion des Eaux et Forêts ne demeure pas étrangère aux essais qui sont tentés en dehors d'elle.

II. — Les principes de la pisciculture.

La pratique de la pisciculture artificielle comprend cinq opérations qui, toutes d'une grande simplicité, ne réussissent cependant qu'à la condition d'un soin méticuleux, d'une surveillance incessante et d'une adaptation rationnelle. Ce sont les suivantes :

- 1° Choix et préparation des reproducteurs ;
- 2° Ponte et fécondation ;
- 3° Incubation et éclosion des œufs ;
- 4° Elevage des alevins dans des bassins spéciaux ;
- 5° Dissémination des alevins dans les cours d'eau.

Les espèces de poissons qu'on cherche généralement à propager sont :

1° Parmi les salmonides, le saumon (*salmo salar*), l'omble chevalier (*salvelinus umbla*) — l'ombre commune (*thymallus vexillifer*) — et les truites des ruisseaux (*trutta fario*), des lacs (*trutta lacustris*) et arc-en-ciel (*salmo irideus*) ;

2° Parmi les cyprinoïdes, la carpe commune (*cyprinus carpio*) et la tanche commune (*tinca vulgaris*).

Ces espèces sont les seules qui soient produites au Jardin d'Acclimatation de Paris et, en y ajoutant le lavaret (*coregonus lavaretus*), dans la majeure partie des installations de pisciculture existant en France.

L'acclimatation d'espèces étrangères a été tentée, jusqu'à présent du moins, sans résultats très appréciables ; seule, la truite arc-en-ciel a été cultivée avec un certain succès. Sans négliger ces intéressantes

expériences, les efforts de l'Administration forestière ont surtout été dirigés vers la multiplication des excellentes espèces indigènes qui peuplent nos eaux.

Le plus souvent on se livre à la pisciculture proprement dite dans des établissements spéciaux avec un personnel dressé à cet effet ; d'autres fois on se borne à effectuer dans les cours d'eau diverses opérations destinées à venir directement en aide à la multiplication des poissons.

Nous allons examiner d'abord les résultats obtenus au moyen de ces deux procédés différents par l'Administration des Eaux et Forêts et nous y ajouterons l'étude de certaines mesures réglementaires dont la surveillance incombe à cette Administration.

Nous exposerons ensuite ce qui, dans le domaine de la pisciculture, est accompli en dehors de l'action directe du Service forestier.

III. — Les établissements de pisciculture.

La fécondation artificielle doit, en principe, se faire dans le voisinage des cours d'eau à repeupler et là où le poisson tend lui-même à se reproduire naturellement, par exemple en tête des bassins pour les espèces migratrices. Un établissement de pisciculture doit en outre être installé à proximité d'eaux vives et, autant que possible, d'une voie ferrée.

Lorsqu'il s'agira d'un établissement devant dépendre du Service forestier, il conviendra en outre qu'il soit placé non loin d'un poste forestier et d'un accès facile pour les agents. Une installation rustique en forêt ou dans un périmètre de reboisement est tout

indiquée ; elle doit toujours être complétée par la création de bassins d'alevinage.

L'Administration forestière a renoncé à entretenir un établissement central de pisciculture, mais elle a créé et elle favorise par des subventions un certain nombre d'établissements régionaux.

Les établissements gérés par les agents des Eaux et Forêts sont au nombre de 30, dont 13 provenant des Ponts et Chaussées et 17 installés, depuis 1898, par l'Administration forestière.

On peut les distinguer en : *domaniaux* quand ils sont entièrement créés et entretenus aux frais de l'État,— *départementaux* ou *communaux* lorsqu'ils sont fondés et entretenus sur les crédits votés à cet effet par les Conseils généraux de chaque département ou par les Conseils municipaux des communes. Les établissements départementaux ou communaux reçoivent en outre, le plus souvent, des subventions de l'État.

Nous donnons, dans le tableau suivant, un certain nombre de renseignements sur les établissements gérés par l'Administration forestière.

Tableau des Établissements de pisciculture gérés par l'Administration des Eaux et Forêts en 1902.

NUMÉROS des conservations	SIÈGES des CONSERVATIONS	NOMS des ÉTABLISSEMENTS	ANNÉE de la FONDATION	PRODUCTION ANNUELLE en alevins
17	AIN	Saint-Boys (1)	1898	100.000
21	ALLIER	Assise (1)	1901	15.000
26	ALPES (BASSES-)...	Barcelonnette	1901	10.000
10	ALPES (HAUTES-)...	Châteauroux	1892	45.000
11	ARDÈCHE	Bourg-St-Andéol (2) ..	1898	20.000
48	ARIÈGE	Ax-les-Thermes	1900	20.000
25	AUDE	La Loubatière	1901	20.000
28	AVEYRON	Grand-Rieu (1)	1884	20.000
28	CANTAL	Aurillac	1885	125.000
21	CREUSE	La Nouaille	1900	30.000
		Villedard	1880	130.000
		Ornans	1898	40.000
12	DOUBS	Pontartier	1898	52.000
		Saint-Hippolyte	1888	40.000
15	FINISTÈRE	Carnoët	1898	11.000
		Coat-Ligavant	1895	30.000
18	GARONNE (HAUTE-)...	Bagnères-de-Luchon ..	1898	50.000
29	GIRONDE	Lauriole	1898	200.000
13	JURA	Champagnole	1902	120.000
29	LANDES	Peyrehorade (3)	1895	80.000
14	LOIRE	Boën-sur-Lignon	1890	100.000
16	MEUSE	Beaussonne	1866	15.000
15	ORNE	Rémalard	1893	30.000
32	SAÔNE (HAUTE-)...	Luxeuil	1887	140.000
17	SAÔNE-ET-LOIRE ...	Saint-Antoine	1899	60.000
5	SAVOIE (HAUTE-)...	Saint-Prix	1898	40.000
25	TARN	Thonon (1)	1884	328.000
21	TARN	Brassac	1902	25.000
9	VIENNE (HAUTE-)...	Limoges	1884	200.000
	VOSGES	Retournemer	1900	100.000
TOTAL...				2.196.000

(1) Etablissement domanial.
 (2) Subventionné par l'Ardèche et la Drôme.
 (3) Deviendra domanial en 1912.

L'établissement le plus important actuellement est celui de Thonon (Haute-Savoie) qui, créé par les Ponts et Chaussées, produit chaque année, outre des alevins, plus de 200.000 œufs embryonnés d'ombles-chevaliers et de lavarets. Il a été complété dernièrement par des bassins d'alevinage et par une pêcherie de reproducteurs sur les bords de la Dranse. Son fonctionnement annuel coûte environ 3.500 francs.

L'établissement de Peyrehorade (Landes) se trouve dans des conditions particulières. Il a été construit et est actuellement exploité et entretenu par le fermier du cantonnement de pêche des Gaves de Pau et d'Oloron, dont nous avons parlé au chapitre précédent (lot de 73 kilomètres amodié pour 18 ans). Cet adjudicataire doit fournir à l'Administration des Eaux et Forêts pendant chaque année de son bail, à partir de la sixième, 80.000 alevins de salmonides âgés d'au moins quatre mois. Ce superbe établissement fera gratuitement retour à l'État le 1^{er} janvier 1912.

Nous n'avons pas cité dans la nomenclature des établissements de pisciculture ceux de l'École nationale des Eaux et Forêts et de Bellefontaine (Meurthe-et-Moselle) dont nous parlerons au chapitre suivant.

En principe, les alevins produits dans les établissements domaniaux sont destinés aux cours d'eau de la Conservation dont font partie ces établissements. Le surplus, s'il y a lieu, est mis à la disposition de l'Administration centrale pour être employé en dehors de la Conservation.

Quant aux établissements départementaux ou communaux, les subventions qui leur sont accordées par l'État ont en général pour objet : des travaux de construction ou d'entretien ; — des locations d'immeubles pour y installer les établissements ; — des gratifications au personnel ; -- etc...

Les produits de ces établissements sont déversés dans les cours d'eau des départements qui les subventionnent.

IV. - Travaux accessoires et mesures réglementaires concernant la pisciculture.

A. — TRAVAUX ACCESSOIRES.

Parmi les divers travaux se rapportant à la pisciculture, il convient de citer en première ligne l'établissement dans les cours d'eau de frayères artificielles et la création de bassins spéciaux pour l'éclosion et la conservation des alevins pendant les premiers mois de leur développement.

Les frayères artificielles sont extrêmement simples puisqu'elles consistent seulement en quelques touffes d'herbes ou en fascines que l'on suspend dans l'eau à l'époque du frai et qu'on retire, lorsqu'elles sont garnies d'œufs, pour les placer dans des endroits où ceux-ci sont à l'abri de tout danger de destruction.

Ces endroits sont les *bassins d'alevinage* analogues à ceux existant dans les établissements de pisciculture et qu'on peut établir soit en isolant à cet effet une certaine partie des rives des cours d'eau, soit en utilisant dans le même but des étangs, des noues, des dérivations. Les agents forestiers ont créé des bassins d'alevinage de ce genre sur plusieurs points : en Meurthe-et-Moselle, en Haute-Savoie (dans la forêt départementale du Bouchet), etc...

On a proposé d'affecter à la pisciculture les étangs situés dans les forêts domaniales et des essais ont même été tentés dans divers départements : Allier, Loiret, Nièvre, Oise. On y a surtout reproduit des carpes et des tanches, mais peut-être pourrait-on également essayer la production de l'alevin de truite

arc-en-ciel, comme l'a fait le Service des Ponts et Chaussées dans le réservoir du Tillot (Côte-d'Or), servant à l'alimentation du canal de Bourgogne.

Les résultats obtenus par les frayères artificielles et les bassins d'alevinage sont utilement complétés par un certain nombre de petits travaux de pisciculture que les préposés forestiers effectuent facilement eux-mêmes et qui consistent en : récolte de crustacés et d'insectes pour nourrir les alevins dans leurs bassins, — surveillance de boîtes d'éclosion renfermant des œufs embryonnés et placées dans les cours d'eau, — ramassage et transport en bassins d'élevage d'alevins menacés de périr (par suite d'inondation, de sécheresse) ou surabondants (par suite de pêche d'étangs).

B. — MESURES RÉGLEMENTAIRES.

L'article 6 de la loi du 31 mai 1865 porte que l'Administration (1) pourra donner l'autorisation de prendre et de transporter, pendant le temps de la prohibition, le poisson destiné à la reproduction. L'autorisation n'est, bien entendu, nécessaire que pour le poisson de rivière. D'autre part l'exercice de la faculté accordée par la loi de 1865 doit être entouré des précautions nécessaires pour empêcher toute fraude. Ce sera à l'Administration des Eaux et Forêts d'y veiller lorsqu'il s'agira de cours d'eau de son ressort.

L'article 8 de la même loi étend d'autre part au

(1) L'Administration proprement dite (Ministres, Préfets...), et non pas l'Administration des Ponts et Chaussées ou bien celle des Eaux et Forêts.

frai et à l'alevin les dispositions relatives à la pêche et au transport des poissons. On voulait ainsi faciliter le repeuplement des cours d'eau et empêcher la destruction de quantités considérables d'alevins d'anguille que, dans l'Ouest de la France notamment, on donnait en pâture aux animaux domestiques ou dont on se servait comme engrais.

En conformité de l'art. 6 de la loi de 1865, un décret du 15 juillet 1879 permet au Ministre des Travaux Publics d'autoriser les agents des Ponts et Chaussées à pêcher et à transporter en tout temps la montée d'anguilles. Ces opérations, qui se font principalement dans la Somme, demeurent étrangères à l'Administration des Eaux et Forêts. Ajoutons d'ailleurs que la propagation de l'anguille est considérée comme dangereuse par un grand nombre de personnes compétentes.

Dans un certain nombre de départements côtiers (Ille-et-Vilaine, Côtes-du-Nord, Dordogne, Gironde, Landes, Basses-Pyrénées) la capture de la montée d'anguilles, désignée suivant les lieux sous les noms de *civelle* ou de *pibale*, est formellement interdite par les arrêtés préfectoraux de pêche. Il appartient à l'Administration forestière d'assurer l'exécution de cette prescription dans les cours d'eau dont elle a la surveillance.

V. — La pisciculture en dehors de l'Administration des Eaux et Forêts.

Il existe un grand nombre d'installations piscicoles qui sont créées, entretenues et gérées en dehors de

tout contrôle de l'Administration des Eaux et Forêts. Toutefois, parmi ces établissements il en est encore quelques-uns pouvant recevoir parfois une certaine impulsion du Service forestier (notamment par l'attribution de subventions), tandis que les autres ont un fonctionnement qui reste absolument étranger à ce Service.

Les établissements de la première catégorie comprennent d'abord ceux des Sociétés de pisciculture. Celles-ci, qui se proposent un but tout à fait désintéressé en poursuivant l'étude des questions relatives à la culture des eaux, entretiennent le plus souvent un laboratoire de pisciculture en vue de produire des alevins et de se livrer à des recherches scientifiques. Ces sociétés, qui n'ont d'autre mobile que le bien public, sont malheureusement peu nombreuses ; il n'en existe que quelques-unes dans l'Ouest et le Centre de la France.

Il y a lieu de leur assimiler les Sociétés savantes qui, bien que n'ayant pas en général d'établissement de pisciculture, n'en concourent pas moins à l'œuvre générale du repeuplement des cours d'eau. Nous pouvons citer parmi elles la Société centrale d'Aquiculture et de Pêche fondée en 1889 et dont le siège est à Paris.

Répandre les connaissances ichtyologiques ; élucider les questions scientifiques et pratiques qui touchent à la pisciculture ; étudier les maladies des poissons ; faire connaître les méthodes pratiques de fécondation et d'incubation des œufs et les meilleurs systèmes d'élevage et de transport des alevins ; combattre énergiquement le braconnage ; s'opposer par

tous les moyens possibles à la contamination des eaux : tel est en résumé le programme de la Société centrale d'Aquiculture et de Pêche.

Cette société emploie comme moyens d'action des publications, des conférences, des congrès, des encouragements honorifiques ou pécuniaires. C'est ainsi qu'elle met chaque année à la disposition de l'Administration des Eaux et Forêts un certain nombre de médailles et de diplômes à distribuer aux agents ou préposés qui se sont fait remarquer soit par leurs travaux de pisciculture, soit par leur zèle dans la surveillance de la pêche.

Il convient également de mentionner les établissements de pisciculture installés dans certaines Universités. Le plus important est celui de l'Université de Clermont-Ferrand, qui vient d'être complété par la station limnologique et piscicole de Besse-en-Chandesse (Puy-de-Dôme).

Les établissements échappant complètement à toute action de l'Administration des Eaux et Forêts, sont les plus nombreux. Ce sont :

1° Un certain nombre d'installations piscicoles appartenant à des départements, des villes,... telles que : l'établissement départemental du Nid du Verdier, près de Fécamp (Seine-Inférieure), produisant 60.000 alevins et la station aquicole de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais) en produisant 50.000, subventionnés tous deux par la Direction de l'Agriculture, — l'établissement du Trocadéro appartenant à la Ville de Paris qui en assure le fonctionnement, etc... ;

2° 16 laboratoires de pisciculture créés par la Direction de l'Agriculture dans 12 écoles d'agriculture et 4 fermes-écoles, servant tant à instruire les élèves

qu'à repeupler les cours d'eau avoisinants (production annuelle : 220.000 alevins);

3° 10 établissements conservés par l'Administration des Ponts et Chaussées pour le repeuplement des canaux et rivières canalisées (production totale : 800.000 alevins), et dont les plus importants sont ceux de : Gesse-Quillan (Aude) et de Bergerac (Dordogne);

4° Une cinquantaine d'établissements appartenant à des particuliers et dont les plus connus sont ceux de : Gremaz (Ain), — Neuvon (Côte-d'Or), — Herserange (Meurthe-et-Moselle), — Theix (Puy-de-Dôme), etc....

VI. — Le repeuplement des cours d'eau.

De 1850 à 1870 régna en France un véritable enthousiasme pour la pisciculture. On se disputait vivement les œufs embryonnés distribués gratuitement par l'établissement d'Huningue et, sur tous les points du territoire, on tentait le repeuplement des cours d'eau, des canaux et des lacs en saumons, truites et ombles. On dépensait beaucoup d'efforts et d'argent, mais les alevins jetés dans les rivières périsaient et le peu qui échappait était rapidement détruit par les pêcheurs et les braconniers.

Aucun de ces essais ne donna en effet de résultats durables, surtout en ce qui concerne les salmonides. Seuls les repeuplements effectués avec la montée d'anguilles réussirent à un tel point que les autres espèces en souffrirent, notamment l'écrevisse : dans le canal de Bourgogne, par exemple, cette dernière disparut pour ainsi dire complètement à la suite de repeuplements en anguilles. Quant aux essais d'accli-

matation d'espèces qui ne se trouvaient pas dans les eaux d'une région (du saumon par exemple dans le bassin du Rhône et dans les cours d'eau se jetant dans la Méditerranée), ils échouèrent en général complètement.

Il ne faut pas croire en effet qu'il suffise de jeter dans les cours d'eau des millions d'alevins pour les peupler : certaines précautions sont indispensables.

Il faut d'abord n'employer que des poissons d'au moins un an d'existence, pouvant se nourrir et échapper aux poursuites de leurs ennemis.

Il faut ensuite choisir avec soin l'endroit où on les mettra à l'eau (autant que possible en tête des bassins, près des sources, sinon dans un endroit peu profond), de façon qu'ils y rencontrent certaines conditions indispensables à leur développement et la nourriture convenant à leur âge.

Enfin, comme on introduit en général des poissons carnassiers, il est de toute nécessité de multiplier dans les mêmes proportions les poissons herbivores qui doivent servir à leur alimentation et de détruire les autres poissons de proie qui pourraient dévorer les nouveaux venus ou tout au moins leur faire concurrence.

Il est à espérer qu'après l'expérience du passé, le repeuplement artificiel des cours d'eau, auquel s'intéressent à nouveau les pouvoirs publics et avec eux les assemblées départementales et communales ainsi que les Sociétés de pêche, arrivera à donner tous les résultats qu'on peut raisonnablement attendre de lui.

En ce qui concerne le repeuplement des *cours d'eau non navigables ni flottables*, l'intervention de l'État doit d'abord encourager les efforts des départements

et des villes et même l'initiative privée pour développer la pisciculture régionale. Puis lorsqu'il y aura lieu de procéder au repeuplement direct de ces cours d'eau, comme il s'agira alors d'une entreprise d'intérêt local, l'État, conformément à la règle adoptée en pareille matière, n'y contribuera jamais que pour une portion de la dépense (la moitié au maximum), le surplus devant être fourni par les départements, les communes ou les riverains intéressés.

Depuis plusieurs années, les Conseils généraux des départements qui suivent votent un crédit destiné au repeuplement des cours d'eau non navigables ni flottables de ces départements (en dehors des sommes affectées aux établissements de pisciculture) :

Ain.	Loir-et-Cher.
Ardèche.	Loire (Haute-).
Ardennes.	Lot-et-Garonne.
Aube.	Meurthe-et-Moselle.
Cher.	Meuse.
Côte-d'Or.	Pyrénées-Orientales.
Creuse.	Saône-et-Loire.
Drôme.	Sarthe.
Gers.	Vosges.
Isère.	Territoire de Belfort.
Jura.	

Les crédits départementaux sont compris entre 200 fr. et 2.000 fr. Ils sont employés, en général, à des repeuplements en salmonides ; toutefois, dans les départements de l'Est, une partie est consacrée à des repeuplements en écrevisses. Notons encore qu'au lieu de déversements d'alevins, on procède parfois à la mise à l'eau de reproducteurs adultes.

L'État, de son côté, par des subventions en argent ou en nature (alevins des établissements de pisciculture domaniaux), aide à l'œuvre entreprise. Le soin de la mener à bien et de procéder aux immersions incombe au personnel de l'Administration des Eaux et Forêts.

Dans les *cours d'eau navigables ou flottables non canalisés*, l'Administration des Eaux et Forêts procède d'abord à des repeuplements au moyen d'alevins provenant des établissements de pisciculture domaniaux. Les lieux de déversements tout particulièrement indiqués sont les réserves.

D'autre part, le cahier général des charges des amodiations du droit de pêche dans ces rivières stipule que les adjudicataires doivent, en principe, chercher à propager dans leurs cantonnements respectifs les poissons les plus utiles et en rapport avec la nature des eaux.

Dans les cantonnements où des travaux de repeuplement en espèces utiles sont prescrits par les clauses spéciales de l'amodiation, les adjudicataires doivent les exécuter sous le contrôle de l'Administration forestière et en supporter la dépense jusqu'à concurrence des sommes indiquées dans ces clauses spéciales. Toutes les opérations faites par les adjudicataires sont mentionnées dans des procès-verbaux signés par eux ainsi que par les représentants locaux de l'Administration des Eaux et Forêts.

Afin que les adjudicataires ne soient pas exposés à voir l'alevinage profiter à leurs voisins plutôt qu'à eux-mêmes, il convient d'augmenter l'étendue des lots sur lesquels on mettra en charge de tels travaux.

CHAPITRE IX

L'ENSEIGNEMENT ET LES RECHERCHES SCIENTIFIQUES

I. L'enseignement relatif à la pêche fluviale. — II. Les expériences
et les recherches scientifiques.

I. — L'enseignement relatif à la pêche fluviale.

Les élèves de l'École nationale des Eaux et Forêts de Nancy, sortant de l'Institut agronomique, ont déjà acquis pendant leur passage à ce dernier établissement certaines notions de pisciculture. Cet enseignement a pendant longtemps été joint au cours de zoologie agricole. Il en a été distrait par arrêté ministériel du 31 octobre 1899, qui l'a érigé en maîtrise de conférences. Ensuite de cet arrêté et depuis l'exercice scolaire 1902-1903, quinze leçons d'aquiculture sont donc faites aux élèves de l'Institut agronomique pendant leur première année d'études.

A Nancy, les futurs agents forestiers complètent les notions acquises antérieurement. Le cours de sciences naturelles appliquées aux forêts (section de zoologie) comporte à cet effet un certain nombre de leçons sur les poissons, la pisciculture naturelle et la

pisciculture artificielle. On a rétabli, en effet, en 1896, dit M. Ch. Guyot dans son ouvrage sur *l'Enseignement Forestier en France* (p. 219), ce qui existait dans le règlement de 1842 et avait été supprimé en 1862. A l'appui des leçons, les collections de l'École comprennent, outre une série des poissons des cours d'eau de France formée par M. Mathieu, de grandes photographies et des plans en relief représentant divers types de pêcheries. Enfin, de petits modèles, avec figurines, renseignent les élèves sur la forme et le mode d'emploi des divers engins de pêche.

Le laboratoire de pisciculture annexé à l'École forestière permet en outre : 1° de montrer aux élèves des sujets vivants des différentes espèces de poissons et autres animaux aquatiques; — 2° de leur faire suivre quotidiennement le développement d'un certain nombre d'œufs de salmonides et pratiquer les manipulations en usage en pisciculture.

L'École possède encore pour son usage l'établissement piscicole de Bellefontaine créé par l'Administration dans la forêt domaniale de Haye, près de Nancy. Une partie des alevins produits à Bellefontaine a été jusqu'ici déversée dans les cours d'eau de Meurthe-et-Moselle en échange d'une subvention accordée par ce département.

Actuellement, les deux établissements de l'École forestière et de Bellefontaine n'ont pas encore reçu leur entier développement, notamment au point de vue des bassins d'alevinage nécessaires pour le plein fonctionnement de la pisciculture.

L'École nationale des Eaux et Forêts a enfin à sa disposition pour l'instruction de ses élèves l'étang d'alevinage de la Garenne, près Gerbeviller (Meurthe-

et-Moselle), d'une surface de 4 hectares 42 ares, louée par le département de Meurthe-et-Moselle, et dont la pêche est faite par l'Administration forestière.

Quelques bassins d'expérimentation annexés à l'étang de Jarville, situé près de Nancy et loué par une société de pêcheurs à la ligne, dépendent encore de l'École forestière.

A l'enseignement de la pisciculture proprement dite, il y a lieu de rattacher les leçons sur la Législation de la pêche fluviale, incorporées dans le cours de Législation forestière et qui faites actuellement par M. Ch. Guyot, Directeur de l'École de Nancy, nous ont été fort précieuses pour la partie juridique de ce travail.

L'examen oral d'admission à l'École secondaire d'enseignement professionnel des Barres (par Nogent-sur-Vernisson — Loiret) comprend tout ce qui concerne le service des brigadiers et gardes en matière de pêche. Les préposés des Eaux et Forêts admis à cette École y reçoivent, en matière de pisciculture et de législation de la pêche, l'enseignement qui plus tard leur sera nécessaire dans le service. Une collection de poissons naturalisés, provenant de l'exposition de 1900, et un certain nombre de types d'engins de pêche servent à compléter l'instruction des élèves.

A l'École pratique de sylviculture (également située aux Barres) l'enseignement théorique comprend des notions élémentaires sur la pisciculture et les poissons d'eau douce (1).

(1) En dehors de l'Institut agronomique et des Écoles forestières, l'enseignement de la pisciculture est encore donné en différents endroits :

1° En exécution de l'art. 7 de la loi du 3 juillet 1875, l'ensei-

La Direction Générale des Forêts avait publié en 1860 des instructions pratiques pour le repeuplement des cours d'eau. Ces instructions furent rééditées plusieurs fois par le Service des Ponts et Chaussées et distribuées aux gardes-pêche et aux cantonniers chefs. En 1896, lors de la remise du matériel de la pêche fluviale, elles firent retour à l'Administration des Eaux et Forêts qui les distribua à ses brigadiers. Tous les préposés des Eaux et Forêts sont en outre munis d'instructions sur la pisciculture rédigées à leur usage.

Enfin, l'enseignement des agents forestiers en matière de pêche fluviale se trouve actuellement couronné par le magnifique ouvrage « *La Pêche Fluviale en France* » dont nous avons parlé au ch. IV de la deuxième partie.

II. -- Les expériences et les recherches scientifiques.

Les recherches scientifiques et les expériences de toute nature relatives aux poissons et à la pêche flu-

nement de la pisciculture a lieu dans douze Écoles pratiques d'Agriculture et dans quatre Fermes-Écoles. Il consiste en une quinzaine de leçons ou séances de travaux pratiques sur les procédés de fécondation artificielle et sur l'alimentation rationnelle des alevins. Il est suivi tous les ans par plus de 160 élèves.

2° Dans les Écoles nationales d'Agriculture (Grignon, Montpellier, Rennes), la pisciculture comporte seulement une ou deux leçons faisant partie du cours de zoologie appliquée. Il n'y a d'ailleurs aucune installation piscicole dans ces établissements.

3° Citons enfin un cours libre et gratuit sur la zoologie appliquée à la pisciculture fait à la Faculté des sciences de Toulouse depuis le 17 mars 1902.

viale, se font d'abord dans les deux établissements de pisciculture dépendant de l'École des Eaux et Forêts de Nancy.

L'établissement situé à l'École même est un véritable laboratoire ichtyologique servant surtout à l'étude des maladies des poissons et de la résistance de ceux-ci aux diverses influences pernicieuses (telles que celles provenant de la pollution des eaux). On y étudie également les poissons indigènes et exotiques au point de vue de leur développement normal.

La station piscicole de Bellefontaine est utilisée pour les recherches relatives à la fécondation et à l'incubation des œufs de salmonides, à l'élevage des alevins, à la production des daphnies servant à leur alimentation, etc...

Les agents des Eaux et Forêts peuvent être également chargés de procéder eux-mêmes à des recherches ou à des expériences.

C'est ainsi qu'en 1902, lors de la réapparition de l'épidémie qui avait déjà frappé le barbeau quelques années auparavant, ils furent invités à procéder à une enquête sur cette maladie et à envoyer à Nancy des échantillons de poissons atteints et d'eau des rivières contaminées. Ils ont également été invités à étudier, dans le cours de la même année, les avantages et les inconvénients de l'emploi de la carafe ou bouteille comme instrument de pêche (1).

En ce qui concerne les expériences faites par les

(1) Cet engin, prohibé ensuite des dispositions de l'art. 9 du décret du 5 septembre 1897, permettrait surtout, paraît-il, la capture du véron commun (*phoxinus laevis*), grand destructeur d'œufs et d'alevins d'autres espèces plus intéressantes.

soins du personnel des Eaux et Forêts, nous pouvons citer : des lâchers dans le Loir de tacons (jeunes saumons) numérotés de façon à les reconnaître quand, après leur séjour en mer, ils remonteront dans les cours d'eau de la région, ainsi que des expériences sur la capture des poissons au moyen de nasses à grillages métalliques.

Il convient enfin de rappeler que c'est aux agents et préposés forestiers qu'il appartient de surveiller les pêches en temps prohibé autorisées par le Ministre de l'Agriculture en conformité de l'article 6 de la loi du 31 mai 1865 (v. p. 278). Ces pêches, effectuées en vue de l'enseignement et de la pratique de la pisciculture ou dans le but de faire des recherches scientifiques, sont en général autorisées sous la condition qu'aucun poisson ne sera capturé en dehors de la présence d'un préposé des Eaux et Forêts.

L'art. 102 de la loi de finances du 31 mars 1903 autorise un prélèvement supplémentaire de 1 0/0 sur les sommes engagées au pari mutuel de certains hippodromes et stipule que sur ce produit une somme de 100.000 francs au maximum sera affectée à la Caisse des recherches scientifiques, organisée par la loi du 14 juillet 1901, pour être employée « à l'étude « de procédés pratiques d'épuration des eaux d'égouts « et des eaux résiduaires. » La question touche de trop près à la pisciculture pour ne pas intéresser les agents forestiers qui sauront y trouver un nouveau champ de recherches ouvert à leur activité.

Les travaux scientifiques concernant la pêche fluviale sont d'ailleurs familiers à ces agents si l'on en juge d'après les concours ouverts chaque année par la Société centrale d'Aquiculture et de Pêche, aux-

quels ils sont autorisés à prendre part. Dans ces concours, en effet, ainsi que dans les Congrès internationaux de pêche et de pisciculture (à Paris en 1900, à Saint-Pétersbourg en 1902), les fonctionnaires de l'Administration française des Eaux et Forêts ont toujours su se faire remarquer par leur compétence et leurs travaux.

C'est encore sur eux qu'il faudrait principalement compter pour procéder à l'étude méthodique de nos cours d'eau, en vue de la culture spéciale et du régime piscicole à adopter pour chacun d'eux. Il serait fort à désirer, en effet, que de telles recherches fussent entreprises, sinon par département, au moins par bassins principaux.

CHAPITRE X

LES SOCIÉTÉS DE PÊCHE

I. Statistique et objet des Sociétés de pêche. — II. Les amodiations dans les cours d'eau navigables ou flottables non canalisés. — III. Les subventions de l'État.

I. — Statistique et objet des Sociétés de pêche.

Dans son numéro du mois de décembre 1865, la *Revue des Eaux et Forêts* relate la création à Paris d'une Société de pêcheurs à la ligne. Cette association, dont la naissance fut quelque peu raillée par les journaux d'alors, ne semble pas avoir eu une carrière longue ni brillante. Après sa disparition et pendant de longues années, les pêcheurs à la ligne ne songèrent plus à se grouper.

Ce n'est qu'en 1882 que se constituèrent les premiers Syndicats ou Sociétés de pêcheurs dont le développement a pris dans la suite un essor considérable. Voici d'ailleurs le nombre de Sociétés de pêche qui se sont formées chaque année de 1882 à 1898 :

En 1882 ...	1	Société	En 1891 ..	8	Sociétés
1883 ...	2	—	1892 ..	13	—
1884 ...	3	—	1893 ..	18	—
1885 ...	4	—	1894 ..	11	—
1886 ...	4	—	1895 ..	27	—
1887 ...	1	—	1896 ..	24	—
1888 ...	3	—	1897 ..	21	—
1889 ...	4	—	1898 ..	7	—
1890 ...	7	—			

En juillet 1898, il y avait déjà 149 Syndicats, Associations ou Sociétés de pêcheurs à la ligne, répartis dans 57 départements. A partir de cette époque leur nombre va se multiplier. Le 15 novembre 1900 il y en a 309 et à la fin de l'année 1902 il en existe plus de 420 (d'après le Syndicat central des Présidents des Sociétés de pêche à la ligne).

La dernière statistique détaillée que nous possédions date du 15 novembre 1900 et donne les renseignements suivants :

- 80 Sociétés réparties dans 2 départements ayant chacun plus de 10 Sociétés ;
- 61 Sociétés réparties dans 8 départements ayant chacun de 6 à 10 Sociétés ;
- 168 Sociétés réparties dans 66 départements ayant chacun de 1 à 5 Sociétés ;
- Il n'y a aucune Société dans 11 départements.

Les deux départements ayant plus de 10 Sociétés sont le Nord qui en a 66 et le Pas-de-Calais qui en a 14.

Les huit départements ayant de 6 à 10 Sociétés sont : Saône-et-Loire (10), Seine-et-Oise (9), Ardennes (8), Seine (8), Lot-et-Garonne (7), Seine-et-Marne (7), Haute-Savoie (6), Vosges (6).

Les onze départements ne renfermant aucune Société en 1900 sont les suivants : Basses-Alpes, Hautes-Alpes, Ariège, Aveyron, Corrèze, Corse, Lozère, Morbihan, Seine-Inférieure, Var, Vaucluse.

En juillet 1898, alors qu'il n'y avait que 149 Sociétés, on comptait 25.265 sociétaires. Aujourd'hui le nombre des pêcheurs à la ligne faisant partie d'une association dépasse certainement 50.000, car, en même temps que le nombre des Sociétés faisait plus que doubler, l'effectif des anciennes associations s'augmentait d'année en année.

Les Sociétés de pêche voyant leur nombre et leur importance croître sans cesse ne tardèrent pas à se constituer en *fédérations* en vue de défendre leurs intérêts auprès des pouvoirs publics.

En 1890 fut fondé à Lille le *Syndicat des pêcheurs à la ligne du Nord*, qui compte actuellement une douzaine de Sociétés.

Depuis 1896 la *Fédération des Sociétés de Pêche et de Pisciculture du Sud-Ouest* (qui comprenait 21 Sociétés en 1901) se réunit chaque année dans une des villes de la région.

L'année 1902 vit s'affermir le mouvement de concentration par la naissance de trois fédérations :

1° Le 29 mars, la *Fédération du Département du Cher* réunit 9 Sociétés de ce département;

2° Le 14 décembre, la *Fédération armoricaine* groupe 9 Sociétés de la Basse-Bretagne (Côtes-du-Nord, Finistère, Morbihan);

3° Le 24 décembre, le *Journal Officiel* publie la déclaration de constitution de la *Fédération du Bassin de la Loire* qui comprend aujourd'hui plus de 35 Sociétés.

Tout porte à croire que le mouvement ne s'arrêtera

pas. Lorsque des groupements analogues se seront opérés dans les bassins de la Seine et du Rhône et dans l'Est de la France, les Sociétés de pêche auront acquis un surcroît de puissance exceptionnel.

A côté des fédérations et jouant également un rôle très important, existe le *Syndicat central des Présidents des Sociétés et Syndicats des Pêcheurs à la ligne de France*. Ce Syndicat, fondé en août 1897 et dont le siège social est à Paris, a pour but de coordonner les efforts et les doléances de toutes les Sociétés de France, de faire toutes démarches nécessaires pour que les vœux les plus urgents réussissent et d'obtenir que le Gouvernement étudie les desiderata formulés et propose d'y donner satisfaction.

Il ne faut pas confondre avec ce Syndicat central l'Association syndicale des pêcheurs à la ligne des Cantonnements de Paris qui, fondée en 1896, est une vaste Société de pêche comprenant vingt sections, à raison d'une par arrondissement.

Ajoutons enfin que les Sociétés de pêche à la ligne ont un organe spécial dans *Le Pêcheur*, revue illustrée d'ichtyologie, d'aquiculture et de pêche, paraissant à Tours deux fois par mois.

Les Associations, Sociétés ou Syndicats de pêcheurs à la ligne sont soumis aux prescriptions de la loi du 1^{er} juillet 1901.

Les cotisations des membres varient en général de 1 à 6 francs ; en 1898, 15 Sociétés seulement avaient une cotisation supérieure.

Les Sociétés de l'espèce louent en général des canaux, des rivières ou des étangs afin de s'y livrer à la pêche à la ligne, à l'exclusion de toute autre.

Elles réensemencent, dans certains cas, les fonds

appauvris ; c'est ainsi qu'en 1897 elles ont immergé 916.000 alevins et 2,000 kilogrammes de poissons adultes. Certaines d'entre elles possèdent même des installations de pisciculture.

Elles instituent des gardes-pêche que l'État commissionne (v. 3^e partie, ch. II).

Enfin, elles distribuent soit des médailles, soit des primes en argent (s'élevant parfois jusqu'à 100 francs) aux rédacteurs de procès-verbaux de pêche. Quelques unes d'entre elles donnent également des primes pour la destruction des loutres.

L'État, de son côté, s'est préoccupé d'assurer la prospérité des Sociétés de pêcheurs à la ligne, qui gèrent en général dans les meilleures conditions possibles leur domaine fluvial et dont le concours ne saurait être dédaigné pour assurer le repeuplement de nos rivières.

Tout d'abord, des conditions particulières leur sont faites pour l'amodiation des cantonnements de pêche dans les cours d'eau du domaine public. D'autre part, le Parlement vote chaque année, depuis 1898, un crédit destiné à encourager ces utiles associations par des subventions calculées suivant les sacrifices dont elles ont justifié.

Nous allons étudier le rôle dévolu à l'Administration des Eaux et Forêts en vue d'assurer l'exécution de ces deux bienveillantes mesures.

II. — Les amodiations dans les cours d'eau navigables ou flottables non canalisés.

Les avantages consentis aux Sociétés de pêcheurs à la ligne pour amodier la pêche dans les cours d'eau

navigables ou flottables non canalisés ont une double origine : le cahier des charges des amodiations dans les cours d'eau de l'espèce, approuvé le 16 décembre 1898 par le Ministre de l'Agriculture, — la loi du 20 janvier 1902 applicable à tous les cours d'eau et canaux du domaine public.

A. — CAHIER DES CHARGES DU 16 DÉCEMBRE 1898.

a) *Amodiation*. — Pour être admises à l'adjudication d'un cantonnement de pêche, les Sociétés de pêcheurs à la ligne doivent se faire représenter par un délégué muni des pouvoirs nécessaires et tenu de faire sa déclaration de command immédiatement après l'adjudication. Ce représentant a, au regard de l'Administration des Eaux et Forêts, les mêmes droits et les mêmes obligations qu'un adjudicataire agissant pour son propre compte. Toutefois, au lieu de fournir une caution, il est simplement tenu de verser à la Caisse des dépôts et consignations une somme égale à la moitié de la redevance annuelle résultant de l'adjudication. S'il vient à mourir ou à se retirer au cours du bail, la Société doit, dans les trente jours, présenter un remplaçant au Conservateur des Eaux et Forêts.

Le bail consenti à une Société de pêcheurs à la ligne peut être résilié par le Ministre de l'Agriculture si cette société, le cas échéant, ne fournit pas un nouveau représentant, ou si le remplaçant proposé n'est pas agréé, ou, enfin, s'il est constaté qu'en tant que Société elle n'a jamais été ou bien qu'elle a cessé d'être valablement constituée.

b) *Exploitation*. — Le représentant de la Société peut obtenir une permission nominative de pêche pour chacun des membres de la Société, quel qu'en soit le nombre, mais à la condition expresse qu'il ne sera employé, par lui et les permissionnaires, aucun autre engin que la ligne plombée ordinaire ou la ligne flottante (v. p. 303, *note*). Tout permissionnaire a le droit de faire usage de deux lignes.

Dans le cas où un permissionnaire se livrerait à la pêche au moyen d'autres engins, le représentant de la Société doit, sur l'invitation de l'Inspecteur des Eaux et Forêts, lui retirer son permis et l'adresser au Conservateur, sans préjudice des peines auxquelles le délinquant pourra s'être exposé.

Enfin, dans le cas où l'Administration reconnaîtrait que les manœuvres de la Société nuisent au repeuplement du cours d'eau au lieu de le favoriser, le Ministre de l'Agriculture a le droit : soit d'imposer au représentant de la Société le retrait de toutes les permissions accordées et l'exploitation du lot de pêche comme pour son propre compte, soit de prononcer la résiliation du bail.

Un certain nombre de baux sont consentis dans ces conditions à des Sociétés de pêcheurs à la ligne, notamment sur la Garonne, le Tarn, le Lot, l'Adour, La Loire, l'Allier, etc..., mais il est probable qu'en présence des avantages plus sérieux qui leur sont accordés par la loi du 20 janvier 1902, les Sociétés de pêcheurs à la ligne renonceront peu à peu aux dispositions prévues en leur faveur par le cahier des charges.

B. — LOI DU 20 JANVIER 1902.

Le *Journal Officiel* du 22 janvier 1902 a publié le texte d'une loi du 20 du même mois complétant l'article 10 de la loi du 15 avril 1829, lequel pose en règle absolue, dans un but d'ordre et de bonne administration, que le droit de pêche sur les cours d'eau du domaine public doit être loué par adjudication publique. La concession de licences à prix d'argent n'est permise par la loi de 1829 qu'en cas d'échec dûment constaté de l'adjudication.

On reconnaissait depuis longtemps que, sous le régime de la loi de 1829, les Sociétés de pêcheurs à la ligne avaient assez de peine à vivre et à fonctionner normalement. La cause en était qu'à chaque adjudication nouvelle elles risquaient d'être dépossédées de leurs cantonnements ou d'avoir à les payer beaucoup plus cher. Si l'adjudication était tranchée en leur faveur, elles n'en restaient pas moins appauvries et anémiées et devaient par suite diminuer leurs frais de garderies, de repeuplements ou autres dépenses utiles. Si elles étaient dépossédées au profit de pêcheurs au filet, alors elles tombaient, n'ayant plus d'objet, et l'amodiataire nouveau ruinait la rivière. Il y avait donc là un cercle vicieux à briser.

Ce furent ces considérations qui firent adopter sans discussion au Parlement la loi dont le texte est donné ci-après :

« Article unique. — L'article 10 de la loi du 15 avril 1829 est complété par le paragraphe suivant :

« Il peut être dérogé, en faveur des Sociétés de pêcheurs à la ligne, au principe de l'adjudication,

« dans des conditions déterminées par un règlement
« d'administration publique ».

Le règlement d'administration publique prévu par la loi du 20 janvier 1902 a été signé par le Président de la République le 17 février 1903 (*J. Off.* 3 mars 1903, p. 1332).

Il ne s'applique qu'aux Sociétés de pêcheurs à la ligne régulièrement constituées, conformément aux dispositions de la loi du 1^{er} juillet 1901, auxquelles il permet d'obtenir sans adjudication publique l'affermage de cantonnements de pêche sur les fleuves, rivières et canaux visés à l'article premier de la loi du 15 avril 1829. Il intéresse donc également les Administrations des Eaux et Forêts et des Ponts et Chaussées.

a) *Formalités préparatoires.* — Toute Société désirant obtenir l'affermage d'un cantonnement doit tout d'abord justifier de sa constitution régulière. Elle doit ensuite présenter (six mois avant l'expiration des baux en cours) une demande au Préfet du département en y joignant l'engagement souscrit par délibération de l'assemblée générale de renoncer à l'emploi de tous filets et tous engins de pêche autres que la *ligne flottante* et la *ligne plombée ordinaire* (1). L'enga-

(1) La *ligne flottante* n'a pas à être définie; il suffit, en cas de doute, de se reporter aux décisions judiciaires rendues pour l'application de l'art. 5 de la loi de 1829. La *ligne volante* n'est qu'une forme particulière de cet engin. Il en est de même de la *ligne sans hameçon* (vermée, houe, etc...).

La *ligne plombée ordinaire* est toute ligne qui exige, comme la *ligne flottante*, la présence continue du pêcheur et dont l'amorce est maintenue par un corps lourd au fond du cours d'eau ou entre deux eaux.

gement doit spécifier que chaque sociétaire ne pourra se servir que de deux lignes.

Les Sociétés qui sont déjà adjudicataires d'un lot de pêche doivent en outre justifier des améliorations qu'elles y ont apportées, notamment des mesures appliquées par elles pour la répression du braconnage et pour le repeuplement. Elles doivent indiquer également les ressources financières dont elles disposent pour continuer à assurer ces diverses améliorations.

Celles des Sociétés qui ne sont pas adjudicataires d'un lot de pêche doivent s'engager à pratiquer dans les lots demandés de sérieuses mesures de répression du braconnage et de repeuplement, en établissant l'existence de moyens financiers suffisants pour l'exécution de cet engagement.

b) Instruction des demandes. — Le dossier une fois établi pour les Sociétés régulièrement constituées est adressé par les soins du Préfet au Service technique compétent (Eaux et Forêts ou Ponts et Chaussées).

Lorsqu'il s'agira de rivières navigables ou flottables non canalisées, ce sera le Service forestier qui instruira chaque demande et fournira son avis sur la suite qu'elle peut comporter. Ce Service dressera également le cahier des charges qui fixera le prix et les conditions de l'affermage.

D'une manière générale on prendra pour base le prix ancien de location, sauf à justifier, s'il y a lieu, une modification dans un sens ou dans l'autre. On pourra, par exemple, proposer une augmentation ou une diminution proportionnelle à l'augmentation ou à la diminution subie par les cantonnements voisins lors de leur dernière adjudication.

Quant aux conditions, ce seront en principe celles du cahier général des charges de la pêche, à moins qu'elles ne soient par leur essence contraires au régime de faveur institué par la loi du 20 janvier 1902. C'est ainsi, par exemple, que les permissions pourront être retirées pour infractions aux lois et règlements sur la pêche (v. p. 301).

Une circulaire ministérielle du 18 avril 1903, explicative du décret du 17 février 1903, indique un certain nombre de prescriptions qu'il conviendra de faire figurer parmi les conditions de l'affermage.

Ce ne sera, par exemple, qu'en cas de nécessités absolument démontrées que les Sociétés titulaires de baux amiables pourront être autorisées à pratiquer, pour la destruction des espèces nuisibles, les pêches extraordinaires prévues par le § 4 de l'article 18 du décret du 5 septembre 1897. Les autorisations seront accordées par décisions préfectorales, qui devront être *approuvées par le Ministre de l'Agriculture*, lequel réglera, s'il y a lieu, les conditions spéciales de l'opération.

Toutefois le dernier paragraphe de l'article 18 du décret de 1897, qui prévoit les pêches exceptionnelles pour recueillir le poisson menacé de périr en cas de vidange d'un bief, devra rester applicable aux Sociétés de pêcheurs à la ligne, sans que la décision préfectorale ait à être approuvée par l'Administration supérieure.

Enfin, en ce qui concerne le droit de chasse, les agents des Eaux et Forêts devront faire connaître, avec toutes les justifications nécessaires, s'il y a lieu ou non de le comprendre dans l'amodiation.

Toutes les pièces de l'instruction sont transmises par le Conservateur des Eaux et Forêts au Préfet qui

les communique au Directeur des Domaines du département.

Deux cas peuvent se présenter :

Ou bien il y a accord entre le Service forestier et celui des Domaines et alors il n'y a plus qu'à transmettre l'affaire au Ministre de l'Agriculture auquel il appartient d'arrêter définitivement la liste des lots à attribuer aux Sociétés de pêcheurs à la ligne et d'approuver les cahiers des charges ;

Ou bien il y aura désaccord : dans ce cas ce sera le Ministre de l'Agriculture qui engagera des pourparlers avec le Ministre des Finances, en vue de régler le conflit.

c) Acceptation de la décision ministérielle. — La décision ministérielle qui doit intervenir, comme nous venons de le voir, est notifiée par les soins du Préfet à la Société, laquelle a à délibérer en assemblée générale sur la question de savoir si elle accepte ou non les conditions proposées, sans être admise à les discuter.

En cas d'acceptation, la délibération doit :

1° Désigner la personne qui représentera la Société au regard de l'Administration ;

2° Porter engagement de communiquer les comptes et budgets au Conservateur des Eaux et Forêts lorsque celui-ci le jugera nécessaire ;

3° Contenir l'engagement pour la Société de ne se grouper avec d'autres Sociétés, *pour l'exercice de la pêche*, qu'après y avoir été autorisée par le Ministre de l'Agriculture.

La Société doit faire connaître sa résolution par lettre recommandée au Préfet dans les trente jours qui suivent la notification de la décision ministérielle.

L'affermage du lot fait alors l'objet d'un acte administratif dressé par le Conservateur des Eaux et Forêts et le Directeur des Domaines et passé devant le Préfet.

La Société est dispensée de fournir une caution mais doit verser, comme garantie, à la Caisse des dépôts et consignations, une somme égale à la moitié de la redevance annuelle.

d) Cas de concours de plusieurs sociétés. — Si un même lot de pêche est demandé par plusieurs Sociétés (et non déjà détenu par l'une d'elles, auquel cas il lui serait attribué), il est procédé par le Préfet à une adjudication restreinte entre les Sociétés concurrentes.

Le représentant accrédité de chaque Société doit alors déposer, sous pli cacheté, l'engagement de verser un loyer déterminé et de consacrer une somme également déterminée à la répression du braconnage et du repeuplement.

Un bureau d'adjudication, constitué dans la forme prévue par la loi du 15 avril 1829, fait masse pour chaque Société des deux éléments évalués en numéraire (prix de fermage d'une part, dépenses de répression et de repeuplement d'autre part) et attribue le lot à la Société dont les offres totales sont les plus élevées.

Les baux d'un certain nombre de cantonnements de pêche expirant le 31 décembre 1902 et le règlement d'administration publique prévu par la loi du 20 janvier 1902 n'ayant pas encore été rendu à cette date, il avait été sursis à l'adjudication de tous les lots que des Sociétés de pêcheurs à la ligne avaient demandé à conserver, ou qu'elles avaient manifesté le désir d'acquérir.

Ces demandes n'ont pu être l'objet d'une décision

définitive qu'après la publication du décret du 17 février 1903 qui les a dispensées, à titre exceptionnel, de l'application des délais de six mois et de trente jours fixés pour la demande des lots et l'acceptation des conditions de l'affermage.

III. — Les subventions de l'État.

Le Parlement vote chaque année depuis 1898 un crédit de 15.000 fr. spécialement destiné à encourager les Sociétés de pêche à la ligne. Il ressort de la discussion qui a précédé la première inscription de ce crédit au budget de 1898 que le Parlement entend ne distribuer des encouragements qu'aux associations qui concourent, soit au repeuplement des cours d'eau par l'immersion d'alevins ou de reproducteurs, soit au renforcement de la surveillance en entretenant à leurs frais des gardes-pêche particuliers, soit aux deux opérations réunies.

Le montant des subventions à allouer doit donc être calculé en tenant compte des sacrifices dont les associations auront pu justifier à ces différents points de vue. D'autre part il y a lieu de se rappeler que la totalité des sommes à distribuer est limitée à 15.000 francs, que le nombre des sociétés pouvant y prendre part dépasse certainement le chiffre de 400 et que de nouvelles associations continuent à se créer.

L'instruction des demandes présentées par les Sociétés de pêche à la ligne est faite par les agents des Eaux et Forêts, quelle que soit la nature des cours d'eau amodiés, surveillés ou empoissonnés par ces

Sociétés (cours d'eau du domaine public, canalisés ou non, — canaux, — cours d'eau privés, etc.).

Les Conservateurs des Eaux et Forêts sont chargés de recueillir les demandes des Sociétés désirant prendre part à la répartition du crédit. Ces dernières sont invitées à fournir un compte-rendu de leur fonctionnement : siège social, — date de constitution, — sphère d'action, — nombre de membres, — montant de la cotisation, — recettes et dépenses de l'exercice précédent, — détail des travaux de repeuplement, — détail de la surveillance.

Les renseignements donnés par les Sociétés sont soumis au contrôle des agents forestiers locaux, qui ont à se prononcer sur la part réellement prise par chacune d'elles tant au repeuplement qu'à la surveillance des cours d'eau et à présenter des propositions de subventions en conséquence.

Les renseignements des Sociétés et les propositions des agents forestiers sont adressés ensuite aux Préfets, qui les transmettent à l'Administration supérieure.

Le crédit de 15.000 francs a été distribué intégralement :

En 1898 entre 65 Sociétés.

1899 — 101 —

1900 — 81 —

1901 — 124 —

Toutes les Sociétés subventionnées chaque année avaient déployé la plus grande activité aussi bien pour le repeuplement des cours d'eau que pour la répression du braconnage et avaient ainsi donné les meilleures preuves de l'utilité de leur existence.

CONCLUSION

Nous avons vu que le dépeuplement de nos cours d'eau tient à différentes causes : d'abord et surtout au braconnage, puis à des causes indirectes, qu'on peut regarder comme involontaires, telles que l'intoxication des eaux provenant des déversements industriels, les modifications apportées à l'habitat par les curages et opérations similaires, les obstacles dressés contre la reproduction naturelle par les barrages de toutes sortes.

L'Administration des Eaux et Forêts, avec son nombreux et dévoué personnel, auquel il convient d'ajouter les auxiliaires de tout ordre qui lui sont donnés, est dès maintenant armée pour exercer une surveillance efficace et constater les délits. Il ne semble pas douteux que, si les tribunaux veulent l'aider par une répression sévère, elle n'arrive à mettre un frein aux dévastations commises par les braconniers.

D'autre part, grâce aux progrès de la science et à l'application de mesures préventives, dont on commence aujourd'hui à comprendre l'utilité, l'effet des

causes indirectes de dépeuplement ir  toujours en s'atténuant. C'est d'ailleurs vers les recherches scientifiques et l'étude de ces mesures préventives que peuvent s'orienter dès maintenant les efforts des agents des Eaux et Forêts. Le rôle presque uniquement répressif qu'ils ont eu jusqu'ici en matière de pêche fluviale est certainement appelé (ainsi que cela s'est déjà réalisé pour les forêts)   faire place dans l'avenir à une action plus scientifique et plus technique.

Il est donc permis d'espérer que les cours d'eau se repeupleront peu à peu et que le jour n'est pas éloigné où ils retrouveront leur ancienne richesse et pourront être livrés à une exploitation rationnelle. L'augmentation notable de ressources pour l'alimentation publique et la suppression du tribut payé actuellement à l'étranger qui en résulteront seront pour le pays de nouveaux éléments de prospérité.

N'oublions pas, du reste, que dès maintenant l'Administration forestière protège par des travaux appropriés la reproduction naturelle des espèces les plus précieuses et procède à l'élevage de nombreux alevins qu'elle répand ensuite dans les endroits les plus propices.

Le développement continu des Sociétés de pêche lui donne, d'autre part, des auxiliaires sérieux et de jour en jour plus nombreux pour la seconder tant dans son œuvre de repeuplement que dans sa mission de surveillance.

Enfin l'institution, probablement prochaine, du permis de pêche permettra de mieux assurer encore

le Service de la pêche à tous les points de vue en augmentant à cet effet les ressources du Trésor.

Tout concourra donc à faire disparaître l'état actuel de dépeuplement des cours d'eau de France. Tel est le but que se propose et qu'atteindra, nous en avons le ferme espoir, l'Administration des Eaux et Forêts.

VU :

H.-A. MOULIN.

VU :

*Le Doyen de la Faculté de Droit
de l'Université de Dijon,*

E. BAILLY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Dijon, le 28 mai 1903.

Le Recteur de l'Académie,

E. BOIRAC.

INDEX ALPHABÉTIQUE

A

Abandon de poursuites, 229.
Acclimatation d'espèces étrangères, 272.
Agents des contributions indirectes, 179.
— inférieurs de la navigation, 179.
Algérie, xiv.
Amendes, 39, 235.
Amodiations, 26, 58, 248.
— par les Sociétés de pêche, 299.
Anguilles, 60, 65, 279.
Annecy (lac d'), 75 (note).
Arrestation, 223.
Arrêté du Directoire du 28 messidor an VI, 45.
— du Gouvernement du 17 nivôse an XII, 46.
Arrêts préfectoraux, 162, 186, 189.
Assises, 40.
Associations syndicales d'adjudicataires, 255, 306.
— syndicales de riverains, 91, 205.
Attributions de l'Administration des Eaux et Forêts, 143.
Audience, 241.
Auxiliaires de surveillance, 176.

Avis du Conseil d'État :

- 11 thermidor an XII, 47.
- 30 pluviôse an XIII, 47.
- 11 octobre 1812, 75.
- 21 février 1822, 47.

B

Bac, 13.
Banalités, 7.
Barandage, 37.
Barbeau, 291.
Barrages, 136, 206, 210.
Bassins d'alevinage, 277.
Bateliers, 119.
Belgique, 244.
Bellefontaine, 288.
Bidassoa, 97.
Bourget (lac du), 75 (note), 182.
Bouzey, 64.
Braconnage, 114.
Brigades volantes, 174.

C

Cahier des charges, 250, 300.
Caisse des recherches scientifiques, 292.
Cantonniers, 177, 180.
Carafe, 291.
Casier judiciaire, 243.

Causes du dépeuplement des
cours d'eau, 109.
Cazaux (étang de), 202.
Chasse, 231, 303.
Chemin de halage, 236.
C. I. P. B. L., 162 (note).
Circonstances aggravantes, 120.
— atténuantes, 119, 139.
Circulation sur les rives des
cours d'eau, 170.
— dans l'enceinte des voies
ferrées, 172.
Citation, 240.
Civelle, 279.
Colportage, 118, 138, 216.
Commission des améliorations
agricoles, 113, 166, 208.
— des embouchures fluviales,
84.
— de la Pêche fluviale, 164.
Compagnons, 236.
Compétence des gardes-pêche,
213.
Concessions royales, 5.
Confiscation, 233.
Congrès internationaux, 293.
Conservation de la pêche, 146,
157, 161.
Conservations forestières, 173
(note).
Consommation du poisson, 102.
Contrainte par corps, 39, 242.
Contraventions de grande voirie,
237.
Corporations de pêcheurs, 24.
Cours d'eau (v. Rivières).
— navigables ou flottables, 4,
9, 28, 40, 73, 84, 133, 148,
202, 207, 283.
— non navigables ni flotta-
bles, 4, 9, 30, 41, 47, 73,
88, 134, 148, 203, 206,
283.

Cours d'eau rattachés à l'Admi-
nistration des Eaux et
Forêts, 147.
Cumul des peines, 238.
Curage, 134, 136, 193.

D

Décisions ministérielles :
— 26 décembre 1831, 38.
— 13 septembre 1832, 148.
— 30 septembre 1839, 38.
Décrets :
— 22 juillet 1791, 45.
— 23 août 1792, 43.
— 8 frimaire an II, 45.
— 23 décembre 1810, 38.
— (loi) 21 février 1832, 82.
— 4 juillet 1833, 82.
— 49 novembre 1839, 82.
— 29 avril 1862, 61.
— 23 janvier 1868, 52.
— 7 septembre 1870, 63.
— 10 août 1875, 52.
— 18 mai 1878, 53.
— 27 décembre 1889, 53.
— 1^{er} février 1890, 83.
— 9 avril 1892, 53.
— 7 novembre 1896, 66, 144.
— 20 mars 1897, 232.
— 5 septembre 1897, 53, 162.
— 19 avril 1898, 68.
— 22 décembre 1899, 201.
— 17 février 1903, 303.
Defaiz, 24.
Délits de pêche en 1900, 122.
Dépeuplement des cours d'eau,
107.
Destruction des ennemis natu-
rels des poissons, 181.
Détournement des eaux, 132.
Déversements industriels, 129,
183.

Dideaux, 37.
 Dimensions des filets, 13, 23.
 — des poissons, 13, 23, 38, 118.
 Divagation des animaux aquatiques, 198, 202.
 Dommages-intérêts, 39, 236.
 Douaniers, 179.
 Doubs, 99, 245.
 Droit de pêche, 73.
 — de poursuite, 227.
 — de transaction, 232.
 Droits des amodiateurs, 254.
 Durée des baux, 250.

E

Eau du roi, 25.
 Eaux du domaine privé de l'État, 264.
 Eaux et Forêts, xiii.
 Eaux frontières, 96, 243.
 Échelles à poissons, 205.
 Éclusiers, 180.
 École nationale des Eaux et Forêts, 287.
 Écoles forestières des Barres, 283.
 Édit d'avril 1683, 29.
 — décembre 1693, 30.
 Égouts, 130.
 Élagages, 134.
 Embarcations, 175.
 Employés des octrois, 179.
 Empoisonnement des rivières, 38, 50, 139, 292.
 Emprisonnement, 235.
 Engins prohibés, 14, 24, 37, 119.
 Enseignement, 287.
 Établissements de pisciculture, 273, 288.
 Étangs, 91, 156.
 Étendue des cantonnements de pêche, 250.

Exécution des peines, 241.
 Expériences, 290.
 Exploitation de la pêche, 247.
 Exportations, 104.
 Extinction de l'action publique, 229.
 — des peines, 238.

F

Fare, 38.
 Faucardage, 134.
 Fédérations de Sociétés de pêche, 297.
 Filets trainants, 266.
 Foi due aux procès-verbaux, 215.
 Foresta, 6.
 Forestarii, 8.
 Formalités des procès-verbaux, 215.
 Frais de justice, 242.
 Frayères artificielles, 277.
 — naturelles, 197.

G

Gardes champêtres, 178.
 — généraux à cheval, 35.
 — maritimes, 179.
 — de navigation, 180.
 — particuliers, 180.
 — spéciaux de pêche, 180.
 Gendarmerie, 59, 178, 215.
 Gendarmerie maritime, 179.
 Gords, 23.
 Grands-maitres, 17, 31.
 Gratifications, 223.
 Grenouille, 71.
 Gruyers, 16, 33.
 Guadeloupe, xv.

H

Hottu, 183 (note).
Huningue, 64.

I

Importations, 104.
Incapacités électorales, 237.
Indemnités pour réserves, 201.
Indo-Chine, xv.
Inscription de faux, 215.
— maritime, 82, 88, 115, 155, 266.
Institut agronomique, 287.
Instruction du 7 prairial an IX, 56.
Intoxication des eaux, 129.
Irrigations, 132.

J

Judices, 8.
Juridictions royales, 31.
— seigneuriales, 34.

L

Lacs, 91, 156, 262.
Léman (lac) 99, 245, 263.
Licences, 237, 261.
Ligne flottante, 88, 303 (note).
— plombée ordin., 303 (note).
— volante, 303 (note).
Lois :
— 3 novembre 1789, 43.
— 11 septembre 1790, 45, 55.
— 22 novembre - 1^{er} décembre 1790, 44.
— 25 décembre 1790, 55.
— 29 septembre 1791, 55.
— 11 mars 1792, 56.
— 16 nivôse an IX, 56.

Lois :

— 14 floréal an X, 46, 56.
— 15 avril 1829, 28, 48, 74, 138.
— 6 juin 1840, 50.
— 31 mai 1865, 50, 64.
— 8 avril 1898, 74.
— 18 novembre 1898, 50.
— 20 janvier 1902, 51, 302..

Loutre, 181.

M

Madagascar, xv.
Maîtres des Eaux et Forêts, 15, 32.
— pêcheurs, 40.
Manœuvres d'eau, 182, 193.
Marchepied (engin), 13.
— (chemin), 256.
Marque des filets, 23, 37, 59.
Martinique, xv.
Matériel de surveillance, 175.
Mise à sec des canaux, 132, 191.
Modes de pêche prohibés, 37, 118.
Modifications à l'habitat, 131, 190.

N

Nasse à mener la nef, 14.
Navigabilité, 133, 190.
Nuit, 120.

O

Obligations des amodiataires, 252.
Officiers de police judiciaire, 178.
Ordonnances :
— 1280-1292, 13.
— avril 1291, 15.
— mars 1302, 14.
— 26 juin 1326, 14.
— 11 juin 1333, 16, 21.

Ordonnances :

- 26 avril 1346, 19, 21.
- 28 décembre 1355, 19.
- 11 juillet 1376, 16, 21.
- 1^{er} mars 1388, 22.
- 20 mars 1515, 22.
- Juillet 1544, 26.
- 20 janvier 1563, 22.
- 1^{er} avril 1566, 29.
- Mai 1597, 22.
- 13 août 1669, 27.
- 17 mai 1817, 57.
- 15 novembre 1830, 52.
- 10 juillet 1835, 85.
- 28 février 1842, 52.

Organisation de l'Administration des Eaux et Forêts, 173.

P

- Pêche abusive, 125.
- à la ligne, 126, 200.
 - délictueuse, 113.
 - de nuit, 224.
 - maritime, 32.
 - sur autrui sans autorisation, 228.
- Pêches extraordinaires, 182, 202, 256, 278, 292, 305.
- Pêcheries fixes, 250, 254.
- Pêcheur, (Journal le) 298.
- Pêcheurs à engins, 25.
- à verges, 25.
- Pénalités, 24, 39, 235.
- Permis de pêche, 76.
- Permissions de pêche, 255.
- Personnes punissables, 121.
- responsables, 122.
- Peyrehorade, 276.
- Pibale, 279.
- Pisciculture, 60, 269.
- Police, 145.
- administrative, 145.

- Police judiciaire, 145, 157, 213.
- Pouvoir réglementaire, 161.
- Prescription, 51, 229.
- Prévôts, 9.
- Procédure, 240.
- Procès-verbaux, 59, 213.
- Production des eaux douces en poissons, 103.
- Protection des poissons existants, 181.

R

- Recepage, 134.
- Recherches, 290.
- Récidive, 120.
- Recours en grâce, 243.
- Recreusement, 134.
- Repeuplement des cours d'eau, 282.
- Repurgement, 134.
- Réquisition à la force publique, 223.
- Réserves, 199.
- Responsabilité des gardes-pêche, 214.
- Restitution, 39, 236.
- Réunion, xv.
- Rhône, 100, 245, 262.
- Rivières (v. Cours d'eau).
- Rivières banales, 30.
- canalisées, 144.
 - flottables à bûches perdues, 47.
 - flottables par trains ou radeaux, 59.
- Rois adible, 13.
- Rouissage, 38, 130, 188.

S

- Saisie des engins, 220, 234.
- des poissons, 221.

Salure des eaux, 83.
Saumon, 136.
Seille, 97.
Sergents à garde, 35.
Signification des jugements, 241.
Société centrale d'Aquiculture
et de Pêche, 280.
Sociétés de pêche à la ligne, 295.
— de pisciculture, 280.
Subventions de l'État, 276, 280,
308.
Sursis à l'exécution des peines,
239.
Surveillance, 169.
Syndicat des Présidents des
Sociétés de pêche à la ligne,
298.

T

Tables de marbre, 33.
Temps de frai ou temps prohibé,
23, 36, 117, 224.
Thonon, 275.
Tournées des préposés, 174.
Transactions en nature, 233.
— après jugement, 234.
Transport des engins saisis, 220.
Travaux de pisciculture, 278.
Tunisie, xv.

V

Valeur nutritive du poisson, 101.
Vente de poissons saisis, 221.
Verdiers, 16.
Vérification des filets, 170.
Visites domiciliaires, 222.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	VII
INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES	IX
INTRODUCTION	XIII

PREMIÈRE PARTIE

Étude historique de la pêche fluviale et de l'Administration des Eaux et Forêts.

CHAPITRE PREMIER

Des origines au XIII^e siècle.

I. Les cours d'eau et le droit de pêche sous la monarchie franque	3
II. Les concessions royales de pêche	3
III. Le droit féodal de pêche	6
IV. Les <i>forestarii</i>	8
V. La situation à la fin du XIII ^e siècle	9

CHAPITRE II

Les premières ordonnances.

I. Le relèvement de la royauté	11
II. Les ordonnances relatives à la pêche (1292 et 1326) ..	12
III. La création de l'Administration des Eaux et Forêts....	13

CHAPITRE III

Les ordonnances du XIV^e au XVII^e siècle.

I. Les progrès de la royauté	19
II. Les ordonnances relatives à la pêche entre 1326 et 1669..	20
III. La réglementation de la pêche vers 1610	22
IV. Les corporations de pêcheurs et l'exploitation de la pêche	24

CHAPITRE IV

L'ordonnance de 1669.

I. Origine et caractère de l'ordonnance de 1669.....	27
II. Division des cours d'eau au xviii ^e siècle.....	28
III. Les diverses juridictions d'eaux et forêts	31
IV. La surveillance des eaux	35
V. La réglementation de la pêche.....	36
VI. L'exploitation de la pêche.....	40

CHAPITRE V

**La législation et la réglementation de la pêche
de 1789 à nos jours.**

I. Le droit de pêche pendant la Révolution	43
II. La réglementation de la pêche de 1798 à 1829	45
III. La loi du 15 avril 1829.....	48
IV. Les lois postérieures.....	49
V. Les ordonnances et les décrets depuis la loi du 15 avril 1829	51

CHAPITRE VI

**L'administration et l'exploitation de la pêche
de 1789 à nos jours.**

I. La période comprise entre 1789 et 1802.....	55
II. La pêche fluviale et l'Administration des Forêts (1802- 1862).....	57
III. La pêche fluviale et l'Administration des Ponts et Chaus- sées (1862-1896).....	61
IV. Le rattachement de la pêche fluviale à l'Administration des Eaux et Forêts en 1896.....	65

DEUXIÈME PARTIE

État actuel de la pêche fluviale.

CHAPITRE PREMIER

Le droit de pêche.

I. La pêche et les poissons au point de vue juridique.....	71
II. Le droit de pêche	73
III. La question du permis de pêche	76

CHAPITRE II

Les cours d'eau.

I. Limites de la pêche fluviale et de la pêche maritime dans les cours d'eau.....	81
II. Les cours d'eau navigables ou flottables	84
III. Les cours d'eau non navigables ni flottables.....	88
IV. Les lacs et étangs	91
V. Les eaux frontières.....	96

CHAPITRE III

L'état de dépeuplement des cours d'eau.

I. Importance du poisson dans l'alimentation.....	101
II. La production en poissons des eaux douces de France... ..	103
III. Les importations et les exportations	104
IV. Le dépeuplement des cours d'eau	107
V. Les diverses causes du dépeuplement des cours d'eau... ..	109

CHAPITRE IV

Les causes directes du dépeuplement des cours d'eau.

I. La pêche délictueuse.....	113
II. Mesures dont l'inobservation constitue les délits de pêche	116
III. Circonstances atténuantes et circonstances aggravantes	119
IV. Personnes punissables et personnes responsables	121
V. Statistique relative aux délits de pêche en 1900	122
VI. La pêche abusive.....	125

CHAPITRE V

Les causes indirectes du dépeuplement des cours d'eau.

I. L'intoxication des eaux.....	129
II. Les modifications à l'habitat	131
III. Les obstacles à la reproduction naturelle.....	135
IV. L'insuffisance ou les erreurs de la réglementation	137

CHAPITRE VI

Le rôle de l'Administration des Eaux et Forêts.

I. Les attributions de l'Administration des Eaux et Forêts en matière de pêche fluviale	143
II. Les cours d'eau rattachés à l'Administration des Eaux et Forêts	147
III. Plan de la Troisième Partie.....	157

TROISIÈME PARTIE

**Attributions actuelles de l'Administration
des Eaux et Forêts.***Première Section : Conservation de la pêche.*

CHAPITRE PREMIER

La collaboration au pouvoir réglementaire.

I. Autorités possédant le pouvoir réglementaire.....	161
II. La Commission de la Pêche fluviale.....	164
III. Rôle des agents forestiers en matière de réglementation	166

CHAPITRE II

La surveillance.

I. Objet de la surveillance	169
II. Le personnel de l'Administration des Eaux et Forêts....	172
III. Les autres fonctionnaires chargés de la surveillance de la pêche	176

CHAPITRE III

La protection des poissons existants.

I. La destruction des ennemis naturels des poissons	181
II. Les mesures administratives prises contre l'intoxication des eaux	183
III. Les mesures administratives prises contre les modifica- tions à l'habitat.....	190

CHAPITRE IV

La protection de la reproduction naturelle.

I. Les frayères naturelles	197
II. Les réserves	199
III. Les échelles.....	203

Deuxième Section : Police judiciaire de la pêche.

CHAPITRE V

La constatation des délits.

I. Les procès-verbaux.....	213
II. Les moyens de constatation.....	220
III. Les gratifications	223

CHAPITRE VI

La poursuite des délits.

I. Le droit de poursuite	227
II. Le droit de transaction :.....	232
III. Les pénalités	235
IV. Application des pénalités	238
V. La procédure	240
VI. Les délits commis dans les eaux frontières.....	243

Troisième Section : Exploitation et amélioration de la pêche.

CHAPITRE VII

L'exploitation de la pêche.

I. Les amodiations dans les rivières navigables ou flottables non canalisées	247
II. Obligations et droits des amodiataires	252
III. Produit en argent des amodiations dans les rivières navigables ou flottables non canalisées.....	257
IV. L'exploitation des lacs du domaine public	262
V. L'exploitation des eaux dépendant du domaine privé de l'État	264
VI. Attributions se rattachant à l'exploitation de la pêche.	266

CHAPITRE VIII

La pisciculture.

I. Origine et développement de la pisciculture	269
II. Les principes de la pisciculture	272
III. Les établissements de pisciculture	273

IV. Travaux accessoires et mesures réglementaires concernant la pisciculture	277
V. La pisciculture en dehors de l'Administration des Eaux et Forêts	279
VI. Le repeuplement des cours d'eau	282

CHAPITRE IX

L'enseignement et les recherches scientifiques.

I. L'enseignement relatif à la pêche fluviale	287
II. Les expériences et les recherches scientifiques	290

CHAPITRE X

Les Sociétés de pêche.

I. Statistique et objet des Sociétés de pêche	293
II. Les amodiations dans les cours d'eau navigables ou flottables non canalisés	299
III. Les subventions de l'État	308
CONCLUSION	311
INDEX ALPHABÉTIQUE	315

